

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°361

AVRIL 2015

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **WASHINGTON : LE CONGRÈS SOUHAITE ARMER DIRECTEMENT LES KURDES**
- **TURQUIE : DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES**
- **SYRIE : RIVALITÉ D'AL QAIDA ET DE DAESH SUR LE TERRAIN OCCIDENTAL**
- **KURDISTAN D'IRAK : UN ATTENTAT À ERBIL FAIT QUATRE MORTS**
- **CULTURE : LA CENSURE D'UN FILM KURDE PERTURBE LE FESTIVAL D'ISTANBUL**

WASHINGTON : LE CONGRÈS SOUHAITE ARMER DIRECTEMENT LES KURDES

La Commission des Forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis a, dans son projet de loi annuel sur la défense, publié le 27 avril, un projet de loi autorisant son pays à soutenir les forces irakiennes dans leur guerre contre l'EI pour un montant de 715 millions de dollars. Mais la première rédaction de cette loi prévoyait qu'au moins 25% de cette aide soit destinée directement aux Peshmergas et aux milices tribales sunnites, ainsi qu'à la future unité de gardes nationales sunnites. Et comme la loi américaine interdit la livrai-

son d'armes en direct à des forces non étatiques, il faudrait donc, comme le proposait cette loi à débattre, « que les Peshmergas kurdes, les forces de sécurité sunnites qui ont une mission de sécurité nationale et la Garde nationale sunnite soient considérés comme des pays » afin de permettre « à ces forces nationales de sécurité de recevoir une assistance directe des États-Unis ».

On ne saurait prendre davantage à contre-pied, dans ce projet de loi, la ligne politique de l'administration Obama qui, depuis le début du conflit avec l'EI et la

chute de Mossoul, n'a eu de cesse de réitérer son attachement à un « Irak unifié » dont le Premier Ministre Abadi est l'unique représentant reconnu par Washington. Les réalités du terrain militaire et les piètres performances sur le champ de bataille de l'armée irakienne ont, bien sûr, amené la Maison Blanche à compter sur les Kurdes et à les appuyer dans cette guerre, sans toujours passer par Bagdad. De même, Barack Obama et John Kerry avaient approuvé la formation de milices sunnites, plus susceptibles d'entraîner le retour des provinces encore sous occupation de Daesh

dans l'administration irakienne. Mais tout ce qui pourrait entériner officiellement la partition actuelle de l'Irak est systématiquement bloqué.

En théorie, les armes et les équipements de la Coalition envoyés à Bagdad doivent être redistribués par le gouvernement irakien à toutes les forces combattant l'EI. Mais les Kurdes n'ont cessé de se plaindre de la répartition plus qu'inéquitable des armes livrées, dont bénéficierait surtout l'armée irakienne (voire les milices chiites, également armées par l'Iran) alors que les Peshmegas, dont les succès militaires sont pourtant bien plus spectaculaires contre l'EI, n'auraient reçu que très peu d'armements lourds.

Finalement, après 18 heures de débat au sein de la Commission, le projet de loi a été envoyé à la Chambre des représentants, afin qu'il soit examiné en mai, mais amputé de la clause demandant la reconnaissance des Peshmegas, d'une part, et des milices tribales sunnites de l'autre, comme forces de « pays » respectifs ; cependant une aide militaire directe à ces deux groupes armés reste prévue. Dans ses propositions, le président de la Commission, Mac Thornberry, appuie et renforce la mission contre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et l'Operation Inherent Resolve (OIR). Il reconduit l'autorisation donnée au Bureau de coopération pour la sécurité en Irak, et accède à la requête du président des États-Unis pour accorder une aide de 715 millions de dollars aux forces irakiennes, pour les assister dans leur lutte contre Daesh. Mais il est énoncé dans ce projet de loi que 25% de ces fonds devront être donnés directement aux Peshmegas et aux forces sunnites, sauf si le gouvernement irakien échoue à réinté-

grer les minorités au sein de l'Irak et à mettre enfin en place une réconciliation politique au niveau national : en ce cas, les aides financières accordées aux Kurdes et aux sunnites s'élèveront à 60%.

Le projet dans sa forme initiale avait tout de suite rencontré l'opposition du gouvernement Obama, et le Département d'État l'avait immédiatement fait savoir. Son porte-parole Marie Harf avait déclaré que « la politique de cette administration [l'actuel gouvernement américain] est claire et consiste à soutenir un Irak unifié. Nous avons toujours dit qu'un Irak unifié est plus fort, et qu'il est aussi important pour la stabilité de la région [...] Notre aide militaire et nos livraisons de matériel ainsi que notre politique restent les mêmes, à savoir que tous les transferts d'armement doivent être coordonnés via le gouvernement central d'Irak. Nous croyons que cette politique est la plus efficace pour soutenir les efforts de la Coalition. »

Marie Harf avait ajouté que la Maison Blanche allait « travailler » avec le Congrès pour rendre ce projet de loi plus conforme à sa politique irakienne.

Il était prévisible que le gouvernement irakien soit encore plus radicalement opposé à cette « reconnaissance » juridique des sunnites et des Kurdes comme « pays », comme l'a fait savoir, le 30 avril, le Premier Ministre Hayder Al-Abadi, dans un communiqué officiel, affirmant que « l'Irak et toutes ses composantes font face à l'État islamique ; l'Irak a prouvé que toutes ses composantes continuent de se battre pour libérer les territoires de l'EI et la restauration de la vie normale ». Rejetant ce projet de loi, Al-Abadi a affirmé qu'il « mènerait à une plus grande division de la région. »

Même opposition de la part de Muqtada Al-Sadr, à la tête d'un mouvement politique et militaire chiite, mêlant volontiers les discours religieux et les actions belliqueuses. Il a ainsi promis aux USA que l'Irak ne serait plus une place « sûre » pour les Américains si ce projet de loi passait, et que les intérêts des États-Unis, dans le pays et à l'étranger, deviendraient une « cible » pour les Irakiens qui « n'accepteront jamais la division de leur pays ». Il a aussi menacé de réactiver l'aile militaire de son mouvement, l'Armée du Mahdi.

La position du gouvernement Obama est, comme on le voit, loin d'être partagée par l'ensemble de la classe politique américaine et, en tout cas, de la part des Républicains, de plus en plus de voix s'élèvent pour que le soutien des États-Unis se reporte davantage sur les Kurdes, alliés jugés plus sûrs et plus à même de lutter efficacement contre l'EI. L'indépendance kurde est même parfois ouvertement envisagée dans l'opposition américaine, exprimant peut-être à voix haute ce que l'actuel gouvernement américain voit peut-être lui aussi comme inévitable, mais souhaitant probablement que ce dossier brûlant échoue plutôt à son successeur, quelle que soit son appartenance politique.

Interrogé par la chaîne Russian RT Ivan Eland, spécialiste des questions de défense, auteur notamment de *Partitioning for Peace: An Exit Strategy for Iraq* (2009), a ainsi estimé qu'une aide financière directe aux Kurdes et aux milices sunnites, accélérerait certes la partition de l'Irak, mais que cette partition existait déjà, sur le terrain, et que, selon lui, il était impossible de réunifier cet État. Selon lui, les Républicains sont inquiets de ce qu'ils voient comme une trop

grande dépendance du gouvernement central irakien envers l'Iran, qui a par exemple un rôle capital dans la formation et dans l'entraînement des milices chiïtes, accusées par ailleurs de crimes de guerre contre la population sunnite. Ce projet de loi vise aussi à exercer une certaine pression sur Bagdad pour que le gouvernement d'Al-Abadi prenne ses distances avec de telles milices :

« Les États-Unis n'aiment pas l'influence de l'Iran en Irak et cette loi dit par conséquent qu'ils financeront les Peshmergas et

d'autres milices, qui sont sunnites ; mais elle dit aussi au gouvernement de l'Irak que s'il ne s'associe pas aux milices chiïtes, il recevra plus de fonds que les Peshmergas et les milices sunnites. Donc, ils [les Républicains] ne s'éloignent pas totalement de l'Irak mais exercent une forte pression pour qu'il se dissocie lui-même des milices chiïtes, ce que le gouvernement irakien ne fera probablement pas. »

Car la réalité du terrain irakien interdit d'espérer que l'armée

irakienne puisse battre l'EI sans l'apport de ces milices, sans qui la reprise de Tikrit n'aurait pas été possible :

« Je pense que les forces irakiennes sont une coquille vide ; ils rompent les rangs et s'enfuient quand les forces de l'EI les attaquent [...] alors que si cette loi est votée, le Congrès américain demandera au gouvernement irakien de se séparer de la seule force militaire fiable dont il dispose. »

TURQUIE : DÉBUT DE LA CAMPAGNE POUR LES LÉGISLATIVES



lors que les élections législatives doivent avoir lieu le 7 juin 2015, la campagne électorale a démarré au début d'avril, et le parti kurde HDP a soumis le 7 la liste finale de ses candidats au Conseil suprême électoral de Turquie. Le chef de file de ces candidats, le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş a, lors de son premier meeting, tenu le 11 avril dans la Chambre des ingénieurs civils d'Ankara, adopté une attitude assez conciliante envers les autres partis politiques en Turquie, assurant que « aucun autre parti politique n'est notre ennemi, mais tous sont nos adversaires politiques. Aucun candidat d'autres partis n'est notre ennemi. Nous mènerons cette campagne électorale avec une humanité totale et des relations amicales. »

Le HDP visant depuis sa formation à embrasser, en plus des Kurdes, d'autres composantes de la société en Turquie, notamment des voix de gauche, Selahattin Demirtaş, a répété (comme ce fut le cas aux dernières municipales) que le HDP n'était pas un parti avec « une seule identité » : « Nous sommes les représentants

de toutes les identités dans ce pays. »

Mais cette attitude « amicale » et « humaine » a finalement cédé, au cours du mois, à une stratégie et des discours plus offensifs envers le principal parti en lice, celui de l'AKP, qui est aussi le parti qui dispute le plus de voix kurdes au HDP. Par ailleurs, un des bureaux du HDP a été la cible de tireurs inconnus le 18 avril.

Aussi, dans un autre meeting, tenu dix jours plus tard à Istanbul, la co-présidente du HDP, Mme Figen Yüsekdağ, s'en est prise nominellement au président turc, promettant que son parti, s'il passe le seuil des 10% au niveau national, serait le « cauchemar » d'Erdoğan et « le rêve de tous les peuples de Turquie ».

Ces propos répondaient directement à une déclaration présidentielle, prévoyant un « cauchemar » pour la Turquie si les législatives débouchaient sur un gouvernement de coalition. Car si le HDP dépasse le seuil des 10% de votes (ce que, jusqu'ici, aucun parti prokurde n'a réussi à faire en Turquie), il pourra obtenir 60 sièges sur 550, ce qui rendrait plus difficile la majorité des 2/3 qui permettrait à

l'AKP de faire approuver la réforme constitutionnelle qu'il envisage, laquelle donnerait notamment des pouvoirs plus étendus au président. À l'inverse, un échec du HDP pourrait donner à l'AKP environ 30 sièges supplémentaires.

En avril, les sondages indiquaient que le HDP était bien près de franchir cette barre des 10% (entre 8 et 11% d'intentions de votes) et que l'AKP restait par ailleurs le parti favori des électeurs turcs, avec des intentions de vote tournant autour de 42-48%. Le CHP, le principal parti d'opposition semble donc très distancié par l'AKP, et le HDP espère, comme à la dernière présidentielle de 2014, apparaître comme l'opposant le plus crédible aux ambitions politiques d'Erdoğan, que ses détracteurs brocardent comme se prenant pour le « nouveau sultan » (allusion aux thèmes « ancien régime » et conservateurs de sa campagne).

Un échec du HDP pourrait cependant nuire au processus de paix initié par l'AKP, si cet échec renforçait les autres partis turcs, dont les plus nationalistes. D'autant que la feuille de route de ce processus n'a jamais été élaborée en consultant le HDP (ni même le PKK) et apparaît comme le fruit direct de négocia-

tions entre Öcalan et le gouvernement turc. Sa réussite serait donc présentée comme le succès d'Erdogan, en laissant de côté le HDP dont le rôle, dans ce processus, s'est borné à prendre connaissance et à lire en public les messages d'Öcalan. Si bien que le parti kurde, dans ses thèmes de campagne, aborde peu cette question, et se concentre davantage sur la défense des femmes, des jeunes, de l'écologie. De plus, sa volonté de gagner les voix d'un électorat de gauche déçu par le CHP (comme les Alévites) incite certainement ses candidats à ne pas trop apparaître comme pro-kurdes (ce qui, pour la majorité des Turcs, signifie être pro-PKK).

Par ailleurs, le reste de l'opposition se sert de ce processus pour présenter comme peu sérieuse la fermeté du HDP contre les ambitions d'Erdogan et l'accuse « d'un

accord secret en vertu duquel il soutiendrait la présidentialisation du régime voulue par M. Erdogan en échange de la paix et de réformes favorables à la minorité kurde du pays. » (AFP), ce que nie ses leaders.

Toujours sur la question kurde, le Premier Ministre turc, Ahmet Davutoğlu a suscité une certaine hilarité dans le public, les réseaux sociaux et la presse concernant l'omission, dans son programme politique de 350 pages, de toute allusion à ce fameux processus de paix. Le mot « kurde » n'a même été mentionné qu'une seule fois.

Interrogé sur cette absence, lors de la présentation de son programme, Ahmet Davutoğlu n'a rien trouvé de mieux à répondre qu'il s'agissait d'une « erreur » lors de l'impression :

« Nous nous sommes aperçus que

des pages sont tombées quand le programme a été envoyé à l'imprimeur : une page ou deux sont tombées. Mais ces pages seront rajoutées et le programme réimprimé. »

Plus sérieusement, la tentative d'escamoter le processus de paix du programme électoral de l'AKP pourrait indiquer que ce parti souhaite ne pas heurter son électorat turc (les classes populaires et moyennes qui votent AKP sont celles aussi dont les fils étaient envoyés sur le front kurde et donc les plus endeuillés par la guerre). C'est aussi un moyen de taire les divisions internes qui avaient commencé d'agiter l'AKP en mars 2015, au sujet des négociations avec le PKK et finalement d'entériner le durcissement d'Erdoğan sur la question, et ses volte-face au sujet d'une question kurde finalement, selon lui, inexistante.

SYRIE :

RIVALITÉ D'AL QAIDA ET DE DAESH SUR LE TERRAIN OCCIDENTAL

Les revers de l'État islamique devant les Kurdes d'Irak et de Syrie ont pu inciter l'organisation à tourner temporairement ses forces en direction de l'ouest et du centre syrien, visant cette fois l'armée du régime syrien et différents groupes djihadistes, dont Jabhat an Nusra. La base militaire syrienne de Palmyre et la place forte tenue par le Hezbollah à Qusayr apparaissent ainsi comme les cibles les plus susceptibles de subir un prochain assaut des milices de Daesh. Cependant l'EI ne peut totalement dégarnir de ses troupes son front oriental, notamment à Hassaké, où il lutte à la fois contre les YPG, des unités de l'ASL et le régime syrien. La communication entre Raqqa et Mossoul reste aussi une condition essentielle de sa survie. Pour cela, Daesh peut compter sur un

apport de recrues étrangères au Moyen Orient mais aussi sur le ralliement de djihadistes appartenant aux mouvances d'Al Qaeda ou à d'autres groupes, ce qui peut expliquer ces attaques récentes contre l'armée syrienne.

Sur son front nord-ouest, dans la zone frontalière qu'il tient entre Kobani et Alep, Daesh affronte les forces Volcans de l'Euphrate, une chambre d'opérations regroupant les YPG kurdes et des unités de l'ASL, soutenue par les bombardements de la Coalition. Ayant dû reculer devant l'avance des YPG et repasser sur la rive occidentale de l'Euphrate à la mi-mars, l'EI a détruit deux ponts sur son passage, celui de Shuyukh Fawqani et celui de Qarah Qawaz, afin de stopper ou de rendre plus difficile la marche des Kurdes au cas où ils seraient désireux de pousser leur avantage et faire la jon-

tion entre les cantons de Kobani et d'Afrine. Mais hors des régions majoritairement kurdes, les YPG ne cherchent pas à s'implanter trop avant, se méfiant sans doute avec raison d'une incursion hasardeuse qui les entrainerait trop loin de leurs bases, au milieu d'une population en majorité arabe qui ne leur est pas forcément favorable. Ainsi, pour le moment, l'Euphrate sert de barrière naturelle entre les deux armées.

À Serê Kaniyê (Ras al 'Ayn), l'EI a par contre mené plusieurs offensives qui lui ont permis au début du printemps de s'emparer de plusieurs villages à l'ouest et au sud de la ville, et les attaques contre les forces conjointes de bataillons kurdes et chrétiens assyriens sont récurrentes, en plus d'attaques suicides à Hassaké. Mais pour le moment, l'avantage sur le terrain

n'a été pris par aucune des parties, les Kurdes ne pouvant prendre du terrain afin de dégager la zone frontalière turque ni assurer la jonction avec Kobanî, mais Daesh, hormis la prise de quelques villages et l'enlèvement de nombreux otages chrétiens, n'a pas enregistré beaucoup de gains territoriaux.

À l'est de Deir-ez-Zour, par contre, Daesh se trouve à son tour sur la défensive devant des attaques surprises contre ses patrouilles et ses check-points. Les assauts n'ont pas été revendiqués, mais l'on soupçonne des groupes djihadistes rivaux de l'EI, se réclamant plus ou moins d'al-Qaida, comme Jabhat an-Nusra ou d'autres milices de l'ASL, d'être à l'origine de cette tactique du harcèlement intérieur, à l'aide de cellules clandestines dans les territoires pris par Daesh. En représailles, l'EI s'est livré à des arrestations massives à Deir ez-Zour. Par ailleurs, ses positions à Deir-ez-Zour ont été entourées d'un système de tranchées, par craintes d'attaques de la part de tribus arabes de la région, qui ont vu d'un mauvais œil la mainmise de l'État islamique dans leur zone d'influence.

Mais c'est contre le régime syrien que l'EI semble envisager de concentrer ses efforts, à l'est des provinces de Homs et de Hama. Cela a commencé en mars par des attaques-éclair contre des check-points, des installations militaires ou pétrolières. Le 27 mars c'est ainsi un bataillon appartenant à la défense aérienne, qui a été visé à l'est de Homs et le 31, un village à l'est de Hama, tenu par le régime. Il s'agissait d'incursions qui pouvaient avoir pour fonction de tester le terrain en vue d'une expansion vers le centre et l'ouest syriens.

Dans le même temps, Daesh s'est

livré à une série d'exécutions, de décapitations publiques de prétendus « collaborateurs » du régime, ainsi que de massacres à l'encontre de civils alaouites : autant de signaux envoyés aux Syriens de Homs ou de Hama, quelles que soient leurs appartenances politique ou religieuse, les avertissant de se préparer à devenir de futures provinces du « califat ».

Cependant, en dehors de ses actions qui s'apparentent plus à un harcèlement psychologique des populations et une propagande de terreur, sur le terrain, Daesh a dû reculer à plusieurs reprises sous les ripostes aériennes de l'armée de l'air syrienne. Quant aux menaces qu'il fait peser sur sa base militaire de Palmyre, cela pourrait avoir surtout pour résultat un redéploiement de forces plus importantes, de la part du régime, autour des routes entre Alep et Deir ez-Zour, essentielles pour ses approvisionnements, ainsi qu'autour des infrastructures de gaz naturel alimentant la majeure partie des besoins énergétiques de la Syrie.

À Damas, l'activité de l'EI est celle de cellules clandestines principalement dirigée contre les bastions tenus par l'ASL, comme à Qalamoun. Il s'agit aussi pour Daesh de sécuriser les voies de communication entre ses unités à l'est de Homs et celles réparties le long de la frontière libanaise, et vers ses unités de Damas. Les actions de ces cellules sont surtout des enlèvements à grande échelle, ainsi que les meurtres de djihadistes rivaux, ou bien d'hommes accusés de collaborer avec le régime.

Au nord d'Alep, l'EI se heurte à la fois aux forces de l'ASL et aux Kurdes, dont il essaie d'infiltrer les régions du nord-ouest, par des incursions et des attaques-

surprises contre leurs check-points. Plusieurs fortifications et tranchées ont été mises en place dans la ville pour se protéger des frappes de la Coalition.

Mais l'impact politique et psychologique que Daesh espérait obtenir en sa faveur, dans ses nouvelles attaques contre le régime syrien, s'est trouvé amoindri après la prise de la ville d'Idlib, le 25 mars, suivie de celle de la ville voisine de Jisr al-Shughour le 15 avril, par une coalition de plusieurs groupes djihadistes, « Jaish al-Fatah » rassemblant Jabhat an Nusra, Ahrar as Sham, Jund al Aqsa, Liwa al-Haq, Ajnaad al-Sunna, Faylaq al-Sham et Jaysh al-Sunna. Déjà complètement encerclés depuis décembre 2014 par les djihadistes, les habitants d'Idlib (entre 100 000 ou 200 000) ont été invités juste avant l'attaque à rester chez eux et les soldats sunnites du régime à rallier les assaillants.

Le 24 mars, deux attaques suicides ont marqué le début des opérations, faisant une vingtaine de victimes parmi les troupes du régime. Dans la journée, les djihadistes contrôlaient déjà sept check-points. Le 25, deux autres attaques-suicides ont été lancées et le 26 mars, dix-sept check-points pris par Jaysh Al Fatah, qui réussit à entrer dans la ville dans la nuit du 26 au 27 mars.

Malgré les raids de l'aviation syrienne, Idlib était presque entièrement aux mains des djihadistes le 28 mars et dans la nuit du 28 au 29 mars, la prison centrale et le gouvernorat sont tombés. Les hommes du régime se sont repliés vers le sud, dans les villes de Jisr al Shughour et d'Ariha, restant en possession de l'aéroport militaire d'Abou Douhour et de cinq bases militaires.

Après Raqqa, aujourd'hui capitale de l'État islamique en Syrie,

Idlib est la deuxième capitale de gouvernorat à échapper au régime, qui a depuis mené 684 raids aériens contre la ville, entre le 28 mars et le 18 avril, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, qui parle aussi de 335 barils d'explosifs largués par des hélicoptères, faisant 700 blessés et 125 victimes civils.

Jaysh al Fatah a alors continué sa progression vers le sud, en direction de Jisr al Shughour et contre la base voisine d'al Mastomah. Le groupe tchétchène Jund al Sham s'est joint à cette coalition. Jisr al Shughour, proche de la frontière turque, a été atteint le 23 avril. Jabhat an Nusra a initié l'assaut avec 15 attaques de kamikazes et

au matin du 24 avril, quatre postes de contrôle étaient pris, dont celui de Tell Hekmah, qui bloque l'accès à la ville voisine d'Ariha, l'ultime localité de la province encore aux mains du régime.

L'aviation syrienne a mené 70 frappes aériennes sur Jisr al Shughour, sans empêcher l'ASL de le contrôler entièrement, le 25 avril. Jaysh al Fatah a progressé alors plus au sud, atteignant le nord-ouest du gouvernorat de Hama. Selon l'OSDH, 200 prisonniers, militaires, miliciens et des membres de leurs familles, sont à présent détenus par les djihadistes.

La chute d'Idlib et de Jisr al Shughour est l'un des revers des plus durs pour le régime syrien. Mais c'est aussi un camouflet pour Daesh qui n'a jamais, lui, emporté de victoire de cette ampleur contre Damas, puisque sa capitale, Raqqa, a été prise à Jabhat an Nusra et non aux forces loyalistes. Ainsi, la chute d'Idlib peut inverser la tendance des ralliements de djihadistes à Daesh. Et si l'on peut s'attendre à une recrudescence et un durcissement des offensives du Baath contre l'ASL (Lattaquié est menacé), il est aussi fort probable que l'État islamique tente une surenchère dans ses attaques à la fois contre le gouvernement de Damas et contre ses rivaux d'al Qaida.

KURDISTAN D'IRAK : UN ATTENTAT À ERBIL FAIT QUATRE MORTS

Le 17 avril, un peu avant midi heure locale, un attentat à la voiture piégée a fait quatre morts (dont deux policiers) et 29 blessés à Ankawa, dans la banlieue d'Erbil, devant un café tenu à proximité du consulat américain. Sept des victimes sont des Kurdes de Turquie. On ignore si la cible initiale était le consulat américain et si, devant l'impossibilité de franchir les dispositifs de sécurité, les terroristes ont choisi finalement de se faire exploser dans le café tout proche. Aucun Américain n'a été touché dans l'attentat, comme l'a annoncé le porte-parole du Département d'État.

L'un des experts ayant examiné l'explosif utilisé a déclaré à Reuters qu'il s'agissait du C-14, de la famille des plastics. L'attentat a finalement été revendiqué, ainsi que deux autres attentats à la voiture piégée survenus le même jour à Bagdad, qui a tué au moins 27 personnes.

Dix jours plus tard, les autorités kurdes ont arrêté cinq hommes,

soupçonnés d'être les auteurs de cet attentat. Quatre d'entre eux sont des Kurdes d'Erbil et le cinquième est un Arabe irakien. Le Conseil de sécurité de la Région kurde a confirmé ces arrestations un peu plus tard dans un communiqué :

« Ces arrestations ont eu lieu sur la base d'informations venant du public et dans certains cas, de membres des familles [...] tous les membres du groupe ont avoué leur rôle dans cette attaque. »

Les aveux enregistrés sur vidéo ont été visionnés par Reuters qui a pu révéler que le meneur du groupe était un ingénieur diplômé âgé de 25 ans, nommé Darya Homdamim. C'est lui qui aurait enrôlé les trois autres Kurdes, qu'il aurait connus en fréquentant une mosquée locale. Reuters indique que les quatre hommes s'exprimaient aisément devant la caméra et ne présentaient pas de signes de violences.

Darya Homdamim a indiqué avoir pris contact via Facebook avec un religieux kurde originaire

d'Erbil, nommé Mala Shwan, qui a rejoint l'État islamique, et est apparu sur certaines vidéos de propagande diffusées par les djihadistes. C'est lui qui aurait incité le jeune Kurde à passer à l'action à Erbil même, et l'aurait mis en contact avec un Arabe résidant à Kirkouk, mais originaire de Baqouba, qui leur aurait fourni la voiture piégée et leur aurait expliqué comment la faire exploser. Les quatre Kurdes d'Erbil se sont eux-mêmes rendus à Kirkouk, ont pris la voiture, et l'ont ensuite conduite jusqu'à Erbil, via un itinéraire qui leur a permis d'éviter de nombreux check-points. Ils avaient l'intention de garer la voiture devant le consulat américain, mais s'étant aperçus que son dispositif de sécurité était impossible à contourner, ils ont laissé la voiture devant un café juste en face.

Les autorités kurdes avaient pu établir auparavant qu'ils s'étaient alors rendu dans un centre sportif non loin du café et de là, avaient déclenché la bombe.

Quant à l'homme considéré comme le cerveau de l'opération,

il a depuis été tué dans une frappe aérienne dans la ville de Hawidja. Alaw Paer Ahmad Al-Azawi, connu sous le nom d'Abu-l-Qasim, était un haut gradé de

l'État islamique. Il a aussi été identifié comme étant à l'origine de l'attentat de novembre 2014, toujours à Erbil, ainsi que d'autres attaques terroristes à Kirkouk. Le

28 avril, il a été tué par une frappe aérienne, après une coopération et un partage d'informations entre les forces kurdes anti-terroristes et la Coalition.

CULTURE :

LA CENSURE D'UN FILM KURDE PERTURBE LE FESTIVAL D'ISTANBUL

Le festival du cinéma d'Istanbul (tenu du 4 au 19 avril) a annulé la remise de ses prix, le 13 avril, alors que des cinéastes turcs, dont Nuri Bilge Ceylan, Palme d'or à Cannes pour « *Kış Uykusu* » (Winter Sleep), avaient annoncé leur intention de boycotter la cérémonie en raison de l'annulation de la programmation d'un film kurde, « *Bakur* » (Le Nord).

Ce documentaire, œuvre de Cayan Demirel et Ertugrul Mavioglu, est en effet consacré aux combattants du PKK. Il devait être projeté le 12 avril, mais les organisateurs du fes-

tival ont, à la dernière minute, été avisés par un courrier émanant du ministère turc de la Culture, que ce film ne pouvait être projeté car n'ayant pas reçu « les autorisations nécessaires ».

Les autres cinéastes ont alors diffusé et signé une « lettre ouverte » pour protester contre cette censure, en parlant « d'agenda politique ». Vingt-trois d'entre eux ont retiré leur film de la compétition.

La direction du festival, elle, a publié sur son propre site le manifeste des cinéastes. Le président du jury, Rolf de Heer, a dénoncé une « attaque contre la liberté d'expression ».

Dans une conférence de presse, les organisateurs ont alors annoncé l'annulation de tous les prix, ainsi que celle de la cérémonie de clôture, mais ont maintenu les projections des cinéastes qui n'avaient pas retiré leur film.

Ömer, Çelik, le ministre de la Culture, a parlé d'accusations sans fondement et a traité les organisateurs du festivals d' « irresponsables » :

« Les allégations selon lesquelles notre institution est un organisme de censure sont pour le moins des mensonges complets et absolus » (AFP).



L'Institut kurde de Paris est en danger

Par **JEAN-MARC AYRAULT** Ancien Premier ministre **ANNE HIDALGO** Maire de Paris **BERNARD KOUCHNER** Ancien ministre des Affaires étrangères **BRUNO LE ROUX** Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et **HUBERT VÉDRINE** Ancien ministre des Affaires étrangères

La plus ancienne institution culturelle kurde d'Europe, créée en février 1983, avec le soutien du Président et du gouvernement français, risque de bientôt disparaître, faute de budget !

En trente-deux ans d'activité, l'Institut kurde est devenu une référence en Europe. Dans le domaine des droits de l'homme, l'Institut kurde a joué un rôle décisif dans l'information de l'opinion publique occidentale sur la situation de ce peuple sans Etat, privé de représentation politique reconnue. L'Institut kurde a également beaucoup œuvré pour l'intégration laïque et républicaine des Kurdes de France.

En raison de sa contribution à l'intégration républicaine des populations kurdes, et au rayonnement culturel de la France dans le monde kurde, le gouvernement de Pierre Bérégovoy a accordé à l'Institut le statut de fondation reconnue d'utilité publique. Plus tard, le gouvernement Jospin, après un audit financier et d'activité approfondi, a décidé d'un financement public annuel de près de 600 000 euros. Progressivement réduite à partir de 2002, cette subvention fut supprimée sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

L'Institut kurde a alors pu survivre grâce à l'effort exceptionnel du gouvernement régional du Kurdistan. Mais, depuis janvier 2014, ce gouvernement, privé de sa dotation financière par Bagdad, submergé par l'afflux de 1,5 million de réfugiés et de déplacés, confronté aux attaques de Daech, n'est plus en mesure de venir à l'aide de l'Institut kurde. Les appels au secours lancés auprès des autorités françaises n'ont, pour le moment, pas abouti.

Pour assurer sa survie, l'Institut kurde avait sollicité une subvention annuelle de 650 000 euros (moins de 4% de la subvention française à l'Institut du monde arabe). Faute d'une décision rapide des autorités françaises, l'Institut kurde risque de voir cesser toutes ses activités au moment même où le monde entier salue le courage des Kurdes en Syrie et en Irak. Ce serait un paradoxe incompréhensible, choquant et absurde.

Les signataires demandent aux autorités françaises d'aider l'Institut kurde de Paris à poursuivre ses missions plus nécessaires que jamais et de pérenniser son existence.

Autres signataires : Pouria Amirshahi Député Michèle André Sénatrice, présidente de la commission des finances du Sénat Christian Bataille Député Esther Benbassa Sénatrice Michel Billout Sénateur Patrick Bloche Député, président de la commission des affaires culturelles et de l'éducation à l'Assemblée nationale Sergio Coronado Député Bertrand Delanoë Maire honoraire de Paris Cécile Duflot Ancienne ministre, députée Joëlle Garriaud-Maylam Sénatrice Jean-Marc Germain Député, secrétaire international du Parti socialiste Jean Glavany Député Jean-Pierre Godefroy Sénateur Paul Molac Député Aymeri de Montesquiou Sénateur Jean-Christophe Lagarde Député, maire de Drancy Jean Lassalle Député François Loncle Ancien ministre, député Jean-Vincent Placé Sénateur, président du groupe Europe Ecologie-les Verts (EE-LV) au Sénat Jean-Luc Reitzer Député Pierre Serne Vice-président du conseil régional d'Ile-de-France.



Menaces financières sur l'Institut kurde de Paris

Paris, 16 avril 2015 (AFP)

L'INSTITUT KURDE de Paris (IKP), la plus ancienne institution kurde d'Europe, "fermera ses portes cet été" si les pouvoirs publics français ne viennent pas à son secours, a affirmé jeudi son président, Kendal Nezan.

"Cela fait deux ans que nous tirons la sonnette d'alarme, et nous serons poussés à la fermeture si la mobilisation n'est pas là", a expliqué à l'AFP le directeur de l'IKP, qui contribue à la divulgation de la culture des quelque 40 millions de Kurdes vivant principalement en Turquie, Irak, Syrie et Iran.

L'institut, créé en 1983 et reconnu d'utilité publique depuis 1993, a connu d'illustres défenseurs dont l'ancien président François Mitterrand et surtout son épouse Danielle, et l'écrivain turc d'origine kurde Yachar Kemal, auteur d'un succès mondial, "Memed le mince", et décédé cette année.

L'IKP gère notamment des bourses accordées par la France à des étudiants kurdes, et a mis en place une bibliothèque numérisée qui se présente comme la "plus importante bibliothèque kurde du monde occidental, avec plus de 10.000 monographies en 25 langues".

"Nous venons de licencier quatre de nos six employés permanents. Nous avions autrefois environ 600.000 euros de financements institutionnels par an, et l'an dernier, cette somme était divisée par dix", a expliqué la trésorière de l'institut,

Joyce Blau.

Le gouvernement autonome du Kurdistan irakien a cessé d'aider l'institut, a aussi expliqué M. Nezan, "car il fait face à l'afflux de plus de 1,5 million de réfugiés, poursuit la guerre contre l'Etat islamique, et ne reçoit plus sa dotation financière" du gouvernement central de Bagdad.

Le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Harlem Désir, a annoncé le 8 avril à l'Assemblée nationale que la subvention du ministère des affaires étrangères à l'institut serait augmentée cette année, pour la porter à 55.000 euros.

L'institut attend par ailleurs une aide de 20.000 euros de la Mairie de Paris, et espère la poursuite de financements des ministères de l'Intérieur et de la Culture, selon M. Nezan.

M. Désir a par ailleurs annoncé que le Quai d'Orsay financerait cette année 30 bourses à des étudiants kurdes choisis par l'institut, pour plus de 400.000 euros.

M. Nezan a balayé d'un revers de main certaines accusations formulées à l'encontre de l'institut, selon lesquelles il aurait bénéficié de fonds du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), organisation armée kurde de Turquie, qualifiée de "terroriste" par l'Union européenne.

"Nous avons un commissaire aux comptes et un contrôleur financier de l'Etat. Nous sommes irréprochables", a déclaré M. Nezan à l'AFP.



INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

La fin d'une belle histoire franco-kurde ?

Nous n'avons pas une culture de pleurnichards. » C'est poliment dit, sans forfanterie. Kendal Nezan est un homme calme. Il ne joue ni les accablés ni les indignés. Le président de l'Institut kurde de Paris (IKP) est physicien. Il parle en scientifique, posément : « *En juin, je ferme l'institut.* » Faute de moyens.

L'événement ne bouleversera pas la grande diplomatie. Mais un très beau chapitre, un morceau d'histoire de trente-quatre ans, se refermera entre la France et les Kurdes.

Une invraisemblable saga où se mêlent François et Danielle Mitterrand, deux grands artistes turcs, l'écrivain Yachar Kemal et le cinéaste Yilmaz Güney, et quelques autres. Ce ne serait pas seulement triste. Au moment où les Kurdes s'apprentent à jouer un rôle majeur dans un Moyen-Orient en fusion, ce serait également absurde. Dans l'épopée moderne des Kurdes – une population de 40 millions d'habitants, répartie sur quatre pays : Iran, Irak, Syrie, Turquie –, la France a joué un rôle.

Deux lieux ont compté. En 1920, le salon d'honneur de la majestueuse Manufacture de Sèvres accueille la conférence du même nom. Au lendemain de la première guerre mondiale, les Alliés découpent un Empire ottoman finissant. Le principe d'un territoire autonome, puis d'un Etat kurde indépendant est acquis. Le traité ne sera pas appliqué, l'Etat ne verra jamais le jour. La longue marche des Kurdes commence.

Le deuxième lieu est à Paris, sur les hauteurs, dans le 10^e arrondissement, au 106, rue La Fayette. Un fond de cour des plus modestes, figé quelque part dans les

années 1950, abrite l'Institut kurde de Paris (IKP). Cette association culturelle n'a pas d'équivalent en Europe. Elle va être un atout pour la diplomatie française. Les Etats-Unis la solliciteront, elle servira de lieu de médiation pour nombre d'Etats du Moyen-Orient.

Elle sera un relais sans égal pour populariser la cause des Kurdes. Elle fournira un carnet d'adresses à une génération de diplomates et de journalistes. Elle servira de bureau d'aide sociale pour des vagues d'immigrés kurdes. Enfin, et surtout, le « 106 » va aider aux premiers pas de la région autonome kurde d'Irak. Le palais de Sèvres accouche d'un échec, l'arrière-cour du « 106 » contribue à une naissance.

Modèle de fédéralisation

Faut-il se priver d'une pareille institution au moment du réveil kurde ? Les Kurdes sont nos alliés dans la lutte contre l'Etat islamique. Le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak incarne un modèle d'autonomie fédérale qui pourrait, dans le cadre des frontières actuelles, servir d'exemple pour la recomposition des Etats de la région. Dans un monde kurde volontiers divisé, l'institut a réussi la performance d'entretenir de bonnes relations avec toutes les tribus d'une famille déchirée par l'Histoire.

Le mérite en revient à Kendal Nezan, 66 ans, dont la courtoisie et l'extrême amabilité cachent un caractère forgé dans l'épreuve. Personnage à dimensions multiples : éminemment républicain, tendance plutôt PS, ancien physicien au Commissariat à l'énergie atomique, ami de quelques princes, mais chez qui rien, aucun succès, n'a étouffé « le premier homme » – le jeune Kurde de Turquie, né à Diyarbakir, venu en France presque par hasard. Il est sur le chemin de Berkeley quand il fait étape à Paris, en mai 1968. Il n'en partira plus, n'ira pas en Californie, devient français, reste fidèle à la physique et à ses origines. Quand il ne planche pas sur le mouvement des particules, Nezan s'attache à cette autre passion : faire connaître l'histoire et la culture kurdes.

Dans le Paris de ces années-là, la gauche tiers-mondiste n'a qu'une seule cause au Proche-Orient : les Palestiniens. Aidés par quelques grands intellectuels de l'époque – de Jean-Paul Sartre à Laurent Schwartz, de Pierre Vidal-Naquet à Maxime Rodinson –, Nezan, le polémologue-voyageur-poète Gérard Chaliand et le cinéaste kurde turc Yilmaz Güney – *Yol*, Palme d'or 1982 – créent l'Association France-Kurdistan. En 1983, elle devient l'IKP, déclaré fondation d'utilité publique en 1993. Avec Bernard Kouchner, Kendal forme le PS à la question kurde. Auprès du président Mitterrand, il trouve un interlocuteur attentionné, grand lecteur de Yachar Kemal, romancier et aristocrate kurde (1923-2015) ; auprès de Danielle Mitterrand, une militante prête à prendre des risques.

L'IKP va être de tous les épisodes et de tous les drames qui aboutissent, au début des années 1990, à la création d'une région autonome kurde en Irak – le gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Aujourd'hui, l'IKP n'a plus de budget ou presque. Il n'a que deux salariés. Longtemps, il a vécu avec une subvention de 600 000 euros, aujourd'hui ramenée à 55 000. Le Quai d'Orsay vit à l'heure de l'austérité, il a ouvert en 2008 un consulat à Irbil et verse directement des bourses aux étudiants kurdes. L'Institut du monde arabe gloutonne une subvention de 12,8 millions d'euros. Le ministère de la culture a d'autres théâtres d'opération. L'Europe ne comprend rien au Moyen-Orient. Le secteur privé est absent.

Le GRK pourrait prendre le relais. Mais il croule sous les contraintes financières, à commencer par celle de la guerre contre les djihadistes. Kendal observe : « *Il y a une conjonction d'événements malheureux.* » Les Kurdes sont l'une des forces montantes, et des plus rassurantes, du Moyen-Orient. Avec l'IKP, la France, l'Europe se privent d'un instrument inégalé. Il faut sauver le « 106 ». ■

frachon@lemonde.fr

**L'INSTITUT KURDE
DE PARIS A SERVI
DE LIEU DE
MÉDIATION POUR
NOMBRE D'ÉTATS
DU MOYEN-ORIENT**

Paris envoie une délégation au Kurdistan pour évaluer les besoins

challenges.fr

PARIS, 1er avril (Reuters) - La France va envoyer prochainement une délégation de haut niveau au Kurdistan irakien pour évaluer les besoins militaires dans la lutte contre l'Etat islamique, a-t-on appris mercredi en marge de la visite d'une délégation kurde à l'Elysée.

"Le président de la République a exprimé son accord pour nous aider et bientôt une délégation française va se rendre dans ce but au Kurdistan. Nous le remercions vivement", a déclaré à la presse Mustafa Qadir, ministre de la Défense du gouvernement régional du Kurdistan.



Les commandants Peshmergas accompagnés de Bernard-Henri Lévy ont été reçus à l'Elysée par François Hollande, le 1er avril 2015, le 1er avril 2015.

Envoyée "dans les prochaines semaines" à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, "cette délégation de haut niveau est destinée à mieux évaluer notre coopération et les besoins militaires qui ont été exprimés durant l'entretien", a-t-on précisé dans l'entourage de François Hollande.

La rencontre à l'Elysée s'est déroulée en présence du ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, et du philosophe français Bernard-Henri Lévy, défenseur de la cause kurde.

Les djihadistes de l'Etat islamique, qui se sont emparés de certaines parties du nord de l'Irak, sont combattus par les Kurdes le long

d'une ligne qui s'étend sur plus d'un millier de kilomètres avec l'aide de la France, qui fournit des armes et des formations aux peshmergas.

"Nous demandons à nos alliés de nous aider beaucoup plus sur le plan militaire et de nous livrer des armes, pour battre dans les meilleurs délais les forces de Daesh et libérer la région", a dit Mustapha Qadir, dont les propos étaient traduits.

Il y a selon lui "plus d'1,5 million réfugiés" au Kurdistan d'Irak "mais grâce à la libération d'une certaine partie du territoire occupé par Daesh, près de 200.000 ont pu retourner dans leur maison". □

Les Kurdes au secours des Chrétiens d'Orient



Par Ivan Rioufol
1 avril 2015 13h02
blog.lefigaro.fr

Les Kurdes sont, de tous les acteurs du Moyen-Orient, les alliés les plus loyaux de l'Occident. Bernard-Henri Lévy, en dépit de ses lourdes erreurs en Libye, a raison de rappeler (Le Figaro) qu' "il n'y a qu'eux (les Kurdes) qui peuvent concrètement venir en aide aux Chrétiens d'Orient". Ces derniers subissent un authentique génocide culturel, sur les terres mêmes qui ont vu naître notre civilisation il y a 2000 ans. L'Occident se couvrirait de honte s'il devait rester passif devant cette épuration menée par le réveil de l'islam radical. C'est à l'initiative de l'écrivain qu'aura lieu, ce mercredi après-midi à l'Elysée, la rencontre entre des chefs militaires peshmergas irakiens et François Hollande. Ces combattants, qui partagent avec la France les valeurs de laïcité et d'égalité homme-femme (là-bas, les femmes-soldats prennent les armes contre les fanatiques machistes) sont les meilleurs obstacles à

l'Etat islamique. Selon Le Parisien de ce jour, Les militaires kurdes devraient notamment demander la livraison de missiles Milan (missiles antichars transportables) et le renforcement du contingent de forces spéciales françaises qui opère déjà au Kurdistan. "A tort ou à raison, les peshmergas font davantage confiance à l'aviation française qu'à l'aviation américaine pour mener des frappes aériennes sur Daesh", explique une source proche du dossier. Arrivée mardi soir, la délégation déposera une gerbe devant les locaux de Charlie Hebdo et de l'Hyper-Cacher, cibles des attentats islamistes de janvier. C'est en effet la même idéologie totalitaire, obscurantiste et antioccidentale, qui assassine des journalistes, des juifs et des policiers à Paris, et qui égorge, crucifie et viole en Irak ou en Syrie. Lui résister est l'honneur du monde libre.

Ce soutien aux Kurdes d'Irak, auquel invite BHL, est d'autant plus nécessaire que l'ambiguïté est la norme s'agissant des autres acteurs du Moyen-Orient, zone déchirée désormais par une guerre interne

entre chiites et sunnites, dont le Yemen est actuellement le champ de bataille. Le renversement d'alliance des Etats-Unis, qui s'apprêteraient à lâcher l'Arabie Saoudite sunnite au profit de l'Iran chiite depuis que les Américains ont acquis leur autonomie énergétique grâce au gaz de schiste, n'est guère convaincant pour l'instant. La possible réhabilitation diplomatique de l'Iran, en discussion serrée actuellement à Lausanne, ne fait pas de ce pays, en guerre contre l'Etat islamique sunnite, un allié si sûr pour les Occidentaux, en dépit des convictions apparentes de Barack H. Obama. Les Israéliens ont encore de bonnes raisons de croire que le régime des mollahs n'a pas renoncé à sa bombe atomique ni à la destruction de son petit voisin. De surcroît, la France a déjà donné par le passé dans son angélisme face à l'intégrisme iranien, elle qui a accueilli l'iman Khomeiny dont l'arrivée au pouvoir en Iran en 1979 a annoncé le réveil du monde musulman. Ne pas oublier non plus que la première fatwa fut lancée par ce même Khomeiny contre Salman Rushdie, parallèlement à de nombreux attentats terroristes chiites. Bref, l'Occident maladroit ferait mieux de se tenir à l'écart de ces complexes conflits inter-islamiques, dans lesquels l'allié d'un jour peut toujours faire volte-face et se coaliser contre le "mécéant". Les Kurdes n'ont pas ces doubles discours. Oui, il faut les aider. ■



2 avril 2015

Irak: une délégation de peshmergas reçue par François Hollande

2 avril 2015 - rfi.fr

Le président français et des responsables militaires des Peshmergas irakiens, voilà un rendez-vous à l'Élysée organisé le 1er avril par l'intellectuel Bernard-Henri Lévy. Celui-ci veut pousser le président François Hollande à renforcer le soutien militaire aux combattants kurdes, en première ligne face aux jihadistes de l'organisation Etat islamique.

Pour cette rencontre au caractère non officiel, les responsables militaires kurdes ont adressé un message déjà maintes fois transmis à Paris : les peshmergas qui font face depuis juin dernier à l'organisation jihadiste dans le nord de l'Irak remercient la France pour son soutien militaire, à savoir les mitrailleuses lourdes et les munitions envoyées l'été dernier. Mais il en faut plus, répètent-ils, pour leur permettre d'en finir avec l'EI.

L'engagement français au sein de la coalition internationale contre le groupe Etat terroriste compte déjà 800 militaires mobilisés, un appui aérien d'une quinzaine d'avions, dont neuf Rafale.

Mais puisque la présence de troupes étrangères au sol est exclue sans l'aval de l'ONU, les Peshmergas entendent être les interlocuteurs privilégiés pour mener l'offensive de terrain contre le groupe terroriste,



Le président François Hollande a reçu une délégation de peshmergas kurdes irakiens, conduite par Mustafa Sayid Qadir (3e gauche), une rencontre organisée par le Français Bernard-Henri Lévy.

notamment pour la reprise de Mossoul, deuxième ville d'Irak. Ils comptent sur les relations historiques entre Paris et les Kurdes. Mais aussi sur la volonté française de protéger les minorités persécutées sur les territoires tenus par l'EI, chrétiens yézidis entre autres.

Selon Bernard-Henri Lévy qui en a fait son nouveau combat personnel, c'est sur les

Kurdes qu'il faut compter car ils partagent « les mêmes valeurs que nous, Occidentaux ». Par ailleurs, à l'issue de cette rencontre, la France a dit vouloir dépêcher une « délégation de haut niveau » au Kurdistan irakien pour « mieux évaluer » sa collaboration militaire avec les autorités kurdes d'Irak, a-t-on appris auprès de l'Élysée. ♦

REUTERS

Baghdad makes \$455 million budget payment to Kurds for March

April 2, 2015 (Reuters)

Iraq's Kurdistan region received a \$455 million budget payment from Baghdad for March, proof the national government honours a deal over the Kurds' oil policies, the country's finance minister said on Thursday.

Baghdad cut the budget payments in January 2014 over the semi-autonomous region's plans to export its oil through Turkey but reinstated them in December after the Kurds agreed to export an average of 550,000 barrels per day (bpd) from Ceyhan via Iraq's State Oil Marketing Organisation (SOMO) in 2015.

The agreement aimed to help Iraq increase oil exports at a time when revenues are strained by low global prices and the cost of fighting Islamic State insurgents who seized control of large areas in the north and west last summer.

"Both sides are committed to implementing the agreement in good faith," Finance Minister Hoshiyar Zebari told Reuters.

Zebari, a Kurd, added that the payments had come in for the past five months. Iraq made its last payment to the Kurds for February on March 19.

The semi-autonomous Kurdish region was promised 17 percent from this year's \$105 billion national budget, which averages out to a monthly payment of \$1 billion.

So far, neither side has been able to reach its immediate targets. The central government has severe cash flow problems, burdened by low oil prices and the war against Islamic State.

The Kurds have struggled to reach the export target of 550,000 barrels per day from their fields and from national fields in Kirkuk they are now responsible for exporting from.

Total Kurdish oil exports have now reached an average of 300,000 barrels per day, according to Zebari.

Both sides have displayed "a steady, insistent commitment" to honoring their deal, he said. ○

A Paris, les peshmergas demandent « plus d'aide »

Une délégation de combattants kurdes irakiens menée par Mustafa Qadir Mustafa est reçue mercredi à l'Élysée

ENTRETIEN

Une délégation de peshmergas, les combattants kurdes irakiens, devait rencontrer à Paris, mercredi 1^{er} avril, le président français, François Hollande, et des responsables militaires. *Le Monde* a rencontré, mardi 31 mars, Mustafa Qadir Mustafa, ministre des peshmergas au sein du gouvernement régional du Kurdistan (GRK).

Quel est le but de votre visite ?

Nous voulons remercier le président français pour l'aide qu'il a apportée au Kurdistan contre Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique], de par sa participation à la coalition et de par l'aide militaire qu'il a fournie aux peshmergas. Nous voulons lui transmettre le message que nous avons besoin de davantage d'aide et d'assistance. Daech est une organisation terroriste internationale qui œuvre contre nous tous. C'est une menace contre toute l'humanité.

Quelle aide militaire avez-vous reçue jusqu'à présent et quels sont vos besoins ?

Nous avons reçu des armes – des mitraillettes et des « douchkas » [mitrailleuses lourdes de modèle russe] – ainsi que des munitions en nombre limité. C'est insuffisant car nos ennemis ont dérobé des armes sophistiquées en Irak et en Syrie. Nous avons besoin d'armes lourdes : des armes antichar, des chars, plus de munitions. L'Allemagne nous a fourni trente missiles antichar de type Milan, ce qui est peu pour contrôler les 1 000 kilomètres de front où nos combattants sont postés. Il nous faut également une aide aérienne plus intensive et des experts militaires pour entraîner les peshmergas et coordonner les frappes. Enfin, nous avons des besoins en ingénierie militaire et en déminage. 70 % de nos victimes ont été tuées par des mines et dans des attentats-suicides.

« Nous avons besoin d'armes lourdes et d'une aide aérienne plus intensive »

MUSTAFA QADIR MUSTAFA
ministre des peshmergas

Comment expliquez-vous que cette aide n'ait pas été plus grande ?

Il y a peut-être une intention politique de la part de tous les acteurs de limiter l'aide aux forces kurdes. Nous espérons avoir tort. Peut-être sont-ils inquiets que les armes restent aux mains des Kurdes après la guerre. Un tel raisonnement serait infondé. Notre objectif est pacifique et nous voulons la coexistence. Nous ne nous sommes jamais posés en menace face au gouvernement central. Nos ambitions se limitent à nos frontières.

L'Iran a été le premier pays à vous apporter une aide militaire. Celle-ci se poursuit-elle ?

Oui, l'Iran continue à nous aider. Comme les autres pays, il nous fournit des armes et des munitions en nombre limité. Cette aide nous est transmise directement et non par le gouvernement de Bagdad. Je ne sais pas pourquoi les Iraniens le font et pas les forces de la coalition.

Les milices chiites pro-gouvernementales interviennent de plus en plus dans des régions où vos forces sont présentes. Quelles sont vos relations avec elles ?

Actuellement, nous n'avons pas de contact avec elles. Il peut y avoir une compétition. Si nous devons être en relation avec ces milices, ce sera par l'intermédiaire du ministère de la défense irakien. Nous avons un comité conjoint entre, d'une part, le ministère des peshmergas et le mi-



Mustafa Qadir Mustafa, ministre des peshmergas, dans son bureau, à Erbil (Irak), le 30 août 2014.

nistère de l'intérieur kurde et, de l'autre, les ministères de l'intérieur et de la défense irakiens.

La ville de Kirkouk, dans l'est du pays, ne pourrait-elle pas devenir un enjeu de compétition entre vos forces et ces milices ?

Kirkouk est sous le contrôle des peshmergas. Nous continuons de protéger la ville, mais nous sommes prêts à discuter de tout problème avec Bagdad. Nous considérons Kirkouk comme faisant partie du Kurdistan. Nous nous sommes battus pour pendant des décennies, au prix de nombreuses victimes. Cela fait partie de nos droits historiques. La Constitution irakienne de 2005 offre une solution constitutionnelle à cette question, mais qui n'a pas été mise en œuvre [l'article 140 de la Constitution irakienne prévoit la tenue d'un référendum sur le rattachement de Kirkouk à la région autonome du Kurdistan].

Comptez-vous finalement participer à la bataille pour libérer Mossoul, le fief de l'Etat islamique en Irak ?

Nous n'avons jamais dit que nous ne participerions pas à la bataille de Mossoul. Nous le ferons mais avec un appui des forces ira-

kiennes et de la coalition.

Il nous faudra du temps pour préparer la bataille et son succès dépendra des armes que nous aurons. Pousser Daech hors de Mossoul est la clé pour libérer le reste du pays.

Un appui des forces arabes sunnites sera-t-il nécessaire ?

La libération des régions occupées par Daech est une question autant militaire que politique. C'est pourquoi les Arabes sunnites doivent en être partie prenante, sous l'égide des forces fédérales irakiennes.

Le ministère de la défense doit intégrer tout le monde. C'est déjà le cas, mais cela doit être fait encore plus efficacement. Le gouvernement fédéral doit montrer aux populations arabes sunnites qu'il les protège pour qu'elles se rangent à son côté.

Comment se passe la cohabitation dans les zones libérées par les forces kurdes avec les populations arabes sunnites ?

Le principal problème est sécuritaire car une partie de la population arabe sunnite a soutenu Daech. Ceux-là ne peuvent pas revenir car ils ramèneraient Daech. Le départ des Arabes sunnites de

certaines régions est aussi une occasion d'annuler les effets des politiques d'arabisation menées dans les régions kurdes sous le régime de Saddam Hussein. Toutefois, la coexistence reste bonne entre nous.

Et nous accueillons un grand nombre de déplacés arabes sunnites au Kurdistan irakien.

Quels seront les défis de l'après-guerre pour le Kurdistan irakien et comment vous y préparez-vous ?

On doit tous s'unir pour trouver la solution à l'après-Daech. L'Irak après Daech ne sera plus comme celui d'avant. Les Kurdes seront encore plus forts. Nous espérons que tous les problèmes d'avant-guerre avec le gouvernement cen-

tral trouveront une solution. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ALLAN KAVAL ET HÉLÈNE SALLON

LE FIGARO

samedi 4 - dimanche 5 avril 2015

Au Kurdistan irakien, dans la plaine de Ninive, des miliciens chrétiens défendent leur village contre l'État islamique

THIERRY OBERLÉ @ThierryOBERLE
ENVOYÉ SPÉCIAL À ALQOSH (KURDISTAN IRAKIEN)

ODISHO YOUSSEF TOMAS est le gardien d'un village fantôme. À 57 ans, cet ancien soldat de l'armée irakienne patrouille avec ses hommes dans les ruelles de Bakufa, un hameau chrétien de la plaine de Ninive. Membre de la milice assyrienne Dwekh Nawsha (« prêts au sacrifice » en dialecte araméen), il veille sur une centaine de maisons abandonnées, un monastère du XIX^e siècle et un cimetière.

Bakufa est enfoncé dans le silence depuis l'été dernier. Le 7 août, ses habitants ont fui devant la guerre éclair de l'État islamique. Ce jour-là, les combattants de Daech s'étaient emparés sans difficulté de 23 villages du secteur. Ils avaient pillé les villas, saccagé les symboles chrétiens et, bien sûr, détruit le stock d'alcool de la salle des fêtes. Dix jours plus tard, les pechmergas, les forces kurdes, sont revenus pour bouter les djihadistes. Le front s'est depuis stabilisé. Chacun a planté son drapeau. L'oriflamme de l'État islamique flotte non loin du village, le drapeau tricolore frappé d'un soleil du gouvernement régional du Kurdistan est planté sur la première ligne des pechmergas et celui plus inhabituel des Assyriens se dresse sur le toit d'une villa. « L'étoile à quatre branches est entourée d'un faisceau bleu, pour symboliser l'eau, et rouge, pour montrer le sang à verser pour défendre l'empire assyrien, la couleur blanche représente la liberté. Nous sommes les fils de l'antique civilisation de la Mésopotamie et nous voulons libérer les terres de nos ancêtres », explique Odisho Youssef Tomas.

Dans une autre vie, dans les années 1980, l'ancien sergent chrétien a combattu durant le conflit entre l'Irak de Saddam et l'Iran de l'ayatollah Khomeïni. Huit années d'une sanglante guerre de tranchées qui fit plus de 1 million de morts. Le sous-officier a repris du service en septembre, au lendemain de l'exode des Assyro-Chaldéens. Sanglé dans un uniforme neuf, il est équipé comme ses compagnons d'une vieille Kalachnikov, d'un casque et, si les circonstances l'imposent, d'un gilet pare-balles.

La milice ne roule pas sur l'or. Elle s'autofinance grâce aux subsides de riches familles de la communauté assy-

rienne irakienne et à des dons d'œuvres de charité chrétiennes étrangères. « Nous avons acheté quelques armes, des gilets de protection, des jumelles et un véhicule pour transporter les hommes, mais le manque d'argent limite nos ambitions, affirme Odisho Youssef Tomas. Nous avons formé deux cents volontaires, mais nous n'avons pu en sélectionner que cinquante en privilégiant ceux qui avaient un fusil. »

Dwekh Nawsha attire également des Occidentaux fraîchement débarqués au Kurdistan irakien pour en découdre avec l'État islamique. Huit d'entre eux - des Américains, des Britanniques et un Suédois - sont en stand-by à l'arrière du front, à Dohouk, la métropole du nord du Kurdistan irakien. « C'est compliqué d'obtenir les autorisations du gouvernement kurde pour les faire venir jusqu'ici, mais un coreligionnaire australien a pu rester un mois avec nous. Il est reparti dans son pays pour collecter des fonds », assure Odisho Youssef Tomas.

Sentiment d'abandon

Au terme de « garde communal » ou de « milicien », les volontaires préfèrent celui de « soldat », mais aux yeux des pechmergas, ces hommes sont des suppléants. « Nous ne les considérons pas comme une milice confessionnelle : ce sont des frères qui coopèrent de manière constante avec nous et que nous aidons », commente le patron militaire du secteur, le général Tarek Harani, devant le quartier général du bourg voisin de Tall Kayf. « Ce sont des volontaires et toutes les bonnes volontés sont les bienvenues », assure l'aimable officier à la langue de bois bien pendue.

Le général n'ignore pas que la milice est née du sentiment d'abandon éprouvé en août par les chrétiens lors du retrait sans combattre des forces kurdes des villages de la plaine de Ninive. Émanation du parti national assyrien, Dwekh Nawsha rêve de former dans le berceau assyrien de cette plaine une entité chrétienne autonome protégée par ses propres forces. Son apparition sur la scène

politico-militaire s'inscrit dans la logique de fragmentation communautaire et confessionnelle de la région.

Dans la ville voisine d'Alqosh, l'un des foyers historiques du christianisme oriental, Dwekh Nawsha n'est pas du goût de tous. « Les chrétiens doivent se défendre mais sans constituer de milice



confessionnelle », martèle le père Gazouan Youssef Batko. « Nous vivons dans la peur, mais ce n'est pas le rôle des partis politiques ou des prêtres d'encourager de telles initiatives », insiste le curé en soutane et béret noir, tandis que dans la cour de l'église le sonneur de cloches appelle les fidèles à la messe de l'après-midi. Monseigneur Rabban, l'évêque de Dohouk, ne dit pas autre chose. « Chacun d'entre nous doit penser qu'il est un soldat. Il ne faut pas laisser l'ennemi nous dépasser, mais nous devons combattre en tant que citoyens kurdes », commente-t-il.

Confrontées depuis de nombreuses années aux persécutions confessionnelles, les autorités religieuses ont toujours opté pour un profil bas. Elles considèrent qu'au jeu du plus fort les minorités ont plus à perdre qu'à gagner. Quant aux dizaines de milliers de réfugiés chrétiens, ils souhaitent pour la plupart s'exiler à l'étranger. La volonté d'épuration ethnique revendiquée par l'État islamique pousse cependant certains d'entre eux à s'interroger sur la pertinence d'une défense armée de leur communauté et à parfois franchir le pas. Six cents volontaires chrétiens ont ainsi participé cet hiver à des formations militaires assurées par des militaires kurdes. Baptisée « la brigade du Tigre », cette force confessionnelle devrait être prochainement déployée - à l'ombre des pechmergas - dans des villages repris aux djihadistes. ■

U.S. gets little credit for airstrikes in Tikrit

TIKRIT, IRAQ

Some Iraqi forces say American jets actually delayed victory over ISIS

BY ROD NORDLAND

One week after the start of intensive American airstrikes against Islamic State hideouts, most of the key parts of central Tikrit have finally fallen to the Iraqi government's forces — though significant pockets still remained contested on Thursday.

But to hear some of the Iraqi forces here tell it, the Americans deserve little or no credit. And many of the Shiite militia members involved in the fight say the international coalition's air campaign actually impeded their victory, even though before it started they had spent weeks in a stalemate with militants holed up in Tikrit.

Some even accuse the United States of fighting on the side of the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Still, most of the militia members who are now pouring into this city in the Sunni heartland along the Tigris River were not even involved in the real battle over the past week, and the only shots they fired were into the air on Thursday — which they did with abandon.

One militia fighter interviewed on Thursday, Ali Jawad, a 36-year-old Badr Organization veteran from Hilla, was a little more battle-hardened than most. He was here throughout the fight and lost two friends on the front line near a former palace of Saddam Hussein, the last major building in Tikrit's sprawling palace complex to fall to Iraqi forces.

Mr. Jawad said that happened late on Wednesday, even after Prime Minister Haider al-Abadi took a carefully choreographed victory stroll through downtown Tikrit accompanied by camera crews.

Mr. Jawad, who had the world-weary and sometimes faraway look of an infantryman after a long battle, was scornful of wasting precious ammunition firing into the air. "It was a hard fight, and we did not have anything to waste," he said.

But still, he said he saw nothing to thank the Americans for, even though he had watched their airstrikes with satisfaction. When it came to the final victory on the palace front, ISIS had for the most part just fled.

"This is the victory of Hadi al-Ameri and God," he said. "The Americans had nothing to do with it." Mr. Ameri is the leader of the popular mobilization forces, as the militias are collectively known, and is a pro-Iranian official who



Iraqi security forces driving through Tikrit on Thursday, a day after the forces and Shiite militiamen took control from Islamic State militants after weeks of stalemate.

was outspoken in his opposition to the American involvement in the fight.

Mr. Jawad's comrade, Mohammad Takrif, 24, a car mechanic from Hilla, had a similar take. "Thank God and Hadi al-Ameri, and also the Iranian advisers who helped us," he said. And the Americans? "All they did was bomb the wrong side and kill federal policemen the other day."

He was referring to a reported airstrike on Friday. But senior Iraqi generals now say that was a so-called friendly fire accident that they attributed to planes from the tiny Iraqi air force, not the American-led coalition.

Another militiaman, Adel Mehsan, 40, a driver from Hilla who has also been in the thick of fighting around Tikrit for months, went even further. "The Americans supported Daesh, not us," he said, referring to ISIS by its Arabic nickname. "I saw them dropping supplies to Daesh with my own eyes."

To some extent the fighters may simply be picking up the political line of their leaders. Many of the Shiite militias had fought the Americans during their pre-2011 presence here, and have strong links to Iran as well as Iranian advisers.

Muen Al-Khadimy, one of the popular mobilization's top leaders and a senior official in the Badr Organization, toured Tikrit on Thursday with an odd entou-

rage of fighters and supply vehicles, including a pickup truck loaded entirely with tubs of date pastries and dozens of artists' easels.

"Yes, the international coalition helped but not really in a good way," he said. "Without them, we would have liberated Tikrit by Tuesday. They caused a big confusion with our plan."

The mayor of Tikrit, a medical doctor named Omar Tariq, said Thursday that 95 percent of the city was liberated "and we will finish everything else today." Only parts of the Qadisiyah neighborhood remained to be subdued, and some ISIS fighters fled to the suburb of Al Alam, while in other areas soldiers were still doing house-to-house searches, he said.

Dr. Tariq, whose hospital lies in bombed-out ruins after serving as an ISIS fighting position, ticked off the reasons he thought Tikrit was finally falling: "Good preparation by Iraqi forces. Cooperation between Iraqi forces and civilians in the area. The popular mobilization. Good intelligence."

Then, almost as an afterthought he added, "Also the airstrikes. But that was thanks to Iraqi cooperation."

Just how much of Tikrit really has been liberated remained unclear even Thursday, as guides from the Badr Organization broke off a planned tour of

the city, other than visits to the clearly liberated palaces, and to the commercial center of the town, which lay in such ruins that there were scant pickings for looters — though not a few of the militia fighters could be seen looting nonetheless.

Journalists were not free to roam through the city unescorted, and even a promised visit to a mass grave of Iraqi air force cadets was canceled without explanation. Human rights groups and Iraqi authorities believe that 1,700 unarmed cadets from nearby Camp

Speicher air academy were massacred by the extremists after they were sent home by their academy in the midst of the ISIS advance last June.

There were no ISIS prisoners at all taken in the recent fight, said Mr. Khadimy, the senior Badr official. "To be honest, everywhere we captured them we killed them because they were the enemy," he said. Then, perhaps realizing how that sounded, he explained that any ISIS fighters who were about to

"Without them, we would have liberated Tikrit by Tuesday. They caused a big confusion with our plan."

be captured were assumed to be suicide bombers, so they were killed as a precaution.

One popular mobilization forces battalion commander who was involved in the fight here for the past several months said that this week that his men had captured three Afghan men, an Afghan woman and an Algerian man, all ISIS fighters, in the battle for the palaces. He knew their nationalities because his men had questioned them. "After we were done with them, we killed them," he said, speaking on condition of anonymity because he did not want to be identified admitting to a war crime.

Even at higher levels of the Iraqi establishment, whatever praise was emit-

ted for the American role was grudging at best.

Mr. Abadi, for instance, credited "the joint efforts of the army and police forces alongside the popular mobilization fighters and the tribal fighters and the people of Tikrit with air coverage of the Iraqi air force and the international coalition."

The Iraqi air force has all of a dozen attack jets, but less than half are known to be in service, and none are equipped for precision bombing. He also praised the "bravery of the Iraqi pilots" but did not mention coalition ones.

Mr. Ameri himself, visiting here Thursday, was gracious but not grateful.

"We respect the decision of our government and the prime minister," he said when asked about the American role. "The Iraqi government will thank them, since they're the ones who called them."

Falih Hassan contributed reporting.

AFP

Syrie: libération des 300 Kurdes enlevés par des islamistes (sources kurdes)

Beyrouth, 6 avril 2015 (AFP)

DES COMBATTANTS islamistes ont libéré lundi soir quelque 300 civils kurdes qu'ils avaient enlevés plusieurs heures à un point de contrôle dans la province d'Ibleb, dans le nord-ouest de la Syrie, ont indiqué des sources kurdes et une ONG.

Par ailleurs, dans la province centrale de Hama, sept personnes ont été tuées et 28 autres blessées par des bombardements du groupe jihadiste Etat islamique (EI), contre Salamiyé, une localité peuplée en majorité d'ismaélites, confession dérivée du chiisme, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

"Les 300 personnes à bord de cinq bus et d'un minibus venant la localité kurde

d'Afrine ont été libérées lundi soir après avoir été retenues toute la journée par le groupe islamiste Jeich al-Islam alors qu'elles se rendaient à Alep pour percevoir leur salaire", a affirmé à l'AFP Nawaf Khalil, porte-parole du Parti de l'Union démocratique (PYD) en Europe.

"Elles ont été libérées en échange de trois islamistes qui avaient été arrêtés auparavant par les forces kurdes à Afrine", a-t-il ajouté. Les groupes islamistes, alliés aux jihadistes du Front Al-Nosra, sont très actifs dans la province d'Ibleb où ils combattent notamment le régime.

L'OSDH a également confirmé la libération du groupe.

Depuis quatre ans, la Syrie est le théâtre d'une guerre civile, devenue complexe avec la montée en puissance des groupes jihadistes qui combattent aussi bien les rebelles modérés que les forces du régime.

Dans la province de Hama, après le bombardement de Salamiyé, l'armée a riposté en bombardant le secteur à l'est de la localité contrôlée par les jihadistes de l'EI et du Front al-Nosra.

Le 31 mars, dans la même région, l'EI avait exécuté au moins 30 personnes, dont des enfants, dans un raid contre Majaoubé, un village mixte où cohabitent des sunnites, des alaouites et des ismaélites.

AFP

Turquie: polémique au festival de cinéma d'Istanbul, qui annule ses récompenses

Istanbul, 13 avril 2015 (AFP)

LE FESTIVAL DU CINÉMA d'Istanbul a annoncé lundi l'annulation de ses prix, suite à une polémique provoquée par le retrait d'un documentaire sur les rebelles kurdes, à la demande des autorités turques.

Plus d'une centaine de cinéastes turcs, dont Nuri Bilge Ceylan, Palme d'Or à Cannes, s'étaient un peu plus tôt dit prêts à boycotter le festival afin de protester contre la "censure" de ce film.

Ce documentaire, intitulé "Bakur" ("Nord"), avait été programmé dimanche après-midi. Mais la projection a été annulée à la dernière minute, les organisateurs du festival, prévu du 4 au 19 avril, ayant reçu un courrier du ministère de la Culture turc selon lequel ce film ne détenait pas les autorisations nécessaires.

Les cinéastes, dont Ceylan distingué l'an dernier au festival de Cannes pour son film "Winter Sleep", ont signé une lettre ouverte contre l'"oppression et la censure" exercées par le gouvernement turc. "Nous, cinéastes signataires, nous opposons à l'imposition (de la législation) comme outil de censure", écrivent-ils dans ce texte en dénonçant un "agenda politique".

Ils ont demandé que le festival cesse toute projection, et 23 d'entre eux ont retiré

leurs films en signe de solidarité, selon un décompte publié sur le site web du festival.

Lors d'une conférence de presse, les organisateurs du festival ont déclaré soutenir l'initiative des cinéastes et précisé, dans un communiqué, que tous les prix, y compris "le prix international de la Tulipe d'Or, le prix national du documentaire, ainsi que la cérémonie de clôture, ont été annulés". Les projections sont en revanche maintenues.

Le cinéaste néerlandais-australien, Rolf de Heer, président du jury du festival, a ajouté que les jurés se retireraient en protestation contre cette "attaque à la liberté d'expression".

Le ministère de la Culture turc a pour sa part estimé lundi dans un communiqué que ces dénonciations étaient "sans fondement" et a qualifié les responsables du festival d'"irresponsables".

"Les allégations selon lesquelles notre institution est un organisme de censure sont pour le moins des mensonges complets et absolus", a déclaré le ministère dans un communiqué.

Le documentaire en cause, réalisé par Cayan Demirel et Ertugrul Mavioglu, montre la vie quotidienne de combattants, hommes et femmes, du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et des interviews de responsables du mouvement rebelle, tel le commandant Cemil Bayik basé en Irak.

Le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara est engagé dans des négociations avec le PKK pour en finir avec un conflit qui a débuté en 1984 et fait quelque 40.000 morts. L'annulation de la projection du documentaire est intervenue au lendemain de combats me

Tehran starts delicate task of selling a deal at home

TEHRAN

Iranians greet outline for nuclear accord with hope and skepticism

BY THOMAS ERDBRINK

As word made its way around the globe that an understanding had been reached with the United States and other powers to limit Iran's nuclear program, Iranians themselves greeted the news with both optimism and skepticism on Friday.

While the political climate remained uncertain, the government was allowed to promote the deal at Friday Prayer, a signal that the plan was broadly supported by Iran's establishment. In a nationally televised speech on Friday, Iran's moderate president, Hassan Rouhani, praised the deal as a development that "benefits everybody."

Answering some Western critics who question Tehran's credibility, he pledged that his country would keep its end of the bargain. "Any promise that we made and any promise that we will make, we will stand by it," he said. "We are not men of deception and hypocrisy."

Wading into an area that his foreign



Iran's president, Hassan Rouhani, said on Friday that a deal "benefits everybody."

minister, Mohammad Javad Zarif, conspicuously avoided in the negotiations this past week in Switzerland, Mr. Rouhani portrayed the nuclear deal as an Iranian opening to the world.

"It is not true to say that when the nuclear issue is over we will have nothing to do with the world," he said, calling it a first step toward "constructive interaction with the world."

Some predicted that hard-liners, who were mostly muzzled during the negoti-



Iranians at the Tehran airport on Friday awaiting the arrival of Foreign Minister Mohammad Javad Zarif, who negotiated the nuclear-limitation agreement in Switzerland.

ations, would now mobilize for a fight. But business leaders in particular were elated at the prospect that a deal could soon mean the lifting of long years of economic sanctions.

"I jumped up and down of happiness," Rouzbeh Pirooz said by telephone. An Oxford-educated investment fund manager, Mr. Pirooz, 43, received the news just after landing on the Mediterranean island of Majorca. "People in the terminal must have thought I was crazy."

As details of the framework agreement were sifted here, however, the outlines of the deal received immediate criticism for what hard-liners called overly deep concessions by Iran.

"We should say in a word that we gave a saddled horse and received a torn bridle," the semiofficial news agency FARS quoted Hossein Shariatmadari, a vocal hard-liner who is editor in chief of the state newspaper Kayhan, as saying on Friday.

After finding out that Iran would be allowed to have only about 5,000 centrifuges, according to a fact sheet released by the State Department, Alireza Mataji, a 26-year-old student who has been allowed to organize events critical of the negotiations, posted on Twitter: "We will have just enough centrifuges left to make carrot juice."

There was no reaction from Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, who in recent weeks has emphasized that all Iranians should support the negotiations. But now that a framework has been reached, analysts said that he would allow those criticizing a deal to voice their opposition.

"We can expect him to listen to all sides," said Saeed Laylaz, an economist close to the government of Mr. Rouhani. "That means that we might even see hard-liners gaining more power in the coming months. On the other hand, it

also might be different. We have to wait and see how this will play out."

"No matter how we try to sugarcoat it," Mr. Laylaz added, "this means we no longer will have an industrial-scale enrichment program. This is the price we have to pay for earlier mistakes."

Others also expressed disappointment about the terms for Iran and noted that the deal itself would do little to change the underlying differences with the United States.

"According to the U.S. interpretation, significant concessions have been made, and sanctions will not be removed in the way many here were expecting," said Mohammad Marandi, a professor of Northern American studies at Tehran University.

Mr. Marandi, who has been critical of the United States government, pointed at the rise of Saudi- and Turkish-backed extremism in the Middle East and emphasized that under current circumstances there could be no normal relationship with Washington.

"What we really want to see from the Americans is an end to their support of countries like Saudi Arabia and Turkey who support extremist groups," he said. "Make no mistake, the Middle East may soon explode and we need a clear signal from the Americans to see where they stand."

At the important Friday Prayer session in Tehran, a bastion of hard-liners, there were the usual chants of "death to America," but efforts were also made to push the nuclear negotiations to a wider audience.

Mr. Rouhani's first adviser took the stage and lauded the agreements made in Lausanne, Switzerland, as good achievements.

"Those who never wanted us to have enrichment now agree we have that right," said the adviser, Mohammad Navandian. "Those who opposed us

having the full fuel cycle now no longer oppose. Instead of sanctions they now speak of cooperation. We have not retreated. Those opposing this deal are enemies, in line with the Zionists.”

Worshippers basking in the spring sun were also optimistic.

“If it is in our national interest to make an understanding with the West, we should do it,” said Mohsen Abdollahi, a cleric in a white turban on his way to the V.I.P. section of the prayer hall at Tehran University. “We can even stop shouting ‘death to America’ if it is needed.”

Still, most in Tehran seem first and foremost to be hoping for a revival of the economy once the sanctions are lifted.

Being able again to sell oil to the European Union and to have restrictions on sales to Asia lifted by the United States could bring in much needed cash for Mr. Rouhani’s government, Mr. Laylaz said.

Iranians appear also to be hoping for the strengthening of their currency, which has plummeted since sanctions, including those blocking bank transactions, were intensified. There is also the prospect of about \$100 billion in frozen funds returning to the country.

“Still, I hope the government will be responsible and not start to inject all this cash into the economy, as inflation will skyrocket,” Mr. Laylaz said. He added that many of Iran’s economic

problems were caused by mismanagement and corruption, not by sanctions.

Mr. Pirooz, the fund manager, had long ago bet on Iran to open up. It seemed, he said, that that moment was now very near.

His inbox is overflowing with messages of congratulations from well-known international funds that over the past year had shown interest in investing in Iran, he said.

“There now is the potential of lots of foreign investment coming into the country,” Mr. Pirooz said. “These are very exciting times.”

REUTERS

Turkey's Kurdish southeast eyes economic dividend from peace

April 5, 2015 - By Daren Butler (Reuters)

DIYARBAKIR, Turkey — Ending the Kurdish insurgency in Turkey's impoverished southeast would unlock trade with Iran, Iraq and eventually Syria, and kick-start a local economy long left behind by the rest of the country.

Jailed Kurdish militant leader Abdullah Ocalan said last month it was time to end a three-decade armed struggle that has killed 40,000 people and stunted development in the region, bringing the prospect of peace closer.

This has raised hopes of regeneration in an area where household incomes are half the national average but which is rich in farmland, marble quarries and potential shale gas deposits and is close to Middle Eastern export markets.

“The southeast is very fertile for agriculture and has great potential. Businessmen come here looking to invest but are reluctant to commit themselves until peace takes root,” said Ahmet, 45, who runs a bookshop by the 11th century Grand Mosque in the main regional city of Diyarbakir.

Talks between Ocalan's Kurdistan Workers Party (PKK) and the state, which were first launched more than two years ago, remain delicate and any peace dividend is likely to come only slowly.

Mutual distrust runs high and many locals are skeptical about the government's ability to fuel growth in a region whose economy feels out of synch with other parts of Turkey.

New malls lend a semblance of prosperity to parts of Diyarbakir, a city of anonymous apartment blocks which have sprung up beyond its Byzantine-era walls. But it is little more than a veneer.

“I was finished off by banks and money lenders. There's no economy, no factories. Now I just kill time here like everyone else,” said Atilla, a 48-year old building contractor sitting by the food court of one of the shopping centers.

PLAYING CATCH UP

Official unemployment in the region is around 16 percent but local business people say that ignores the tens of thousands involved in seasonal jobs and not registered as actively seeking work. The real jobless rate is nearer 40 percent, they say.

Livestock farming, once an economic mainstay, was devastated by the conflict which began in 1984 when the PKK launched its armed insurgency. Insecurity was at its worst in rural areas, hindering both agriculture and the development of the mining sector.

Investment bank JP Morgan said after a visit to Turkey last month that its clients felt the country “needed new stories to attract fresh capital” and

cited a potential economic revival in the Kurdish region as one example.

“The completion of the Kurdish peace process and the income catch-up that could follow in eastern Turkey along with the potential in Iranian and Syrian markets ... are regarded as some of the key potential stories,” it said in a note.

The region once provided a third of Turkish marble exports to China, a level which has now fallen to around a fifth.

The government points to investments in the region.

Prime Minister Ahmet Davutoglu last month unveiled a \$10 billion package to revive a decades-old plan to boost hydroelectric power production, irrigation and agriculture, known as the Southeast Anatolian Project (GAP).

“This great level of development (as a result of GAP) would be an inspiration and source of strength for Syria and Iraq one day when the ongoing violence disappears in those countries,” he said in a speech in the southeastern city of Mardin.

“THIRSTY FOR PEACE”

The ruling AK Party says it has also pumped 13.9 billion lira (\$5.4 billion) into infrastructure, housing, agriculture, education and health in Diyarbakir province alone during its 12 years in power.

It says southeastern exports have risen more than ten-fold to some \$10 billion, although critics say two thirds of that trade comes from Gaziantep province further west, little touched by the conflict with the PKK. In Diyarbakir province, with a population of 1.6 million, exports were \$313 million last year.

“We think positive discrimination should be applied, with serious public investments like in other regions. This would reduce unemployment, poverty, regional backwardness and income inequality,” said Diyarbakir co-mayor Firat Anli.

A ceasefire called two years ago has largely held but isolated unrest has continued, with militants burning vehicles and taking hostage workers connected to state construction projects, such as military outposts, airports and dams.

Dozens of people were killed last October in protests triggered by Kurdish anger at Turkey's perceived inaction as Islamic State militants besieged the Kurdish town of Kobani just across the border in Syria.

“This is a region thirsty for peace for 30 years. The two years of the process eased the tension and people started to invest. But the trouble put everything on hold again,” said Alican Ebedinoglu, head of a local business association.



Massacres en Arménie

Mon grand-père, ce génocidaire

Petit-fils d'un dirigeant jeune-turc, l'éditorialiste Hasan Cemal assume le passé sombre de son pays et montre la voie à ses concitoyens, au moment où l'on commémore le martyre de la communauté arménienne, il y a cent ans

→ DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À ISTANBUL, LAURE MARCHAND




ANTOINE AGOUDJIAN/MARY EVANS-SIPA

Ce matin-là, au mémorial du génocide arménien à Erevan, l'aube était comme une promesse. Les cimes enneigées du mont Ararat, symbole de l'Arménie que le traité de Lausanne a pourtant placé sur le territoire turc, jouaient à cache-cache avec la brume. Sur le livre d'or du monument érigé à la mémoire du million et demi de victimes, Hasan Cemal a écrit, la main tremblante : « *Nier le génocide, c'est être complice d'un crime contre l'humanité.* » Dans son carnet, il a noté : « *L'histoire montre le chemin à celui qui veut voir.* »

A la sortie de son cours sur la politique et les médias à l'université Bilgi, à Istanbul, cet éditorialiste respecté, un thé à la main, résume sobrement sa démarche : « *Je m'acquitte de mon devoir de mémoire.* » La Turquie refuse en effet toujours de reconnaître le génocide. L'évolution de cet intellectuel de 71 ans est d'autant plus remarquable que l'histoire de sa famille se confond avec les pages les plus sombres de son pays. Il est le petit-fils de Djemal Pacha, l'un des trois dirigeants du gouvernement nationaliste des Jeunes-Turcs qui planifia l'anéantissement des sujets arméniens de l'Empire ottoman. A ce titre, son aïeul est considéré comme l'un des responsables de leur extermination pendant la Première Guerre mondiale.

L'événement qui a suscité sa prise de conscience ? C'est l'assassinat de Hrant Dink, journaliste d'origine arménienne, infatigable défenseur de la réconcilia-

tion turco-arménienne, abattu à Istanbul par un nationaliste de 17 ans. Cemal se souvient encore de cet après-midi du 19 janvier 2007. Il avait rendez-vous chez le médecin, non loin d'« Agos », l'hebdoma- ➤ ➤ daire fondé par Hrant Dink, la voix arménienne de la Turquie. A l'annonce de l'attentat, il se précipite. Le corps est allongé sur le trottoir, trois balles dans la tête, recouvert d'un drap blanc... Sa mort a bouleversé les consciences. Depuis, des Turcs ont repris le combat de leur « frère » arménien. Hasan Cemal fait partie de ces héritiers qui s'acquittent d'une dette morale. Réunis autour du serment tacite de « faire vivre sa mémoire », un petit groupe d'intellectuels réclament ouvertement la reconnaissance du génocide par l'Etat. « Hrant m'a déverrouillé l'esprit », reconnaît-il.

Longtemps Hasan Cemal n'a rien su de 1915, des hommes passés au fil de l'épée, des enfants et des femmes jetés sur les routes de la déportation, violés, noyés dans l'Euphrate, des cohortes de misérables qui parvinrent jusqu'aux déserts syriens. A 21 ans, diplômé en sciences politiques, le jeune homme rêve de révolution marxiste. Il ne connaît de l'histoire turque que la version officielle. « Dans cette histoire, il n'y avait pas d'Arméniens, pas d'Alévis, pas de Kurdes, rien sur notre part honteuse », résume-t-il. Quand il est évoqué, l'Arménien est présenté comme l'ennemi, le traître.

En 1973, le choc de l'assassinat de son copain de lycée Bahadır Demir, vice-consul de Turquie à Los Angeles, ne l'aide pas à questionner le passé. Le diplomate est tué en même temps que son chef de poste, à Santa Barbara. Le meurtrier est un Arménien, survivant du génocide, âgé de 77 ans. Soixante ans après, l'histoire resurgit. La mort des deux diplomates fait écho à celle de Djemal Pacha. En 1915 et 1916, alors que l'Anatolie est méthodiquement vidée de sa population arménienne, le dignitaire ottoman commande la 4^e armée à Alep. Il n'est pas le partisan le plus zélé de l'extermination des Arméniens, contrairement à Talaat et Enver, les deux autres pachas du triumvirat du Comité Union et Progrès, qui orchestrèrent le génocide depuis Constantinople. Mais Djemal Pacha sera assassiné par un commando arménien en 1922 à Tbilissi, en Géorgie.



ANTOINE AGOUDJIAN

Hrant Dink (à gauche), dans son bureau du journal « Agos », en 2002.

Le journaliste arménien fut assassiné le 19 janvier 2007 à Istanbul par un nationaliste turc. Ici avec Ragıp Zarakolu, éditeur engagé en faveur des droits de l'homme.

« Enfant, on m'avait simplement dit comment il était mort, se souvient Hasan Cemal. Il n'y avait pas d'hostilité particulière à l'encontre des Arméniens, on évoquait juste des généralités sur les circonstances de la guerre. » Toujours ce silence, cette chape de plomb qu'aucun Turc ne se hasarde à soulever. Le petit Hasan habite alors une maison à Kurtulus, un quartier chrétien d'Istanbul. Il s'agit d'une propriété spoliée qui a été attribuée à la famille par décret. « Un jour que j'étais aux Etats-Unis, une femme s'est approchée de moi et m'a dit que cette maison avait appartenu à ses grands-parents. » Si l'on n'est pas responsable d'événements passés, l'engagement de Hasan Cemal suggère que l'on est libre de les assumer.

Ce « pur produit du nationalisme kémaliste », comme il se définit lui-même, a déconstruit pierre après pierre l'idéologie qui l'avait façonné. Pendant les années 1990, le journaliste s'oppose à la guerre que mène Ankara contre les Kurdes pour étouffer leurs revendications identitaires. Il questionne la tradition turque des coups d'Etat militaires. Mais il n'est pas encore prêt à s'attaquer à la « question arménienne », le tabou suprême.

Une conférence prudemment intitulée « Les Arméniens ottomans au moment de la chute de l'Empire » est organisée à Istanbul en 2005 par une poignée d'universitaires dissidents. Les nationalistes se déchaînent, le porte-parole du gouvernement et ministre de la Justice, Cemil Çiçek, dénonce « des coups de poignard dans le dos de la nation turque ». Editorialiste au quotidien « Milliyet », Hasan prend la plume pour défendre le colloque au nom de « la démocratie ». Son plaidoyer lui vaudra d'être traîné en justice pour « dénigrement de l'identité turque ». En janvier 2006, il se rend au tribunal dans une voiture blindée. Il risque dix ans de prison. Une « atmosphère de lynchage généralisé règne dans le tribunal », se souvient-il. L'acquiescement est prononcé. Hasan Cemal sera escorté deux ans de plus par un garde du corps. A cette époque, Orhan Pamuk, prix Nobel de littérature, est également menacé de mort pour avoir dénoncé le génocide. Des pans entiers de la Turquie

Une commémoration sous tension

Pour le centenaire du génocide, des commémorations publiques devraient être organisées le 24 avril dans une trentaine de villes en Turquie par la société civile. Signe qu'un tabou a sauté. Mais, malgré l'évidence, accepter le génocide fut long et douloureux. Les ouvrages de Taner Akçam, le premier historien turc à avoir publié des travaux sur la question au début des années 1990, ont eu une influence capitale. Prononcer le mot « génocide » publiquement fut un « combat intérieur ». « Je sais la douleur du génocide et je la partage », a-t-il confessé devant des descendants de survivants en 2011 à Los Angeles. Le 24 avril marque les premières rafles, en 1915, de centaines de notables arméniens, à Istanbul. A l'approche des cérémonies du centenaire, la fébrilité des autorités est de plus en plus palpable. Recep Erdogan a dénoncé des « actes d'hostilité » envers son pays. Des contre-feux sont allumés.

Cette année, une centaine de chefs d'Etat ont été invités à la commémoration de la bataille des Dardanelles... le 24 avril. Alors que les rassemblements consacrés à cette victoire ottomane se déroulent traditionnellement le 25. L. M.

résistent à l'évidence historique. Hasan Cemal a « compris que cela ne servait à rien ». Elle finit toujours par vous rattraper, vous hante jusqu'à obtenir justice.

A Erevan, le journaliste a serré la main du petit-fils de l'un des assassins de son grand-père. En le retrouvant à l'hôtel Marriott, il confesse avoir été « un peu anxieux ». Mais il espérait aussi que cette rencontre puisse être une « modeste contribution » au rapprochement entre la Turquie et l'Arménie. A l'université Harvard, il a été invité à une conférence par la propre petite-fille de Henry Morgenthau, l'ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople au début du conflit mondial, qui a alerté en vain du désastre en cours.

Hasan Cemal possède une belle villa sur la rive asiatique d'Istanbul. Il aime les dîners arrosés de raki au bord du Bosphore. C'est un « Turc blanc », un bourgeois de l'élite laïque. Mais son engagement politique est sans concession. Il défend bec et ongles les négociations de paix avec la guérilla kurde du Parti des Travailleurs du Kurdistan. Son honnêteté intellectuelle lui a coûté son poste à « Milliyet » en 2013. Il a été renvoyé car il dénonçait de plus en plus vigoureusement l'autoritarisme de Recep Tayyip Erdogan, désormais président de la République. Qu'à cela ne tienne, ce fan de football a aussitôt fondé un site internet, T24, où les esprits indépendants ont trouvé un espace de liberté dans un paysage médiatique sinistré par la censure. Le grand romancier kurde Yachar Kemal, qui vient de s'éteindre, ne s'était pas trompé. Il racontait avec fierté qu'il avait repéré le talentueux Cemal et l'avait fait entrer au quotidien « Cumhuriyet » en 1973.

Il y a trois semaines, la prestigieuse université Harvard a remis à Hasan Cemal le prix de la conscience et de l'intégrité en journalisme. Son ouvrage « 1915, le Génocide arménien » – qui vient de sortir en France (1) – est venu couronner un parcours professionnel exemplaire. Dans ce journal de bord, il montre courageusement comment son âme a longtemps été captive des mensonges de la République, la réflexion qu'il a dû conduire pour libérer sa « pensée enchaînée ».

La France et le génocide arménien

« L'humanité ne peut plus vivre avec, dans sa cave, le cadavre d'un peuple assassiné », a dit Jean Jaurès. Depuis, la « question arménienne » est devenue une « question française ». Le 24 avril, Hollande doit assister, à Erevan, aux cérémonies de commémoration.

En janvier, il participait au dîner du Conseil de Coordination des Organisations arméniennes de France (CCAF). Il y a réaffirmé la nécessité d'une loi pénalisant le négationnisme. Au-delà du soutien du chef de l'Etat, le génocide arménien occupe régulièrement l'agenda politique. Le Parlement a reconnu son existence en 2001 et a voté une loi pour sanctionner son déni en 2012. Mais le dernier texte a ensuite été censuré par le Conseil constitutionnel pour atteinte à la liberté d'expression. Une nouvelle initiative française est désormais suspendue à une décision de la Cour européenne des Droits de l'Homme, qui ferait jurisprudence. En janvier, la juridiction de Strasbourg a examiné en appel l'affaire qui oppose l'ultranationaliste turc Dogu Perincek à la Suisse, dont la législation réprime le négationnisme. Il avait été condamné pour avoir qualifié le génocide de « mensonge international » lors d'un séjour en Suisse. La décision est attendue prochainement. Ce délai sert la France, occupée à renouer commercialement avec la Turquie. L. M.

Le titre lui a valu de nombreuses pressions de ses proches, lors de la parution en Turquie, il y a trois ans. « Enlever le mot "génocide" aurait été une trahison envers Hrant Dink », explique-t-il. Par précaution, il a passé deux mois à Londres au moment de la sortie en librairies. Se confronter au passé a été une catharsis : « Je suis en paix avec moi-même. » Les fantômes des centaines de milliers d'Arméniens tués ne lui demandent pas de comptes. « Je savais qu'en écrivant mon histoire j'écrivais aussi une partie de celle de mon pays. » Sans surprise, les gardiens du temple républicain ont dit que son grand-père devait « se retourner dans sa tombe ».

Pour faire comprendre les difficultés de la société turque à affronter ses démons, Hasan Cemal explique que « 1915 touche aux fondements de la République ». Celle-ci est certes née en 1923 des décombres de l'Empire ottoman, mais aussi de la disparition des chrétiens, comme l'a souligné Taner Akçam, le premier historien turc à avoir publié des travaux sur la question au début des années 1990. Les Grecs, les Arméniens, les Syriques représentaient un tiers de la population ottomane au XIX^e siècle.

Aujourd'hui, seuls 9% des Turcs sondés par le think tank Edam en janvier demandent la reconnaissance du génocide. « Lorsque le chancelier Adenauer a présenté des excuses pour les crimes nazis, une minorité d'Allemands y était favorable. Il l'a quand même fait. Pourquoi est-il si difficile de nous excuser ? A cause du nationalisme, assène Hasan Cemal, en martelant la table du café. Un jour, nous retrouverons notre histoire perdue, nous nous en souviendrons alors avec douleur, pas avec de la haine. C'est une condition sine qua non de la paix et de la démocratie. » □

(1) Ed. Les Prairies ordinaires.

Victimes du génocide qui commença en avril 1915 et se termina en juillet 1916.



International New York Times

APRIL 7, 2015

Obama calls deal with Iran 'our best bet'

WASHINGTON

President vows to protect Israel as he embarks on effort to sway skeptics

BY PETER BAKER

President Obama strongly defended last week's preliminary agreement with Iran as a "once-in-a-lifetime opportunity" to curb the spread of nuclear weapons in a dangerous region while reassuring critics that he would keep all options available if Tehran ultimately cheated.

As he sought in an interview with The New York Times to sell the tentative deal to skeptics accusing him of giving away too much, Mr. Obama emphasized to Israel that "we've got their backs" in the face of Iranian hostility. And he suggested that he could accept some sort of vote in Congress if it did not block his ability to carry out the agreement.

"This is our best bet by far to make sure Iran doesn't get a nuclear weapon," Mr. Obama said in an interview with Thomas L. Friedman, an Op-Ed columnist for The Times, first published on Sunday. "What we will be doing even as we enter into this deal is sending a very clear message to the Iranians and to the entire region that if anybody messes with Israel, America will be there."

In the interview, held Saturday, Mr. Obama provided new details about how international inspectors would try to gain access to sites suspected of covert nuclear activity and about the sequence that would lead to sanctions being lifted. Both were major issues in the last days of negotiations in Switzerland, and Mr. Obama's descriptions differed in key respects from Iran's interpretations.

That gap suggested that the hardest moments in the negotiations may yet be ahead, given that commitments made last week must still be enshrined in a written document signed by all parties by June 30. But Mr. Obama seemed to gain breathing space as Republicans signaled that they would give him until then to see what the final deal looks like before directly intervening.

The president's comments came as the White House embarked on a campaign to sell a preliminary agreement that he hopes will transform security in the Middle East. Under the framework, negotiated with the United States and five other world powers, Iran agreed to scale back its nuclear program significantly for 10 to 15 years and accept intense international inspections. In ex-

change, the United States and the international community would lift sanctions that have punished the Iranian economy.

While in theory preventing Iran from being able to quickly build a bomb, the agreement leaves it with a nuclear program in place, even if much diminished, drawing criticism from Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and Republican leaders in Congress as well as skepticism from Arab allies and many Democrats.

"Not a single centrifuge is destroyed," Mr. Netanyahu said Sunday on "State of the Union" on CNN. "Not a single nuclear facility is shut down, including the underground facilities that they build illicitly. Thousands of centrifuges will keep spinning, enriching uranium. That's a very bad deal."

Senator Lindsey Graham of South Carolina, a possible Republican presidential candidate, said it was "probably the best deal that Barack Obama could get with the Iranians because the Iranians don't fear" him. "Hillary Clinton could do better," he added, as could all the Republican candidates, "except maybe Rand Paul." But Mr. Graham said he would wait to see how the final agreement looked. "I don't mind giving the administration the time between now and June to put this deal together," he said on "Face the Nation" on CBS.

In the interview, the president struck a conciliatory note after weeks of open tension with Mr. Netanyahu, a clash that has worried even some White House advisers. Mr. Obama said "I respect" Mr. Netanyahu's security argument and agreed that Israelis "have every right to be concerned about Iran," a country that has threatened "to destroy Israel, that has denied the Holocaust, that has expressed venomous anti-Semitic ideas."

He pledged to redouble support for Israeli security. "I would consider it a fail-

"My hope is that we can find something that allows Congress to express itself but does not encroach on traditional presidential prerogatives."

ure on my part, a fundamental failure of my presidency, if on my watch, or as a consequence of work that I had done, Israel was rendered more vulnerable," he said. Similarly, he said he wanted to use a meeting he has called at Camp David to "formalize" security aid for Arab allies threatened by Iran.

While still resisting what he deemed congressional interference, Mr. Obama



reached out to Republicans, calling Senator Bob Corker of Tennessee, chairman of the Foreign Relations Committee, a "good and decent man." He did not embrace Mr. Corker's legislation to give Congress the right to approve or reject the deal. But when asked about a non-binding vote, the president appeared supportive.

"My hope is that we can find something that allows Congress to express itself but does not encroach on traditional presidential prerogatives and ensures that if in fact we get a good deal that we can go ahead and implement it," Mr. Obama said.

Mr. Corker, appearing on "Fox News Sunday," immediately rejected the idea of a nonbinding vote. "There is strong bipartisan support for a binding vote by Congress," he said. "Look, the president needs to sell this to the American people, and Congress needs to be involved in this way."

Under the agreement, Iran would limit enrichment of uranium at its Natanz facility to a level useful only for civilian purposes; cut back the number of installed centrifuges by approximately two-thirds; convert its Fordo deep-underground enrichment facility into a research center; and modify its Arak heavy-water reactor to render it incapable of producing plutonium for a bomb.

But the structure of international inspections was left vague, as was the timing for lifting sanctions.

Mr. Obama said that inspectors would be able to watch "the entire nuclear chain" and that a "procurement committee" would examine Iranian imports to be sure equipment would be appropriate for peaceful nuclear uses, not a weapon. Inspectors from the International Atomic Energy Agency, he said, "can go anywhere."

Mr. Obama said sanctions would be lifted only after Iran lived up to its commitments. "There are still details to be worked out," he said, "but I think that the basic framework calls for Iran to take the steps that it needs to around Fordo, the centrifuges and so forth. At that point, then the U.N. sanctions are suspended."

Turkey's future: Erdoğan, elections and the Kurds



Nora Fisher Onar
7 April 2015
www.opendemocracy.net

Turkey is gearing up for pivotal elections on 7 June. At their heart is a complex interplay between presidential ambitions, party fissures, and Kurdish aspirations.

Turkey's election campaign began to the sound of fireworks. The first flash came in late January when the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) announced that it would run candidates under the party banner instead of as independents. The move is bold because Kurds typically field independents to circumvent the high 10% national electoral threshold. If the HDP gamble pays off, the party will win enough seats to prevent the ruling Justice & Development Party (AKP) from securing a two-thirds majority (330 out of 550 seats). Doing so would thwart President Erdoğan from converting the country from a parliamentary set-up to the formal presidential system he desires. This would make the HDP a prominent - possibly the predominant - voice of Turkey's heterogeneous opposition.

If the bid fails however, Erdoğan would have a carte blanche for his presidential plans, and the Kurds would have no parliamentary voice. This, in turn, could spur Kurds to unilaterally declare a regional parliament. Such an outcome could spark inter-communal clashes across Turkey and force a heavy-hand from Ankara. This would be a dangerous development in a region already grappling with ethnic and sectarian conflict over ever more ambiguous borders.

Given the stakes, observers were struck by a second set of fireworks since 21 March: a very public row between leading AKP figures. There have long been rumours of discontent within party ranks at Erdoğan's moves to project presidential power in areas that are the government's business. This has become visible in intermittent criticism of Erdoğan by deputy prime minister Bulent Arinç.

The party heavyweight recently argued that polarising rhetoric by the president is making Turkey ungovernable. He has also challenged the president's provocative remarks vis-à-vis Ankara's ongoing dialogue with the Kurds. Erdoğan retorted that he is no "figurehead," in turn, emboldening stalwarts like Ankara mayor Melih Gökçek to accuse Arinç of ties with the Gülen movement - Erdoğan's present bête noir. Arinç's response was no less dramatic: describing Gökçek as "indecent," he accused the twenty-year incumbent of having sold Ankara parcel by parcel.

The next day, a prosecutor launched an investigation into both the allegations of corruption and Arinç's apparent knowledge of such affairs. While both figures were admonished by prime minister Ahmet Davutoğlu for breaching party discipline, the breach is the latest in almost two years of dramatic fallout within the conservative constituency. The upshot, as one pro-government columnist put it: the AKP's "magic is fading."

KURDISH DARING, AND ROOM TO MOVE

What is the relationship between these developments - the Kurds' all-or-nothing electoral bid, and intra-AKP fissures - and with what ramifications for the elections and their aftermath?

On the Kurdish side, daring is driven by a visceral sense that Kurds must grasp a once-in-a-century opportunity. It has not been since the end of the first world war - when the stillborn Treaty of Sèvres promised the Kurds a national homeland - that internal, regional, and international alignments have been as conducive to Turkey's Kurds shaping their own destiny.

First, unlike the rest of Turkey's opposition, the Kurds have compelling leaders. Their imprisoned figurehead Abdullah Öcalan appears on the verge of achieving an Arafat-like transformation from terrorist mastermind into august peacemaker. He has done so by investing in an ongoing if subtly ambivalent "peace process" between the government and the militant PKK. The results to date have been modest: a fragile ceasefire and the withdrawal of some fighters to bases in northern Iraq. But the process has

helped to reframe Turkey's "Kurdish problem" as a political as much as a security problem. Turks are increasingly reconciled to Kurdish demands for cultural rights and local governance; Kurds are better able to envisage a future in a multicultural Turkish state.

A champion of this participatory rather than separatist vision has been the HDP leader Selahattin Demirtaş. The down-to-earth third candidate in the presidential race of August 2014, Demirtaş raised the party's vote share from 6.2 to 9.7%. His success is due to savvy projection of an inclusive political language. As the first politician to capitalise on energies unleashed by the Gezi protests of 2013, Demirtaş appeals to liberal and left-leaning Turks frustrated with Erdoğan's aggressive rhetoric and AKP primacy. Not a large constituency to be sure, but a million such Turkish votes could propel the HDP into parliament.

There is also a now-or-never sensibility among Turkey's Kurds vis-à-vis regional dynamics. The existential threat that ISIS represents for many Kurds - epitomised in collective grief and then euphoria around the loss and recapture of Kobani - has become a font of pan-Kurdish solidarity. Some analysts view this as a nascent transnational Kurdish "public sphere."

The Middle East's fourth-largest but stateless ethnic group, Kurdish aspirations to self-rule have long been belied by internal fragmentation and the primacy of central governments. Today - and persistent internal rivalries notwithstanding - Kurds have more room for manoeuvre than ever before. As Baghdad and Damascus grapple with more immediate challenges, there are de facto autonomous entities in the Kurdistan Regional Government (KRG) of northern Iraq, and in Rojava - the cantons of "Western Kurdistan" controlled by Syrian Kurds. All of these lands border Turkey. As such, a move by Turkey's Kurds to pursue intensified relations with brethren across borders - either in protest at being excluded from the national parliament or as part of a post-election bargain - has never been as tenable.

ERDOĞAN'S DILEMMA, AND A TIME OF CHOICE

Meanwhile, Kurds have won points in western-cum-international opinion as "boots on the ground" in the fight against ISIS. The secular-nationalist overtones of Kurdish demands, epitomised in the role of female peshmerga fighters, stands in stark contrast to militant Islamist millennialism. It arguably is also more intelligible to trans-Atlantic opinion than the anti-western populism of Turkey's political Islamist leadership. At the same time, Kurds' broadly Sunni orientation may appeal to various regional and international interlocutors as a counterweight to Iranian inroads in the region. For all these reasons, many in the west are likely to be at least somewhat sympathetic to Kurds' framing of post-election processes.

But the HDP must still confront the electoral juggernaut that is the AKP. Under the leadership of Recep Tayyip Erdoğan, the party has since 2002 won eight successive electoral contests. Today, although the president formally cannot campaign, he has made no secret of his partisanship. The party programme now includes a commitment to an eventual presidential system. Erdoğan has much to lose and everything to gain if the victory is anything short of spectacular. Without two-thirds of the vote, the presidency remains a by-and-large symbolic post. This leaves Erdoğan open to forays from the many enemies he has made during his spectacular rise to power.

To prevent such an outcome, Erdoğan is faced with a tactical dilemma. He can appeal to religious Kurds by advancing the voice of Turkish-Kurdish fraternity under Islam, a line that has resonated with many Kurdish voters, making the AKP the second most popular party in Kurdish constituencies.

Or he can appeal to ultranationalist Turkish-(Islamist) sentiment while provoking Kurds. If this results in violence, the flirtation between Kurds and liberal and leftist Turks would likely fail, keeping the Kurds out of parliament. Recent clashes between the pro-government Islamist Kurdish party Huda-Par (Free Cause Party) and HDP supporters may be read in this light.

If Erdoğan wins the elements are in place to turn Turkey into a system where supreme power accrues to the executive. These include an internet law that mandates sweeping controls and a 132-item security bill that critics say could make Turkey a police state. Such an outcome hardly bodes well for cultural and political rights and local governance - potentially spurring Kurds to take matters into their own hands. The stakes are thus high for Turkey, its Kurds, and the region.

Turkey's transformation also would resonate with other emerging players like India, Russia, and even the European Union's own Hungary whose leaders combine populism and illiberal governance to stake positions that have rendered them, at best, unreliable allies of the west.

It is at this juncture that intra-AKP frictions become consequential. For elements in the party who wish to balance Erdoğan's increasingly untrammelled authority may in fact be reconciled to an underwhelming victory even as they work toward reconciliation with the Kurds. Such an outcome would hand them the government but preserve the parliamentary system. The stances that they take on the Kurdish question in the months ahead thus bear watching. ♦

Iraqi Kurdistan's battle with Baghdad over oil revenues

By Ed Butler BBC News, Erbil - 10 April 2015
<http://www.bbc.com>

In Iraqi Kurdistan, the Kurds' battle with Islamic State has been complicated by the halving of global oil prices over the past year and a dispute with the central government in Baghdad that has seen the region's revenues dry up.

Many in Kurdistan have not been paid for months.

Commander Faridon Jwanroyi holds up his AK-47 rifle and fires off a few rounds, purely for my benefit.

"I wish there was Islamic State here, I could fire at them!" he jokes.

I would have asked for a more dramatic display, but the Peshmerga - the Kurdish fighting force here - are a bit short on weaponry.

In fact they're a bit short on ammunition, too. And since December, they've even run out of money to pay their soldiers.

"Some haven't been paid in three months," she confides, when we met in late March.

"It's hard. They have to pay for their rent, for the children's clothes. But still, we fight on. We have belief."

WEAKER OIL PRICES

But with talk now of a combined Iraqi-Kurdish operation to liberate Iraq's second city, Mosul, it is an open question whether belief alone can bring victory.

Indeed, a financial crisis has been brewing for several months.

The halving of the global oil price - undercutting Kurdistan's main source of revenue - and the effect of the war have both had a deleterious effect, especially after fighting in August saw the black flags of Islamic State (IS) come just 19 miles (30km) from Erbil, the capital of the Kurdish autonomous region in northern Iraq.



About 1.5 million refugees have fled to Kurdistan

"When IS is at the door, logically it's hard to convince foreign investors that Erbil's safe and nothing's wrong," says Govan Haji Akravi, chief executive of Fastnet, an internet systems provider for foreign companies in the city.

"Almost from one day to another, many of them packed up and left."

DISPLACED PEOPLE

There's also been a major refugee crisis.

Some one-and-a-half million displaced people have arrived in Kurdistan, fleeing the fighting in Syria and northern Iraq. That's a 30% increase in the population of the region, leading to huge extra stresses, I'm told, on local services like water and education.

The refugees are mostly housed in improvised camps.

One of the more bizarre is the Ankawa Mall - a half-built shopping centre on the outskirts of Erbil. Like many building projects, it was abandoned by its developer as the crisis hit last year.

Now the raw concrete shell is occupied by some 4,000 Iraqi Christians from the Mosul region, sleeping in alcoves created for designer boutiques. A makeshift wickerwork crucifix hangs over the entrance.

One of the refugees, Issa, charges about 30 cents for a haircut and shave in his makeshift barber's shop in the main atrium at the foot of two massive escalators that are now derailed and disintegrating.

"I'm cheaper than the Kurdish barbers here," he tells me. "No one wants to look hairy like the guys from Islamic State, so they come to me!" he laughs.

But the smile quickly fades.

Life in the shopping centre is miserable, he says: "It's like a camp for chickens." He dreams of escaping to Europe.

DISPUTE WITH BAGHDAD

Perhaps the biggest economic challenge for Kurdistan stems from its troubled relations with central government.

For the last year, Baghdad has only fitfully been paying the regional government in Erbil

its share of the national budget.

Under the constitution, Baghdad requires the Kurdish Regional Government (KRG) to share its own oil production with the rest of the country. The Kurds should then be reimbursed with 17% of the total nationwide budget, which is currently set at \$105bn (£71bn).

Baghdad has accused Erbil of selling oil illegally, without its authority, and of failing to meet production quotas - allegations the Kurds deny.

"Baghdad knows very well we are selling oil - we have to pay people's salaries," says Dr Ali Sindi, the KRG's minister of planning.

"Meanwhile five million Iraqi citizens have been cut off from their rightful share of the nation's resources. This is a threat to the stability and the sustainability of the region," he says.

The anger in Kurdistan is all the greater since Baghdad is continuing to pay salaries to government workers living under Islamic State.

Even some refugees - civil servants displaced from Mosul - are, it is said, receiving their salaries from within the camps, whilst some of those caring for them haven't been paid since December.

In the last three weeks, Baghdad has announced a breakthrough, saying it is renewing budget payments, although so far these amount to less than half what is owed for just March alone.

Salaries for most workers, including soldiers, remain many months in arrears.

The Iraqi Prime Minister, Haider Al-Abadi, has been quoted as blaming delays on a wider economic crisis in Baghdad.

'WE DON'T GIVE UP'

"If we don't reach a lasting solution, we will have to handle it through our own export of oil," says Dr Sindi. Kurdistan is this month said to be completing a new pipeline to its northern neighbour, Turkey.

But despite the threats, few in Erbil believe Kurdistan has the political power to cut its own deals with the wider world.

In the meantime, some state employees are getting desperate. Civil servant Najad Amin and his wife Iqbal say they expect the last of their savings to run out in the next month.

They've started growing vegetables in their back garden, to help feed the family.

Do they blame the politicians in Baghdad or in Erbil, I ask?

"They're all to blame," they say. "But we Kurds are used to depending on ourselves. We will find a way. We don't give up, absolutely." ■



Under Iraq's constitution, the Kurds have to share their own oil output with the rest of the country

Accord sur le nucléaire iranien : liesse à Téhéran, colère à Jérusalem



Nucléaire iranien : le pari risqué d'Obama

LAURE MANDEVILLE
WASHINGTON

BARACK OBAMA a marqué un point important ce jeudi, quand un accord-cadre qu'il a qualifié « d'entente historique » entre Téhéran et la communauté internationale, a enfin été annoncé à Lausanne, après un marathon de négociations aussi âpres que byzantines. Le président ayant fait de la quête obstinée d'un accord sur le nucléaire avec l'Iran la pièce maîtresse de sa stratégie moyen-orientale depuis le début de sa présidence, c'était une victoire d'étape personnelle substantielle vers le cap semé de dangereuses embûches qu'il s'était fixé dès le jour de son investiture en janvier 2009 en appelant l'Iran « à

desserrer le poing ». En choisissant de négocier avec l'un des plus puissants et plus farouches ennemis de l'Amérique, Obama a fait un pari colossal, dont les risques sont toujours présents et ont été immédiatement dénoncés jeudi soir par Israël et les républicains du Congrès. Certains d'entre eux, très sceptiques, le peignent carrément comme un naïf et un faible, ouvrant la route d'une nucléarisation de l'Iran par ses renoncements. « Neville Chamberlain a signé un meilleur accord avec Adolf Hitler », a carrément fustigé le sénateur Mark Kirk.

Mais l'argument d'Obama a toujours été qu'un système de sanctions visant à dissuader Téhéran de construire la bombe n'aurait aucune chance d'aboutir s'il ne s'accompagnait d'un dialogue et d'un compromis. Présent à Lausan-

C'est bien, mais en même temps il est trop tôt pour fêter (cela). Ce que nous avons posé, ce sont des pierres angulaires. Chaque négociateur sait qu'il n'y a aucune garantie du succès des négociations

FRANK-WALTER STEINMEIER,
MINISTRE ALLEMAND DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

JEAN-CHRISTOPHE BOTT / AP

ne, où il a joué un rôle clé en établissant un dialogue sans précédent avec son homologue iranien, Mohammad Javad Zarif, le secrétaire d'État, John Kerry, a confirmé : « Demander simplement à l'Iran de capituler, ça sonne bien, mais ce n'est pas une politique. » Le président a défendu la teneur de l'accord-cadre en soulignant le système de vérification très contraignant auquel il va, en principe, astreindre l'Iran, si les trois mois de discussion qui séparent les négociateurs de la date butoir du 30 juin accouchent d'un accord final.

Les embûches qui se dressent sur la route d'un accord final et d'un vrai succès diplomatique ne seront pas seulement dues à la capacité potentielle de l'Iran à se jouer de ses interlocuteurs. Se profile aussi le risque d'une course à l'atome, si les pays du Golfe perçoivent l'accord comme une victoire à la Pyrrhus. Mais pour Obama, l'une des batailles cruciales va se jouer au Congrès. Certes, les sénateurs Mark Kirk et Robert Menendez, coauteurs d'un projet de loi destiné à accroître les sanctions, ont décidé de surseoir à leur projet jusqu'au 30 juin, selon les journalistes Josh Rogin et Eli Lake.

Bras de fer

Mais inquiets sur les intentions de l'Iran, les élus veulent absolument avoir un droit de regard et d'acceptation sur l'accord final qui sera négocié. Une part de leurs inquiétudes concerne les « paramètres » du compromis, qu'ils jugent trop conciliant vis-à-vis de Téhéran, mais aussi les circonstances de la levée des sanctions, a noté le speaker John Boehner. L'accord-cadre prévoit de lever ces dernières après vérification de la mise en œuvre par l'Iran de ses engagements. Mais le Congrès voudrait avoir son mot à dire sur le rythme et la décision de levée de ces sanctions à court terme. Le président du Comité des relations extérieures, Bob Corker, affirme avoir toujours l'in-

Nucléaire iranien, ce que contient l'accord cadre



tention de faire passer une loi qui donnerait au Congrès une période de 60 jours, pour examen et approbation de l'accord. Un premier vote pourrait avoir lieu dès le 14 avril au sein du Comité. « Si un accord final est conclu, le peuple américain doit avoir la possibilité, à travers ses élus, de décider si le compromis élimine vraiment la menace du programme nucléaire iranien », a-t-il expliqué. La Maison-Blanche est vent debout contre une telle approche, et va

passer les prochains jours sur la Colline pour appeler les élus à lui donner du temps. Elle menace d'apposer son veto à une législation qui soumettrait l'accord conclu à l'approbation obligatoire du Sénat. Les républicains affirment que le veto pourrait être surmonté - le décompte serait selon Rogin et Lake à 64 sénateurs au lieu des 67 requis. Mais le climat pourrait changer avec l'offensive de l'Administration, qui, dans ce bras de fer, a l'avantage d'avoir tous les

éléments du dossier et pourrait donc être à même de tempérer les ardeurs jusqu'au 30 juin. Conscient de l'âpre opposition à laquelle il va se heurter, le président Obama a rappelé que deux de ses prédécesseurs républicains avaient conclu des accords historiques sur le désarmement en pleine guerre froide. « Ces accords n'étaient pas parfaits, ils n'ont pas mis fin à toutes les menaces. Mais ils ont rendu notre monde plus sûr », a-t-il plaidé jeudi. ■

LE FIGARO samedi 4 - dimanche 5 avril 2015

À Téhéran, Hassan Rohani savoure sa réussite



Vendredi, de retour de Lausanne, Mohammad Javad Zarif, le négociateur et ministre iranien des Affaires étrangères, a été accueilli à Téhéran en héros.

EBRAHIM NGR00ZI / AP

DELPHINE MINOUI @delphineminoui
CORRESPONDANTE AU CAIRE

UNE AMBIANCE de victoire de « Coupe du monde » flotte sur Téhéran. Dès l'annonce, jeudi soir, de l'accord-cadre, des centaines d'Iraniens ont défilé dans les rues de la capitale au rythme des klaxons et des youyous. Vendredi matin, une foule joyeuse s'est même pressée à l'aéroport international pour accueillir en héros Mohammad Javad Zarif, le ministre iranien des Affaires étrangères, de retour de Lausanne. Le cliché de son visage souriant, la tête émergeant du capot de sa voiture, inonde les réseaux sociaux. « Oui à la paix, non à la guerre ! », s'enthousiasme un internaute sur son compte Twitter. Car c'est bien ça que les Iraniens fê-

tent avant tout : la victoire des colombes dans une région où la rumeur des bombes n'est jamais bien loin. Le fameux « deal », enfin obtenu après huit jours d'intenses discussions, au terme de plus de dix années de laborieuses négociations, n'est qu'un pré-accord définissant quelques « paramètres clefs ». Le texte final doit être rédigé d'ici le 30 juin. Mais les Iraniens veulent se donner les raisons d'y croire.

« C'est un succès historique », observe sur sa page Facebook la sociologue iranienne Nayereh Tohidi. Pour les Iraniens, toujours sensibles aux symboles, il y a des signes qui ne trompent pas : la retransmission en direct, jeudi, de la déclaration d'Obama à la télévision iranienne, la participation active de John Kerry aux discussions de Lausanne, ou encore ses condoléances adressées en personne au frère du président Rohani lors du récent décès de sa mère. Fini le temps où les deux pays, brouillés depuis la prise d'otages à l'ambassade américaine de 1979, refusaient de se parler.

Des deux côtés, l'heure est à l'apaisement. Élu en juin 2013, le président modéré Hassan Rohani affiche une vo-

lonté d'ouverture qui tranche avec les discours va-t-en-guerre des années Ahmadinejad. « C'est un jour qui restera ancré dans la mémoire de la nation iranienne », s'est-il félicité ce vendredi après-midi lors d'une allocution télévisée. « Nous sommes favorables à la coopération et aux échanges avec les pays qui nous respectent », a-t-il précisé. Tout en ajoutant : « Ce n'est pas seulement l'accord nucléaire que nous négocions. Ceci constitue la première étape pour établir des rapports constructifs avec la communauté internationale. » Une façon indirecte d'évoquer les autres sujets de préoccupation commune avec l'Amérique.

L'accord-cadre trouvé à Lausanne coïncide en effet avec la montée en puissance des djihadistes sunnites de l'État islamique dans la région, ennemi commun à l'Amérique et à l'Iran chiite, que les deux pays combattent quasiment côte à côte en Irak. Pour beaucoup, le « deal » nucléaire devrait aussi permettre un rééquilibrage dans la lutte d'influence régionale entre la République islamique et l'Arabie saoudite. « L'accord sur le nucléaire et la normalisation des relations avec l'Iran pourraient rééquilibrer les relations politiques et contribuer à mettre fin aux conflits meurtriers qui opposent les deux leaders régionaux sur les champs de bataille de Syrie, d'Irak, de Palestine, du Liban et depuis peu du Yémen », observe le chercheur Bernard Hourcade, et spécialiste de l'Iran, sur le journal en ligne Orient XXI.

Mais pour beaucoup d'Iraniens, c'est la dimension économique de cet accord qui importe le plus. La suppression des sanctions, en échange d'un ralentissement et d'un contrôle renforcé du programme nucléaire, permettra à Téhéran de sortir de l'impasse. Ces dernières années, la République islamique a vu chuter plus de 50 % de ses exportations pétrolières. Reste à faire digérer l'accord-cadre par la droite conservatrice. « On leur a donné un cheval en pleine forme, et, en retour, ils nous ont donné une bride cassée », déplore Hossein Shariatmadari, du journal radical Keyhan. ■

« Nous sommes favorables à la coopération et aux échanges avec les pays qui nous respectent »

HASSAN ROHANI

L'enquête qui met en cause les services secrets turcs

L'instruction sur l'assassinat de trois Kurdes à Paris pourrait gêner la coopération antidjihadiste avec Ankara

C'est un développement judiciaire dont pourrait pâtir la coopération difficilement acquise entre la France et la Turquie dans la lutte contre les filières djihadistes en Syrie et en Irak. Dans l'enquête sur les assassinats, début 2013, au cœur de Paris, de trois responsables du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le gouvernement a accepté, le 11 mars, de nourrir cette procédure en déclassifiant des documents émanant de ses services de renseignement.

Or, de source diplomatique, on juge qu'Ankara pourrait percevoir cet engagement de l'Etat français comme « une mauvaise manière ». A l'appui de ses demandes de déclassification, en septembre 2014, la juge d'instruction saisie de l'affaire indiquait clairement aux ministres concernés l'origine de ses soupçons : « L'enquête judiciaire a mis en évidence que l'un des mobiles les plus plausibles de ce triple assassinat pouvait être mis en relation avec les activités supposées d'Omer Güney [le tireur présumé] en France au sein des services secrets turcs [MIT]. »

De plus, ajoute cette même source diplomatique, si les trente-neuf notes de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) et les sept pièces extraites des archives de la Direction générale des services extérieurs (DGSE) déclassifiées ont été largement amputées de leur contenu, cette opération vérité pourrait s'étendre. La partie civile a trans-

mis, fin mars, au premier ministre, Manuel Valls, une nouvelle requête. « Nous l'avons saisi d'une demande plus large, nous souhaitons, comme nous l'avons obtenu dans les affaires rwandaises, avoir accès à l'intégralité des éléments pertinents concernant ces trois assassinats », précise M^e Antoine Comte, avocats des familles des victimes.

Traces de poudre

Le 9 janvier 2013, au 147, rue Lafayette, à Paris, qui abrite le siège du Centre d'information du Kurdistan (CIK), trois militantes kurdes du PKK, Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Söylemez étaient retrouvées mortes, tuées par balles. Le 16 janvier, Omer Güney, un jeune homme alors âgé de 30 ans, se rendait spontanément au siège de la police judiciaire parisienne, pour déclarer qu'il avait passé la journée du 8 janvier avec l'une des victimes et qu'il souhaitait aider les enquêteurs.

Depuis, les révélations dans la presse turque et allemande, ainsi que la mise en évidence de nombreuses contradictions dans le témoignage d'Omer Güney ont jeté le trouble sur la personnalité de cet homme dont plusieurs éléments semblent en effet le relier aux services secrets turcs.

Des traces de poudre provenant d'une arme retrouvée sur un sac lui appartenant semblent le désigner comme l'auteur des crimes. De plus, ses liens avec la communauté kurde apparaissent comme très récents au moment des faits, laissant la place à l'hypothèse d'une infiltration préméditée. L'enquête, enfin, a permis d'établir qu'il a multiplié les allers et retours avec la Turquie dans l'année qui a précédé le meurtre. Toujours en détention provisoire en France, il n'a cessé de clamer son innocence.

La publication au début de l'année 2014 sur YouTube d'un enregistrement sonore d'une conversation entre un homme, qui serait Omer Güney, et deux responsables des services turcs, a renforcé

Recep Tayyip Erdogan lui-même a clairement visé Omer Güney dans un entretien publié dans la presse turque

les soupçons qui pèsent sur le rôle du MIT. Le premier ministre turc lui-même, Recep Tayyip Erdogan, expliquant qu'une faction dissidente du service secret proche de Fethullah Gülen, opposant en exil aux Etats-Unis, tentait de déstabiliser son pouvoir de l'intérieur, a clairement visé M. Güney dans un entretien publié en mars 2014 dans la presse turque. Celui-ci, selon le pouvoir turc, aurait pu trouver un intérêt à donner un coup d'arrêt aux négociations de paix

en cours entre le PKK et la Turquie.

La mise en cause de l'Etat turc par la justice française place son homologue français dans une situation délicate. D'un côté, comme l'indique M^e Comte, « le silence de la France sur ces crimes reviendrait à accorder à des Etats étrangers le droit de tuer sur le sol français en toute impunité, et nous serions fous de croire que cela ne se reproduirait pas ».

Et, de l'autre, en tentant de faire la lumière sur ce triple assassinat, Paris prend le risque de méconter Ankara, qui n'a jamais fait mystère de son extrême sensibilité sur la question kurde. Des tensions sont ainsi régulièrement apparues, depuis 2011, sur les termes de la coopération contre les djihadistes. Puisque la France refusait d'extrader les militants du PKK détenus dans ses prisons, pourquoi, de son côté, la Turquie aurait-elle, sans contrepartie, répondu aux exigences françaises ? Jusqu'à la fin 2014, elle considérait, en outre, que le PKK demeurait encore la première menace

pour son territoire. Dans l'une des notes déclassifiées de la DGSE sur le triple assassinat, le MIT dénonce ainsi les accusations dirigées contre lui « pour [le] discréditer [alors] qu'il joue un rôle important dans le processus de régularisation du problème du terrorisme ».

Il a fallu attendre le voyage du ministre de l'intérieur français, Bernard Cazeneuve, en Turquie, le 26 septembre 2014, pour que le dialogue trouve des bases solides. Ce déplacement faisait suite à un raté policier lors de l'extradition de Turquie de trois Français. Selon une source officielle, les autorités françaises seraient parvenues à instaurer une certaine confiance avec leurs homologues turcs en s'engageant, notamment, de manière informelle, à cesser de travailler sur le PKK. « Si le parquet et la police n'enquêtent plus sur les Kurdes, on aura plus à refuser de les extradier », décrypte un membre du ministère de l'intérieur.

Cette position habile traduit aussi un changement d'analyse sur les militants kurdes. Le tribunal de grande instance de Paris, dans un jugement du 24 mars sur une affaire mettant en cause des membres du PKK, a précisé dans une déclaration liminaire « que l'on devait désormais tenir compte de l'action du PKK contre l'Etat islamique ». De source judiciaire, on assure que l'instruction du triple assassinat devrait être terminée avant l'été. ■

JACQUES FOLLOROU
ET SIMON PIEL

« Le silence de la France accorderait à des Etats étrangers le droit de tuer sur le sol français en toute impunité »

M^e ANTOINE COMTE
avocat de la partie civile

REUTERS

Turkey's pro-Kurdish HDP bets on new voters to exceed threshold in June polls

April 13, 2015 | By Orhan Coskun and Gulsen Solaker

ANKARA - (Reuters) - Turkey's Peoples' Democratic Party (HDP) is betting on newfound appeal beyond its Kurdish base to propel it into parliament for the first time, threatening to deprive the ruling party of critical seats in June elections.

While small, the HDP could play a significant role in the parliamentary polls, given that the AK Party founded by President Tayyip Erdogan needs a sweeping victory to change the constitution and broaden his presidential powers.

"Crowds who have never thought of voting for us before are now considering it," the party's co-chair Selahattin Demirtas said in an interview in the capital Ankara. "Our target is 100 seats in the parliament and 15 percent of the votes."

The leftist HDP, which has traditionally represented the interests of Turkey's Kurdish ethnic minority, is running as a party for the first time.

It needs to meet a 10 percent threshold in the polls to enter parliament, and in the past ran its candidates as independents to skirt that controversial rule.

In 2011, HDP-linked independent candidates won 36 seats in the parliament, accounting for 6.5 percent of the votes. Opinion polls currently show it close to 10 percent, while Demirtas won 9.76 percent in August 2014 presidential elections.

Analysts say the party is resonating more with the liberal, middle-class Turks who see the opposition CHP as disorganized. The HDP is also keen to win followers against those Kurds who have traditionally supported the AK Party, which retains a strong base among the conservative working class.

Ankara has been pushing for the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) to lay down its arms as part of the peace process ahead of pol-



Selahattin Demirtas, co-chairman of the pro-Kurdish Peoples' Democracy Party (HDP), greets his supporters during an election rally for Turkey's June 7 parliamentary elections in Istanbul April 12, 2015. REUTERS/Osman Orsal

ling day, and its jailed leader Abdullah Ocalan said last month it was time to end an armed struggle that has killed 40,000 people.

The government has stepped up its rhetoric against the HDP, saying it tried to use recent clashes between Turkish soldiers and Kurdish militants to whip up anti-government sentiment and gain Kurdish votes from the AK party.

"To put hopes on guns in an election is a sign of desperation and disrespecting the national will," said Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan.

But Demirtas said the government was trying to take electoral advantage of the peace process. "The government wanted to ... turn the desire for peace into votes," he said.

"We will not let this be taken advantage of." ●

Hurriyet DailyNews.com

April 17, 2015

PKK-KRG tensions rise after fresh war of words

ANKARA / ARBIL - April/17/2015
www.hurriyetaidailynews.com

Ongoing tension between Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) is gradually growing, with the former accusing the latter of "treason" against the homeland.

The tension flared after Duran Kalkan, a key leader of the PKK, argued that "central dictatorship in South Kurdistan" is not viable.



Following a release of statement personally signed by President Massoud Barzani on April 16 as a strongly-worded and harsh response to Kalkan, the Kurdistan Democratic Party (KDP), led by Barzani, also released a separate statement on April 17.

"South Kurdistan [referring to the KRG] cannot be under a central political administration, as there are various dialects and very different communities there. A centra-

lized dictatorship cannot survive in South Kurdistan. Only democracy can unite this region and keep it alive. One should not say, 'We will administer South Kurdistan from Arbil and it will only be managed from Arbil.' Sinjar, Kirkuk, Erbil, Sulaimaniya should govern themselves. If this happens, then Kirkuk would join Kurdistan too," Kalkan was quoted as saying in a recent interview. Barzani's written response was harsh.

"I call out to the people of glorious Kurdistan: Do not allow the existence of these groups in Kurdistan. They are elements wanting to commit treason and begin a civil war in this country. Do not give them recognition which will provide them with the opportunity to cause conflict," Barzani said, calling out to the government and parliament of the KRG to fulfill their responsibilities.

"We witness the different ways that they are creating hostility towards Kurdistan. Their statements, their announcements and various propagandas are a new dimension to their hostility. Remarks and →

⇒ statements are being made to incite civil war and cause division between the Kurdish people. ... This is not freedom of expression, but rather a betrayal of the nation and its people," said Barzani.

'ENEMIES TO THE NATION'

"These kinds of enemies to the nation are not acceptable in Kurdistan. We will not allow for these initiatives. This issue is a serious threat to the country and its national security. Our gains have been won through blood and tears. But their attempts are a danger to our security efforts," he added. In a swift display of its obedience to KRG leader Barzani, the KDP released a statement

on the same issue only a day later.

According to the KDP, Kalkan "stepped out of line" with his remarks, which "did not reflect the truth about the Kurdistan region and its people."

"Somebody who doesn't know a single word in Kurdish, whose nationality is uncertain, and who doesn't believe in the rights of the people of Kurdistan, has no right to speak about Kurds anyway," said the KDP statement.

The tension is actually not new. In January, the KRG's council of ministers announced its rejection of the PKK's decision to establish a canton in the district of Sinjar, home to the Yazidi minority. They

labeled the PKK's move as "illegal" and against the constitution.

The council expressed gratitude to all fighters of the PKK-affiliated People's Protection Units (YPG), who helped the Peshmerga to rescue the Kurds who were displaced from the Sinjar during the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) attack. However, it also baid "the PKK should stop treating the Yazidi area of Sinjar with such a partisan mentality. Such a position will cause political and administrative tensions." □



APRIL 27, 2015

As Kurdistan hits new export levels, where now for foreign oil companies and oil revenues?

By **Bashdar Pusho Ismaeel**
27 April 2015



www.kurdishglobe.net

According to recent reports, the oil output of the Kurdistan Region hit an unprecedented rate of 650,000 barrels per day. Dubbed by some as the last great oil frontier, Kurdistan is estimated to have 40 billion barrels of oil reserves that saw a flock of junior to mid-size oil companies and later oil majors to the region.

According to recent reports, the oil output of the Kurdistan Region hit an unprecedented rate of 650,000 barrels per day.

Dubbed by some as the last great oil frontier, Kurdistan is estimated to have 40 billion barrels of oil reserves that saw a flock of junior to mid-size oil companies and later oil majors to the region.

But in spite of the new oil flows high and immense revenue potential, Kurdistan still suffers from the ironic predicament of a lack of income.

Successive disputes with Baghdad over revenue sharing and exploration somewhat dampened sentiment in the oil indus-

try. 2014 was highlighted by a lack of budget payments from Baghdad but also crucially the start of independent oil exports.

Whilst a deal was reached late last year with Baghdad for Kurdistan to export 550,000 barrels of oil per day for a share of the national budget, disputes with Baghdad have continued with promised payments from Baghdad only trickling through in recent months and substantially less than the \$1 billion dollars that is due.

This has a significant impact on the local economy and the payment of salaries, with most of the people still relying on government paid jobs. However, a notable squeeze is felt on the numerous oil companies operating in the region, many with rising debts on their books.

In theory, with stable payment cycles, the Production Sharing Contract's (PSC) are still very much appealing. Oil companies stand to make an excellent return on their investment, especially if rates of production continue to steadily increase.

But with millions of dollars owed to the likes of Gulf Keystone Petroleum and Genel Energy, the short-term pressures for such companies quickly grow meaning that they have to take on

an unrealistic cycle of increased debt to maintain their production levels and operations.

Of course, the substantial monies owed for previous exports could just as quickly transform the fortunes of these companies.

A regular payment cycle has been an elusive goal but with the increased export figures from Kurdistan and with further rises in production targeted, Kurdistan is ready to assume the next step in its journey as a major oil player.

This may result in further short-term pressures if the KRG-Baghdad oil deal doesn't hold up, but Kurdistan now has the infrastructure and potential to easily go at it alone. Ironically, Kurdistan would gain more from selling its current output directly than the 17% that they are supposed to get from Baghdad.

For the foreign oil companies, the long-term outlook is bright and they can reap the rewards from the substantial investments that they have made in Kurdistan but the priority to get to the clearer horizons is negotiate their way through the short-term turbulent waters.

The marked decline in oil prices since mid-2014, although stabilizing and rising in recent weeks, has only increased focus

on the importance of a stable revenue cycle.

The region may yet witness a consolidation of the oil industry, a logical step in any blossoming oil industry where many small to mid-sized companies dot the landscape.

The Kurdistan Regional Government has a strong interest in ensuring any acquisitions and mergers happen on the terms that protect the region.

OPEC took a risky move by staying relatively idle as oil prices tumbled.

There are signs that this may have worked as US oil reserves show signs of decline and the more costly shale extraction begins to slowdown.

But with Saudi Arabian exporting oil at new records, Iranian crude set to return to the market and with Kurdistan exports set to increase further, oil prices will not rocket back to previous heights and should instead settle around the \$70-\$80 mark.

This is still a significant increase from the lows of January and would be welcomed by Kurdistan and in particular the oil companies in the region. ♦

International New York Times
APRIL 15, 2015

Iraqi prime minister seeks billions in aid

WASHINGTON

A top priority in U.S. trip is gaining support for fight against Islamic State

BY MICHAEL R. GORDON

Prime Minister Haider al-Abadi of Iraq is using his first official visit to Washington this week to pursue billions of dollars in loans and international assistance as his government struggles with falling oil prices and a yawning budget deficit.

Mr. Abadi, who arrived here Monday, has a full agenda, starting with a meeting Tuesday with President Obama at the White House.

But a major priority is laying the groundwork for financial support to help the Iraqi government as it struggles to take back territory from the Islamic State.

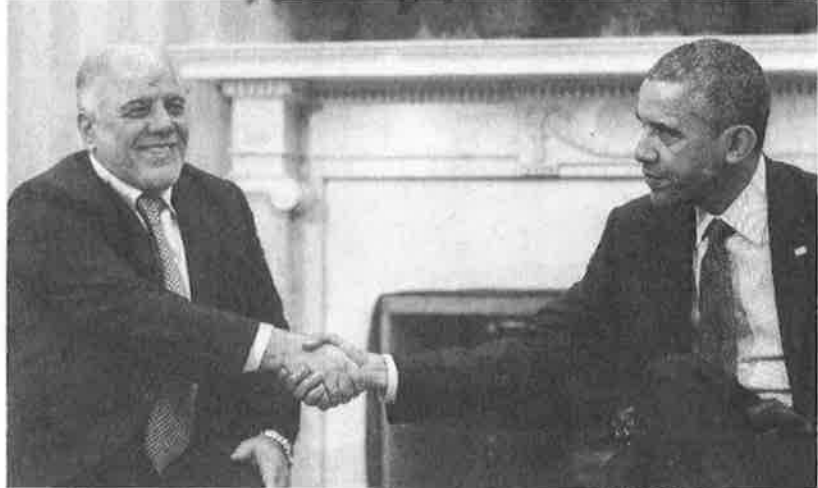
The prime minister plans to meet Thursday with Christine Lagarde, the managing director of the International Monetary Fund, and with Jim Yong Kim, the president of the World Bank. He also plans to meet with senior executives from oil companies and international banks, including Citibank and Deutsche Bank.

At the meeting Tuesday in the Oval Office, Mr. Obama pledged \$200 million in humanitarian aid to Iraq to help those displaced by Islamic State militants, The Associated Press reported. But he made no mention of any further military support for Iraq in its fight against the Islamic State.

Speaking to reporters at the end of the meeting, Mr. Obama said Iraqi forces were getting better equipped and trained since Mr. Abadi's election seven months ago. He also noted that Iraq and the United States-led coalition had recovered about one-fourth of the territory the Islamic State had captured in the country.

He said the process of pushing back the militant group would be long and that it was crucial for the United States to help support families who had been displaced by the militants, The A.P. reported.

Mr. Obama said the two leaders also discussed Iran's involvement in the fight against militants in Iraq, a major point of concern for the United States. Shiite militias believed to be backed by Iran are playing a major role in helping the Iraqi military roll back Islamic State advances in the country, including in the recent battle for Tikrit, north of Baghdad.



ZACH GIBSON/THE NEW YORK TIMES

Prime Minister Haider al-Abadi and President Obama at the White House on Tuesday. Mr. Obama pledged \$200 million in humanitarian aid for Iraqis displaced by ISIS militants.

Mr. Abadi said that he and Mr. Obama had discussed plans to liberate the Islamic State strongholds in Anbar Province and the city of Mosul.

Iraq is facing a budget deficit this year of \$22 billion, a sizable gap in a total budget of \$105 billion. Oil revenue, which accounts for most government income, has declined at the same time that the Iraqi government is facing the challenge of restoring essential services and rebuilding towns and cities damaged in the fighting against the Islamic State.

Iraqi officials are counting on substantial international support. That includes the ability to draw on more than \$2.4 billion in the currencies of some of the strongest members of the International Monetary Fund and \$2 billion in assistance from the World Bank.

Iraq would also like to obtain substantial loan guarantees from the Export-Import Bank of the United States to finance the purchase of Boeing planes for Iraqi Airways.

Mr. Abadi, who became prime minister in September, has appealed for economic support before. In a meeting in December in Brussels, he asked for international help in rebuilding towns and cities that his government hoped to wrest from the control of the Islamic State.

Secretary of State John Kerry said at the time that he expected Saudi Arabia and other oil-rich Arab states to provide most of the money, though he indicated that the United States would contribute. It is unclear what headway has been made toward lining up donors.

During his visit to Washington, Mr. Abadi is expected to renew his call for humanitarian assistance for newly reclaimed population centers and for the

displaced by the fighting. Mr. Abadi may also reiterate a request he made at a meeting in January in London for Western allies to provide weapons on credit.

Mr. Abadi's trip comes at a pivotal moment. After retaking Tikrit, Saddam Hussein's hometown, with the help of American airstrikes, Iraq faces important questions about the course of the campaign against the Islamic State, the scale of the American effort in Iraq over the next year, and how to handle Iran's military role in training and advising Shiite militias.

Mr. Obama will be looking to see if Mr. Abadi is making good on his pledge to forge an inclusive multisectarian government. And Mr. Abadi will be looking to gauge how much support he may get from the Obama administration.

"The prime minister wants to thank the Americans but at the same time understands the scale of support he will acquire," said an Iraqi official, who insisted on anonymity because he was discussing diplomacy between the two countries.

Mr. Abadi plans to meet with Mr. Kerry and Defense Secretary Ashton B. Carter. He will also see the House speaker, John A. Boehner, Republican of Ohio; the Senate majority leader, Mitch McConnell, Republican of Kentucky; and other ranking lawmakers. He will appear at a study group and a U.S. Chamber of Commerce reception, and give a series of interviews.

Also on Tuesday, Mr. Abadi was scheduled to meet with Iraqi pilots who are being trained in the United States to fly F-16s. Iraqi officials said that 14 pilots were scheduled to be trained by September, when the Iraqi military

hopes to start flying the planes in Iraq. Speaking to reporters on Tuesday, Mr. Obama also said Mr. Abadi's commitment to include all sectarian factions in Iraq's government was critical, according to The A.P.

Mr. Abadi's predecessor, Nuri Kamal

al-Maliki, had drawn criticism for excluding Sunnis from his government.

"None of this works unless there is a perception among all the parties involved — Shia, Sunni, Kurd and others — inside of Iraq that this is an inclusive government that is listening to the

voices of all the people, and including them in decision-making," Mr. Obama said. "The fact that Prime Minister Abadi is doing that makes our job and the job of the coalition easier."



April 14, 2015

Peshmerga Ministry to recruit volunteers as US pledges support for Kurdish forces



Peshmerga forces. Rudaw photo.

rudaw.net
14 april 2015

ERBIL, Kurdistan Region — Iraqi Kurdistan's Ministry of Peshmerga plans to set up two special army units for volunteers who wish to take part in the fight against the so-called Islamic State. The ministry said the decision was made following a US assurance to arm Kurdish forces.

"The commanders and high ranking officials of the US have vowed to supply the units with armament and ammunition and other needed material," the written statement said Tuesday.

Jabar Yawar, an official at the ministry, told Rudaw the recruits will initially be between the ages of 18 to 30.

Yawar said the volunteers are to participate in intensive mili-

tary exercises before deployment to the war zones.

Both Germany and Italy have set up military training camps in the Kurdistan Region in which Peshmerga fighters are trained in different fields, including the use of sophisticated weapons.

Earlier this year, a presidential decree banned all forms of militia groups in the Kurdistan Region operating independently of the Ministry of Peshmerga.

Last week, a Yezidi commander was detained in Shingal by Kurdish security forces on

charges of "unlawful military activity," as he reportedly set up an army unit without the knowledge of the Peshmerga Ministry.

Kurdish authorities fear outsider militant groups might take advantage of the ISIS war.

The Iraqi Kurdistan Region has around 100,000 armed Peshmerga forces. The ministry announced in January that more than 1,000 Peshmerga soldiers had been killed in fighting since the ISIS offensive began last summer.



19 April 2015

Republican Presidential Candidate: Washington Should Arm Kurds Directly

Sen. Ted Cruz accuses Baghdad of not delivering donated weapons to Peshmerga forces

Basnews - 19.04.2015



(IS) militants in Iraq.

"We [US government] should be using overwhelming air power directed at taking out ISIS in every location. We should be arming the Kurds. The Kurds have long been our allies. They are on the ground", Cruz said at the Republican Leadership Summit in Nashua, New Hampshire.

The Kurdish Peshmerga forces are strong soldiers, Cruz said, but "they are outclassed in

their weapons.

"ISIS is using American military equipment they seized in Iraq — and the Obama administration refused to fund the Kurds and sends weaponry to Baghdad, which won't pass it onto the Kurds."

Any decision on whether to use American combat troops should be "driven by the military necessities of accomplishing the goal of destroying ISIS," he said, and any U.S. involvement in any military conflict "should begin with a congressional authorisation or a declaration of war."

Since the start of IS attacks on Kurds and the Kurdistan Region late last year, the Kurdish leadership has called on the US and EU countries to arm Peshmerga forces directly.



Des hommes d'une milice populaire chiite dans la ville de Tikrit, libérée des djihadistes, le 1^{er} avril.

L'Etat islamique en échec

Tikrit à l'ombre des pasdarans

Les djihadistes de Daech viennent d'essuyer leur première grande défaite. La reconquête de cette ville sunnite d'Irak, ancien fief de Saddam Hussein, marque la victoire des milices chiïtes et de leur allié iranien. Au prix de l'unité du pays ?

✈ DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE SARA DANIEL

C'est un étrange convoi militaire qui s'ébranle aux premières heures du matin hors de Bagdad et prend la route de Tikrit. Debout sur des pick-up recouverts de photos d'Ali Khamenei, le guide suprême iranien, les soldats de la milice chiïte Badr bombent le torse, font tourner leurs armes comme des majorettes, leurs bâtons. Après plus d'un mois de combats acharnés, la nouvelle vient de tomber : l'Etat islamique a été enfin chassé de Tikrit, la ville natale de Saddam Hussein et de Saladin, qu'il occupait depuis sa percée fulgurante de juin dernier vers la capitale irakienne. Tikrit, lieu symbolique et stratégique, à mi-chemin entre Bagdad et Mossoul, et verrou pour la reconquête de cette dernière.

« Daech, c'est fini ! » s'écrient les miliciens chiïtes. Dans leurs camions, au milieu d'un arsenal de mitrailleuses, ont été jetés à la va-vite des containers de gâteaux roulés aux dattes et des dessins d'enfants à la gloire des libérateurs. Ce détachement des brigades Badr, très liées à l'Iran, a décidé de se rendre dans la ville sunnite tout juste reprise pour féliciter ses combattants et montrer à une poignée de parlementaires et de jour-

nalistes la réalité de sa reconquête. Car tout le monde s'accorde à le reconnaître, même à contrecœur : le rôle de la milice dans cette victoire a été décisif. D'ailleurs Badr avait engagé plus de soldats dans la bataille que l'armée régulière irakienne.

Depuis l'ordre de mobilisation lancé par l'ayatollah Ali al-Sistani, la plus haute autorité religieuse chiïte irakienne, en juin 2014, pour enrayer l'irrésistible progression de Daech vers Bagdad, les milices chiïtes rebaptisées « Hashed Shaabi », forces de mobilisation populaire (il y en aurait une quarantaine en Irak), n'ont jamais engrangé autant de recrues. Et la plus puissante d'entre elles, Badr, est une véritable armée parallèle. Une cinquième colonne iranienne fichée au cœur de l'Etat irakien, selon ses détracteurs. Créée en 1982 par des exilés irakiens en Iran pour lutter contre le régime de Saddam Hussein, cette aile militaire du Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak, un parti alors interdit, s'est battue aux côtés de Téhéran pendant la guerre Iran-Irak. Son chef, Hadi al-Amiri, est aujourd'hui l'un des hommes les plus redoutés d'Irak.

Le convoi qui file vers Tikrit, en plein territoire sunnite, affiche clairement la couleur. Ses pick-up sont hérissés de drapeaux à la gloire d'Ali, le gendre du ➤



Une mosquée détruite, des véhicules incendiés... la ville a été ravagée par les combats et les bombardements.

➤→ Prophète et le fondateur du chiisme. Des photos de l'imam Khomeini, le père de la révolution iranienne, tapissent les pare-brise. Des haut-parleurs hurlent des hymnes guerriers aux mélodies sirupeuses. Ses passagers chantent, dansent en brandissant leurs armes. A quelques dizaines de kilomètres seulement au nord de Bagdad, c'est un paysage de guerre qui défile en accéléré puisque la milice n'a pas besoin de s'arrêter aux check-points militaires qui rendent la circulation désormais si laborieuse en Irak.

Les seuls véhicules que l'on croise sont des chars ou des blindés, et les villages brûlés qui jalonnent la route témoignent de la violence des combats qui se poursuivent au nord et à l'ouest de la capitale. Une guerre confessionnelle. Sunnites contre chiites. Daech a ranimé cette flambée sectaire qui a embrasé l'Irak en 2006 et relancé de vieilles tensions tribales assoupies :

l'organisation djihadiste a levé les derniers tabous de cette société qui a oublié depuis longtemps qu'avant l'occupation du pays par les Américains, en 2003, il était mal élevé de demander à quelqu'un sa confession. Jurf al-Sakhar, Amerli, Al-Balad... Autant de villages, pris, perdus et encore regagnés dans cette croisade aux contours aussi fluctuants que le désert.

Tikrit apparaît, enfin, au détour d'une palmeraie, après un pont sectionné en deux par l'artillerie de Daech lors de sa retraite. Une ville ravagée par les combats, les bombardements de la coalition : 24 cibles frappées du 26 au 29 mars. D'épaisses fumées grises s'élèvent des bâtiments officiels. Echoppes dévastées, cratères d'obus au milieu des routes, maisons encore en feu. Dans les rues désertes, jonchées de cartouches et de débris, les milices roulent à tombeau ouvert comme pour bien signifier qu'elles sont les nouveaux maîtres des lieux.

Seuls les palais en béton massif et aux lourds décors néo-assyriens, vestiges du mauvais goût de Saddam, semblent avoir bien résisté. Devant le principal d'entre eux, à peine écorné par les bombes, des religieux chiites de Nadjaf en turban et en treillis tirent des rafales de kalachnikov pour marquer leur joie. Les chars postés à côté du bâtiment leur répondent. Le vacarme est assourdissant. Il masque le bruit des combats qui continuent du côté de l'université et dans les faubourgs de la ville. Les djihadistes de l'Etat islamique se sont repliés au nord de Tikrit, vers El-Alam.

En Irak, ce sont les inscriptions murales qui consacrent les victoires militaires. Ici aussi les combattants se sont empressés d'arracher les drapeaux et de barbouiller les professions de foi de l'organisation de l'Etat islamique pour les remplacer par leurs propres devises. A la lecture des graffitis rédigés en farsi sur les façades de Tikrit, c'est bien l'Iran qui a remporté la bataille : « *Khomeini, Tikrit est aux mains de tes petits-enfants !* » ou encore « *En prenant Tikrit, nous pensons à nos martyrs* », signé les « *pasdarans* », les gardiens de la révolution iranienne.

Devant le fleuve, entouré d'une foule compacte de

Où se trouve Al-Baghdadi ?

L'émir autoproclamé de l'Etat islamique, Abou Bakr al-Baghdadi, serait toujours dans la ville irakienne de Bahaj, au sud de Sindjar, où il a été aperçu en train de prier dans une mosquée, le mois dernier.

C'est le chercheur irakien Hicham al-Hachimi qui l'affirme. Ce spécialiste de l'organisation djihadiste qui a rencontré plusieurs des chefs de l'état-major de Daech, dont le frère de Baghdadi, et interviewé des dizaines de ses membres, rappelle que, le 7 décembre 2014, une frappe aérienne avait atteint à Bahaj une des voitures qui appartenaient au chef de l'EI et blessé son chauffeur. Deux bases de Daech et plusieurs stocks d'armes avaient été détruits, près de la ville. Déjà sous Saddam Hussein la ville aux mains de tribus salafistes échappait au contrôle du pouvoir central. Le chercheur évoque des dissensions entre Baghdadi et son numéro deux, Mustafa Abdul

Rahman Khatuni, émir d'Irak et commandant militaire de l'organisation, qui regretterait la scission avec Al-Qaida. Tensions exacerbées par l'affaiblissement du groupe depuis que les forces de la coalition ont repris le contrôle des deux tiers des puits de pétrole de l'EI et qu'il est plus difficile pour Daech de faire venir de nouvelles recrues par la Turquie qui contrôle mieux ses frontières. S. D.

zéloteurs, le commandant Raïd, épuisé, s'attribue tous les mérites de la reconquête de la ville : « *L'offensive a été plus facile que prévue* », fanfaronne cet officier de l'armée régulière. Il ne dit pas que, sans l'appui aérien fourni par la coalition, les forces irakiennes auraient continué à piétiner face aux snipers de l'EI et aux engins explosifs dont le champ de bataille était truffé. Il déteste les Américains qui ont essayé de lui voler sa victoire. Comme un grand nombre d'Irakiens aveuglés par leur antiaméricanisme, il croit que les Etats-Unis soutiennent Daech et leur parachutent des armes et des vivres. Des largages que bon nombre de soldats croisés à Tikrit jurent avoir observés de leurs yeux.

Dans une maison encore intacte, le chef de la milice Badr, Hadi al-Amiri, les yeux mi-clos, se repose des combats des derniers jours. Malgré sa fatigue, il arbore une force brutale et tranquille. Un côté implacable. Dehors, c'est l'émeute : tout le monde veut voir le vainqueur de Tikrit. Un héros à qui un télégramme du département d'Etat américain, daté de 2009, dévoilé par WikiLeaks, attribue le meurtre de plusieurs milliers de sunnites et l'habitude de « *forcer le crâne de ses ennemis avec une perceuse électrique...* »

Malgré ces crimes de guerre, l'homme pourrait prétendre à un destin national. L'Irak en a vu d'autres. Pour l'instant, le député a renoncé à plusieurs portefeuilles ministériels pour se consacrer à la reconquête militaire du territoire. Lui aussi refuse de remercier la coalition pour ses raids aériens : « *C'est le rôle du gouvernement qui les a appelés à la rescousse, pas le mien.* » Il dresse, en revanche, une couronne de lauriers aux Iraniens et au général des pasdarans, chef des forces Al-Qods, Qasem Soleimani. L'Iranien connu pour avoir mis sur pied la force armée du Hezbollah a été vu ces derniers mois sur tous les fronts contre Daech, aussi bien en Syrie qu'en Irak. Il a aidé Al-Amiri à superviser la bataille de Tikrit : « *Ses conseils sont précieux et à chaque fois que nous ne les avons pas suivis, nous l'avons regretté* », assure-t-il, comme pour mieux souligner que c'est à ce général et à lui seul que revient la planification des combats. « *Sans Soleimani, il n'y aurait plus d'Irak aujourd'hui* », conclut finalement le chef de Badr qui évoque l'idée d'ériger une statue au « *sauveur* » iranien dans le centre de Tikrit.

Plusieurs sources proches du gouvernement confirment que le tempo de l'offensive de Tikrit a été planifié par les milices en concertation avec Téhéran. Car la République islamique, en pleines négociations nucléaires avec la communauté internationale, avait besoin de démontrer sa force contre Daech. Mais, alors que les troupes au sol n'arrivaient plus à avancer, c'est le Premier ministre, Haider al-Abadi, qui a pris l'initiative de demander l'aide de l'aviation américaine, malgré les réticences des milices. Un appui qui a débloqué la situation notamment lorsqu'un bataillon de kamikazes de l'EI a pu être « *neutralisé* ». « *Cette tactique a permis à Al-Abadi d'être finalement associé à la victoire d'une bataille qu'il n'avait pas décidée*, explique un diplomate occidental. *Vu le contexte, cela démontre un sens politique certain.* »

Les Etats-Unis et l'Iran affirment en chœur qu'ils ne

coordonnent pas leur action sur le terrain irakien. Une posture, selon un spécialiste des affaires militaires, les Américains ont même inventé un concept barbare pour qualifier leur coopération discrète avec le régime des mollahs : « *la déconflictualisation* ». Derrière ce néologisme, les deux parties se répartissent les zones à défendre ou à libérer afin d'éviter de se tirer dessus.

Le chef de Badr a déjà annoncé son prochain objectif dans la lutte contre l'Etat islamique : libérer la province d'Al-Anbar. Preuve supplémentaire que le pouvoir militaire a bel et bien échappé au Premier ministre irakien.

Comment éviter que les milices ne finissent par se substituer à un gouvernement central affaibli et dont les caisses ont été vidées par la chute des cours du pétrole et le coût exorbitant de la guerre contre Daech ? De passage à Paris, en décembre dernier, Haider al-Abadi avait expliqué à François Hollande que les guérilleros chiïtes constituaient une menace plus grave pour l'avenir de son pays que Daech. Le processus de réconciliation nationale promis par le Premier ministre est au point mort. Et déjà les sunnites d'Irak se plaignent des multiples abus commis par les milices chiïtes dans les territoires reconquis. « *Nous étions reconnaissants des sacrifices consentis par les troupes gouvernementales pour nous libérer du joug de Daech. Mais pourquoi ont-ils tout gâché en se laissant déborder par les milices ?* » déplore un leader tribal sunnite de la province de Tikrit, Mutashar al-Samarrai. *Ils pillent nos maisons, revendent nos biens sur des marchés spécialisés, kidnappent nos enfants et nous assassinent.* « *Par comparaison, ils font passer les coupeurs de tête de Daech pour des gens civilisés !* continue ce député qui n'ose plus se rendre dans sa région parce qu'il a soutenu le gouvernement. *Croyez-moi, ce sont les escadrons de la mort chiïtes et non pas l'Etat islamique qui détruisent notre pays !* »



Le général Qasem Soleimani, chef des gardiens de la révolution (pasdarans).



Des fosses communes découvertes à Tikrit

Les forces irakiennes ont découvert, après avoir repris la ville de Tikrit, des fosses communes contenant les cadavres de centaines de recrues exécutées en juin 2014 par l'Etat islamique. Le massacre de Speicher, nom d'une base située au nord de Tikrit d'où avaient été enlevés puis assassinés de jeunes soldats chiïtes, avait soulevé une vague d'indignation internationale. Daech avait pris des clichés (*ci-dessus*) de ces exécutions et les avait ensuite diffusés sur les réseaux sociaux.

En Irak, les pechmergas face à Mossoul

La participation des brigades kurdes s'annonce stratégique pour libérer la capitale de l'État islamique.

THIERRY OBERLÉ [@ThierryOberle](#)
ENVOYÉ SPÉCIAL À BACHIKA (NORD DE L'IRAK)

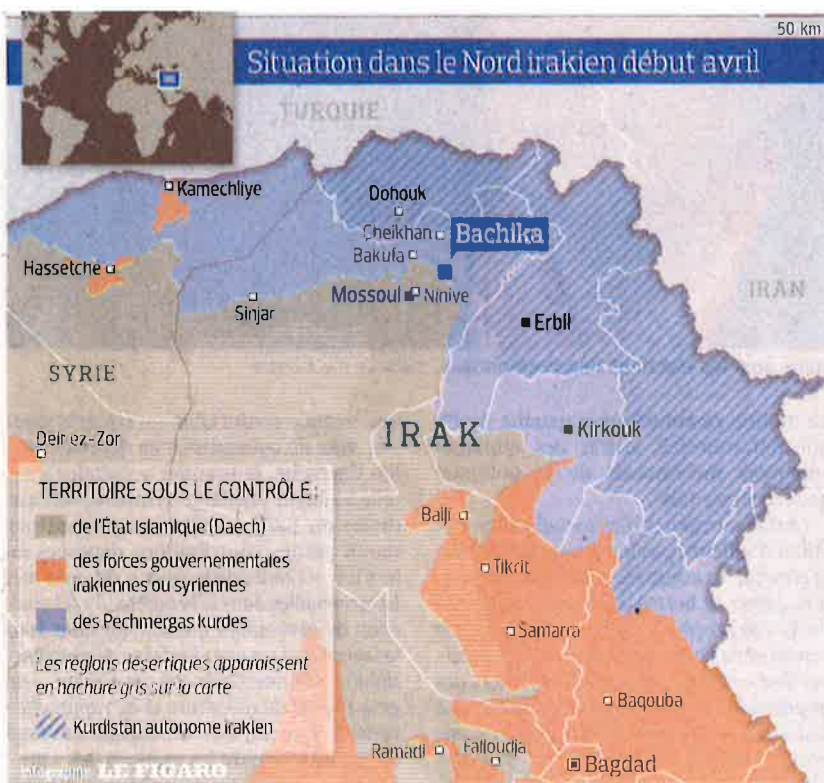
MOYEN-ORIENT Un bruit de moteur qui démarre, suivi d'une longue litanie, puis d'une explosion. Sur la route de Mossoul, l'État islamique (EI) diffuse sur 92.25 FM ses messages publicitaires en faveur des opérations suicides. « Ô, notre martyr n'a pas eu peur de la mort. Il a rejoint le paradis d'Allah en tuant les kouffar et les Nassara (les mécréants et les chrétiens, NDLR) », psalmodie la radio entre deux sourates du Coran et des conseils islamiques aux automobilistes inspirés de la vie du Prophète.

À une cinquantaine de kilomètres de la capitale des djihadistes, le bureau kurde d'enregistrement administratif des visiteurs irakiens ne reçoit plus personne en provenance de la deuxième ville d'Irak. Les Kurdes ont instauré un blocus et l'État islamique a supprimé depuis un mois les permissions, données auparavant au compte-gouttes, aux malades autorisés à se faire soigner dans les hôpitaux de l'ennemi à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Impossible de quitter leur ville. Les communications téléphoniques et Internet sont coupés. Les habitants de Mossoul sont contraints de monter sur des hauteurs pour capter le réseau. « J'accompagne ma femme au travail tous les jours. Elle porte le niqab. Il n'y a pas de problème dans la vie quotidienne à condition de ne pas s'approcher des centres de Daech et de ne pas fumer en public », raconte au téléphone Houday. Il ajoute : « Nous stockons des vivres en prévision des combats. Nous sommes très inquiets car nous ne pouvons pas sortir de la région. » Cet enseignant, toujours payé par Bagdad, se sent pris au piège, comme la plupart des résidents du fief de l'État islamique. Selon lui, le moral de ses concitoyens souffrirait des tentatives de conscription obligatoire, du manque de travail et de la cherté de la vie.

En dépit des bombardements de la coalition internationale, les partisans du califat se préparent pour la grande explication avec l'armée irakienne. Ils creusent des tranchées, édifient des murs de défense et fixent des barils d'explosifs aux sorties sud et ouest de la cité. Quant aux ateliers de confec-



Un pechmerga monte la garde dans la montagne Bachika, à 12 kilomètres de Mossoul.



tion de voitures piégées, ils tourneraient à plein régime.

La bataille pour Mossoul se prépare, même si aucune date n'est avancée. Les forces irakiennes ont pris le contrôle de Tikrit, le bastion sunnite situé sur les rives du Tigre, à mi-chemin entre Bagdad et Mossoul. L'offen-

sive contre la deuxième ville d'Irak s'annonce plus difficile que la reconquête de l'ex-fief de Saddam. « L'armée irakienne n'est pas au niveau. Les conditions ne me semblent pas pour l'instant réunies pour qu'elle parvienne à s'emparer de Mossoul sans les milices populaires chiïtes, qui risquent de pro-

voquer des carnages», soutient Ali Awni, le responsable du Parti démocratique kurde (PDK) de la région de Cheikhan, un gros bourg proche de la

«L'armée irakienne n'est pas au niveau»

ALI AWNI, RESPONSABLE DU PARTI DÉMOCRATIQUE KURDE (PDK) DE LA RÉGION

ligne de front kurdo-califien. «Les Pechmergas ne devraient pas participer directement à la bataille de Mossoul», estime ce cadre influent du parti du président du gouvernement du Kurdistan irakien, Massoud Barzani. «Ce serait un mauvais message d'envoyer des troupes dans cette ville à la population arabe qui nous déteste. Notre participation sera symbolique et stratégique.»

En clair, plusieurs brigades de pechmergas devraient avoir pour objectif de progresser vers le nord et l'est de l'agglomération. Elles pourraient avoir pour mission de libérer les zones où cohabitaient des populations kurdes, chrétiennes et arabes, des secteurs que se disputent aussi l'État irakien et le gouvernement régional kurde. Et surtout de verrouiller les accès à Mossoul.

Elles vont opérer en coordination avec le centre des opérations de la coalition internationale installée près d'Erbil qui se charge des frappes aériennes. Sur le terrain, il n'est pas rare de croiser des militaires américains bodybuildés, sans uniforme, souriants mais peu loquaces, ou même un «instructeur» norvégien rencontré à Bakufa, à 30 kilomètres de Mossoul, selon le panneau indicateur, et à 300 mètres de Daech, à en juger par l'oriflamme noire marquée de la chahada, la profession de foi islamique, planté à la sortie du village.

Point stratégique le plus avancé des pechmergas, la ligne de front de Bachika serpente sur des hauteurs de moyenne montagne. Les positions kurdes dominent la plaine de Ninive et ses riches terres agricoles avec, à l'horizon, les faubourgs de Mossoul. En contrebas, les rues d'un village à minaret et à clocher où cohabitaient musulmans et chrétiens sont désertes. Les djihadistes se terrent, par crainte des bombardements aériens. «Nous sommes prêts à avancer. Nous attendons les ordres», dit le général Hamid Baram, le chef de la zone, un vaste no man's land arpenté par quelques bergers, des troupeaux de moutons et des bandes de chiens errants. «Les membres de

Daech sont affaiblis par des mois de frappes aériennes. Ils ont perdu beaucoup de combattants, mais nous nous méfions de leurs kamikazes», commente l'officier.

Quelques centaines de mètres de pentes rocailleuses séparent les deux camps. Les djihadistes lancent leurs assauts de nuit. La dernière escarmouche remonte, selon lui, à moins de quarante-huit heures. «Ils ont profité du mauvais temps pour nous surprendre et ont réussi à tuer un de mes hommes en nous prenant à revers dans l'obscurité. Nous avons repoussé l'attaque et tué quatre d'entre eux», explique le général.

Rojan, une des sentinelles, montre une grenade ensanglantée: «Si elle avait explosé, je ne serais pas là. Elle a été lancée à l'entrée de l'abri où je dormais, tuant un camarade. Je me suis jeté sur ma kalachnikov et nous avons riposté.» Des taches de sang séché qui se perdent dans les ronces montrent le chemin suivi par les survivants dans leur fuite. Il indique la direction du village de Bachika, prochaine étape des pechmergas du général Baram sur la route de la capitale de l'État islamique. ■

LE FIGARO

vendredi 10 avril 2015

L'armée irakienne veut d'abord reconquérir la province sunnite d'al-Anbar

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD

PLUTÔT QUÉ MOSSOUL au nord, le gouvernement irakien a choisi de poursuivre sa guerre contre Daech dans son bastion de Ramadi et Faloudja.

Sabah Moukhliif, la cinquantaine grisonnante, en frémit encore lorsqu'il se remémore sa fuite nocturne pour échapper à Daech. «J'ai traversé l'Euphrate à la nage, puis à l'aube, j'ai marché jusqu'à trouver un taxi qui m'a emmené à Ramadi», raconte ce policier de Hit, une ville de la province d'al-Anbar que les djihadistes ont conquise à l'automne dernier.

Membre de la tribu des Albou Nimr, qui avait déjà combattu al-Qaida en 2006, il n'avait aucune chance de survivre, s'il restait chez lui. Deux cents Albou Nimr ont été sauvagement exécutés, peu après l'arrivée de Daech à Hit.

Depuis six mois, Sabah, vêtu d'une djalabia noire, est réfugié avec sa famille chez des amis à Dora, une banlieue de Bagdad. «Je suis sûr que ma maison a été détruite, dit-il, des voisins qui soutiennent Daech nous ont dénoncés». «Malech! (peu importe) sourit-il, j'ai sauvé ma femme et mes enfants, c'est l'essentiel.» Et depuis mercredi soir, l'ancien policier a repris espoir. Après la libération de Tikrit, le



Le premier ministre irakien, Haïdar al-Abadi (à gauche), serre la main d'un membre d'une tribu sunnite, mercredi à Ramadi. STRINGER/REUTERS

gouvernement irakien a annoncé le lancement de la bataille d'al-Anbar. Une bataille qui promet d'être autrement plus longue et difficile. La province compte les premières villes conquises par Daech, dès le début de 2014: Faloudja, la cité aux mille mosquées, bastion de l'insurrection anti-américaine, et Ramadi, sur l'autoroute qui mène vers la Jordanie, où l'armée contrôle encore trois quartiers.

Verrouiller les accès à Bagdad

À Tikrit, les djihadistes ont choisi de ne pas combattre, préférant quitter l'ancien fief de Saddam Hussein, où l'organisation terroriste n'avait laissé que quelques dizaines de kamikazes étrangers prêts à se faire sauter devant les soldats et les miliciens chiïtes qui avançaient.

Sûr d'être défait, après la frappe française contre un bâtiment où l'État islami-

que confectionnait ses bombes (lire page 2), Daech s'est finalement retiré au nord vers Baiji et à l'est vers Hawija, pensant y affronter les forces de sécurité irakiennes, si l'option de la reconquête de Mossoul était choisie. Mais « l'armée irakienne n'est pas prête pour se lancer à l'assaut de Mossoul », tranche un expert militaire occidental, qui ne prévoit pas une bataille pour la libération de la deuxième ville d'Irak avant l'automne.

En optant pour al-Anbar, les stratèges irakiens comptent verrouiller les accès à Bagdad, en empêchant les djihadistes de redescendre par cette province frontalière de l'Arabie saoudite et de la Jordanie. Mais plus encore qu'à Tikrit, la victoire ne pourra y être obtenue sans l'appui des tribus locales sunnites. Or bien peu sont prêtes à se lever contre Daech.

« Jusqu'à maintenant, le gouvernement d'Haidar al-Abadi (un chiïte, NDLR) n'a rien fait pour aider les gens d'al-Anbar à se libérer de Daech », regrette le député de Ramadi Hamid al-Mutlaq, depuis son QG de Bagdad. « Al-

Abadi n'a ni donné les armes que les tribus réclament, ni aidé les jeunes volontaires qui sont allés dans les centres de formation des forces de sécurité. » Et de dire tout haut ce que beaucoup de sunnites pensent tout bas : « Le premier ministre n'est pas sérieux car il est soumis à l'influence de l'Iran qui a entraîné les milices chiïtes. Pourtant, ajoute-t-il, les gens d'al-Anbar sont dans une situation extrêmement difficile. D'un côté, ils souffrent du terrorisme de Daech, et de l'autre du terrorisme d'État des milices » qui ont encore pillé et brûlé des maisons d'habitants de Tikrit qui avaient fui les combats ces dernières semaines. « Comment voulez-vous dans ces conditions que nous mobilisions les tribus contre Daech ? », déclare au Figaro Iyad Allaoui, le vice-président de la République en charge de la réconciliation.

À en croire Sabah Moukhlif, la population de Hit, qui avait plutôt accueilli Daech en libérateur de l'oppression chiïte exercée par Bagdad, supporterait désormais de moins en moins ses pressions.

« C'est ce que m'a dit ma sœur en début de semaine quand elle a pu me rejoindre au téléphone. Dans son quartier d'Albou Asaaf, poursuit-il, des sympathisants de Daech commencent même à se raser la barbe. »

Il y a un mois environ, les avions irakiens ont lâché des prospectus appelant les habitants de Hit à quitter leur ville. « Mais les gens ne peuvent pas », soupire Sabah. Dans les zones sous son contrôle, Daech garde quasiment en otage un membre de la famille de toute personne qui veut sortir de sa ville. Et si cette dernière n'est pas rentrée au bout de quinze jours, comme elle en a été avertie, son « garant » sera exécuté. « D'un autre côté, se désespère Sabah, quand l'armée irakienne rentre dans un quartier et trouve des civils, elle pense souvent que ce sont des agents de Daech puisqu'ils sont restés. Que faut-il faire ? » ■

International New York Times APRIL 11-12, 2015

ISIS kills 40 in assault on Iraqi forces and families

BAGHDAD

BY ROD NORDLAND

Islamic State fighters launched a heavy attack on government-held territory in Anbar Province late on Thursday and on Friday, killing 25 Iraqi police officers and soldiers, and then executing 15 family members of local police officers, according to Iraqi officials.

The attackers overran large parts of the town of Albu Faraj, just north of the provincial capital, Ramadi, less than two days after officials in the province declared that they had begun an offensive against the extremists to the east of the capital, police officials in Ramadi said.

A convoy of police reinforcements sent to Albu Faraj was attacked by a suicide bomber, wounding Maj. Gen. Kadhim al-Duleimi, the Anbar Province police commander, the police sources said. They spoke on the condition of anonymity as a matter of official policy.

The attack began late on Thursday but was continuing into Friday afternoon, they said. Officials were still trying to determine how many of those who

had been brought to a hospital in Ramadi from the attack in Albu Faraj had died.

Also on Friday, two bombs went off in Baghdad in the morning, according to an official with the Ministry of Interior, speaking on the condition of anonymity because he was not allowed to give information to the news media.

One of the Baghdad attacks came from a suicide bomber who targeted a restaurant in the northern part of the city, which at the time was frequented by Shiite militiamen taking a break from the fighting. Seven were killed, and 16 were wounded, the official said.

The other Baghdad attack involved a bomb planted in a parked car in the Karada neighborhood, on the predominantly Shiite eastern side of the capital. Five civilians were killed, and 12 were wounded in that attack.

Despite heavy fighting in northern Salahuddin Province and around Tikrit in March, as well as continued skirmishes in Anbar Province, Baghdad remained the deadliest place in the country in terms of both civilian and military casualties, according to United Nations officials.

Of the 997 Iraqis killed in March, 729 were civilians, the agency said. Baghdad had the highest civilian death toll, with 362 killed, while Anbar had the second highest, with 237 killed.

Hundreds of families fled the fighting in Albu Faraj, and the extremists were said to have overrun half of the community, although they did not come close to the Anbar Operations Command, the joint headquarters for Iraqi security forces. The headquarters are adjacent

to Albu Faraj, a suburb of Ramadi on the opposite side of the Euphrates River from the city center.

After taking control of parts of Albu Faraj, the extremists on Friday rounded up relatives of police officers from the community, killing 15, among them seven children, six women and two elderly men, a Ramadi police official said. There was no way to independently verify the claim.

Officials said two federal police brigades were sent as reinforcements to the fight in Albu Faraj on Friday.

On Wednesday, the chairman of the Anbar Provincial Council announced that a long-awaited major offensive had started with a government attack on Islamic State positions in Al Sajariya, east of Ramadi. However, top Iraqi officials said that was an isolated attack and not part of their expected major offensive, which many believe will not begin until after Prime Minister Haider al-Abadi returns from a visit to Washington on Tuesday.

The offensive in Al Sajariya ground to a halt on Friday morning, according to a provincial councilman, Farhan Mohammad, when Iraqi forces ran out of ammunition.

REUTERS

5 Kurdish rebels, civilian killed in clash in eastern Turkey

April 11, 2015 / By Humeyra Pamuk (Reuters)

ISTANBUL — Five Kurdish insurgents were killed in a clash with Turkish forces in the eastern Agri province on Saturday, the military said, after it sent in extra troops and armed helicopters against the militants.

Turkey called in the back-up force, including reconnaissance planes, after insurgents from the Kurdish Workers Party (PKK) opened fire and wounded four soldiers in Agri's Diyadin district near the Iranian border, the military said on its website.

The government said the PKK was trying to destabilize the country before a parliamentary election in June.

"Terrorists with rifles opened fire on our forces, who immediately returned fire," the military said. "We have received information that five terrorists were killed and one was captured wounded."

No one from the PKK was immediately available for comment.

Ankara and the PKK agreed to a ceasefire two years ago, as part of negotiations to end a three-decade insurgency that has killed 40,000 people. But the fragile peace process has been strained ahead of the election.

Turkish President Tayyip Erdogan accused pro-Kurdish politicians of using insurgency as a campaign tactic.

"Twenty-five terrorists are engaged in clashes right now against our soldiers," he was quoted as saying by the state-run Anatolian news

agency.

"A certain political party is trying to gain votes through the actions of this divisive terrorist organization," he said in an apparent reference to the pro-Kurdish HDP political party.

Erdogan has invested significant political capital in the peace process that started in 2012 and his authority, to some extent, is linked to its success.

A sweeping majority for the AK Party he founded would allow it to change the constitution and give Erdogan the broader presidential power he seeks.

Erdogan and the AK Party remain popular among many of Turkey's roughly 16 million Kurds, particularly those who distrust the PKK and appreciate Erdogan's efforts to seal a peace deal.

Deputy Prime Minister Yalcin Akdogan, a government negotiator in the peace talks, said the attacks were aimed at causing instability ahead of the election.

"Attempts against public order, election safety and the peace of the nation cannot be tolerated," he said on Twitter. "To put hopes on guns in an election is a sign of desperation and disrespect of the national will."

Last month Turkish forces exchanged fire with Kurdish rebels in the southeast, the Turkish military said, just days after jailed PKK leader Abdullah Ocalan said the group's insurgency had become "unsustainable".

International New York Times

APRIL 18-19, 2015

TURKEY'S WILLFUL AMNESIA

Ankara will only damage its international standing by refusing to acknowledge the genocide of Armenians 100 years ago.

Next Friday, April 24, Armenians the world over will commemorate the 100th anniversary of the start of the mass killings of Armenians in Ottoman Turkey, now widely recognized as the first genocide of the 20th century.

Widely, that is, outside Turkey, where the government and the majority of Turks continue to furiously attack anyone who speaks of genocide.

When Pope Francis used the term at a memorial service for the Armenian victims on Sunday, Turkey recalled its ambassador from the Vatican and a government minister insidiously noted that the pope was Argentine, and "in Argentina, the Armenian diaspora controls the media and business." And even before the European Parliament passed a resolution on Wednesday urging Turkey to recognize the genocide and seek a "genuine reconciliation" with the Armenians, President Recep Tayyip Erdogan declared that whatever the Europeans say "will go in one ear and out the other."

For Armenians, millions of whom form a diaspora outside the Republic of Armenia, demanding recognition of the mass executions, death marches and concentration camps inflicted on their ancestors in the disintegrating Ottoman Empire, in which as many as 1.5 million died, has been a decades-long mission. While Turkey has admitted that many Armenians died, the official narrative is that this was a nasty

episode in a nasty war, and not a premeditated attempt to destroy a people — not, in other words, a genocide. To assert otherwise is a crime in Turkey — "insulting Turkish identity" — and intolerable from foreigners.

The narrative, however, is simply not one Turkey can sustain against the weight of scholarship that leaves no doubt of a regime-sponsored campaign against Armenians during and after World War I. Mr. Erdogan was on the right track last year when he called for an independent panel, and it is difficult to understand why he has backed away now. The longer Turks refuse to examine and acknowledge that history fully, the greater the damage to Turkey's international standing.

The United States should not condone that posture of denial. During his 2008 presidential campaign, Barack Obama declared that "as president, I will recognize the Armenian genocide." But, like his predecessors, he then became reluctant to upset an important NATO ally.

Maintaining good relations with Turkey is important, but at the least the United States should join Europe and Pope Francis in making clear to Mr. Erdogan that the greatest danger to Turkey lies not in anyone's use of the word "genocide," but in refusing to acknowledge what took place 100 years ago.

REUTERS

Car bomb kills three outside U.S. consulate in Iraq's Kurdish capital

ERBIL | April 17, 2015 | By Isabel Coles (Reuters) -

A CAR BOMBING claimed by the Islamic State killed three people on Friday outside the U.S. consulate in Erbil, in a relatively rare attack in the capital of Iraq's Kurdistan region.

No U.S. personnel were hurt in the blast, according to the U.S. State Department, which said a "vehicle-borne improvised explosive device" exploded right outside the entrance to the heavily fortified compound.

Iraq's Kurdish region is an important partner for the U.S.-led coalition in its campaign to "degrade and destroy" the Islamic State group, which overran large parts of Iraq last summer and threatened to reach Erbil.

A Reuters witness heard the blast, which was followed by gunfire and a column of black smoke high above the Ankawa district, a predominantly Christian neighborhood packed with cafes popular with foreigners.

"It seems the consulate was the target," Nihad Qoja, the mayor of Erbil's city center, told Reuters.

The head of security for Ankawa said three people were killed and 14 wounded.

"They (Islamic State) want to show they are present," Sherzad Farmand said.

Islamic State also claimed responsibility for two car bombings in the Baghdad that killed at least 27 people on Friday.

"The fighters of the Islamic State detonated two car bombs in the heart of the Iraqi capital this evening and a third in Erbil," the group said via



Suicide car bomb kills three outside U.S. consulate in Iraqi Kurdistan capital, April 17, 2015.

its news agency.

U.S. officials said they found the Islamic State claim of responsibility for the Erbil consulate attack credible. "We have no reason to doubt their claim of responsibility," a U.S. counter terrorism official told Reuters.

Such attacks are relatively rare in Kurdistan, which has managed to insulate itself from the worst of the violence afflicting the rest of Iraq. ●



April 14, 2015

Kurds and Americans react to Biden's praise for Iraqi unity

By Yerevan Saeed / 10/4/2015
rudaw.net

WASHINGTON DC - Kurds and Americans on social media networks reacted quickly to US Vice President Joe Biden's speech on Thursday, in which he praised Iraqi unity.

In response, some Kurdish tweeters called Iraqi unity "a joke," while others blasted Biden for changing the position he adopted in 2006 about dividing Iraq into three autonomous regions.

"Shia don't want to be ruled by Sunnis, Sunnis don't want to be ruled by Shia, Kurds don't want to be ruled by Arabs. Iraq unity is a joke," was the online response Biden received from one Kurd.

"We want what Iraqis want: a united, federal and democratic Iraq that is defined by its own constitution, where power is shared among all Iraqi communities,

where a sovereign government exercises command and control over the forces in the field," Biden said in his remarks at the National Defense University in Washington.

In 2006 when he was Senator, Biden proposed a bill asking for the creation of three regions in Iraq, divided along ethnic and sectarian lines, as solution for the continued bloodshed in the country. The plan called for three Shiite, Sunni and Kurdish regions.

But since becoming vice president under Obama, Biden has backtracked from his former position.

Another twitter user named Andrew Thiel reminded Biden of his 2006 plan: "When Joe Biden said we should split Iraq into 3 countries, sunni, shiite, and kurd, I said it was an idea worth exploring."

"How many chances does a



US Vice President Joe Biden.
Photo: AP.

failed artificial state need?" Diyar Salih asked in reference to Iraq, which was cobbled together by the British in the early 1920s. "VP, is that what Iraqis want? Pretty sure the Kurds just want Kurdistan. You were right the 1st time."

Trust has been growing among Kurds, Shiites and Sunnis since Haider Abadi became Iraqi prime minister last summer,

taking over from the wholly discredited and distrusted Nouri al-Maliki."

Biden has argued that the Islamic State (ISIS/ISIL) has strengthened Iraqi unity. He said that Kurds, Shiites and Sunnis have realized it is in their best interest to remain together.

"But the irony -- the irony of all ironies -- is that Iraq was actually -- helped form its government because of ISIL. ISIL, the very outfit that intended to tear Iraq apart and establish a caliphate, it actually united Iraqis," he added.

"The Sunnis realized they preferred a united, federal Iraq under a new government to being at the mercy of ISIL or dependent upon the other Sunni states," Biden said. "The Kurds realized that withdrawing from Iraq was not a viable option, and they did not want a terrorist state on their doorstep. I don't know how many conversations I had with President Barzani relating to this. And the Shia, they realized they didn't want to take on ISIL alone or become a vassal of a neighboring state." ■



APRIL 20, 2015

Kurdish President: More Needed to Defeat Islamic State

www.voanews.com
April 20, 2015

Iraq's Kurdish authorities say Kurdish peshmerga forces do not have the weapons needed to defeat Islamic State militants but says he does not believe Iran should have a role in efforts to fight them.

In an interview with VOA's Persian Service, Massoud Barzani, president of Iraq's semi-autonomous Kurdish region, said peshmerga forces have not received the weapons and logistical support needed to successfully fight IS in northern Iraq.

Barzani said although he was grateful for support provided by Western airstrikes, as well as weapons from France and Germany, they are not enough.

Coalition airstrikes have helped Kurdish forces seize several villages from Islamic State militants in the north - part of a broader offensive to drive the militants away from the oil-rich city of Kirkuk.

Barzani also said he did not believe that Iran should have a role in helping liberate the IS-controlled city of Mosul.

Residents and local officials said Islamic State fighters captured more territory out-



Kurdish President Massoud Barzani talks to VOA's Persian service in an exclusive interview.

side the capital of Iraq's Anbar province Wednesday.

The United States says Iraqi troops have retaken about a quarter of the territory seized by Islamic State fighters who had swept through large areas of Iraq last June. □

REUTERS

Pro-Kurdish party vows to be 'nightmare' for Turkey's Erdogan

April 21, 2015 / By Humeyra Pamuk (Reuters)

ISTANBUL - Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) vowed on Tuesday to be President Tayyip Erdogan's "nightmare" if it enters parliament after a June election by blocking his plans for an executive presidency.

Unveiling a leftist election manifesto which reaches beyond its Kurdish grassroots, the HDP also demanded greater rights for women and minorities in Turkey while reaffirming its support for ending a 30-year conflict between the state and Kurdish rebels.

"Our manifesto is the sultan's nightmare and the dream of all the peoples of Turkey. They have started to see nightmares and they will see a lot more," joint HDP leader Figen Yuksekdag told a meeting in Istanbul, to applause from party supporters.

Erdogan, sometimes dubbed a 'sultan' by critics who accuse him of increasing authoritarianism, said at the weekend it would be a "nightmare" if Turkey's June 7 election parliamentary election resulted in a coalition government.

His Islamist-rooted AK Party needs to win a two thirds majority to introduce a new constitution centered on a strong executive presidency.

This goal would become much harder if the HDP clears Turkey's 10 percent parliamentary threshold. With 10 percent, the HDP could win up to 60 seats in Turkey's 550-member parliament. If the HDP misses the threshold the AK Party could end up with around 30 additional seats.

"In our constitution there will never be a presidential system," said Yuksekdag, standing side-by-side on stage with joint party leader Selahattin Demirtas.

Opinion polls currently put HDP support near 10 percent. The AK Party, which has governed the country since 2002, easily remains Turkey's most popular party with 42-48 percent support.

PEACE PROCESS

The HDP's failure to enter parliament could endanger Erdogan's peace plan with jailed Kurdistan Workers Party (PKK) leader Abdullah Ocalan to end the insurgency in mainly Kurdish southeast Turkey, which has killed



Co-chairs of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), Selahattin Demirtas (L) and Figen Yuksekdag, attend a meeting to announce their party's manifesto for the upcoming general election, in Istanbul April 21, 2015. REUTERS/Murad Sezer

40,000 people.

The peace process only took up a limited part of the HDP manifesto, reflecting its desire to reach out beyond its Kurdish base, particularly to women, youth and minority voters.

The manifesto pledged to abolish the 10 percent threshold, create women's and youth ministries, lower the voting age to 16, end compulsory religious education and raise the minimum wage.

Founded in 2012, the HDP is the latest in a series of parties representing the interests of Turkey's Kurdish minority, but in the past its politicians have run as independents and formed parliamentary groups after entering the assembly.

In the 2011 election, pro-Kurdish candidates garnered 6.5 percent of the vote and won 36 seats. Demirtas won 9.76 percent of the vote in the 2014 presidential election that Erdogan won. □

REUTERS

Combats entre Kurdes syriens et l'Etat islamique à Hassaké

BEYROUTH 11 avr. 2015 (Reuters)

UNE VINGTAINE de djihadistes de l'Etat islamique (EI) ont été tués dans le nord-est de la Syrie lors de combats avec les forces kurdes soutenues par les frappes aériennes de la coalition internationale menée par les Etats-Unis, ont dit samedi un responsable kurde et l'OSDH.

Les combats se sont déroulés dans la province d'Hassaké, une région stratégiquement importante, frontalière de la Turquie et de l'Irak et où l'EI a récemment perdu du terrain. Dix membres de la milice kurde YPG ont également été tués, a précisé Nassir Hadj Mahmoud, un responsable kurde, joint au téléphone.

"Daech essaie d'ouvrir un nouveau front", a-t-il déclaré en utilisant l'acronyme arabe de l'Etat islamique.

La bataille entre l'EI et les Kurdes a commencé après l'assaut lancé par l'EI entre les localités de Tel Tamr et Tel Hamis, prises par les milices kurdes à l'EI en février, a déclaré Nassir Hadj Mahmoud.

Combats entre Kurdes et forces de l'Etat islamique en Syrie



Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), une ONG basée à Londres, une vingtaine de combattants de l'EI ont été tués dans les combats très rudes qui ont eu lieu dans le secteur. Nassir Hadj Mahmoud estime pour sa part que l'EI a perdu jusqu'à 41 combattants dont des étrangers.

L'EI détient toujours 200 chrétiens assyriens enlevés dans des villages près de Tel Tamr en février. On ignore leur sort.

Ces dernières semaines, l'EI a mené plusieurs attaques dans des secteurs éloignés de ses fiefs dans l'est. Il a notamment tenté de s'emparer du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk, à la périphérie de Damas, et attaqué des groupes rivaux d'insurgés dans la province d'Alep.

Ces attaques sont toutes très au-delà des zones visées jusqu'ici par les frappes aériennes de la coalition internationale, qui sont surtout concentrées dans l'est et dans le nord de la Syrie. ○

L'EXPRESS

11 AVRIL 2015

Turquie: cinq rebelles du PKK tués lors d'affrontements



www.lexpress.fr
Par AFP, le 11 avril 2015

Istanbul - L'armée turque a annoncé avoir tué samedi cinq rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la région d'Agri (sud-est), lors d'affrontements qui menacent le fragile processus de paix.

"Cinq terroristes ont été tués et un a été blessé et arrêté", a indiqué l'armée dans un communiqué, confirmant que quatre soldats avait été blessés lors de ces heurts, les plus violents de ces derniers mois.

Ces affrontements menacent le fragile processus de paix entre le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara et le PKK, dont la rébellion lancée en 1984 a fait 40.000 morts.

A l'annonce des quatre soldats blessés, le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé le PKK de tenter de "dynamiter la paix dans le pays et de saboter le processus de

paix".

Selon l'armée turque, les soldats se sont rendus dans le district de Diaydin, après avoir appris qu'un "festival" y était prévu pour promouvoir "l'organisation séparatiste terroriste", termes utilisés par la Turquie pour désigner le PKK.

Des rebelles du PKK alors ont tiré sur des soldats qui ont répliqué, selon le communiqué de l'armée publié sur son site internet.

Cette version des faits a été contestée par des sites internet pro-kurdes, selon qui l'armée a lancé un assaut contre "une opération de plantation d'arbres" menée par des responsables politiques locaux.

"Une enquête détaillée est nécessaire pour montrer exactement ce qui s'est passé", a déclaré à la télévision Selahattin Demirtas, leader de la formation pro-kurde Parti démocratique du peuple (HDP), qui joue le

rôle d'intermédiaire entre le gouvernement et le PKK.

Décrété unilatéralement par le PKK en mars 2013, le cessez-le-feu en vigueur depuis est globalement respecté.

Fin mars, des affrontements avaient toutefois déjà eu lieu près de la frontière irakienne.

Le chef emprisonné du PKK, Abdullah Öcalan, a demandé à ses troupes de déposer les armes. Son mouvement ne réclame plus l'indépendance, mais une large autonomie pour les 15 millions de Kurdes de Turquie (20% de la population).

Partisan de la paix avec les Kurdes, le président islamo-conservateur Erdogan a toutefois musclé son discours dans la perspective des élections législatives du 7 juin. A plusieurs reprises, il a accusé le gouvernement d'être trop conciliant avec le PKK. ♦



FAUT-IL AVOIR PEUR DE L'IRAN ?



n° 1275 du 9 au 15 avril 2015

L'Iran pénètre les pays du Moyen-Orient grâce à la création de structures comme des "comités populaires" et des milices paramilitaires.

— **Now.** Beyrouth

En février, Qassem Soleimani, le commandant de la force Al-Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), a déclaré triomphalement lors d'un rassemblement à l'occasion du 36^e anniversaire de la révolution islamique iranienne : "Nous assistons à l'exportation de la révolution islamique dans toute la région – de Bahreïn et de l'Irak jusqu'à la Syrie, au Yémen et à l'Afrique du Nord." Le sujet a beau être souvent discuté, il est rarement défini et compris correctement.

La plupart des gens se concentrent en général sur le terme "islamique". Ils cherchent donc à imposer à la société des normes religieuses strictes et des mesures visant à établir un système de gouvernement islamique. Or, quand les responsables iraniens parlent d'exporter

la révolution, ils ont en tête un modèle plus exhaustif et des structures spécifiques. Ce sont ces structures, désormais visibles du Yémen au Liban, auxquelles faisait référence Soleimani.

Un site affilié au CGRI a illustré ce point en exposant les plans d'Abdul-Malik Al-Houthi [le leader des rebelles chiites yéménites] pour assurer la victoire de la "révolution" au Yémen. Sa stratégie repose sur des éléments essentiels du modèle révolutionnaire iranien, à savoir les "comités populaires", qui doivent "protéger la révolution" et "renforcer les fondations de la sécurité" en s'attaquant à ceux qui "agissent contre la révolution".

Défense populaire. Ces "comités populaires", qui ont pour fonction de contrôler les rues et de consolider la révolution naissante, rappellent les divers instruments révolutionnaires iraniens,

par exemple les "comités révolutionnaires", mais aussi les bassidjis, la force paramilitaire du CGRI. Ces derniers, également appelés "milice du peuple", ont été formés en 1980 et constituent une caractéristique de la révolution islamique. C'est le modèle que les Iraniens reproduisent en Syrie, en Irak et au Yémen.

Le général Hossein Hamedani, du CGRI, a déclaré l'année dernière : "Avec l'établissement des bassidjis, le troisième enfant de la révolution vient de naître en Irak après avoir fait ses preuves en Syrie et au Liban." Il faisait référence aux forces de mobilisation populaire (*hashd* en arabe, *bassidj* en persan) qui venaient d'être constituées dans le pays. Commandées par Abu Mahdi Al-Muhandis, peut-être le lieutenant le plus proche de Qassem Soleimani en Irak (il dirige les brigades du Hezbollah), ces unités forment la deuxième structure parallèle aux forces de sécurité irakiennes, à côté des milices soutenues par le CGRI.

Des "comités populaires" ont également été établis en Syrie en 2012 de même qu'une "armée populaire". Ces deux instruments s'inspirent directement des bassidjis, ce que l'Iran reconnaît ouvertement. "Nous croyons fondamentalement en la défense populaire, a déclaré Hamedani. Quand le peuple s'est joint à l'armée en Syrie, la situation a tourné en faveur du [régime syrien]."

Le Hezbollah libanais. Ce modèle d'organes révolutionnaires agissant parallèlement à l'armée régulière tout en déterminant ses opérations a été mis en place et perfectionné pour la première fois au Liban avec le Hezbollah [dans les années 1980]. D'ailleurs, Ali Akbar Velayati, le conseiller en politique étrangère d'Ali Khamenei, le dirigeant suprême iranien, a récemment exprimé à une délégation de houthis en visite à Téhéran son désir de voir l'organisation Ansar Allah [les Partisans de Dieu] "jouer un rôle similaire à celui du Hezbollah au Liban". Comment ? En opérant "aux côtés" de l'armée, de sorte que celle-ci "se rallie au peuple".

Voilà le modèle que la clique révolutionnaire iranienne a cherché à reproduire à l'étranger dès le début de la Révolution islamique en Iran. C'est exactement ainsi que le Hezbollah libanais a vu le jour – comme une extension des instruments révolutionnaires apparus en Iran entre 1979 et 1981. D'autres instruments ont été créés ensuite, par exemple toutes ces institutions culturelles et économiques qui ont été copiées au Liban, comme l'organisation "Le Djihad pour la construction", entre autres. Cette organisation est en train d'arriver en Syrie dans les bagages des bassidjis, comme Hamedani l'a récemment annoncé : "Un 'Bassidjis pour la construction' a été établi en Syrie."

Les déclarations de Soleimani n'ont donc rien de rhétorique. Quand il parle d'exporter la révolution islamique, il fait référence à un modèle bien spécifique. C'est le modèle que les disciples de l'ayatollah Khomeini avaient commencé par établir au Liban il y a trente-six ans, en reproduisant les divers instruments qui apparaissaient en Iran à l'époque où le régime révolutionnaire consolidait son pouvoir.

— **Tony Badran**
Publié le 6 mars

L'Iran tisse sa toile au Moyen-Orient



Le Monde
MERCREDI 15 AVRIL 2015

Hassaké, carrefour de la guerre civile syrienne

Les combattants kurdes et les forces fidèles à Damas ont signé une paix précaire pour lutter contre les djihadistes

REPORTAGE

HASSAKÉ (SYRIE) - envoyé spécial

Sur le vaste rond-point qui marque l'une des entrées d'Hassaké, dans le nord-est de la Syrie, le rouge, le vert et le jaune de l'administration autonome kurde ont remplacé depuis peu les couleurs du drapeau syrien. Le monument qui occupe son centre a lui aussi changé d'allure. Sous la silhouette imposante d'anciens silos à grains, dans les environs d'une voie ferrée désaffectée, hantée par les silhouettes de quelques chiens errants, on ne distingue plus sur ses façades les portraits des Assad, désormais cachés sous d'épaisses couches de peinture par les insignes des Unités de protection du peuple (YPG) et des Unités de protection de la femme (YPF), les deux branches des forces militaires kurdes syriennes. Si avec ses tranchées creusées à même le terre-plein et ses sacs de sable le rond-point, lieu de passage ordinaire en temps de paix, s'est transformé dans la ville en guerre en position militaire, il n'a pas cessé pour autant d'être un support de propagande.

Recrutement d'office

Un rassemblement se forme au milieu de la route. Des habitants se regroupent autour d'un minibus arrêté par les Asayichés, les agents de la sécurité intérieure kurde. Par la porte latérale ouverte, de jeunes hommes tendent leurs papiers d'identité. Les moins chanceux, ceux qui ne disposent pas des bons sauf-conduits, seront recrutés d'office pour un service militaire obligatoire dans les YPG. A quelques rues d'écart, dans un autre quartier, à un autre point de contrôle, ils auraient pu être enrôlés de force dans l'armée du régime mais ici, sur cette route, ce sont désormais les Kurdes qui font la loi, contrôlant les véhicules civils qui entrent et sortent de l'agglomération.

Passé fin janvier sous le contrôle des YPG au terme des plus violents combats qui les aient opposés aux forces armées régulières et aux milices locales pro-Assad depuis le déclenchement du con-



flit syrien, le rond-point fait figure de trophée de guerre. Un léger sourire aux lèvres et les yeux dans le vague, « camarade Ahmet », officier des Asayichés, se remémore ce bref moment de gloire militaire. « Les forces de Bachar nous ont attaqués par le nord mais nos tireurs d'élite ont pu les repousser facilement du haut des silos. »

Si au moment des affrontements du mois de janvier l'armée syrienne, encore présente à Hassaké, avait déployé des chars dans plusieurs points de la ville, et si des quartiers entiers s'étaient transformés en zone de guerre, le régime et les forces kurdes ont pu négocier la paix et semblent retrouver la coexistence précaire qui caractérise leurs relations dans la zone depuis près de trois ans. Les tensions ne sont pas apaisées pour autant dans cette ville de peuplement mixte où Kurdes et Arabes se vouent des haines tenaces tandis que disparaît peu à peu une communauté chrétienne jadis nombreuse. Alors qu'une guerre de position entre les forces kurdes et les djihadistes de l'Etat islamique se prolonge dans les campagnes dévastées qui entourent Hassaké, des cibles kurdes sont frappées par des attentats à la bombe, dont le plus meurtrier survenu le 20 mars 2014 lors des célébrations du Nouvel An kurde a causé la mort de 35 personnes.

La confrontation entre les forces kurdes, le régime et l'Etat islamique n'épuise cependant pas la complexité des rapports de force à l'œuvre dans la ville. Comme l'explique le camarade Ahmet,



Le rond-point d'Hassaké, peint aux couleurs des Unités de protection du peuple, les forces kurdes syriennes. EMILIAN URBANO POUR « LE MONDE »

« Ici, les Kurdes n'ont plus de problèmes avec les soldats du régime, ils peuvent aller et venir comme bon leur semble. En revanche nous ne laissons jamais les milices arabes s'approcher de nos positions ». A Hassaké, comme partout où Damas a pu conserver une influence, le régime syrien a su s'appuyer des potentats locaux, contractuels de la terreur évoluant au carrefour de l'ordre paramilitaire, du tribalisme milicien et du banditisme de quartier. Eclatés en une multitude d'entités plus ou moins officielles, ils seraient supervisés et entraînés par des membres des forces armées iraniennes et du Hezbollah. Dans les rues à l'abandon d'Hassaké, ils se livrent avec les responsables kurdes à une lutte d'influence où, de fusillades ponctuelles en enlèvements avec rançon, la géopolitique régionale s'articule autour des guerres de gangs. « Le régime sait parfaitement comment utiliser les uns contre les autres et profiter de la situation pour se maintenir », explique un habitant d'Hassaké, participant au jeu politique local.

Ressentiment

« Je ne crois que pas que le régime ait l'intention de s'attaquer frontalement aux Kurdes, mais à Hassaké, si cela continue, les affrontements peuvent reprendre à tout

Les tensions ne sont pas apaisées dans cette ville de peuplement mixte, où Kurdes et Arabes se vouent des haines tenaces

moment », avance Redur Khalil, le porte-parole des YPG-YPF. Gestionnaires hors pair du chaos, les autorités syriennes ont en effet tout intérêt à maintenir un certain niveau de violence sur fond de rivalités anciennes entre Kurdes et Arabes. Citoyens de seconde zone de la République arabe syrienne avant la révolution, les Kurdes disposent maintenant d'une armée et d'une police, d'hommes en armes et en uniformes qui pourront se faire l'instrument de leur revanche. Certaines familles arabes, elles, se tournent vers l'Etat syrien, seul garant de leur suprématie historique, certaines d'entre elles ayant été installées dans la région au cours des campagnes d'arabisation des années 1970.

Tandis que le soleil se couche sur le rond-point, que le trafic se fait plus rare, un vieil Arabe en habit de Bédouin vient trouver la sécurité kurde, accompagné de deux

jeunes hommes de sa famille. Après avoir formulé quelques salutations en kurde, il réclame son fils, enrôlé par les Asayiches dans la journée à ce point de contrôle.

Dans l'atmosphère empesée par des décennies de ressentiment, il patiente, remplit un vague document administratif avant qu'on lui demande de repartir comme il

est venu : une scène ordinaire à ajouter à la somme des souffrances et des frustrations qui assure au chaos un avenir prometteur dans une ville où l'arbitraire n'a

pas changé de camp, mais s'est simplement démocratisé. ■

ALLAN KAVAL

International New York Times APRIL 13, 2015

Iraq pulls Shiite militiamen from battle

BAGHDAD

BY ROD NORDLAND
AND FALIH HASSAN

Under pressure from American officials here, Iraq has withdrawn Shiite militiamen from the Ramadi area in Anbar Province, and the American-led coalition immediately responded by stepping up bombing raids to support Iraqi forces there, according to Iraqi officials involved in the decision.

The American ambassador to Iraq, Stuart E. Jones, met with Anbar tribal leaders and provincial officials on Saturday and expressed his dissatisfaction that Shiite militiamen were in the thick of a local offensive against extremists of the Islamic State near the provincial capital, according to two participants in the meeting, who were interviewed Sunday.

Unless they withdrew the militias, the ambassador warned, the United States would not be able to launch airstrikes to support the Iraqi forces there. Anbar Province is a Sunni area, and the tribes who live there have largely opposed the use of Shiite militias in the vicinity, a position the United States supports. American officials worry that the use of Shiite militias would drive more of Anbar's Sunnis into supporting ISIS, as the Islamic State is also known. They were also concerned about the possibility of accidentally bombing the undisciplined and disorganized militia forces.

"The American ambassador told us that the Americans will not carry out airstrikes if the popular mobilization stays in Anbar, and we understood him," said Sabah Karhot, the head of the Anbar Provincial Council and one of those at the meeting.

He said that all of the popular mobilization forces, as the largely Shiite militias are formally known, were taken out of the fighting around Ramadi, the Anbar provincial capital, beginning on Friday. By Saturday night and lasting into Sunday morning, the Americans had launched heavier-than-usual strikes on the town of Albu Faraj, with local officials counting 20 airstrikes by the American-led coalition. The officials credited



A volunteer with a Shiite militia in Iraq aiming toward Islamic State positions in Ibrahim Ben Ali, a part of Anbar Province. The militias have been assisting the understaffed Iraqi Army.

the airstrikes with stopping the ISIS advance there.

In addition, the Iraqi Army sent three armored brigades into the center of Ramadi to protect the capital, and rescued a group of more than 100 students at the women's dormitories of Anbar University, who were feared trapped by the ISIS advance.

A spokesman for the American ambassador denied that he had conditioned American air strikes on a withdrawal of militias. "The ambassador did not say that," said the spokesman, Jeffrey M. Loree. "We have made clear that all our airstrikes are conducted in consultation with the Iraqi security forces and in support of forces under their command and control."

Some Anbar officials had previously defended the use of the militias to supplement the understaffed Iraqi Army in Anbar; tens of thousands of Iraqi sol-

American officials worry that the use of Shiite militias would drive more of Anbar's Sunnis into supporting ISIS.

diers deserted after Mosul fell to an ISIS offensive last June, and efforts to rebuild the military are still in the early stages.

Hikmat Ayada, an adviser to the governor of Anbar, insisted that the Shiite militias were not involved in the fighting around Ramadi as units, but only as

individual fighters under the command of the Iraqi military. Prime Minister Haider al-Abadi has also promised Anbar officials that Shiite militias would not be part of the fight in Anbar.

"We got promises from the prime minister, the head of Parliament and many others that there will be no extension of popular mobilization from southern provinces in Anbar," Mr. Ayada said last week.

But there were multiple reports that the Al Risalyoun and Hizbullah brigades, both of them Shiite militias with bases in southern Iraq, were part of an offensive east of Ramadi in the area of Al Sajariya. That fighting stalled, however, when the fighters ran out of ammunition, complaining that the Iraqi government was not resupplying them.

Then on Thursday night and Friday, ISIS launched an offensive of its own in the Albu Faraj area, just across the river from central Ramadi, killing 25 police officers and soldiers and overrunning large parts of the area.

That prompted the meeting with the American officials in Baghdad, the Anbar officials said. "The American ambassador did not literally say we want the popular mobilization out, but that was the impression he gave us, he blamed the Anbar government for doing this," said Karim Hilal, another member of the Anbar Provincial Council who was in the embassy meeting.

Isis in Iraq: Kurdish Peshmerga and Iraqi Shia militias form wary 'marriage of convenience' to oust Islamist insurgents ahead of push on Kirkuk

The Kurdish Peshmerga and the Shia militias of Iraq are not natural allies – but with a common enemy in the form of Isis, they must rely on each other if they are to liberate their homes. Cathy Otten reports from near Kirkuk

Cathy Otten
20 April 2015
www.independent.co.uk

Kirkuk — Among the lush meadows that cover the countryside around Kirkuk, fighters from the village of Bashir look toward their home. Flanked by the brightly coloured banners of one of Iraq's Shia militias, they are preparing an attack on the Isis snipers who stalk the otherwise empty streets of the village, one mile away.

Not far off are the Kurdish Peshmerga, waiting for the command to push Isis further back from the Kurdish-controlled city of Kirkuk, the capital of its eponymous governorate, 12 miles to the north. The fighters have a common foe, but on the ground cooperation is carried out warily.

Situated on the edge of Iraqi Kurdistan – protected by the Peshmerga – rows persist in Kirkuk over ethnically mixed pockets of land. Some Arabs and Shia Turkmen remain wary of Kurdish control.

The rise of Isis has meant a need for battlefield cooperation between the groups. Jabar Yawar, the secretary-general of the Ministry of Peshmerga, said that Shia militias have no place in Kirkuk city but have fought on the outskirts.

"They took part in some military operations after Isis attacked these areas. We will deal with them as volunteer forces," he said.

The coordination is "a marriage of convenience, not a strategic alliance", according to Michael Stephens, the research fellow for Middle East Studies at the Royal United Services Institute.

Following a call to arms by Iraqi Shia cleric Grand Ayatollah al-Sistani last summer, thousands of men have joined the popular mobilisation forces – an alignment of government-supported paramilitary groups.

The role of these militias – many of which are supported by Iran – is growing, following victories in the city of Tikrit and province of Diyala alongside regular forces earlier this year. But in historically diverse areas such as Kirkuk, their presence is not without its controversies.



Kurdish Peshmerga forces and al-Hashd al-Shaabi factions hold a position close to the village of Bashir south of Kirkuk at the weekend as they launch an operation to recapture villages from Isis

It has been 10 months since Isis captured the village. Last June, residents from Bashir described how they buried 18 bodies in the nearby town of Taza as they fled Isis, who view Shias as apostates.

"We didn't have the power or the force," said Major Abdul Hussein Abbas, reflecting on their defeat last year. He is now training new fighters from the popular mobilisation at a base near the front line.

But the advance on their hometown has been stalled. During one attempt to retake the town last month, militiamen took three miles of territory and a smattering of villages from Isis. They then had to wait for reinforcements and teams to defuse IEDs – the homemade bombs Isis have deployed widely and to deadly success.

Religious fervour is apparent among the fighters. Many directly reference Ayatollah Sistani's call to arms, and speak reverentially of martyrdom.

Abu Mikhail, 24, a carpenter and now a fighter on the Bashir front, told The Independent he joined the force after Ayatollah Sistani's fatwa. "I am fighting for my faith, my country and my brother who was martyred here trying to take back Bashir," he said. A week later, Mikhail died, a victim of an Isis car bomb.

Major Abbas was based in Kirkuk with the Iraqi army before they fled in the face of the Isis attack, but this time around, he says: "We are fighting with faith because the fatwa gave power to the Iraqi people."

Kirkuk has long been home to a diverse population and is dotted with Sunni Arab villages. The legacy of displacement during the rule of Saddam Hussein's Sunni Baathists has further undermined relations.

Major Abbas, a Shia Turkmen and native of Bashir, was displaced in 1986. "Saddam destroyed our houses and brought in Arab [villagers]. He cleared the village and made

us refugees inside Iraq," he said. He adds that he won't be forced to leave again.

Major Abbas and Shaker Hassan Ali, a spokesperson from the Shia Badr Organisation in Kirkuk, are quick to point out that they have Sunni fighters among their ranks. They rubbish suggestions that the heightened religious overtones to the battle could deepen divisions between Iraqis.

But human rights organisations have documented killings and abductions by government-backed Shia militias, as well as the burning and looting of property in towns retaken from Isis.

Major Abbas tells The Independent that in a town retaken from Isis last month he stopped another unit trying to steal a resident's belongings. "I am military, I know what would happen," he says. "I don't want my unit to have a problem with that." He also blames the media for reporting that the popular mobilisation forces were blowing up mosques when, he says, Isis fighters were responsible.

If operations south of Kirkuk are successful, it may be because the militiamen come from the local population, said Ahmed Ali, a senior fellow and director of the Iraq Security and Humanitarian Monitor project at the Iraqi peace NGO Epic.

"This fact makes it easier for them to act as an attacking and holding force, since they know the area and can potentially get the support of the locals. This method could be used in other mixed areas of Iraq," said Mr Ali.

But the challenge will be for the popular mobilisation forces to avoid acts of retribution in areas cleared of Isis. "That's a pitfall some popular mobilisation forces have jumped into in other areas of Iraq," he said.

○○○

The Middle East's chaotic future

OPINIONS

By Henri J. Barkey



Henri J. Barkey is a professor of international relations at Lehigh University.

April 21, 2015

www.washingtonpost.com

The state as we know it is vanishing in the Middle East. Strife in Iraq, Syria, Libya and Yemen, foreign intrusion from states within the region and outside it, and dreadful rule by self-serving elites have all contributed to the destruction of societies, infrastructure and systems of governance. Nonstate actors of all kinds, most of them armed, are emerging to run their own shows. Generations of mistrust underlie it all.

It is difficult to see how Humpty Dumpty will ever be put back together again. To be sure, many Middle Eastern states were mostly illegitimate to begin with. They may have been recognized internationally, but their governments exercised authority mostly through repression and sometimes through terror. They relied on a political veneer or constructed narrative to justify the rule of ethnic or sectarian minorities, mafia-like family clans or power-hungry dictators. In most countries, the systems that were built were never intended to create national institutions, so they did not.

The Arab Spring shook some of these societies to the core, precipitating their disintegration. But it was the rise of the Islamic State, and the ease with which it spread through Syria and Iraq, that truly laid bare the incoherence of the existing states.

The Islamic State may prove to be a passing flavor, but its defeat would not bring back the Iraqi or Syrian states as we knew them. Instead, we will probably see the remnants of the organization remain active after burrowing deep into the social fabric of smaller communities, even as other groups — including the al-Qaeda offshoot Jabhat al-Nusra and the Iraqi Shiite militias marshaled to fight it — proliferate.

In many places, geographic boundaries will remain in flux. To the extent they exist, it may mostly be in the imaginations of leaders, cartographers and U.N. organizations. States have lost control in two distinct ways: in practical political and administrative terms and from the perspective of the loyalty and affinity of large segments of their populations. The Iraqi and Syrian states' traditional objective of collecting taxes and conscripting soldiers on a national scale is clearly unrealizable now. Such states can have no means of effectively monitoring their borders. Sunni communities in Iraq and Syria appear to have more in common with each other than with their fellow nationals. Similarly, Iraq's Shiite militias would rather fight with Iran's support than obey the Iraqi government's edicts. In Lebanon, Shiite Hezbollah, the prototype of an armed extra-legal transnational force, threatened Sunni Saudi Arabia over its intervention against Shiite Houthi rebels in Yemen.

If things were not complicated enough, the Kurds have emerged as a major force, too, though they are deeply divided among the



An Iraqi policeman holds a position on April 14 north of al-Karma village, near the city of Fallujah, Iraq, an area where government forces retook three villages from the Islamic State. (Ahmad Al-Rubaye/AFP/Getty Images)

four countries whose boundaries they straddle: Syria, Iraq, Iran and Turkey. They will surely influence the shape of things to come. In addition to the Kurdistan Regional Government, the recognized federal entity in Iraq, Turkish Kurds and their insurgent organization, the Kurdistan Workers' Party, or PKK, are engaged in difficult peace negotiations with the Turkish government. Then there are the Syrian Kurds, who because of civil war in Syria and support from other Kurds will help determine Syria's future. With the aid of U.S. airpower, they have not only successfully defended their territory against an Islamic State onslaught but also managed to push the group's fighters back.

One can get a glimpse of the new Middle East from what the PKK intends to do, as I discovered on a recent trip to meet with its leadership in the mountains of northern Iraq. While serious about ending the armed struggle against Turkey, the PKK has no intention of giving up its weapons. Emboldened by Kurdish successes, it sees itself as a movement with a mission: In the short term, it aims to protect other Kurds, primarily Syrian and Iraqi, from the Islamic State, as well as imperiled minorities such as Christians and the Yazidis. In the medium term, it wants to push for its particular vision of communitarian democracy. Perhaps the most accurate, if oxymoronic, way to describe what the PKK envisages for its role is "armed civil society group."

Such a vision may seem fanciful, but it's a good indication of where the Middle East is headed. The future probably offers a chaotic, multipolar arrangement where national boundaries are nominally retained but are crisscrossed by the likes of the PKK, its affiliates in Iran and Syria and Iraqi Kurdish fighters, by Hezbollah, by the Islamic State or its remnants, by other jihadist organizations such as a revitalized Jabhat al-Nusra, by Iraqi Shiite militias and by others. It will not be a pretty sight, but we may have to get used to it.



Qui fait quoi en Syrie

Le conflit syrien entre dans sa cinquième année. Passage en revue des forces en présence.

Aliaa Al-Korachi

15 avril 2015

hebdo.ahram.org.eg

Le régime de Bachar Al-Assad. Ce régime qui apparaissait sur le point de vaciller au début de la révolution syrienne, déclenchée le 15 mars 2011, maintient toujours le pouvoir et contrôle environ 45 % des territoires et 65 % de la population. Depuis 2013, le régime de Bachar a pu réaliser des avancées sur le terrain en récupérant des territoires qui étaient sous les mains des rebelles. Il est ainsi parvenu à reconstruire un territoire homogène le long d'un axe allant de Damas à Lattaquié, dans le nord-ouest du pays, « grâce notamment au soutien militaire des Gardiens de la révolution iraniens et du Hezbollah libanais qui dominent l'armée régulière de Bachar, affaiblie par 4 ans de guerre et qui manque d'effectif et de personnel », explique Sameh Rached, professeur de sciences politiques à l'Université du Caire. En fait, le régime syrien a renforcé son contrôle sur les principales villes, mais l'a perdu dans les zones rurales. Au début de 2015, Bachar a perdu du terrain en subissant une série de revers militaires. Le régime a perdu, le 28 mars, la ville d'Idlib, une capitale régionale prise par les combattants d'Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaëda, et d'autres groupes islamistes radicaux comme Ahrar Al-Cham. A cette énorme perte, vient s'ajouter la tombée, le 2 avril, du poste-frontière de Nassib, le seul poste frontalier avec la Jordanie resté sous contrôle du régime, et un passage important qui permettait à la Syrie, depuis 4 ans, d'exporter des produits agricoles ou textiles et d'importer les denrées essentielles. Si le régime a perdu des points au niveau militaire puisque, selon Rached, l'appui militaire de l'Iran qui a renoué un dialogue politique avec l'Occident a relativement diminué « sur le plan politique, le régime a, par contre, marqué des points. L'expansion de Daech lui a fait regagner une certaine légitimité internationale, puisque la vision occidentale anti-

Assad a commencé à changer, et Bachar est considéré comme interlocuteur indispensable par plusieurs pays qui luttent contre l'Etat islamique ».

L'Etat Islamique (EI). Apparu sur la scène syrienne début 2013, L'EI contrôle aujourd'hui de larges parties du nord et de l'est de la Syrie. Il est en possession de 35 % des terres et contrôle entre 2 à 3,5 millions de personnes, ce qui équivaut de 10 à 20 % de la population syrienne arabe sunnite, essentiellement dans la vallée de l'Euphrate. En moins d'un an, de 2013 à 2014, Daech a mis les mains sur deux grandes villes à l'est du pays : Rakka, qui devient sa capitale politique et militaire, et Deir Ezzor, où il contrôle 6 des 10 champs pétroliers du pays.

Mais l'expansion territoriale de Daech en Syrie a été freinée à Kobane, cette ville assiégée par l'EI et qui a été reprise par les forces kurdes des Unités de protection du peuple, avec l'aide de la coalition internationale, marquant la première défaite de cette ampleur pour le groupe djihadiste, comme l'explique Rabha Allam, spécialiste du dossier syrien au Centre des Etudes Politiques et Stratégiques (CEPS) d'Al-Ahram. Toutefois, pour la spécialiste, Daech est loin d'être affaibli sur le territoire syrien puisqu'il possède toujours de petites cellules dans plusieurs zones qui pourraient à tout moment s'activer. Rabha cite l'exemple du camp de réfugiés palestinien de Yarmouk, où le groupe a réalisé une avancée symbolique en s'emparant d'environ 70 % de ce camp qui se trouve à 10 km de Damas, fief du régime de Bachar.

Le front Al-Nosra. Juste avant l'entrée en scène de l'Etat islamique en Syrie, le front Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaëda, était considérée comme le plus radical des groupes djihadistes de la rébellion syrienne. Ce groupe a commencé, en 2013, à perdre graduellement des fiefs, notamment dans l'est, ainsi que des combattants. Ces derniers rejoignaient en grand nombre les rangs de Daech, explique Rabha. Aujourd'hui, le



La ville d'Idleb a été prise, le 28 mars, par les combattants d'Al-Nosra. (Photos : AP)

Front Al-Nosra, « profitant des frappes aériennes de la coalition contre les cibles de l'EI en Iraq, gagne du terrain, notamment dans le nord-ouest », dit Rached. Il est pourtant en passe de se constituer un territoire homogène dans la province d'Idleb après avoir réussi à chasser l'EI des provinces et villages du nord d'Alep. Al-Nosra a également étendu son pouvoir à Deraa, en mettant la main sur le point de passage frontalier de Nassib à la frontière avec la Jordanie. Le front contrôle aujourd'hui 5 % des terres.

L'Armée Syrienne Libre (ASL). Formée d'anciens officiers de l'armée syrienne, l'ASL est la principale force armée des rebelles laïques combattant le régime d'Assad. Au cours de l'année 2012, l'ASL, appuyée par l'Occident et financée par des pays du Golfe, a multiplié les conquêtes face au régime syrien, avant d'être surpassée par les factions djihadistes et salafistes, mieux équipées, notamment l'EI et Al-Nosra. Aujourd'hui, l'ASL est minoritaire et ses combattants sont dispersés. Il n'occupe que peu de terrain (environ 1 %). C'est au sud, notamment à Deraa, que le poids de l'ASL est le plus important. En fait, depuis l'apparition en Syrie de l'EI en 2013, l'ASL a perdu beaucoup de terrain après avoir été chassé par l'EI de l'est et d'une partie du nord, tandis que le régime l'a chassé du centre.

Aujourd'hui, les déserteurs de l'armée régulière ayant décidé de combattre le régime n'existent plus, explique Rabha. « Certains sont morts, d'autres ont changé de groupe ou ont cherché refuge au Liban, en Jordanie ou en Turquie ». La faiblesse de ce groupe est due

aussi, comme l'explique Rached, à « l'effritement du soutien occidental et au détournement du soutien apporté par des pays du Golfe aux combattants islamistes ».

Les Kurdes. Le mouvement kurde est l'acteur qui a le plus bénéficié jusqu'à maintenant du conflit. Les Kurdes, qui représentent 15 % de la population, ont obtenu une autonomie de facto en juillet 2012, quand l'armée de Bachar Al-Assad avait déserté la région refusant par la suite de rejoindre la coalition nationale syrienne et l'Armée syrienne libre. L'Union démocratique kurde (PYD) a annoncé, à la fin de 2013, la création d'un gouvernement intérimaire divisé en 3 zones ou cantons autonomes non contigus, à savoir : Afrin à l'ouest, Kobane au centre et Kamishlo à l'est. Un service militaire a été déclaré obligatoire en juillet 2014. Le PYD exerce actuellement son contrôle sur deux millions de personnes, et contrôlerait environ 8 ou 9 % de terres.

Les Kurdes, qui ne sont jamais entrés en guerre avec le régime syrien, se trouvent face à l'EI à Kobane. En septembre 2014, l'EI a envahi le canton, assiégé sa capitale Kobane jusqu'à en prendre entièrement le contrôle. Après 4 mois de combat, les Kurdes sont parvenus, épaulés par la coalition anti-EI, et aidés par les Peshmergas, les Irakiens et les rebelles du PKK turc, à libérer leur ville, en janvier dernier. « Cette victoire est très symbolique, car elle montre les Kurdes comme étant l'une des rares forces en mesure d'affronter militairement Daech », conclut Rabha.

■ ■ ■

Trois morts dans un attentat près du consulat américain au Kurdistan irakien

Le Monde.fr avec Reuters
17 avril 2015

TROIS PERSONNES ont été tuées, vendredi 17 avril, dans un attentat à la voiture piégée près du consulat des Etats-Unis dans la région autonome du Kurdistan irakien, mais aucune n'est employée de la représentation diplomatique, ont fait savoir des responsables kurdes et le département d'Etat américain.

L'explosion, qui a également fait cinq blessés, s'est produite aux environs de 16 h 40 près du consulat à Ainkawa, ville proche d'Erbil, chef-lieu de la région autonome du Kurdistan. « Il

semble que le consulat ait été la cible », a déclaré Nihad Kodja, le maire.

En novembre, un attentat avait fait quatre morts, dont deux policiers, et vingt-neuf blessés à Erbil, selon le directeur général du département de la santé.

La région du Kurdistan, qui regroupe trois provinces, est habituellement épargnée par les violences qui frappent une bonne partie du reste de l'Irak. Les forces de sécurité kurdes affrontent cependant depuis des mois l'Etat islamique, qui s'est emparé depuis juin de vastes zones au nord de Bagdad, certaines très proches du Kurdistan. ■



Trois personnes ont été tuées vendredi dans un attentat à la voiture piégée près du consulat américain dans la région autonome du Kurdistan irakien.

Turquie/élections : le parti au pouvoir promet un régime présidentiel, le dossier kurde absent

Ankara, 15 avril 2015 (AFP)

LE PREMIER MINISTRE islamo-conservateur turc Ahmet Davutoglu a donné mercredi le coup d'envoi de la campagne de son parti pour les législatives du 7 juin, promettant, en cas de victoire, le passage à un régime présidentiel voulu par le chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan.

Il n'a cependant pas placé le règlement du conflit kurde qui perdure depuis 1984 dans les priorités de son gouvernement qui a pourtant entamé en 2012 de difficiles négociations de paix avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit).

"Nous estimons indispensable que la structure administrative soit remaniée dans le cadre d'un système présidentiel", a dit M. Davutoglu, chef du Parti de la justice et du développement au pouvoir (AKP) au pouvoir depuis 2002.

"Les conflits de pouvoir ont provoqué des crises en Turquie (...) un système présidentiel permettra d'empêcher la discorde", a-t-il ajouté dans un discours enflammé, prononcé devant des milliers de ses partisans réunis dans une salle de sports d'Ankara.

M. Davutoglu s'est fixé pour objectif ambitieux dans son "manifeste électoral" de

rallier 55% des suffrages et a confirmé que son parti amenderait, en cas de victoire, l'actuelle Constitution de 1980.

Plusieurs fois modifié depuis, ce texte accorde l'essentiel du pouvoir exécutif au Premier ministre et n'accorde au chef de l'Etat qu'un rôle essentiellement protocolaire. Dans la nouvelle Constitution, "le président deviendra responsable" de ses actes, a plaidé M. Davutoglu.

Homme fort de la Turquie depuis 2003, M. Erdogan a été contraint de quitter la tête du gouvernement, victime d'un règlement de l'AKP qui interdit à ses membres d'effectuer plus de trois mandats successifs. Elu président en août dernier, il souhaite désormais faire modifier la Constitution pour conserver les rênes de son pays.

Il a à cet égard besoin de la majorité des deux tiers des 550 députés pour réviser directement la loi fondamentale ou, à défaut, de la majorité des trois cinquièmes au Parlement pour proposer un référendum constitutionnel.

Tous les sondages créditent l'AKP, qui a réalisé un grand chelem en remportant tous les scrutins depuis 2002, d'une large avance sur ses concurrents aux législatives, insuffisante toutefois pour obtenir la majorité qualifiée nécessaire à une révision de la Constitution. ●

Syrie: les renforts kurdes dépêchés à Kobané rentrent en Irak

Ankara, 29 avril 2015 (AFP)

LES COMBATTANTS kurdes irakiens dépêchés il y a six mois en renfort dans le nord de la Syrie pour participer à la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) ont quitté la ville de Kobané via la Turquie, a indiqué mercredi à l'AFP un responsable turc.

"Les forces peshmergas ont quitté la Turquie aujourd'hui (mercredi) par voie aérienne" pour Erbil, dans le nord de l'Irak sous administration autonome kurde, a précisé cette source sous couvert d'anonymat.

Escortés par les forces de sécurité turques, les combattants kurdes d'Irak ont traversé la frontière turco-syrienne en convoi et rallié l'aéroport de la ville turque de Sanliurfa (sud-est), ont rapporté de leur côté les médias turcs.

"Leur mission est terminée", a ajouté la source turque.

En octobre dernier, quelque 150 combattants kurdes d'Irak avaient rejoint

Kobané via la Turquie pour prêter main forte aux miliciens kurdes syriens qui résistaient au siège des jihadistes. Soutenus par les frappes aériennes de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis, les Kurdes ont repoussé les forces de l'EI en janvier.

Ces combats ont fait plus de 1.800 morts, dont plus de 1.000 jihadistes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'offensive du groupe EI lancée mi-septembre dans la région a poussé quelque 200.000 Syriens, pour l'essentiel des Kurdes, à trouver refuge en Turquie.

Malgré les pressions de ses alliés, le gouvernement islamo-conservateur d'Ankara a refusé d'intervenir militairement aux côtés des forces kurdes qui défendaient Kobané, s'attirant de nombreuses critiques. Il avait finalement consenti à laisser passer des renforts venus de la région autonome du Kurdistan irakien, avec qui il entretient de bonnes relations. ●

Izzat Al-Douri, le « roi de trèfle », donné pour mort

Plusieurs fois, Izzat Ibrahim Al-Douri a été donné pour mort. Malade, traqué, l'ancien bras droit du dictateur Saddam Hussein est un trophée que beaucoup se disputent : le plus haut dignitaire de l'ancien régime encore en cavale et le « roi de trèfle » du jeu de cartes publié par l'armée américaine après l'invasion de 2003. Washington a promis 10 millions de dollars (9,25 millions d'euros) pour sa capture « mort ou vif ». Sa valeur symbolique a été décuplée par son rôle de principal allié de l'Etat islamique (EI), au moment de la prise de Mossoul, la deuxième ville d'Irak, en juin 2014. Vendredi 17 avril, sa mort a été une nouvelle fois annoncée par Bagdad. Un test ADN doit la confirmer.

Lors d'une opération menée par l'armée irakienne et les milices chiites de la mobilisation populaire (MP) dans les montagnes d'Hamrine, à l'est de Tikrit, « douze terroristes ont été tués, parmi lesquels Izzat Al-Douri », a annoncé vendredi le gouverneur de la province de Salaheddine, Raed Al-Joubouri. Hadi Al-Ameri, le commandant de la milice Badr, fer de lance de la MP, a confirmé que « l'un des corps a les traits de Douri ». « J'ai vu le corps, a renchéri le général Abdoul Amir Al-Zaidi, il est certain à 95 % qu'il s'agit de celui d'Izzat Al-Douri. » L'homme a été tué lors d'une opération près d'Al-Alam, à quatre kilomètres de Tikrit, où les forces pro-gouvernementales traquent encore des résidus djihadistes, deux semaines après la libération de l'ancien fief de Saddam.

Au vu du physique peu commun d'« Izzat le Rouge », certains estiment que le doute n'est pas permis. Le gouvernement a diffusé des photos de la dépouille d'un homme d'âge avancé, au teint laiteux et à la barbe rousse. Le chef du conseil provincial de Salaheddine, Ahmed Kraim, a toutefois instillé le doute, indiquant que des agents des services secrets qui pistent ses déplacements ne pensent pas qu'il s'agisse de lui. En 2013, le gouvernement avait déjà cru l'avoir arrêté, faisant circuler des photos d'un homme lui ressemblant,

L'armée et les milices chiites se disputent déjà les lauriers de la mort de cet homme au destin hors norme

avant d'admettre qu'il y avait erreur sur la personne. Le corps a été transféré à Bagdad.

L'armée et les milices chiites se disputent déjà les lauriers de la mort de cet homme au destin hors norme. Né en 1942 dans une famille modeste du village d'Al-Dour, près de Tikrit, Izzat Al-Douri s'est lié, pour le meilleur comme pour le pire, à Saddam Hussein. De cinq ans son cadet, il en est le plus fidèle compagnon de route dès sa rencontre au sein d'une cellule clandestine du parti Baas à la fin des années 1950. Ensemble, ils ont porté Ahmed Hassan Al-Bakr et le parti Baas au pouvoir par le coup d'Etat du 30 juillet 1968. Quand Saddam Hussein renverse Al-Bakr en 1979, il nomme Al-Douri vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR), l'organe directeur du parti Baas.

Basses besognes

Izzat Al-Douri avait marié sa fille, Hewazin, à Oudaï, le fils aimé de Saddam Hussein, et inséré les membres de son clan au sommet de l'Etat. Tous sont issus de la confrérie soufie Nakshabandi, une communauté puissante dans les régions de Kirkouk et de Mossoul qui cultive la tradition du secret. Izzat Al-Douri se fait l'homme des basses besognes et organise la répression contre les opposants, tout en échappant à toutes les purges de Saddam Hussein, de plus en plus paranoïaque. Avec « Ali le chimique », Al-Douri mène à la fin des années 1980 les opérations qui tuent plus de 180 000 Kurdes. Un mandat pour crime de guerre est lancé contre lui en 1999. Il échappe de peu à l'arrestation lors d'une hospitalisation à Vienne, en Autriche. Cardiaque, souffrant d'hypertension, l'homme frêle souffrait aussi d'un cancer.



Izzat Ibrahim Al-Douri, en mars 2003, à Bagdad.

Au moment de l'invasion américaine, en 2003, il est vice-président et commandant en chef adjoint des forces armées. Entré en clandestinité, il prend les rênes du parti Baas après la mort de Saddam Hussein, exécuté le 30 décembre 2006. A la tête d'une véritable fortune amassée au pouvoir et dans le trafic de pétrole organisé avec les fils du président syrien Hafez Al-Assad, Izzat Al-Douri regroupe une armée fantôme sous la bannière de « l'armée de la voie du Nakshabandi » pour défendre la minorité sunnite contre les nouvelles autorités chiites. Cette force réunit, selon les experts, entre plusieurs centaines et 5 000 combattants, dont de nombreux officiers baasistes de l'armée de Saddam Hussein. En dépit du fossé idéologique qui les sépare d'Al-Qaïda, ils s'allient dans la résistance contre les Américains.

Jamais capturé, le numéro six du jeu de cartes américain réapparaît en juin 2014 aux côtés de l'Etat islamique, que celui-ci qualifie de « héros » dans une vidéo en juillet. Le groupe djihadiste compte en effet nombre de cadres baasistes, qui lui ont apporté compétence militaire, connaissance du terrain, sens de l'organisation et ancrage local. Dix années de résistance à l'occupation américaine les ont rompus à la guerre asymétrique. Izzat Al-Douri fait profiter l'EI de ses réseaux de contrebande de pétrole.

Cette alliance lui vaut d'être épinglé comme l'un des cerveaux de l'EI en Irak. La réalité est plus

contrastée. « A la chute de Mossoul, il a soutenu Daech [acronyme arabe de l'EI] au nom de la révolution contre l'occupation saffavide (iranienne) mais ensuite, des dissensions se sont fait jour », analyse Hosham Dawood, spécialiste de l'Irak au CNRS. Les Nakshabandi ont critiqué les exactions de l'EI contre les minorités religieuses et l'exécution du pilote jordanien Moaz Al-Kassasbeh. « Al-Douri est parfois en délicatesse avec l'EI et avec d'autres groupes baasistes. Il y a pu avoir des confrontations dans la région entre Kirkouk et Salaheddine et au sud-est de Mossoul », indique M. Dawood.

Traqué, Izzat Al-Douri continuait de circuler entre ces régions où vivent certaines de ses épouses, accompagné de ses fils, les seuls en qui il avait encore confiance. ■

HÉLÈNE SALLON

REUTERS

Les peshmergas étendent leur contrôle autour de Kirkouk

ERBIL, Irak - 18 avril 2015 (Reuters) -

LES AUTORITÉS du Kurdistan irakien ont annoncé que leurs forces, soutenues par les frappes aériennes de la coalition internationale, avaient chassé au cours du week-end les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) d'une zone de 84 km² du nord de l'Irak, élargissant ainsi la zone tampon autour de la ville de Kirkouk.

Le conseil de sécurité du Kurdistan autonome a déclaré qu'au moins 35 djihadistes avaient été tués par les peshmergas lors de l'offensive au sud de Kirkouk, qui a débuté samedi sur deux fronts.

Les peshmergas sont devenus un partenaire essentiel des Etats-Unis dans leurs opérations contre le groupe EI. Les Kurdes ont pris le contrôle de Kirkouk durant l'été 2014, alors que l'EI envahissait le nord de l'Irak et que plusieurs divisions de l'armée irakienne se désintégraient. Les dirigeants kurdes disent qu'ils ne renonceront jamais à Kirkouk, ville ethniquement mixte qu'ils revendiquent, tout comme les Turkmènes et les Arabes.



Combattants peshmergas près de Kirkouk. Les autorités du Kurdistan irakien ont annoncé que leurs forces, soutenues par les frappes aériennes de la coalition internationale, avaient chassé au cours du week-end les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) d'une zone de 84 km² du nord de l'Irak, élargissant ainsi la zone tampon autour de la ville de Kirkouk. /Photo prise le 18 avril 2015/REUTERS/Ako Rasheed

Al-Ahram
World Edition

22 AVRIL 2015

Ankara et le conflit syrien

22 avril 2015
hebdo.ahram.org.eg

La Syrie a de nouveau accusé la Turquie d'apporter un soutien militaire et logistique aux groupes djihadistes en lutte contre le régime de Bachar Al-Assad. Ce soutien aurait joué un rôle décisif dans la chute de la ville d'Idlib aux mains d'une alliance de groupes islamistes fin mars. Idlib, ville de 100 000 habitants à quelques dizaines de kilomètres de la frontière turque dans le nord-ouest de la Syrie, est la deuxième capitale provinciale après Rakka à tomber aux mains de la rébellion en quatre ans de guerre civile. Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, Tanju Bilgic, a nié tout soutien turc à la rébellion islamiste évoquant des « allégations sans fondement du régime syrien qui ne doivent pas être prises au sérieux ».

Pourtant, la Turquie est l'un des pays les plus hostiles au régime de Bachar Al-Assad, dont elle réclame le départ pour résoudre la crise syrienne. Dès le début du conflit, la Turquie a accepté l'installation sur son territoire de l'état-major de l'Armée Syrienne Libre (ASL), quand cette dernière était la principale force d'opposition au régime de Damas, et ce, avant l'avènement des groupes islamistes armés. Aujourd'hui, il n'est un secret pour personne qu'Ankara sert de base arrière pour les groupes djihadistes engagés dans la lutte contre le régime syrien comme le Front Al-Nosra et l'organisation de l'Etat Islamique (EI). C'est d'ailleurs via des éléments de ces groupes établis dans le sud de la Turquie que transitent vers la Syrie les djihadistes européens, maghrébins, arabes et du Caucase, ainsi que les armes et les équipements. Ces groupes entretiennent d'ailleurs des liens très étroits avec les services secrets turcs. La Turquie a également per-

mis le passage sur son territoire d'armes venant du Qatar et de la région du Golfe avec l'appui des Américains. Il est probable que sans le soutien turc, les groupes djihadistes n'auraient pas été en mesure de contrôler les territoires qu'ils contrôlent aujourd'hui en Iraq et en Syrie.

Plusieurs facteurs expliquent ce soutien turc à la rébellion islamiste en Syrie. Facteurs politiques tout d'abord. Ankara n'a jamais voulu laisser le terrain libre en Syrie à sa grande rivale, l'Arabie saoudite, également opposée au régime de Bachar Al-Assad. Ankara, qui cherche à se poser comme le leader de l'islam sunnite dans le monde, souhaite l'avènement d'un régime sunnite pro-turc en Syrie. La Turquie, qui possède de grandes ambitions dans la région, est isolée au sud et à l'est par un axe Syrie-Iraq-Iran. Depuis le début de la crise syrienne, la Turquie joue donc la carte islamiste, en soutenant d'abord les

Frères musulmans, puis les groupes djihadistes. L'autre facteur se rapporte à la question kurde. Les combats entre les djihadistes implantés dans le nord syrien et les Kurdes syriens ont mis en avant la volonté de ces derniers d'instaurer une autonomie territoriale et économique dans une région où ils sont majoritaires, à l'instar des Kurdes d'Iraq. Ce qui inquiète évidemment les autorités turques. D'où le soutien d'Ankara aux djihadistes.

Mais cette politique turque fait aujourd'hui l'objet de multiples interrogations, y compris à l'intérieur de la Turquie. Un député turc faisait ainsi remarquer que la Turquie a totalement échoué dans sa politique syrienne affirmant que « la Turquie est intervenue à tort dans une situation tragique et a contribué à l'émergence d'une situation imprévue. Elle fait aujourd'hui partie d'un conflit entre l'Iran et l'Arabie saoudite tant au niveau doctrinal que celui des intérêts ».

■ ■ ■



KURDISTAN REGION NEWS IN BRIEF

KURDISH PESHMERGA CASUALTIES AGAINST ISLAMIC STATE MILITANTS PASS 1500

April 2, 2015

Erbil: A government official has given an update on the total number of Peshmerga, police and security forces casualties suffered since the start of the war against Islamic State group (IS) began. The Kurdistan Regional Government's Minister of Martyrs and Anfal Affairs has announced that 1,500 members of Kurdish forces have been killed since the beginning of the conflict with IS last June. Minister Mahmood Salih told the Voice of America, "About 1,500 Kurdish Peshmerga, police and security forces have been killed up to now, and a larger number injured – some of them are receiving medical treatment abroad." Peshmerga Ministry Spokesperson Jabbar Yawar previously announced that 999 Peshmerga had been killed between 10th June 2014 and 3rd February 2015, and a further 4,596 injured. Peshmerga forces has been fighting the Islamic State militants since August last year, the IS insurgents attacked Kurdistan region. [basnews.com](#)

PESHMERGA HAVE REGAINED 95 PER- CENT OF KURDISH AREAS FROM ISLAMIC STATE

April 6, 2015

Erbil: The Minister of Peshmerga affairs in the Kurdistan Regional Government (KRG) announced on Sunday that Kurdish forces have regained 95 percent of territory previously controlled by Islamic State group (IS) militants in northern Iraq. Speaking in a meeting of the KRG's Council of Ministers, Minister Mustafa Said Qadir said Peshmerga have advanced in the fight and are securing areas in the Kurdish region. Qadir added, "Sixteen foreign countries have provided Peshmerga with weapons and ammunition, and 10 countries have sent military advisers to the Kurdistan Region." The minister met with French President Francois Hollande in Paris on April 1 to discuss the possibility of that government directly arming Peshmerga. Qadir said Hollande assured him and his delegation that France would continue to support the Kurdish region. Peshmerga have been battling IS fighters since summer of 2014 when militants overran large parts of Iraq, taking control of towns and cities and causing a humanitarian disaster which has displaced close to 2 million Iraqis. [nrttv.com](#)

10,000 PESHMERGA FORCES TO PARTICI- PATE IN MOSUL OPERATION: NINEVEH PROVINCE DEPUTY

April 13, 2015

Baghdad: Nineveh Province deputy in Iraqi parliament stated 10,000 Kurdish forces of Peshmerga would participate in operation to liberate the Iraqi northern city of Mosul, center of the province that fell to the control of the Islamic State (IS) in June last year. Hanin al-Ghado told IMN that the Kurdish forces would participate along with Iraqi forces in operation to liberate the city. The operation would state from Spaiker base, the official said. Al-Ghado added that the date of the operation would be announced by Iraqi Prime Minister Hiader al-Abadi and Iraqi armed forces commander. [kurdpress.ir](#) | [Ekurd.net](#)

PESHMERGA PUMMEL ISLAMIC STATE IN MASSIVE BATTLE NEAR TAL AFAR

April 14, 2015

Erbil: A powerful force of an estimated 500 Islamic State group (IS) fighters mounted a massive assault on Sunday night on Peshmerga frontlines near the intersection of the Hardan and Tal Afar roads. At least 30 extremists were killed in the clashes and four Peshmerga were injured. Some of the militants were from Chechnya and the rest are from Iraq and the Tal Afar area, a

Peshmerga official said, adding that there were some ethnic Turkmen and Arabs. "We have also captured heavy weapons left behind and now they are in the hands of the Peshmerga, including PKC machine guns, Kalashnikov rifles and many other weapons," said the officer. Hardan town is located east of Tal Afar, it is on the main road from Shingal and Tal Afar to Syria. According to Peshmerga intelligence ISIS will continue attacking in the area because of its strategic location. [rudaw.net](#)

BARZANI: PESHMERGA WON'T WITHDRAW FROM CAPTURED AREAS

April 15, 2015

Erbil: President of the Kurdistan region, Masoud Barzani announced in an interview Tuesday that Peshmerga forces will not withdraw from areas captured from the Islamic State (IS) at the end of the current conflict. Speaking to Al Jazeera Arabic, Barzani praised Kurdish forces for successes on the battlefield and said IS militants continue to retreat from prior-held areas. "It can't be said that Daesh is finished," Barzani said, adding that while the threat from the militant organization has reduced, the fight continues. "Half of Sinjar district and some areas of Nineveh are still under IS control...so we are waiting for an inclusive plan to regain those areas," Barzani stated. "Whenever we can and wherever it is, we will attack Daesh," Barzani said, referring to IS by a common Arabic acronym...[nrttv.com](#)

KDP TRYING TO CONVINCe PARTIES TO EXTEND BARZANI'S TERM: REPORT

April 16, 2015

Erbil: As dissimilar reports about Kurdistan president Massoud Barzani and prolonging his term for two more years are circulating in the media, a report said the Barzani-led Kurdistan Democratic Party (KDP) is trying to convince the other parties in the region to prolong the term. Barzani's term is over in August and no decision has made about the region's presidency as the region is fighting the Islamic State (IS), internal conflicts as well as economic crisis. Shar Press said in a report that despite efforts by political parties to legalize the presidency of the region through the constitution, the KDP is seeking to convince the other parties to agree with extending Barzani's term which was lengthened by parliament deputies two years ago. The report, however, added that none of the parties in the region have guaranteed to vote for prolonging Barzani's term for two more years. The report says Barzani, in his meetings, has not opposed with prolonging his term by the region's local parliament. The KDP had stated earlier that it want people to decide on the issue and vote for the decision. A KDP deputy in the region's parliament, Forsat Sofi, told Shar Press that the party has not discussed the issue with the region's parties and the KDP has not made any decisions in this regard and has not made any demands from other parties...[kurdpress.ir](#)

FORMER BAATH GENERAL IZZAT IBRAHIM AL DOURI AL-DOURI KILLED IN IRAQ

April 17, 2015

Salahaddin: Former Baath Party official and General of the Naqshbandi Army Izzat Ibrahim al-Douri was killed on Friday in clashes in Hamreen, Iraq. Governor of Salahaddin Province, Raed al-Jubouri confirmed Douri's death, saying the former general was killed in fighting that broke out between Iraqi security forces and Hashid Shaabi (Popular Mobilization) against Islamic State militants in al-Alaas, east of Tikrit. [nrttv.com](#)

REMAINS OF TWO KURDS KILLED IN ERBIL'S BOMBING TRANSFERRED TO TURKEY

April 19, 2015

Erbil: The local authorities in Kurdistan Region have carried out on Saturday a ceremony to bid farewell to the remains of two Kurdish-Turkish citizens were killed on Friday in a car bomb attack near the US consulate in Erbil. After the ceremony, which took place in Khabat district affiliated to Erbil province, ambulances headed to deliver the remains through Ibrahim Khalil border crossing between Kurdistan and Turkey. It is scheduled to deliver the remains of the two victims to their families who are Kurds of Turkey. Saman Barazanji, Director General of Erbil Health said in his speech for "Shafaq News" that "the victims of the Kurdistan Kurds of Turkey were transported by ambulances to Ibrahim Khalil border crossing." He pointed out that "a delegation from Erbil province headed by →

⇒ the Deputy Governor, Abdullah Tahir took part in the ceremony to bid farewell to the victims in Khabat district in Erbil."...shafaaq.com | Ekurd.net

US ARMY HAS SENT 25 ARMED VEHICLES, 1000 MISSILES TO KURDISTAN REGION

April 19, 2015

White House has stated the US has delivered 25 armed vehicles and 1000 missiles to Kurdistan Region in the north of Iraq that is at war against the militants of the Islamic State (IS). White House said in a statement as Iraqi PM Haider al-Abadi visited the U.S. that Washington has sent 100 million military equipment pieces to Iraq for the state's army that is fighting against the IS. The arms for the Kurdish region have been sent to Erbil through Baghdad. The U.S. is to send 50 MRAP tanks and a number of mine-finding equipment to Baghdad, the statement further said, adding that Iraqi pilots are receiving their training but denied to specify when the U.S.- jet would be sent to Baghdad. kurdpress.ir

500 KURDS JOIN ISLAMIC STATE IN PAST TWO YEARS

April 21, 2015

Erbil: At least 500 Kurdish youth have joined the Islamic State (IS) in the last two years the spokesman of the Ministry of Endowment and Religious Affairs of Kurdistan Regional Government (KRG) said on Monday. Speaking to Anadolu Agency of Turkey, Mariwan Naqshbandi added that 250 of those Kurdish members of IS have been killed in the conflict. "Nearly 100 Kurdish militants that joined IS are in hiding in Syria and other places," Naqshbandi said. According to the spokesman, up to 50 Kurdish fighters have returned to the Kurdistan Region and only 100 remain within IS' ranks. The Islamic State has also reportedly killed a number of Kurdish recruits, suspecting them of spying and passing information to Peshmerga, security and coalition forces. nrttv.com

ISLAMIC STATE ATTACKS PESHMERGA FORCES NEAR TAL AFAR

April 21, 2015

Sleman: Islamic State (IS) fighters launched attacks on Peshmerga forces near Tal Afar district on Tuesday, said the head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) office in Mosul. Speaking to NRT, Ghayaz Surchi said IS fighters attacked Peshmerga forces in Sahl al-Mah village and in the Ayaza sub-district of Tal Afar at dawn. Peshmerga responded to the attacks, killing a reported 10 IS militants. Surchi also said a number of IS fighters inside Sahl al-Mah have been surrounded by Kurdish forces. Tal Afar district is located approximately 50 kilometers west of Mosul, in Iraq's north-western Nineveh province. nrttv.com

50 ISLAMIC STATE JIHADISTS KILLED AS PESHMERGA REPULSE ATTACK ON VILLAGES NEAR KIRKUK

April 21, 2015

Kirkuk: At least two Kurdish Peshmerga fighters and some 50 Islamic State (IS) militants were killed in fierce clashes Tuesday morning in the ethnically-mixed village of Sahl al-Malih, some 30 kilometers south of Kirkuk city. Field General Tariq Koyi of the Second Peshmerga Infantry in the area told Rudaw that intense house-to-house clashes took place in the early hours after ISIS militants infiltrated the village overnight. "As far as I know we have lost two Peshmerga," Koyi said. "But at least four dozen Daesh (IS) bodies are in our hands now," he said, adding the situation was now under control. Another Kurdish military source on the ground, who wished to remain anonymous, told Rudaw that at least 40 militants supported by "some local collaborators" had entered the village at 5 am Tuesday and started to shoot at Peshmerga positions. Sahl al-Malih has a mixed Kurdish-Arab population. Local Kurdish officials have in the past accused some of the Sunni tribes in the area of collaborating with IS...rudaw.net

NECHIRVAN BARZANI : BAGHDAD HAS NO PLAN TO FREE MOSUL CITY

April 25, 2015

Erbil: Kurdistan Prime Minister Nechirvan Barzani said the Kurdish Peshmerga forces are able militarily to liberate the northern city of Mosul,

center of the northern province of Nainawa, from the militants of the Islamic state (IS). "The Peshmerga can do it, if the issue is only military," Barzani told Philadelphia Inquirer. But, he adds, if Peshmerga try to take the historic Arab core of Mosul, this will create strife between Kurds and nationalist Arabs. It isn't something the Kurds are eager to do. He also denied the Iraqi government has any serious plan to retake the control of the city. "No, I don't think so. I don't see any serious plan for it from Baghdad," Barzani retorted about any plan to retake Mosul's control. Barzani said unless the Surnis in Iraq turn against the Islamic State, it will be hard to expel the jihadists or prevent their return. "Our biggest question is what will happen the day after," Barzani said...kurdpress.ir | Ekurd.net

U.S. CENTER ASKS FOR BUILDING AIR-BASE IN IRAQI KURDISTAN CAPITAL AND REMOVING PKK FROM TERROR LIST

April 26, 2015

Bipartisan Policy Center has stated that Turkey is not a trusted U.S. ally as it did not allow anti-IS coalition forces to use Incirlik airbase and offered the creation of an airbase in Erbil, the capital of Kurdistan Region in the north of Iraq. The center studied the relation between Ankara and Washington in a 36-page report and asked the U.S. to reconsider its policy with Ankara in the wake of crises in Iraq and Syria and Ankara's denial to cooperate with the White House in the two states. The center said the U.S. is better to replace Turkey by Kurdistan Region and build and airbase in Erbil and send arms and weapons for Kurds that are at war against the IS jihadists and also make Turkey know that Washington can follow its policies without Turkey's approval. The center, led by senators from the Republican and Democratic parties also said the U.S. is better to remove the PKK from the U.S. and Europe terror list as the party is fighting against the IS. kurdpress.ir

GORRAN CALLS ON IRAQI GOVERNMENT TO COMMIT TO KURDISTAN'S SHARE AFTER RAISING OIL-EXPORTING QUANTITIES

April 27, 2015

Baghdad: Iraqi MP in Change (Gorran) bloc and the member of oil and energy parliamentary Commission, Kawa Muhammad called on Sunday, Iraq's federal government to commit to pay amounts of Kurdistan Region's share of the budget amounting to 17%, after raising delivered exports to SOMO by 520-540 thousand barrels of oil per day in this month. Mohammed said in a statement issued from his media office said Sunday, that "Kurdistan Region is committed to its part in the oil agreement between it and the federal government to raise the oil quantities to SOMO by a rate of 520-540 thousand barrels of oil per day in the current month." He added that "Kurdistan Region has promised the Federal Ministry of Oil with an ascending export schedule as the region is committed to this table," noting that "the region will export at the beginning of next May 550 thousand barrels of oil through SOMO a day and will export 600 barrels of oil per day at the beginning of June from the region through SOMO while the amount will be 625 000 barrels of oil per day from August to the end of the year to make up the shortfall, which took place in the last term."...shafaaq.com | Ekurd.net

EFFORTS UNDER WAY TO ESTABLISH FIFTH PROVINCE IN IRAQI KURDISTAN WITH SINJAR AS CENTER

April 27, 2015

Erbil: A political source in Iraq claimed efforts are under the way in Kurdistan Regional Government (KRG) to establish the fifth province of the region with Shingal (Sinjar) as its center. The source who wanted to remain unknown told Sky Press that the KRG is seeking to establish the fifth province of the region which includes cities in the western parts of Iraqi Northwest Province of Nineveh, including Zumar, Rabia'a and Shingal. Shingal is to be the center of the province. Most part of the city is now under the control of the militants of the Islamic State (IS). The source also said Peshmerga forces are fighting against the Islamic State radicals in the regions to protect them and annex them to the Iraqi northern Kurdistan autonomous region. The IS group has extended its control on most parts of Sinjar district (124 km west of Mosul) on August 3, 2014 which led thousands of Kurdish families to flee to Mount Sinjar, where they were →

⇒ trapped in it and suffered from significant lack of water and food, killing and abduction of thousands of Yazidis as well as rape and captivity of thousands of women. Thousands of Yazidi Kurdish women and girls have been forced to marry or been sold into sexual slavery by the IS jihadists, according to Human Rights organizations. kurdpress.ir | Ekurd.net

KIRKUK GOVERNOR: WE MAY CONSIDER FORMING AUTONOMOUS REGION

April 27, 2015

Kirkuk: The governor of Kirkuk Province in northern Iraq has asked the central government to distribute decentralised authority among the governorates and provide more services to the people of Kirkuk. The Kirkuk Provincial Council on Monday April 27th released a statement demanding Baghdad apply a decentralised management system throughout the country and authorise direct rule in provinces. "The central government should provide enough funds to Kirkuk to continue services and projects in the province," read the statement. Kirkuk Governor Najmaddin Karim has previously said, "We want Baghdad to transfer part of its authority to the governorates because the ministries cannot fulfil their duties properly. "Baghdad must apply a decentralised system in Iraq; otherwise the provinces will consider the formation of autonomous regions." Karim also said that they are moving refugees and displaced people from camps to other complexes with proper services...basnews.com

OFFICIAL: PESHMERGA CONTROL 90 PERCENT OF 140 PREVIOUSLY 'ARABICIZED' ZONES

April 28, 2015

Kirkuk: According to Peshmerga commanders in Kirkuk province, an estimated 90 percent of disputed territories are now under the control of Kurdish forces, marking a significant advance in trying to implement article 140 of the Iraqi Constitution. Following the surrender and departure of Iraq's army from these territories—after the swift takeover of Mosul by Islamic State militants—Kurdish Peshmerga forces were deployed along the disputed areas to "fill the power vacuum," Kurdish military officials have said. According to Peshmerga commanders, at least 36 villages—one district and three areas—inhabited by people brought to the region during the "Arabization" campaign of former Iraqi President Saddam Hussein, have been recaptured from ISIS militias by Kurdish forces in Kirkuk province. "We took military and security steps to protect the disputed areas... now we are closer than ever to implementing article 140," a Kurdish Peshmerga commander told Rudaw Monday. He added that the Peshmerga expect Kurdish leaders and politicians to take final steps in

order to implement the article. Article 140 of the Iraqi Constitution defines disputed areas as territories previously inhabited by Kurds and later "Arabized" by transferring and settling Arab tribes in the region...rudaw.net

FOREIGN WEAPONS HELP PESHMERGA AGAINST ISLAMIC STATE IN SHINGAL

April 28, 2015

Shingal: Kurdish Peshmerga forces are using French, Italian and German weapons on the front lines against the Islamic State (IS) in Shingal (Sinjar), a Peshmerga commander told NRT on Tuesday. Colonel Issa Zewi, the commander of the 4th Brigade of Peshmerga forces in Sinjar said Kurdish forces continue to battle militants around the northwestern town in Nineveh province. "IS lacks the ability to attack Peshmerga," Zewi said, praising forces for their efforts. Zewi attributes their success to the number and different types of weapons in Peshmerga's hands. The forces have also changed tactics with the new weapons, employing more snipers on the front lines. "The weapons have strengthened and given powers to Peshmerga to confront IS," he said. Zewi also recognizes the role of coalition airstrikes in the successes of Kurdish forces in Sinjar...nrttv.com

BAGHDAD APPOINT 600 ARAB EMPLOYEES TO KIRKUK WITH ONLY 12 KURDS

April 30, 2015

Baghdad: Vice President of Iraqi parliament rejecting the way Iraq's federal government deals with Kirkuk. Aram Sheikh Mohammed, vowed to intensify efforts and pressure on Baghdad to implement the legitimate demands of the people of Kirkuk, saying that Baghdad must reward the Kurdish Peshmerga and the citizens of Kirkuk city who defend bravely against Islamic State group (IS). This came during a meeting on Tuesday with Chairman of the Kirkuk provincial council Rebwar Talabani and the heads of Kurdish blocs. A statement issued by the Media Office of Sheikh Mohammed, stating that during the meeting they discussed the recent actions of the federal government toward the Kirkuk governorate, pointing out the discontent of the provincial council and all official organizations in the city because of the negative deal by Baghdad. The Federal government has appointed 600 employees in North Oil Company NOC public sector with only 12 Kurds and the rest are Arabs, without getting back to Kirkuk authorities which is against the constitution...milletpress.com | Ekurd.net

◆◆◆



April 30, 2015

Iraqi minister: 'We reject the direct US arming of Peshmerga'

rudaw.net
30/4/2015

ERBIL, Kurdistan Region – The Iraqi Ministry of Defense has denounced a proposal now in the US Senate that would send weapons to the Kurdish Peshmerga for the war against the Islamic State, according to an official's statement to Rudaw.

"We will reject the arming of the Peshmerga directly by the US," Iraq's Defense Minister Khalid Al-Obeidi, told Rudaw on



Iraq's prime minister Haider al-Abadi, Iraq's defense minister Khalid Al-Obeidi. Rudaw photo.

Thursday. "Arming the Peshmerga, Sunnis and Shiites must be conducted by the central govern-

ment, not by the US," he added. The bill proposed by congressmen from the Republican Party contains a measure to arm the

Peshmerga and Sunnis, according to a copy of the bill obtained by Rudaw.

"What is being debated now is only a suggestion by the Republicans and the US administration has not decided on it yet," Obeidi said.

The House Armed Services Committee on Tuesday released an annual Department of Defense bill that authorizes \$715 million in aid to Iraqi forces fighting the self-proclaimed Islamic State, or ISIS.

The bill, which is scheduled to be debated and voted on in Congress on Thursday, carves out at least 25% of that aid for the Peshmerga, the Sunni tribal militias and a yet-to-be-established Iraqi Sunni National Guard. ■

Cent ans de solitude pour les Arméniens

Le refus d'Ankara de reconnaître le génocide de 1915 est sans doute à l'origine des atrocités dont la région est aujourd'hui le théâtre. Mais la prise de conscience avance



¶

Charles Aznavour

est auteur-compositeur interprète, acteur, écrivain et diplomate. Il est né à Paris en 1924. Il est ambassadeur d'Arménie en Suisse et représentant permanent de ce pays auprès de l'ONU. Il est aussi, depuis 1995, représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Unesco.

PAR CHARLES AZNAVOUR

C'est vrai, je suis de ce peuple, mort sans sépulture. Mon père et ma mère, qui ont pu échapper à la tourmente, ont eu la chance de trouver refuge en France. Il n'en a pas été de même pour le million et demi d'Arméniens qui ont été massacrés, égorgés, torturés dans ce qui a été le premier génocide du XX^e siècle.

Un vent de sable et puis d'oubli a longtemps recouvert ce meurtre de masse. Les gouvernements turcs qui ont succédé aux bourreaux de 1915 ont pendant des décennies pratiqué un négationnisme d'Etat. Ils ont parié sur l'amnésie et sur la lâcheté internationale. Et ils ont failli avoir raison. Pendant des années, le crime a pu être considéré comme payant. Il a fallu attendre les années 1980 pour que les nations commencent à le reconnaître. Sur la pointe des pieds, mezza voce. Le Parlement européen tout d'abord, en 1987. La France avec une loi promulguée le 29 janvier 2001. Une vingtaine d'autres Etats depuis. Et le Vatican il y a quelques jours.

Face à une telle situation, tout être humain doué d'un peu de raison et de bonne foi ne peut que se trouver désarmé. Je ne fais pas exception à la règle. Je n'ai pas été élevé dans la haine. Le ressentiment ne fait pas partie de mon univers. Je n'en veux pas au peuple turc, qui a été éduqué dans le déni. Je veux faire confiance à la jeunesse de ce pays – et à ce peuple que j'aime.

Je sais qu'un jour elle ouvrira les yeux et demandera des comptes à ses dirigeants sur les années de mensonges et de déshonneur qui l'ont maintenue dans l'ignorance de sa propre histoire. Je suis certain qu'un jour, pas si lointain, elle effacera « cette tache sur le front », comme le disait le poète turc Nazim Hikmet, non pas en se mettant la tête dans le sable ou en la couvrant de cendres, mais par une réappropriation libératrice de son histoire.

IALOGUE ARMÉNO-TURC

Ce jour-là, n'en doutons pas, les conditions seront réunies pour un dialogue arméno-turc sincère et vertueux. Un pas sera franchi dans la légende de la fraternité. Je ne veux pas me poser en donneur de leçons à l'égard de ce peuple, de cette jeunesse. Qui suis-je pour le faire ? Mais, en tant que descendant des victimes, et de surcroît en tant que personnage public, une responsabilité particulière m'incombe.

Je porte le poids de leur infinie souffrance. Un mandat moral me relie à elles. J'entends leurs prières. D'autant plus fort qu'elles ont été étouffées, bâillonnées. Les morts sont sans défenses. Il appartient aux vivants de veiller à leur respect, à leur dignité. D'être attentifs à ce que l'oubli et le déni ne les tuent pas une seconde fois. Je crois que c'est le devoir de chaque Arménien de s'en préoccuper.

Parce que ce que l'on a voulu anéantir en 1915, c'est l'Arménien, ce qu'il est. C'est moi, mais c'est vous aussi. Car, comme à Auschwitz, ce qu'ils ont également assassiné, c'est l'humanité. Pourquoi le gouvernement jeune-turc a-t-il commis cet acte ignoble ? Pourquoi a-t-il massacré tous ces gens ? M. Erdogan pourrait-il nous dire une parole de vérité sur ce sujet ? D'autant que la logique de l'hostilité envers les Arméniens continue, cent ans après, à faire des ravages.

Je pense au blocus de la Turquie sur cette petite Arménie qui a survécu par miracle au génocide. Je pense à son refus de ratifier les protocoles signés en 2009 pour la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie, dont Ankara conditionne la validation à un règlement de la question du Haut-Karabagh, conforme bien sûr aux exigences de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Je pense à son soutien politique et militaire à Ilham Aliiev, quasi-président à vie de l'Azerbaïdjan, qui a promis non seulement de mettre sous sa botte cette petite partie de territoire qui s'est libérée de l'oppression, mais qui menace aussi ouvertement d'envahir l'Arménie et d'occuper sa capitale, Erevan.

Comment ne pas évoquer non plus l'attaque par des organisations djihadistes, le 21 mars 2014, du bourg arménien de Kessab en Syrie, situé à quelques encablures de la frontière turque et dont tout indique qu'elle n'aurait pu se réaliser sans le feu vert d'Ankara ?

Comment ne pas penser au mémorial de Deir ez-Zor, également en Syrie, seul monument dédié aux victimes du génocide sur la terre où elles ont été martyrisées. Cet ossuaire a été dynamité le 18 septembre 2014 par Daech, et nombre d'analystes estiment que cette profanation a bénéficié du consentement d'Ankara. Est-il possible de passer sous silence le drame des chrétiens d'Orient, assyro-chaldéens, syriaques et arméniens, ainsi que la tragédie des yézidis, qui continuent jusqu'à aujourd'hui d'être persécutés. Toutes ces questions constituent des enjeux de la reconnaissance du génocide par la Turquie. L'impunité a donné le mauvais exemple.

Les atrocités en cours aujourd'hui au Moyen-Orient plongent leurs racines dans les abominations de 1915, dont la région porte non seulement les stigmates mais également la mémoire. Elles ont proliféré sur la norme dominante qui s'est instaurée depuis l'époque. Ce modèle a laissé croire que la déraison du plus barbare finissait toujours par s'imposer. Faut-il s'y résigner ?

Pendant la seconde guerre mondiale, le domicile de mes parents, qui étaient installés rue de Navarin (Paris IX^e), était fréquenté par les résistants du groupe Manouchian. J'ai eu la chance, étant jeune, de côtoyer ces Arméniens et ces émigrés juifs qui combattaient l'occupation allemande. Le souvenir de cette période de ma vie ne m'a jamais quitté. Je n'oublierai jamais le courage et la grandeur de ces étrangers qui se sont portés volontaires pour libérer la France et lutter contre le racisme et l'antisémitisme.

Je me rappelle des paroles de Missak et Meline Manouchian, tous deux orphelins et rescapés du génocide de 1915, qui voyaient dans le sort réservé aux juifs une répétition de ce

qu'avait subi leur peuple. Dans sa dernière lettre à Mélinée, envoyée avant qu'il ne passe devant le peloton d'exécution nazi, Missak avait écrit ces mots bouleversants : « Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand. » Cette phrase d'une très grande hauteur de vue est restée gravée dans ma conscience.

INSATIABLE NATIONALISME PANTURC

Ils ne combattaient pas contre les Allemands. Ils mettaient leur vie en péril pour la liberté de la France et la défense de ces communautés qu'on assassinait sous leurs yeux : les juifs, les Tziganes. Ils luttèrent contre une barbarie que l'on n'avait pas éradiquée après la première guerre mondiale et qui resurgissait à la faveur de la seconde, sous un autre masque.

Car le problème est bien là. Cent ans après, « le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde », comme l'a dit Brecht. On le voit à travers le sort des minorités du Moyen-Orient, on le voit moins quand il s'agit des menaces qui pèsent sur l'Arménie et le Haut-Karabagh. Et pourtant ! Il n'y a pas eu une semaine depuis le début de l'année sans qu'un jeune de 20 ans ne meure sur la ligne de con-

tact entre le Haut-Karabagh et l'Azerbaïdjan. Ça me crève le cœur.

Alors que la présence des Arméniens s'est réduite comme peau de chagrin dans ces terres qui furent le berceau de leur histoire, des gosses continuent d'être tirés comme des lapins car ils doivent résister aux appétits d'un nationalisme panturc décidément insatiable.

1915-2015 : si peu de choses ont changé... Les grandes puissances, qui ont l'habitude de subordonner la morale à leurs intérêts, portent bien sûr leur part de responsabilité dans la permanence de cette série de catastrophes dont on ne voit pas la fin. Combien de fois le peuple arménien a-t-il été enfumé, trahi, abandonné à son sort ? Les marchands d'armes sont devenus aujourd'hui les meilleurs amis de la « pétrodicature » azerbaïdjanaise, dont le budget militaire équivaut à lui seul au PIB de la petite Arménie. Tandis que, de l'autre côté de la frontière, on professe le négationnisme d'Etat, indicateur s'il en est d'une propension à la récurrence.

La mort continue donc de rôder autour du peuple arménien. Jusqu'à quand ? Je voudrais cependant conclure cette tribune par une

note d'optimisme. On ne se refait pas ! Un sondage international réalisé à la demande du Mémorial de la Shoah a révélé qu'environ 33 % des Turcs de 18 à 26 ans sont favorables à une reconnaissance du génocide arménien. Etant donné les tabous de ce pays, ce chiffre incite à la confiance.

La lecture de cette enquête m'a empli de joie. Elle m'a conforté dans mon respect pour ce peuple turc qu'il ne s'agit pas de montrer du doigt pour un crime qu'il n'a pas commis. Elle m'a fait entrevoir qu'un jour peut-être cette région du monde sera comme la famille Aznavour, qui compte des chrétiens, des juifs et des musulmans que j'aime d'un même amour. Je me prends à rêver. Mais la réalité d'une actualité bien sombre finit régulièrement par s'imposer à moi, qui dispose de si peu de moyens d'agir pour en changer le cours.

Puisse ce triste anniversaire – c'est la première fois dans l'histoire que l'on commémore les cent ans d'un génocide – faire avancer les consciences. C'est à ça, aussi, paraît-il, que servent les commémorations. ■

LE FIGARO

samedi 25 - dimanche 26 avril 2015

Gérard Chaliand: « Le génocide arménien préfigure les autres génocides du XX^e siècle »



Le géostratège Gérard Chaliand s'est penché en 1984 sur le cas arménien.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

PROPOS RECUEILLIS PAR

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

SPÉCIALISTE des conflits irréguliers, Gérard Chaliand avait en 1984 organisé une session du Tribunal permanent des peuples consacré au génocide arménien.

LE FIGARO. – Trente ans après cette session, la perception du génocide arménien a-t-elle changé ?

GÉRARD CHALIAND. – Les choses ont énormément évolué. Depuis une dizaine d'années, on voit notamment se manifester une partie de la société civile turque, des libéraux, des démocrates, des chercheurs et des artistes, qui ont commencé à faire prendre conscience du génocide. Onze historiens turcs ont participé au grand colloque organisé en avril à Paris autour du thème du génocide arménien par la Sorbonne et le Mémorial de la Shoah. Ils ont remis en cause le négationnisme de leur pays. Il n'était plus question de « version arménienne des événements », il n'y avait plus que des faits.

Pourquoi la Turquie refuse toujours de reconnaître un fait historique ?

Parce qu'entre 1923 et 1974, personne n'a rien demandé aux Turcs à ce sujet. La question du génocide arménien ressurgit en 1974 lorsqu'un chercheur africain, membre d'une sous-commission de l'ONU chargée des droits de l'homme, exhume dans les archives un document établissant le génocide arménien comme l'un des premiers du XX^e siècle. Les Turcs se sont battus pour faire supprimer cette référence, et ils ont eu gain de cause. Mais l'affaire a suscité la colère des Arméniens, et les attentats arméniens antiturcs ont d'ailleurs commencé l'année suivante. L'idée selon laquelle les Turcs craignent

de devoir payer des compensations s'ils reconnaissent le génocide est absurde. Quand, en 1987, le Conseil de l'Europe a préconisé une reconnaissance du génocide sans aucune indemnisation, ils ne se sont pas montrés intéressés. En réalité, la Turquie refuse tout simplement d'admettre qu'elle a été un État criminel, qui a menti à son propre peuple, qui croit encore dans sa majorité qu'il n'y a pas eu de massacres d'Arméniens, ou que s'il y en a eu, les Arméniens l'avaient bien cherché en allant s'allier avec l'ennemi russe.

En quoi le génocide arménien préfigure-t-il les autres ?

Comme les autres génocides du XX^e siècle, il se déroule dans le cadre d'une guerre, qui garantit contre les interférences extérieures et limite les protestations. Il est accompli par un appareil d'État spécialisé, l'Organisation spéciale, dans le cas ottoman. On trouve aussi la stigmatisation d'un groupe humain comme un ennemi intérieur. Les Arméniens étaient considérés comme des agents des puissances occidentales. Et ils étaient chrétiens, dans un univers où l'identité nationale en était à ses débuts, et où l'on était largement défini par son appartenance religieuse. ■



EXODE Des femmes et des enfants arméniens dans un camp de réfugiés à Alep (Syrie), en 1922.

**1915,
le génocide
« exemplaire »**

Cent ans après l'extermination de plus de 1 million d'Arméniens, les autorités turques persistent à nier la volonté de destruction planifiée d'un peuple. Pourquoi ? La question avive la mémoire des descendants des survivants, mais elle recouvre aussi des enjeux politiques et stratégiques majeurs.

D L'engrenage

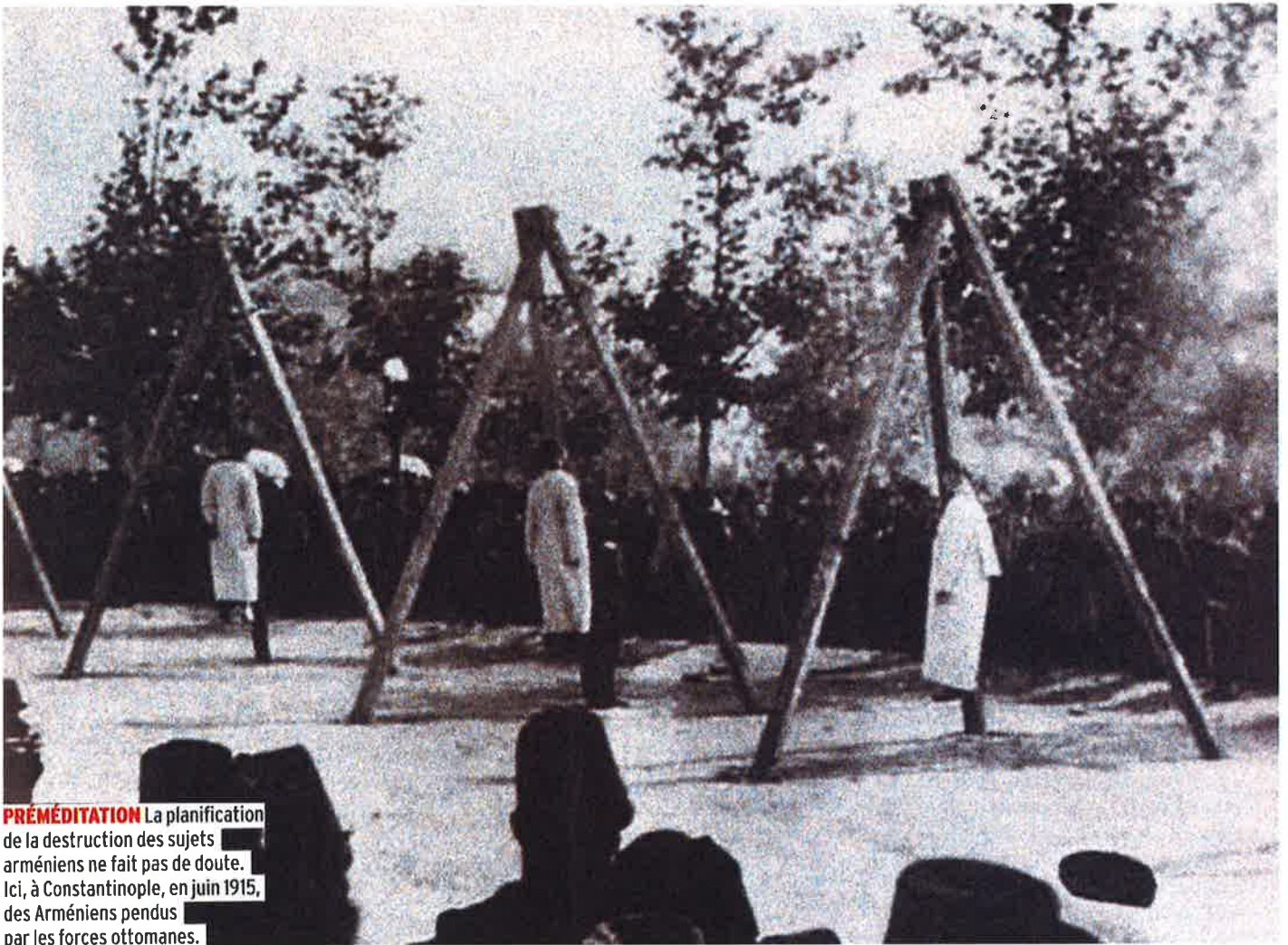
De 1915 à 1917, profitant du contexte de la Grande Guerre, le gouvernement jeune-turc de l'Empire ottoman, allié aux Puissances centrales contre celles de l'Entente, ordonne la déportation et l'extermination de ses sujets arméniens. Dénoncés dès l'époque comme un « crime contre l'humanité » et le « meurtre d'une nation » (A. Toynbee), ces massacres sont définis par l'ensemble de la communauté historique comme un « génocide », depuis l'invention de ce terme par le juriste Raphaël Lemkin, qui prit explicitement le cas arménien en exemple lorsqu'il forgea ce terme en 1944, avant que l'ONU ne l'adopte dans sa convention de 1948 définissant ce « crime des crimes ». La République turque, Etat successeur et héritier de l'Empire ottoman, si elle ne nie pas les massacres, en conteste l'ampleur et la qualification. Ce négationnisme d'Etat persistant est dénoncé par les survivants du génocide et leurs descendants, comme par les historiens et par un nombre croissant de pays, ainsi que, de plus en plus, par une partie de la société civile turque.

Entre les décombres de l'Empire ottoman et la naissance de la République turque moderne, le génocide des Arméniens s'inscrit dans une phase dramatique de l'Histoire. En quelques mois, un peuple plus de deux fois millénaire est effacé de son territoire d'origine. Le mécanisme de cette extermination ? Un projet politique.

Par **Claire Mouradian** *

L'éradication des Arméniens d'un territoire où leur présence était attestée depuis près de trois millénaires s'inscrit dans une longue chaîne de violences à l'encontre des minorités sous trois régimes différents. C'est aussi l'une des pages sanglantes de la « question d'Orient », chronique de la désagrégation de l'Empire ottoman dont les ultimes convulsions continuent d'agiter ses anciennes marches les plus névralgiques. Incapacité à établir l'égalité des droits entre sujets musulmans et non musulmans malgré plusieurs rescrits impériaux en ce sens (Gülhane en 1839,

Hatt-i Humayun en 1856, Constitution en 1876), anarchie et insécurité provinciales dans les zones frontalières ou tribales, montée des forces séparatistes, luttes d'influence des Puissances pour le partage des dépouilles contribuent à un déclin dont la Russie apparaît comme la première bénéficiaire. Au début du XIX^e siècle, après ses victoires sur les Persans et les Ottomans, elle annexe l'Arménie orientale et s'affirme comme la protectrice d'une population arménienne désormais partagée entre trois empires. Plus de deux millions d'Arméniens demeurent sujets de l'Empire ottoman ; ils sont répartis entre Constantinople et six vilayets (pro-



PRÉMÉDITATION La planification de la destruction des sujets arméniens ne fait pas de doute. Ici, à Constantinople, en juin 1915, des Arméniens pendus par les forces ottomanes.

vinces) orientaux et regroupés comme les autres dhimmis (sujets non musulmans de seconde zone soumis à diverses discriminations, notamment en matière fiscale) dans un millet (« nation » ethno-confessionnelle), jouissant d'une relative autonomie religieuse et culturelle sous l'autorité de leur patriarche. C'est pour leur sécurité, en particulier contre les exactions des tribus kurdes et circassiennes, qu'en 1878 le congrès de Berlin pose la nécessité de réformes. La « question arménienne » entre ainsi sur la scène internationale. Ce « droit d'ingérence » avant l'heure pour la protection des minorités désigne ainsi les Arméniens à la vindicte de leur mauvais souverain. L'« oubli » des promesses de Berlin par le sultan radicalisera ensuite une partie des élites arméniennes, alors que la paysannerie se trouve « écrasée » par une pression fiscale croissante et confrontée au désordre suscité par l'afflux de centaines de milliers de réfugiés musulmans des Balkans, de Crimée et du Caucase, chassés par l'expansion russe. Prônant l'auto-défense et la lutte contre le despotisme, des partis révolutionnaires arméniens osent défier un pouvoir qui se raidit.

La réaction des Puissances en reste aux protestations verbales

En 1894, une révolte fiscale de trois villages du Sassoun, présentée comme un soulèvement général, déclenche une répression féroce par l'armée et les régiments « hamidiye » kurdes. Pendant deux ans, les massacres s'étendent à toutes les provinces et jusqu'à la capitale. L'ampleur de ces violences en temps de paix est inédite : environ 200 000 victimes, des dizaines de milliers de réfugiés au Caucase russe, en Europe ou aux Etats-Unis, des conversions forcées massives, une marée d'orphelins. Malgré un puissant mouvement arménophile en France comme dans toute l'Europe et aux Etats-Unis, la réaction des Puissances à l'encontre du « Sultan rouge », Abdulhamid II (1876-1909), ne dépasse pas le stade des protestations verbales. A posteriori, les massacres de masse hamidiens peuvent apparaître comme la répétition générale du génocide, et leur impunité, comme une incitation à poursuivre. Tout comme ceux d'Adana (30 000 morts), en avril 1909, qui se produisent quelques mois après

la révolution constitutionnelle menée par des officiers jeunes-turcs, en juillet 1908, qui avait pourtant soulevé l'espoir et entraîné la fraternisation – bien éphémère – des différentes communautés de l'Empire. Après la perte des Balkans en 1913, le nouveau régime, gouverné par le Comité Union et Progrès (CUP), vire à une dictature ultranationaliste et entreprend de mettre en œuvre la turquification du territoire impérial résiduel, de l'économie, de la population, comme de poursuivre une politique extérieure panturquiste d'union des peuples turcs de la Méditerranée à l'Asie centrale.

Pour le CUP, qui entre dans le conflit aux côtés des Puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie) en novembre 1914, la guerre apparaît comme une aubaine pour prendre une revanche sur la Russie, se débarrasser de l'emprise des puissances occidentales, symbolisée par les Capitulations et l'administration de la Dette ottomane et trouver une « solution finale » à la question arménienne qui agite les chancelleries. Le CUP est dominé par trois hommes : Talaat, ministre de ●●●

Dossier / Arméniens

●●● l'Intérieur et bientôt grand vizir (Premier ministre), qui en sera l'homme fort, Djemal, ministre de la Marine, et Enver, ministre de la Guerre. Mi-novembre, le cheikh al-Islam, la plus haute autorité religieuse de l'Empire, proclame le djihad, ouvrant la voie à l'instrumentalisation de l'islam contre les sujets chrétiens de l'Empire. Cette guerre totale se révélera fatale pour les Arméniens, situés sur l'une des lignes de front des deux camps ennemis.

Si l'intention, la préméditation et la planification de la destruction des Arméniens ne laissent pas place au doute, ne serait-ce que par le caractère systématique, simultané et organisé des opérations, il reste des incertitudes sur le moment de la décision. Est-elle déjà inscrite dans un temps long, au fil des projets successifs de réformes pour l'égalité des droits, inabouties et souvent concédées sous la pression des Puissances ? Date-t-elle de la perte traumatique des territoires européens de l'Empire ottoman dans les Balkans en 1913, après celle des territoires d'Afrique (Tripolitaine, Egypte) ? De février 1914, lorsque le gouvernement ottoman se voit imposer un nouveau plan de réformes en faveur des Arméniens à l'initiative de la Russie ? De fin juillet 1914, quand, tout en réaffirmant le loyalisme des Arméniens à l'égard de leurs pays respectifs, la Fédération révolutionnaire arménienne Dachnakt-soutioun, longtemps alliée des Jeunes-Turcs dans l'opposition au sultan Abdulhamid, repousse le plan allemand de subversion contre les Russes, présenté par le docteur Behaeddine Chakir, chef de la branche orientale du Teskilat-i Mahsusa, l'Organisation spéciale, chargée des basses œuvres ? Ou bien d'octobre 1914, quand sont formées des légions de volontaires arméniens au Caucase russe ? Au regard du nombre des conscrits arméniens de l'armée régulière ottomane (tous les hommes de 20 à 45 ans, soit sans doute quelque 250 000 hommes), l'effectif de ces corps de supplétifs – dont on retrouve des équivalents sur toutes les marches des empires où la guerre a divisé une même nation entre deux camps ennemis – est assez faible (environ 5 000 hommes au début, en partie sujets ottomans, mais pour l'essentiel



MASSACRES Le génocide a fait entre 1,2 et 1,5 million de victimes.

PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES

de jeunes Arméniens, sujets russes, qui devançant l'appel). La formation de ces groupes sera néanmoins exploitée comme « preuve » de la « trahison » arménienne.

Fin mars 2015, les premières déportations commencent

La date la plus probable de la décision finale se situe sans doute en février-mars 1915, lorsque les premières défaites des deux chefs militaires du triumvirat au pouvoir – Djemal, défait à Suez, et Enver, écrasé à Sarikamis sur le front caucasien dans une attaque engagée en haute montagne en plein hiver – poussent à trouver des boucs émissaires.



CRIMINEL Mehmed Talaat Pasha (1874-1921), grand vizir de l'Empire et principal architecte de l'extermination.

PICTURES FROM HISTORY/BRIDGEMAN IMAGES

C'est le moment où les soldats arméniens sont désarmés, versés dans des bataillons de travail (*amale taburi*) – comme précédemment déjà les hommes les plus jeunes (15-20 ans) ou les plus âgés (45-60 ans) – et bientôt éliminés ; de leur côté, les fonctionnaires arméniens sont démis. Dès la fin de mars 1915, les premières déportations commencent loin du front, à Zeïtoun, bastion montagneux traditionnellement rebelle, et en Cilicie. Mi-avril, l'autodéfense des Arméniens de Van – menacés par les troupes de Djevdet, beau-frère d'Enver, battant en retraite du front caucasien – fournit le prétexte. A la veille de la bataille de Gallipoli, dans la nuit du 24 avril, qui deviendra la date commémorative du génocide, une première rafle de quelques centaines de notables arméniens de la capitale, déportés en Anatolie centrale et assassinés, décapite la nation. Puis vient le tour de l'ensemble de la population, d'abord, d'avril à mai, celle des six vilayets orientaux (Erzeroum, Bitlis, Kharpout, Van, Sivas, Diarbékir et, par extension, Trébizonde) ; puis, à partir de l'automne 1915, celle de Cilicie et des provinces de l'Ouest.

Massacrés dès la sortie des villages ou des villes, le plus souvent traînés, après la liquidation des hommes de plus de 15 ans, vers les déserts de Syrie et d'Irak dans une longue marche vers la mort, à travers les steppes arides ou les sentiers de montagne, sans eau ni nourriture, rapidement déshumanisés par les sévices des gendarmes et les

harcèlements des irréguliers de l'Organisation spéciale et des tribus kurdes, bédouines ou tchéchénes, les Arméniens sont violemment expulsés de leurs terres et exterminés. Les femmes sont soumises aux pires atrocités : viols, mutilations sexuelles, tortures. Les plus belles, ainsi qu'une partie des enfants, sont enlevées et vendues comme esclaves. Des familles entières se suicident en se jetant dans les ravins ou les fleuves, des mères abandonnent leurs enfants qu'elles ne peuvent plus porter. Les rares survivants qui parviennent à destination, dans les déserts de Deir-es-Zor, sont, dans une deuxième phase du génocide en 1916, transférés d'un camp de concentration à l'autre, parfois entassés dans des cavernes et brûlés vifs, le plus souvent abandonnés sans nourriture pour disparaître dans les sables.

En 1927, plus que 67 000 Arméniens

Trois jours après la déclaration solennelle de l'Entente (France, Grande-Bretagne, Russie) du 24 mai 1915, qui s'émeut de ces « crimes contre l'humanité et la civilisation » dont elle tient le gouvernement

jeune-turc responsable, la loi du 27 mai 1915 légalise la déportation déjà engagée de toute la population civile arménienne, accusée de trahison et d'espionnage, « loin des zones de guerre vers des centres de réinstallation ». En septembre 1915, la loi dite des « biens abandonnés » légalise une spoliation intégrale. Même la conversion à l'islam ne permet plus d'échapper au massacre. Les tueries s'étendent aussi au Caucase russe et dans le nord de l'Iran, lors des avancées de l'armée ottomane. Seuls les Arméniens de Constantinople et de Smyrne sont relativement épargnés du fait de la présence de représentants diplomatiques et de l'intervention du général allemand Liman von Sanders à Smyrne. Le 10 août 1916, le patriarche de Constantinople est destitué et exilé à Jérusalem : le millet n'existe plus. Il

n'y eut que de très rares cas de révolte. La plus connue est celle des Arméniens du Musa Dagh, immortalisée par le roman de Franz Werfel.

On estime que les deux tiers de la population arménienne de l'Empire ottoman ont été anéantis, soit entre 1,2 et 1,5 million de victimes. Le premier recensement de la Turquie républicaine en 1927 ne dénombre plus que 67 000 Arméniens. Les 600 000 à 800 000 rescapés, dont des dizaines de milliers d'orphelins, qui ont pu se réfugier au Caucase ou en Perse, ou ont été enlevés ou cachés par des familles turques, kurdes ou arabes, recueillis par des missionnaires, consti-



RESCAPÉS Des Arméniens ont trouvé refuge sur le pont d'un croiseur français, en 1915.

L'ILLUSTRATION

tueront avec leurs descendants la « grande diaspora » éparpillée aux quatre coins du monde. Les monuments érigés dans le monde entier, plus tard, en souvenir des victimes de 1915 restées sans sépulture dressent la cartographie de la dispersion. Cette dernière se poursuit, au fil des crises subies par les pays d'accueil du Proche-Orient, mais aussi des difficultés que doit affronter la République d'Arménie, née dans le Caucase russe en 1918, lors de l'éclatement de l'empire tsariste, soviétisée par l'Armée rouge en 1920 et qui a recouvré l'indépendance en 1991.

Prototype des génocides du xx^e siècle, 1915 en a les composantes : stigmatisation et déshumanisation des victimes, contexte de guerre totale, darwinisme social et dictature d'un parti-Etat révolutionnaire, poursuivant obstinément

son objectif idéologique, mobilisant tout l'appareil étatique et les moyens de communication modernes (réseau ferré quand il existe, télégraphe) même au détriment de l'effort de guerre, camouflage du crime par la censure et par la méthode principale de l'extermination que furent la déportation et les exécutions loin des sites habités. Les événements furent pourtant très tôt connus et dénoncés pour ce qu'ils étaient. Le déni fut tout aussi immédiat. En 1919-1920, après l'armistice, la preuve d'un plan, concerté au plus haut niveau de l'Etat ottoman, fut apportée par les tribunaux turcs eux-mêmes, lors des procès en cour martiale intentés contre les dirigeants jeunes-turcs, dont certains sont condamnés à mort par contumace. Les sentences contre les criminels libérés, ou en fuite à l'étranger, seront appliquées par des survivants du génocide, qui exécuteront plusieurs responsables turcs dans le cadre de l'« opération Némésis ». Talaat, le principal architecte du génocide, fut assassiné à Berlin en 1921. Son meurtrier, Soghomon Tehlirian, fut acquitté par un tribu-

nal allemand, jugement retentissant qui inspira Raphaël Lemkin. Talaat, qui se vantait auprès de l'ambassadeur américain Henry Morgenthau d'avoir « fait plus en trois mois pour résoudre la question arménienne qu'Abdulhamid en trente ans », et dont Adolf Hitler restitua la dépouille en 1943, fut honoré par un mausolée dans la nouvelle Turquie. Depuis 1923, cet Etat successeur et héritier de l'Empire ottoman persiste à nier un crime et des spoliations qui remettent en cause le mythe fondateur d'une nation turque unitaire, excluant les Arméniens du passé ottoman et de toute l'histoire de la région. ● C. Mo.

(*) Directeur de recherche au CNRS, Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen. Cet article est largement inspiré d'un texte paru dans la revue *Historiens et Géographes*, n° 427, juillet-août 2014.

Kurds Shaping Turkey's Political Map

Asli Aydintasbas

April 23, 2015

www.washingtoninstitute.org



A pro-Kurdish party is pushing for enough votes to enter parliament in Turkey's upcoming elections, and its success or failure may hold the key to President Erdogan's political fortunes.

Since 2002, successive electoral wins by the ruling Justice and Development Party (AKP) have dominated Turkish politics, and polls indicate that the party will continue this dominance in the June 7 parliamentary elections. Yet the fate of a seemingly minor actor -- the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) -- could play a major role in determining whether the next AKP government can fulfill its ambition of fundamentally altering the country's political system. If the HDP achieves the minimum number of votes needed to enter the parliament, the AKP would enjoy only a slim majority in the new legislature, resulting in a fourth-term AKP government led by Prime Minister Ahmet Davutoglu. But if the HDP fails to cross the threshold, the AKP's seat total would rise, likely giving it enough of a majority to initiate a public referendum on amending the constitution. In that case, the party could push for a U.S.-style executive system led by current president Recep Tayyip Erdogan.

BACKGROUND

Over the past few years, the AKP has transformed itself from a pro-European Islamist party to a personality cult around Erdogan. Although the public is evenly split between those who support him and those who disapprove of him, Erdogan remains omnipresent in the day-to-day affairs of the Turkish people, with news networks interrupting their programming to broadcast his near-daily speeches.

And while the presidency is currently a non-partisan post, Erdogan has been heavily involved in government affairs since his election last August. He has also made no secret that he views the upcoming election as a prelude to "The New Turkey" -- that is, a major overhaul of the parliamentary system toward what he calls a "Turkish-style presidency" that would give him sweeping executive powers.

THE HDP GAME CHANGER

Ironically, both Erdogan's vision and Turkey's future political map depend not so much on his hand-picked AKP successor, Prime Minister Davutoglu, nor on the main opposition faction, the Republican People's Party (CHP), but rather on the performance of a small Kurdish nationalist party. Previously known as the Peace and Democracy Party (BDP), Turkey's main pro-Kurdish faction has rebranded itself as a larger coalition of feminists, socialists, leftists, Alevis, and minorities under the HDP banner, largely in order to pass the 10% national vote threshold required for parties to enter the parliament. Instituted after the 1980 military coup, the threshold was precisely designed to keep Kurdish representation down and remains the highest barrier of its kind in the world.

This is why Turkish commentators have been obsessing about the HDP's prospects in the run-up to the elections. If the party is able to enter parliament, it would significantly reduce the AKP's seat total, effectively making it impossible for Erdogan to achieve his goal of a super-presidency. And if the HDP fails to meet the threshold, Turkey's domestic stability could be at further risk. The prospect of the pro-Kurdish party being left out of parliament could spark massive unrest in the Kurdish regions, potentially derailing the ongoing peace negotiations with the separatist Kurdistan Workers Party (PKK), which shares the HDP's core Kurdish nationalist agenda.

CAN THEY MAKE IT?

Traditionally, Turkey's pro-Kurdish party has scored as much as 60-65% of the vote in key Kurdish cities in the east, but only around 6.5% nationwide -- significantly below the 10% threshold. Members of the BDP and other Kurdish parties have partially circumvented this barrier by running as "independent" candidates instead of on the

party list. Although this mechanism allowed Kurdish nationalist deputies to enter the parliament, it gave their parties control over 20-35 seats at most -- proportionally lower than the actual votes cast by Kurdish constituencies. If the HDP crosses the 10% threshold in June, however, it could receive as many as 50-70 of the legislature's 550 seats, effectively becoming a kingmaker.

That is precisely the HDP's selling point in the current campaign. The latest polls show the party hovering just around 10%; for a more comfortable margin, it needs the backing of secular Turks, as well as conservative Kurds who have been leaning toward the AKP over the past decade.

The peace process between Ankara and the outlawed PKK has legitimized the HDP among parts of the Turkish public and mainstream Kurds, who have long been alienated by the PKK's radical methods. The pro-Kurdish party also received a big hike in support after the Gezi Park protests of 2013, with the HDP positioning itself as the new bastion of anti-AKP sentiment among Turkish liberals and dissidents.

DEMIRTAS: A TOUGH CRITIC

The steady increase in HDP votes is due in no small part to the popularity of its young leader, Selahattin Demirtas. A forty-two-year-old former human rights lawyer, Demirtas has emerged as a powerful critic of Erdogan. In last summer's presidential election, he ran against Erdogan and scored an unexpected 9.8% (Erdogan received 51%.) Now with a larger coalition, half of which is composed of women candidates, the HDP is eyeing a minimum of 56 seats, according to senior party officials.

In a March parliamentary speech, Demirtas vowed, "We will never allow you [Erdogan] to become an executive president," spurring applause from liberals and secular commentators. Indeed, polls indicate that a majority of Turks do not support a presidential system. Yet the statement was enough for Erdogan to effectively pause negotiations with imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan, signaling his intent to put pressure on Kurdish interests if the HDP undermines his constitutional ambitions.

SEAT TALLIES WILL BE CRUCIAL

To be sure, there is little doubt that the AKP will emerge as the top vote-getter in June. In the local elections of March 2014, the party scored 43.5%, and it has not fallen much below that despite the current economic downturn. The AKP continues to deliver public services, including near-universal healthcare and massive upgrades to transportation and urban infrastructure. It has also built a clientelist economy around conservative Sunni political allegiances and loyalty to Erdogan.

Nevertheless, the real issue for the AKP on election night will be how many seats it

⇒ can win. If the HDP passes the 10% barrier, it will cost the AKP roughly 40 seats, giving the ruling party a total of only 270-310 seats -- a tight margin given that the new government will need 276 seats for a vote of confidence. This would not only eliminate Erdogan's chances of achieving a super-presidency, but also shake his decade-long hegemony over Turkish politics. And if the pro-Kurdish faction is able to win 12% of the vote, the AKP would likely be forced to form a coalition government with one of the opposition parties.

In contrast, an HDP stumble in June would likely give the AKP a comfortable margin to push for a public referendum on amending the constitution and overhauling the parliamentary system. The party needs 330 votes in the legislature to proceed with such a referendum; the challenge for Erdogan would be convincing/strong-arming Davutoglu into making that vote happen, then convincing 51% of the public to approve the referendum. Although public support for the presidential system Erdogan envisions is only around 30-40%, he will likely use his personal popularity and control over the media to

make a case for it in the coming months. As mentioned above, however, denying the HDP entry into parliament could push Turkey into a period of instability, perhaps including street protests led by Kurdish nationalists. It would also embolden those who have been calling for a regional Kurdish parliament and autonomy. The balance therefore hangs on the HDP's success or failure. ♦

Asli Aydintasbas is a columnist with the Turkish daily Milliyet.

philly.com

April 25, 2015

Kurds need more U.S. support

By **Trudy Rubin, Inquirer Columnist**
April 25, 2015
articles.philly.com

ERBIL, Iraqi Kurdistan - Fifty yards from my hotel, in the largely Christian neighborhood of Ainkawa, a car bomb went off last Friday. You can still smell the acrid smoke where the Nili café was shattered, killing two young men who had stepped out for a smoke not far from the U.S. consulate (which the terrorists didn't reach).

But the Barista Coffee shop and Alreef Snack, just doors away, are open and patrons sit at outdoor tables. In fact, Erbil is one of the safest places in Iraq, despite far more security barriers than were visible before the Islamic State threatened the city last summer.

"Our security is very good considering all the threats," says Nechirvan Barzani, the prime minister of the Iraq's autonomous Kurdish region. That's an understatement, given that Kurdistan has around 600 miles of frontline with the Islamic State, and is less than 50 miles from Mosul, which the jihadis made the capital of their caliphate.

Kurdish peshmerga forces have made serious headway against the Islamic State, taking back 90 percent of the Kurdish territory captured last year, as well as key areas outside their region. "We are holding strategic areas such as the Mosul dam because the Iraqi army is not capable," said the urbane Kurdish leader, in an interview at his ornate headquarters in Erbil. "ISIS is on the defensive. U.S. air power has provided considerable help, for which we are grateful."

So it's hard to understand why the Kurds' determined fight (and the Iraqi army's continued weakness) hasn't convinced Washington to give more direct support to the peshmerga. When it comes to breaking the Islamic State's hold, the Kurds are the most reliable game in town.

Not long ago, officials in Washington predicted an Iraqi offensive against Mosul this spring. Although this date has been walked back, Vice President Biden gave an optimistic

speech two weeks ago contending the Islamic State's crimes had united Iraqis against the jihadis. "I was thinking he was speaking about Switzerland," Barzani said, laughing. "It was a country I wished I could visit."

One sign of the war's toll is the ongoing flood of internally displaced Iraqis (along with Syrian refugees). Numbering 1.5 million, from all sects and religions, they have increased the Kurdish region's population by nearly 30 percent and range from wealthy Sunni sheikhs from Mosul to Chaldean Christians to poor Sunnis from Tikrit. What really galls Barzani is that Baghdad barely contributes to the cost of helping the displaced.

Fly in a helicopter over northern Iraq, and you see sprawling, white-tented, refugee camps dotting lush green farmland. This puts an intolerable financial burden on the Kurdish government, when oil prices are low and budget aid from Baghdad is being withheld. Since the Islamic State's attack, Kurdistan's once-booming economy has stalled. Unfinished buildings dot the landscape.

I asked whether the Iraqi army would be ready to mount an offensive on Mosul any time soon. Barzani retorted, "No, I don't think so. I don't see any serious plan for it from Baghdad."

In reality, retaking Mosul depends as much on Iraqi politics as military success. Islamic State-held areas are populated almost wholly by Sunnis who deeply distrust and fear the Shiite-led government. Unless they turn against the Islamic State, it will be hard to expel the jihadis or prevent their return. "Our biggest question is what will happen the day after," Barzani said.

Sunni fears are magnified by the fact that, apart from the Kurds, the strongest fighting forces in Iraq today are Iranian-backed Shiite militias. In the recent battle to take back Tikrit, these militias burned and looted Sunni homes.

Iraqi special forces units, backed by U.S. air strikes, helped save the day in Tikrit, and barely kept the Sunni town of Ramadi from falling to the Islamic State last week. But Iraqi

special forces are few and overstretched. Despite U.S. training efforts, most regular army units are far from ready for the fight.

Moreover, Iraq's Shiite-led government is **M**unwilling, with only minor exceptions, to arm those Sunni tribes that are willing to fight the Islamic State. Barzani believes the Iraqi government must allow Sunnis to have their own autonomous region, which might make them more willing to deal with Baghdad. But that is a long-term project and doesn't tell us who will expel the Islamic State from Mosul.

"The peshmerga can do it, if the issue is only military," Barzani says. But, he adds, if peshmerga try to take the historic Arab core of Mosul, this will create strife between Kurds and nationalist Arabs. It isn't something the Kurds are eager to do.

Meantime, the Kurdish fighters have to hold that 600-mile front. They remain the only large, reliable fighting force prepared to hold the Islamic State back, which makes it hard to understand why Washington fails to fully appreciate their critical role.

The United States insists all military aid to the Kurds must be delivered via Baghdad, although it often doesn't arrive, or arrives too late, or is insufficient. "What we do on the battlefield is not being understood or appreciated," says Barzani. "We are on the front line fighting the worst terrorist organization the international community faces. We have lost 1,300 martyrs and 5,500 seriously wounded. We cannot sustain this."

If the administration wants to see the Islamic State driven out of Mosul, the White House should be delivering aid directly to Erbil or pressing Baghdad to do so. Where's the sense in penalizing the force with the best record of pushing the Islamic State back? ●

Trudy Rubin is a columnist and editorial-board member for the Philadelphia Inquirer. Readers may write to her at: Philadelphia Inquirer, P.O. Box 8263, Philadelphia, Pa. 19101, or by email at trubin@phillynews.com.

Falling prices, rising threats cool interest in Kurdish oil

By Bram Janssen and Paul Schemm
April 24, 2015 / Associated Press

IRBIL, Iraq — The hall for the Irbil Oil and Gas Exhibition this week was crowded with company displays, executives and investors. But conspicuously absent were international oil giants like Shell, Exxon-Mobil and Chevron that only a year ago were eager to exploit the promising reserves of Iraq's autonomous Kurdish region.

The threat of Islamic State group militants, who have swept across much of northern Iraq and are battling Kurdish forces only miles away from the Kurdish capital, Irbil, has dampened international interest. The security threat only increases oil companies' doubts, on top of falling oil prices and disputes between the Kurds and the Iraqi central government in Baghdad.

At the exhibition — the main oil and gas industry gathering in the Kurdish region — slick displays with giant video screens advertising oil services companies and drilling equipment fill the hall festooned with Kurdish flags as young men in suits bustle around importantly.

But the event, which ends Saturday, just can't compare to past ones, said Baryam Akdogan of the Turkish Teffen Contracting group.

"In the previous years, I saw the exhibition had much bigger participation from oil companies," he said.

The Kurds estimate their autonomous region in northern Iraq holds some 45 billion barrels of oil and have made no secret of their desire to use this potential source of income to fuel further independence from the central government. But thanks to lower oil prices and instability, those dreams of financial independence may be farther away than ever.

"You have a security backlash, especially with the oil and gas international companies, (since) most of the fields were located in the disputed area, where the Islamic State is near," said Arian Barzan, of the Kurdish Qaiwan oil company at the exhibition. "Those guys are not willing to risk their employees' lives, so they pull back."

While Kurdish oil is easy and cheap to extract, its attractiveness has waned not just because of the deteriorating security situation, but the 50-percent drop in oil prices in the last six months. Then there is the opposition from the central government.

In early 2014, the Kurdish region began exporting its oil directly to Turkey without going through the central government. That immediately provoked an angry response from Baghdad, which cut off the 17-percent share of the annual budget normally promised to the Kurdish region and began suing companies seeking to directly buy Kurdish oil.

"For the international oil companies, the attractiveness is linked to the amount of money they are going to get out of it and as it is, the Kurds can't pay the oil companies there right now," said Kirk Sowell, a political risk analyst and publisher of Inside Iraqi Politics. "It's going to take much longer, years longer than expected, to recoup expenses, much less profits."

Strapped for cash and under assault from the Islamic State, the Kurdish government agreed in December to return to the old deal and send 550,000 barrels per day to Iraq in return for its share of the budget.



The deal is already on shaky ground, with the Kurds not sending their full amount of oil — due to technical reasons, they say — while Iraq has only sent a fraction of the estimated \$600 million due every month amid suspicion that the Kurds are still stockpiling their oil to sell independently.

Meanwhile the three international oil companies working in Kurdistan, Genel Energy, Gulf Keystone Petroleum and Norway's DNO haven't recouped their already-substantial investment, but they've already invested far too much to pull out.

"The Kurdish Regional Government at this point is too big to fail for those who have put a lot of money into it," said Sowell.

Hiva Mirkhan, a member of the Kurdish parliament's financial committee, acknowledges that the government has started to receive partial payments from Baghdad, but said it needs that to cover the day-to-day functioning of the government. There isn't enough to cover maintenance on the oil infrastructure or pay the oil companies.

"Since there's no money and the oil exportation has gone down, it makes the private companies hesitate to come to the region," she said.

The situation has had a direct effect on the economy and worsened the employment situation. Young graduates aren't finding the expected jobs in the oil sector and local companies are laying people off.

Sitting in the Caffe di Italia coffee shop filled with flat screen TVs showing soccer matches, Rami Khasraw, who recently graduated with a degree in petroleum engineering, talked about how close he came to getting a job with the American oil services company Schlumberger.

"Just before my graduation in May, the recruiting staff of Schlumberger came to the university and said they had an offer for me," he said, as his friends sipped espressos and puffed on water pipes. "I was supposed to start the job with them in June... but when Daesh drew close to the region on Aug. 6, they put us on hold," Khasraw said, using the Arabic acronym for the Islamic State group.

Khasraw isn't optimistic that the oil companies and investment money are going to come flooding back to Kurdistan any time soon as the Islamic State group remains entrenched around Mosul not far from a number of oil fields. Also, just last week on April 17, a bomb exploded outside the U.S. consulate in Irbil.

"In my opinion, there won't be any improvement in the short term, as you can see, it's getting worse day-by-day," he said. ■

Armenians in Turkey try to reclaim a hidden past

DIYARBAKIR, TURKEY

BY TIM ARANGO

For the first 25 years of his life, Armen Demirjian thought he was Kurdish. Then the elders in his village told him his family's secret: His grandfather was Armenian, a survivor of the genocide carried out by the Ottoman Turks a century ago.

"I was completely confused," said Mr. Demirjian, who is now 54. "I was very sad as well. I was raised with the Kurdish culture and history."

Mr. Demirjian, whose grandfather was sheltered by a Kurdish family as a child, held on to his secret. In recent years, though, as Turkey has allowed minorities to identify themselves more freely, he embraced in full his family's truth. He changed his name to his family's Armenian one, participated in the restoration of a church in this city, took Armenian language lessons and started delivering Agos, an Armenian newspaper published in Istanbul, to others in this area with a similar past. When his cellphone rings, it blares a song by the Armenian-Syrian singer and songwriter Lena Chamamyan.

"From now on," he said, "I want to carry on with my Armenian heritage and culture."

The genocide and expulsion of Armenians from eastern Anatolia in World War I, an atrocity whose centennial is being commemorated this week with ceremonies around the world, is largely a story of the dead: Historians estimate that nearly 1.5 million Armenians were killed. But there are also the stories of the tens of thousands of survivors, mostly women and children, who were taken in by local Turkish families. They converted to Islam and took on Kurdish or Turkish identities.

Now, a growing number of their descendants are identifying as Armenian, and their personal experiences contrast with the perennial denial by the Turks and the lasting pain and anger of the Armenians. The Turkish government has long denied that the massacres amounted to genocide — they say the killings were a tragic consequence of war, not a planned annihilation. Armenians, both in a vast international diaspora as well as in Armenia itself, have long demanded an apology and recognition from Turkey.



Armen Demirjian, 54, whose grandfather was sheltered by Kurds as a child, found out at 25 that he was Armenian. He has taken his family surname but has remained a Muslim.

The Armenians in southeast Turkey, whom historians have called "hidden Armenians" or "Islamized Armenians," want those things, too, but for the most part they are less beholden to the painful past.

"If you compare our anger to the anger in the diaspora and in Armenia, ours would be like 1 percent of their anger," said Aram Acikyan, who works as a caretaker here in Diyarbakir at the Surp Giragos Church, the largest Armenian church in Turkey and the Middle East. The church was restored in recent years with the help of the local Kurdish authorities, and it now symbolizes efforts at reconciliation.

Those efforts have largely been possible because the Kurds were willing to acknowledge their role, as agents for the Ottoman Turks, in the genocide a century ago. That the Kurds themselves suffered under the Turks, who have long denied the existence of a separate Kurdish identity, made reconciliation between Kurds and Armenians easier.

"The freedom we have here to say, 'I am Armenian,' is all thanks to the Kurdish movement," said Mr. Acikyan, 48, whose grandfather survived the genocide and was taken in by a Kurdish shepherd and his wife.

Many of the hidden Armenians here who are rediscovering their roots have found it easier to discard their Kurdish or Turkish identities, and to embrace an Armenian one, than to relinquish their religion. Most have remained Muslim rather than converting to Christianity, the religion of their ancestors, and so the restored church here in Diyarbakir feels more like a cultural center than a house of worship.

Easter at the Surp Giragos Church this year was a splendid affair, with the sun shining brightly and plenty of colored eggs and traditional braided breads. A priest flew in from Istanbul to celebrate Mass.

Yet when the service began, many of the few hundred people who had gathered preferred to stay outside, under the sun in the courtyard, chatting



Mr. Demirjian's grandfather, who survived the Armenian genocide of 1915.

and smoking, or eating a breakfast of cheese and olives and eggs at the cafe. And when holy communion was administered, roughly a dozen people, maybe fewer, lined up.

"I love coming to the church," said Ozlem Dikici, who was sitting in the courtyard. "But I am Muslim. I pray five times a day."

Ms. Dikici's husband, who recently took an Armenian name, Armenak Mihsi, sat next to her and repeated the story he was told by his grandfather: The family was wealthy and had connections with the Ottoman elite, and so was warned about killings and deportations.

"Only five years ago did I really accept this," Mr. Mihsi said. "For 20 years, it was confusing. It's not just being Armenian, but there is the Christian side of it, too. It's very difficult to change religions."

Many of the Armenians who converted to Islam became even more religious than their fellow countrymen, as if to prove that they were good Muslims and to overcome prejudice and suspicion.

Mr. Mihsi, for example, has made the Muslim pilgrimage to Mecca, in Saudi Arabia, 10 times.

Through the generations, even while living as Muslims, many were aware of their Armenian heritage. "It was all anyone talked about in this region," said Aziz Yaman, 58, but only within the family, in private. Even today, he added, his

family keeps to one old Armenian custom — making wine, and drinking it.

“Everyone has their own story,” he said.

Mr. Demirjian, a man of good cheer, smiled broadly when speaking recently about coming to terms with his Armenian identity. Sitting at a cafe here, he arrayed in front of him some of the relics of his family’s past. A government document listed his grandfather as a Christian. He showed his father’s passport, stamped by Saudi Arabia from a long-

ago pilgrimage to Mecca. There was also a magazine article about a relative who became an antique dealer in New York.

Each item represents a chapter of his family’s story: a Christian identity erased, conversion to Islam, flight and exile, and, more recently, a rediscovery.

Turkish officials say that there are most likely several hundred thousand people in eastern Turkey with some Armenian blood, but that few have traveled the path that Mr. Demirjian and others at the church here have. One

local official said there were only 200 to 300 Armenians in Diyarbakir.

Many are still hiding their heritage, Mr. Demirjian said, because they are frightened. The word Armenian is used as an insult in Turkey, as a suggestion that someone is a traitor.

“There are many other stories like mine, in all the cities and towns around here,” he said. “In this region, when you pick up a stone, under it is a story of an Armenian.”

International New York Times APRIL 25-26, 2015

Armenians protest as Turkey tries to shift focus

ISTANBUL

BY CEYLAN YEGINSU

Armenians from around the world came here Friday to visit the places from which their ancestors were gathered a century ago to be expelled or killed.

Standing in front of the train station where the deportations began, the descendants held up red carnations and placards reading, “genocide recognize, genocide apologize,” demanding that the Turkish authorities apologize for the genocide they have long denied.

“As Armenians we have come to Istanbul in record numbers to memorialize the brutal massacre of our family members, and to remind the Turkish government that 100 years later we are still seeking justice and accountability, and will continue in our quest for as long as it takes,” said Sarah Leah Whitson, the executive director of Human Rights Watch’s Middle East and North Africa division, who was involved in organizing the commemoration in Istanbul.

In the run-up to the anniversary, the Turkish government stuck to its longstanding position that the killings of an estimated 1.5 million Armenians by the Ottoman Turks during World War I was not genocide, but a tragic outcome to a bloody war.

Turkey’s denial and the anger that it has wrought among the Armenians made for an emotional day on Friday, high in enmity. Even as the Armenians solemnly remembered their losses, Turkish nationalists demonstrated, calling the genocide claims a lie.

It was also a day weighted with history: As the Armenians in Istanbul focused on the genocide, perhaps the greatest stain on Turkish history, further south, on the shores of the Dardanelles, the government commemorated the centennial of what Turks regard as a glorious victory: the Battle of Gallipoli.

That battle, in which the Turks prevailed over an Allied invasion that at the time was the largest amphibious landing in the history of warfare, became a founding event of modern Turkish identity. After months of stagnant trench warfare that left tens of thousands dead — among the Turks, and also the Allies, especially Australia and New Zealand — the Allies retreated.

It also became a defining event in the formation of national identities for Australians and New Zealanders, and the

The Turkish government commemorated the centennial of what Turks regard as a glorious victory: the Battle of Gallipoli.

leaders of those countries joined the Turkish president, Recep Tayyip Erdogan, on Friday at Gallipoli, along with Prince Charles of Britain.

Turkey had moved up the celebration of Gallipoli by one day, to coincide with the centennial of the Armenian genocide, prompting some criticism.

“It was an obvious ploy to take international attention away from the Armenian centennial,” said Yetvart Danzikyan, the editor in chief of the Armenian newspaper Agos.

While Turkey maintains its position of denial, even in the face of consensus among historians that the massacres of the Armenians amounted to the 20th century’s first genocide, there have been important changes in Turkish society in recent years that have allowed a freer debate of the subject. For instance, under Mr. Erdogan’s Justice and Development Party, it is no longer a crime to

call the massacres a genocide.

Even the headlines of some newspapers reflected the distance Turkey has traveled on the issue. Cumhuriyet, a leading secular newspaper, blared a headline, “Never Again.” Still, most newspapers focused their coverage on Gallipoli.

On Friday, for the first time in history, the Turkish government permitted a religious ceremony at the Armenian Patriarchate in Istanbul to commemorate the lives lost in 1915. Even a government minister attended. And Mr. Erdogan used the occasion to reiterate his message of condolence to the Armenian community — a statement that was first made last year and marked a shift in how the Turkish government addressed the matter.

“We are cognizant of the sorrowful events experienced in the past by the Armenian community and I sincerely share your pain,” Mr. Erdogan said in a written statement on Friday.

Even so, in recent weeks, a wave of international recognition of the genocide — including by Pope Francis, but not President Obama — put Turkey on the defensive. On Friday, German lawmakers approved a resolution recognizing the genocide, calling it an “example in the history of mass extermination, ethnic cleansing, expulsion; yes, a genocide.” A day before, the German president, Joachim Gauck, also used the term during a commemoration service.

Melissa Eddy contributed reporting from Berlin.

DOSSIER 1914-1918

Région d'Alep, femme arménienne agenouillée près de son enfant mort (entre 1915 et 1919).

Library of Congress, American Memory.



Les racines du génocide arménien

Le 24 avril marque le centenaire du génocide arménien perpétré en pleine première guerre mondiale. Ces massacres furent le résultat d'une politique délibérée d'une partie des dirigeants de l'empire ottoman de « turquiser » l'espace sur lequel ils régnaient et de constituer un ensemble homogène nationalement et religieusement.



Hans Lukas Kieser
24 avril 2015
orientxxi.info

De 1915 à 1916, plus de la moitié des 1,5 à 2 millions d'Arméniens ottomans d'Asie mineure sont morts, victimes d'une politique dirigée contre eux. De 1913 à 1918, un gouvernement dictatorial jeune-turc est à la tête de l'empire ottoman, qui, au cours de la première guerre mondiale, tient à préserver et à agrandir ce grand empire chancelant. En parallèle, ce gouvernement mène une politique démographique et économique nationale et social-révolutionnaire, qui, en accord avec la nouvelle idéologie du « turquisme », a pour but de créer en Asie mineure un foyer national sûr et une souveraineté illimitée pour les Turcs. En font partie les centaines de milliers de réfugiés musulmans des guerres balkaniques de 1912-1913. Ce sont principalement les chrétiens, considérés comme inassimilables, mais aussi des non-Turcs comme les Kurdes et les Arabes qui sont ciblés par cette politique de « turquisation » de l'Asie mineure. Mais les Arméniens seuls ont été en Asie mineure, comme en Thrace et en Syrie, l'objet d'une persécution et d'un assassinat de masse systématiques.

Au cours de la deuxième moitié du XXe siècle, la seconde guerre mondiale et le conditionnement stratégique de la guerre froide, qui a également eu ses effets sur la science universitaire, ont fait passer au second rang les violences de masse de la première guerre mondiale. De ce fait, le génocide des Arméniens a été peu étudié et l'historiographie portant sur la thématique du génocide à l'époque des guerres mondiales est demeurée fragmentaire. Cela concerne en particulier l'Allemagne, pour laquelle ce génocide perpétré en présence de représentants diplomatiques et militaires allemands constitue une entorse morale précoce (d'après les termes de Paul Rohrbach, membre du ministère allemand des affaires étrangères, en 1915). Les archives de l'Auswärtiges Amt (AA, le ministère des affaires étrangères allemand) comptent parmi les plus importantes sur le sujet. Avec le passage au XXIe siècle, la notion d'un premier génocide moderne perpétré dans la « Grande Europe » (Europe, Russie et empire ottoman) s'est imposée d'un point de vue international. La science suit ainsi le juriste polonais juif Rafael Lemkin, créateur du concept de « génocide » et aux origines de la Convention sur le génocide des Nations unies (1948). L'œuvre de sa vie avait débuté au début des années 1920 suite aux crimes perpétrés contre les Arméniens et restés impunis.

Pour le moment une narration exhaustive des bouleversements historiques globaux des années 1910 reste à produire, qui inclurait le monde ottoman tardif, l'imbrication de la question orientale dans la diplomatie et la nouvelle politique belliqueuse des Jeunes-Turcs tournée vers l'intérieur. Un tel récit réorienterait ainsi une description de la première guerre mondiale qui demeure européenne. On doit observer que les années de guerre ottomanes s'étendent des guerres balkaniques jusqu'au conflit autour de la question de l'Asie mineure sous Mustafa Kemal Atatürk, c'est-à-dire de 1912 à 1922, et que dans une très large mesure les Jeunes-Turcs et les kémalistes sont identiques. La politique intérieure jeune-turque des années 1910 a été reconnue mutatis mutandis dans le traité de Lausanne de 1923, en même temps que le principe explicite de l'« échange de populations » involontaire concernant des millions de personnes. ➤

➤
LA « QUESTION ORIENTALE »

La « question orientale », objet de la diplomatie internationale irrésolu depuis la fin du XVIII^e siècle interroge la destinée de l'empire ottoman, et partant pose la question de la possibilité de réformes, comme celle de perspectives post-ottomanes au Proche-Orient. Longtemps, les Balkans ont été au cœur de cette question ; c'est encore le cas dans les prémisses de la révolution jeune-turque de 1908, au sujet de la Macédoine. En ce qui concerne les Balkans, la perspective d'États-nations post-ottomans domine depuis le Congrès de Berlin de 1878, avec pour chacun une identité ethno-religieuse propre. Cette perspective entre en opposition avec les autonomies ethno-religieuses a-territoriales qui sont accordées par l'État plurinational ottoman à ses chrétiens et à ses juifs, accompagnées depuis l'édit de réforme de 1856 d'une égalité juridique complète, du moins en principe.

Les guerres balkaniques de 1912-1913 confrontent l'élite de l'empire ottoman à la réalité selon laquelle les Balkans sont définitivement perdus, eux qui à côté de l'Asie mineure avaient constitué le principal pilier de l'empire ottoman depuis le XIV^e siècle. Au sein de l'élite turcophone musulmane, dont le Comité jeune-turc revendique la représentation, domine un consensus selon lequel la vision réformatrice ottomane — et ainsi le principe d'égalité — ont échoué en même temps que la pluralité ethno-religieuse. La révolution de 1908 a encore donné un nouvel élan à la vision réformatrice, après trente années de pouvoir autoritaire du sultan Abdul Hamid II, en rétablissant et renforçant la Constitution de 1876, même si des membres importants du Comité sont déjà à ce moment-là sous l'influence du turquisme.

PREMIERS GRANDS MASSACRES

Les porteurs de la révolution de 1908 sont d'une part le Comité union et progrès jeune-turc, et d'autre part la Fédération arménienne révolutionnaire, qui sont alliés politiquement depuis 1907 et agissent de conserve au sein du Parlement ottoman. À la veille de la guerre mondiale, les partenaires s'éloignent l'un de l'autre, en lien avec des réformes menées dans la zone de résidence peu sûre kurdo-arménienne des provinces ottomanes orientales. L'article 61 du traité de Berlin de 1878 exigeait des « réformes arméniennes », ainsi communément désignées. À l'automne 1895, un premier projet, soutenu par la communauté internationale, a été signé par le gouvernement ottoman après un massacre localisé. Toutefois, dans les semaines suivantes une vague de massacres sans précédent a lieu dans de grandes parties de l'Asie mineure. Des massacres organisés la plupart du temps dans les mosquées locales, et dont sont victimes environ 100 000 Arméniens, presque exclusivement des hommes et des garçons. Le projet de réforme n'est alors pas suivi d'effet, pour revenir à l'ordre du jour de la question orientale à la fin de la Belle Époque. Le principal point de discussion concerne les terres arméniennes, que se sont appropriées depuis le dernier tiers du XIX^e siècle des responsables musulmans locaux.

Comme dans la période 1908-1912 le gouvernement ottoman, en dépit d'efforts initiaux, ne parvient pas à résoudre les problèmes et qu'il commence à assurer son pouvoir dans les provinces orientales plutôt ébranlé en cooptant les chefs locaux, les représentants des Arméniens ottomans se tournent vers la diplomatie internationale. À l'instigation de la Russie et avec la participation de l'Allemagne, qui s'engage pour la première fois dans cette affaire, un plan est élaboré par le gouvernement ottoman et des représentants arméniens, que le gouvernement du Comité jeune-turc signe à contrecœur le 8 février 1914. Depuis un coup d'État au début 1913, c'est un gouvernement constitué de membres du Comité qui est à la tête de l'empire. Y est particulièrement influent le ministère de l'intérieur Talaat Pacha, le ministre de la guerre Ismail Enver (Enver Pacha) et le ministre de la marine Ahmed Djemal Pacha, aucun des trois n'ayant alors atteint l'âge de 40 ans.

L'accord sur la réforme accorde des compétences élargies à deux inspecteurs issus d'États neutres, visant à imposer la restitution de



Fin mai 1915, ordre est donné de déporter toute la population arménienne sans exception. © DR, Coll. des PP Mékhitaristes de Venise

terres, la participation de non musulmans aux conseils régionaux, à l'administration et à la police, comme l'usage des langues régionales dans les tribunaux. Les dernières semaines de pourparlers, fin 1913-début 1914 donnent lieu à un éloignement croissant entre les Arméniens et les responsables jeunes-turcs. Ces derniers parlent dans leurs mémoires de trahison, les Arméniens ayant selon eux sacrifié à l'ingérence étrangère le but suprême de la souveraineté ottomane. Jusqu'à nos jours le discours propagandiste relatif à la trahison arménienne est efficace, et se fonde là-dessus, comme sur l'affirmation selon laquelle les Arméniens d'Asie mineure auraient torpillé les efforts de guerre ottomans au cours des premiers mois de la guerre.

AUX CÔTÉS DE L'ALLEMAGNE

Le gouvernement du Comité ne croit plus à un avenir commun avec les chrétiens ottomans. Au cours des guerres balkaniques, il nourrit des doutes fondés quant à la loyauté de quelques chrétiens grecs-orthodoxes (rûm) à Smyrne et sur les rives de la mer Egée, et y réagit radicalement, en expulsant vers la Grèce quelque 200 000 rûm en juin 1914, lors d'une opération secrète. Il met alors en avant des actions spontanées perpétrées par des réfugiés issus des Balkans (muhaçir) et l'obligation de les établir quelque part. La crise européenne de juillet 1914 lui donne la chance non seulement d'éviter des représailles diplomatiques ou une guerre avec la Grèce, mais aussi de tirer profit du bouleversement géostratégique qui s'esquisse alors.

En premier lieu, c'est la possibilité de se rapprocher d'une grande puissance européenne en vue d'une alliance. Au cours de la deuxième moitié de juillet, l'Allemagne fait une telle offre, signe le 2 août un accord avec Constantinople et se montre prête à ne pas se mêler des affaires intérieures — même pas après que le gouvernement du Comité a suspendu avec effet immédiat l'accord de réforme, pour l'annuler à la fin 1914. Dès août 1914 le gouvernement procède à une mobilisation sans précédent dans l'histoire ottomane. L'accompagne une intense propagande nationaliste turque et panturque, aux accents islamiques. Dans le cadre de la propagande relative au djihad, que des experts orientalistes allemands commencent à orchestrer à partir de l'automne 1914, la diplomatie allemande laisse libre cours à des stéréotypes dirigés contre les chrétiens orientaux.

Le gouvernement du Comité hésite à entrer activement en guerre, et ne débute qu'à la fin d'octobre la guerre contre la Russie que l'Allemagne attend de lui, et que lui-même met en scène comme un règlement de comptes avec une Russie ennemie héréditaire séculaire. La campagne du Caucase s'achève début janvier 1915 par une catastrophe ; plus de la moitié des 120 000 soldats meurent et des épidémies s'étendent. De même, la campagne menée dans le nord de l'Iran échoue. Le front oriental, de la mer Noire au nord de l'Iran, devient le théâtre d'une polarisation entre musulmans et chrétiens, et de combats entre milices appuyées respectivement par la Russie et l'empire ottoman. ➤

➤ En mars 1915, l'empire ottoman est menacé à l'ouest par l'attaque de l'Entente sur les Dardanelles. Le gouvernement du Comité se considère alors en guerre totale et perçoit directement les événements extrêmes qui ont alors lieu en Europe : les batailles de masse, la guerre sous-marine menée aussi contre les paquebots, le recours aux gaz toxiques en Belgique en avril 1915, les déportations massives de juifs, de Polonais et d'Allemands menées par les Russes à l'été 1915. Les menées jeunes-turques de 1915-1916 contre les propres citoyens arméniens demeurent toutefois inédites. C'est seulement au cours de la seconde guerre mondiale que l'Europe assiste à une telle violence génocidaire menée contre des ressortissants nationaux — même si dès 1918, dans la Russie révolutionnaire, une violence de masse s'exerce à l'intérieur des frontières.

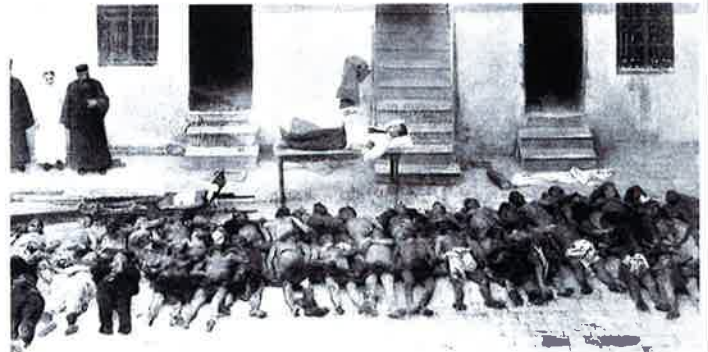
Dans deux longs télégrammes du 24 avril 1915 adressés aux gouverneurs des provinces et aux responsables de l'armée, le ministre de l'intérieur Talaat Pacha définit la situation de l'Asie mineure comme marquée par une rébellion arménienne généralisée, et cela en dépit de ce que des comptes-rendus de l'armée produits dans les semaines et les jours précédents avaient décrit autrement l'état des lieux. Pacha renvoie au soulèvement, respectivement à la résistance arménienne à Van, aux abords du front oriental, qui a commencé le 22 avril et est bien organisée. Dans la nuit du 24 au 25 avril, la police arrête à Constantinople des notables arméniens et les déporte. Au cours des semaines suivantes elle procède de même dans les villes de province d'Asie mineure. Les personnes arrêtées sont interrogées, torturées et la plupart tuées.

CEUX QUI ONT REFUSÉ LES ORDRES

Ces mesures privent les Arméniens ottomans de leurs leaders et préparent les conditions de leur déportation (sevkiyat). Celle-ci commence, après des prémisses isolées, à la fin du mois de mai dans la province d'Erzurum, et se prolonge jusqu'à l'automne. Elle est placée sous la surveillance de commissaires envoyés dans les provinces par le Comité. Les personnes déportées le sont à pied à partir de l'est, en partie par chemin de fer ou par des charrettes à bœufs ou à cheval à partir de l'ouest, en direction de la région d'Alep. Dans les provinces de l'est, les hommes sont à chaque fois mis à part avant le départ et massacrés, et dans quelques endroits c'est aussi le cas des femmes et des enfants ; dans la province de Diyarbakir et à Hakkari cela concerne également les chrétiens assyriens. Les massacres sont commis par des unités d'une organisation spéciale qui agit depuis juin 1914 contre les chrétiens ottomans ; des gendarmes associés à des criminels dont la peine de prison est commuée par l'État ; de même que par des tribus kurdes recrutées pour l'occasion.

À plusieurs endroits des fonctionnaires ottomans ont refusé d'exécuter les ordres ; celui qui l'a fait avec le plus de succès est le gouverneur de Kütahya, soutenu par des musulmans locaux influents, qui fait front au ministre de l'intérieur, au point que celui-ci accorde une dérogation à la règle. Dans la province de Diyarbakir trois gouverneurs de districts qui avaient refusé les ordres sont exécutés, d'autres mutés. À Constantinople, à l'exception des leaders mentionnés plus haut, les Arméniens établis de longue date sont épargnés, les autres sont persécutés comme partout ailleurs. De même, à Izmir les élites sont certes éliminées, mais beaucoup peuvent ensuite rester sur place, d'autant plus que le chef de la mission militaire allemande dans l'empire ottoman, le général Liman von Sanders présent sur place, s'oppose fermement à toute déportation. Dans de nombreux endroits d'Asie mineure, des familles musulmanes ont accueilli un nombre indéterminé de femmes et d'enfants arméniens. Ce sujet, qui touche de nombreuses familles en Turquie, a longtemps été tu. C'est seulement au début du XXI^e siècle que les descendants de « grands-mères arméniennes » ont commencé à en parler ouvertement.

Des centaines de milliers de survivants de la déportation sont rassemblés dans des « camps de concentration » — selon la désignation de l'époque — entre Alep et Deir ez-Zor : il s'agit de lieux de mort en masse par la faim, la chaleur et les maladies. Comme tous ne meurent pas, des dizaines de milliers sont envoyés dans le désert à



Des Arméniens massacrés par l'armée turque à Alep, dans l'actuelle Syrie. (Keystone)

l'été 1916, et massacrés. En sont exceptés les quelque 150 000 Arméniens que Djemal Pacha a islamisés plus tôt et installés plus au sud. Il est ministre de la marine et gouverneur militaire de la Grande Syrie qui comprend le Liban, la Palestine et l'actuelle Jordanie. Après la fin du génocide, le principal personnage politique, le ministre de l'intérieur qui est devenu entre temps grand vizir tente de normaliser la nouvelle situation de l'empire : il s'agit notamment de faire avancer l'économie nationale (millî iktisâd) sur des bases musulmanes, et d'utiliser pour cela les très importants biens arméniens spoliés. La sortie de la guerre de la Russie et le traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, semblent confirmer jusqu'à l'été 1918 la vision nationale et impériale de Talaat Pacha, relative à un État turc moderne aux possibilités d'expansion et d'influence jusqu'à l'Asie centrale. À Brest-Litovsk, la diplomatie ottomane tardive a enregistré pour la première fois un grand succès, et récupéré de vastes portions de territoire, à savoir ceux placés entre Batoumi et Kars qui avaient été perdus en 1878 au moment du traité de Berlin.

UN FOYER NATIONAL TURC

Le génocide jeune-turc doit être compris comme l'expression d'une politique intérieure nationale et social-révolutionnaire de komitaji impériaux qui, se sentant menacés, savent utiliser la situation apocalyptique de la première guerre mondiale au profit de leur conception radicale de l'avenir de l'Asie mineure, et n'hésitent pas à perpétrer un massacre de masse accompagné de pillages. De fait, la mise à l'écart des Arméniens contribue à l'idée de faire du cœur du monde plurinationnel ottoman un foyer national turco-musulman souverain, sans aucune limitation. De la même manière, la guerre pour l'Asie mineure de 1919-1922 et la construction de la République de Turquie fondée en 1923 suivent le même objectif. L'idée d'une Anatolie comme foyer national turc (Türk Yurdu) remonte à la veille de la guerre mondiale et s'accompagne pendant la guerre chez les komitaji d'objectifs impériaux, qui sont définitivement frustrés à la fin de l'été 1918.

Quelques éléments suggèrent une comparaison nuancée avec les nationaux-socialistes : la stigmatisation d'un groupe appartenant à une autre religion, qui avait été mis sur un pied d'égalité par les réformes du XIX^e siècle et avait gagné de nouvelles marges de manœuvre ; l'idéologie nationale et social-révolutionnaire, en particulier le mélange de représentations nationalistes radicales et impériales extrémistes qui caractérisent les responsables jeunes-turcs du génocide. Les nationaux-socialistes ont admiré le révisionnisme efficace de l'allié jeune-turc du temps de la guerre mondiale. Ils ont compris le traité de Lausanne, ou plutôt ont voulu le comprendre comme une confirmation de son succès et comme l'acceptation du génocide et du demographic engineering. ■

Hans Lukas Kieser
 Professeur d'histoire moderne à l'université de Zurich ; 2014-18 :
 Fellow de l'Australian Research Council, attaché à l'université de
 Newcastle NSW. Parmi ses livres figurent *The Nearest East :
 American Millennialism and Mission to the Middle East* (2010) ;
Turkey Beyond Nationalism (2006) ; *The Armenian Genocide and the
 Shoah* (2002) ; et *Der verpasste Friede : Mission, Ethnie und Staat in
 den Ostprovinzen der Türkei (1839-1938)* (2000).

Les Joubour, sunnites irakiens en première ligne

REPORTAGE

DHOULOUIYA - envoyée spéciale

Derrière l'enceinte gardée par des volontaires en armes, une cinquantaine d'hommes en treillis marchent au pas dans la cour qui tient lieu de camp d'entraînement. Karim Al-Joubouri, adjoint du commandant de la brigade Al-Hamza, passe en revue les troupes. Membres de la tribu des Joubour, l'une des plus importantes d'Irak, ces jeunes sunnites ont pris les armes quand les combattants de l'organisation Etat islamique (EI) ont envahi, le 12 juin 2014, Dhoulouïya, ville de 72 000 habitants entourée sur trois rives par le Tigr et située à 90 kilomètres au nord de Bagdad dans la province de Salaheddine. Inexpérimentés, mais encadrés par les forces de police locale et d'anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein, 2 000 volontaires ont résisté pendant six mois aux assauts des djihadistes sur leur quartier, au prix de 134 martyrs et 820 blessés.

L'EI désormais repoussé à plus de 130 kilomètres, les volontaires en âge de combattre alternent en entraînement militaire et tours de garde aux barrages érigés dans la ville. « Nous avons perdu beaucoup de volontaires parce qu'ils n'étaient pas entraînés », justifie le lieutenant-colonel Joubouri, cinquantenaire à la tempo grisonnante dont le neveu Ali, un étudiant de 23 ans, est enterré dans le cimetière des Joubour. « *Inch Allah, Dhoulouïya n'est plus en danger !* » assure Ahmed Abdallah, un ouvrier en bâtiment de 26 ans vêtu d'un treillis noir et d'une casquette camouflage pour l'exercice. Après deux mois de formation, il se dit prêt à « aller attaquer Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique] dans d'autres villes ».

La brigade Al-Hamza est l'une des rares brigades sunnites à avoir déjà rallié les unités de mobilisation populaire (MP), ces forces paramilitaires majoritairement composées de milices et de volontaires chiites qui luttent, sous la houlette du gouvernement, contre l'EI. Deux cents Joubour ont participé avec elles, en mars, à la bataille de Tikrit, à cent kilomè-



Le carré des martyrs du cimetière de Dhoulouïya, où sont enterrés des Joubour tués dans les combats contre l'EI. LAM DUC HIEN POUR « LE MONDE »

tres au nord. Le ministère de la défense a indiqué, début avril, que 11 000 combattants sunnites seraient armés dans tout le pays.

Sur certains bâtiments de la ville flotte encore le drapeau de l'imam Hussein, révérend par les chiites, symbole de l'alliance forgée aux combats avec l'organisation chiite Badr, fer de lance de la MP. Assiégés par les djihadistes, qui avaient conquis sans résistance les quartiers des autres tribus sunnites de Dhoulouïya, les 12 000 Joubour reclus au sud de la ville ont été aidés et ravitaillés en munitions par les forces gouvernementales et le chef des Badr, Hadi Al-Améri, contacté par l'entremise d'un cheikh Joubour de la branche chiite. Ces forces, appuyées par l'aviation irakienne, ont progressé jusqu'à rejoindre, le 30 décembre, les Joubour sur la ligne de front qui sépare leur quartier de celui des tribus Rasraj et Jawari.

Au milieu de palmiers calcinés, les immeubles éventrés par les bombardements et constellés d'impacts témoignent encore de la férocité des combats sur ce front. Les tranchées, comblées,



ont laissé place à un barrage de sécurité, délimité par des carcasses d'obus et des briques. Sous un auvent criblé de balles, des hommes en armes contrôlent chaque voiture à la recherche d'anciens alliés et informateurs de l'EI. « On a attrapé avec de fausses cartes d'identité. Environ 80 suspects sont détenus au poste de police », indique Karim Al-Joubouri. Les familles pro-EI sont bannies. « C'est la loi tribale, si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous. On n'a pas de problème avec les familles

restées passives et on peut négocier avec celles dont les membres djihadistes se sont rendus », clarifie le cheikh Meichan Al-Jawari, revenu à Dhoulouïya après avoir fui en juin face à l'avancée de l'EI.

Relais à Bagdad

De nombreux volontaires jawari et d'autres tribus voisines se sont inscrits après-guerre aux entraînements organisés par les Joubour pour défendre leur quartier ou dans l'espoir de rejoindre le champ de bataille. Certains jeunes combattants joubour raillent de bon cœur ces volontaires de la dernière heure, par fierté tout autant que par méfiance envers ceux qui ont trop vite cédé à l'EI. Chez les Joubour, l'hostilité envers les djihadistes est ancienne. Après la chute de Saddam Hussein en 2003, le cheikh des Joubour, Moulay Nazzem, s'est rallié à Al-Qaida contre les nouvelles autorités chiites. Mais l'alliance a tourné court dès 2006. Les officiers locaux et des volontaires joubour ont intégré les milices du réveil (« Sahwa »), ces forces sunnites formées par les Américains pour lutter contre les djihadistes.

En Syrie, les rebelles visent le port stratégique de Lattaquié

Le Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, progresse face au régime d'Assad, à quelques jours de la reprise de négociations, à Genève, début mai

BEYROUTH - correspondant

Un mois après s'être emparés d'Idlib, capitale de la province du même nom, dans le nord-ouest du pays, les rebelles syriens ont conquis samedi 25 avril la ville voisine de Jisr Al-Choghour. Conclue de manière expéditive, en trois jours, soit un de moins que la prise d'Idlib, l'opération a été menée par une coalition de groupes armés, baptisée l'Armée de la conquête, conduite par le Front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda, et Ahrar Al-Sham, une brigade salafiste. « C'est une bataille d'une importance capitale, se réjouit Ossama Abou Zayd, conseiller de l'Armée syrienne libre, la branche modérée, de l'insurrection, dont quelques unités ont participé à l'offensive. Nous ne sommes plus qu'à une quarantaine de kilomètres de Lattaquié. »

Ce port, l'un des principaux bastions du régime syrien le long de la plaine côtière, est au cœur d'une zone doublement stratégique : d'une part parce qu'elle

majeur à la « Syrie utile », le cœur urbain, économique et politique du pays, que l'état-major syrien s'enorgueillit d'avoir su protéger, par opposition aux zones rebelles, qui sont principalement rurales et périphériques, à l'exception de la partie est d'Alep. Une pareille avancée bouleverserait l'équilibre des forces et mettrait le président Assad dans une position de faiblesse inédite depuis le début du soulèvement contre son pouvoir, en 2011.

Représailles meurtrières

Pour l'instant, les insurgés s'efforcent de neutraliser les derniers réduits loyalistes dans la province d'Idlib. Ils concentrent leurs forces sur deux casernes, à Masoutouma et Qarneed, à l'ouest de Jisr Al-Choghour, dont la chute semble imminente. Une autre offensive est en cours plus au sud, dans la plaine du Ghab, une dépression irriguée par les eaux de l'Oronte, au pied de la montagne alaouite. L'objectif des anti-Assad consiste à faire la jonction entre les territoires sous leur domination dans la région d'Idlib et ceux qu'ils contrôlent dans la province voisine de Hama, de façon à pouvoir avancer sur deux axes en direction de Lattaquié.

Le régime syrien, dont les forces ont préféré évacuer Jisr Al-Choghour que la défendre coûte que coûte, a réagi comme à son habitude, en envoyant son aviation bombardier la nouvelle place forte rebelle. Une vingtaine de raids ont frappé la ville durant le week-end, causant la mort d'au moins 27 personnes, dont 20 combattants, selon l'Observatoire syrien

des droits de l'homme (OSDH). L'acte de représailles le plus meurtrier s'est déroulé dimanche à Darkoush, au nord de Jisr Al-Choghour, à la frontière avec la Turquie. Quarante personnes sont mortes dans le bombardement d'un marché, dont neuf femmes et huit enfants, selon les décomptes de l'OSDH. L'ONG avait auparavant recensé au moins 60 morts parmi les forces du régime stationnées dans Jisr Al-Choghour. Elle avait également rapporté l'exécution d'au moins 23 prisonniers par des soldats battant en retraite.

Selon un responsable politique à Damas, cité par l'AFP, la poussée du Front Al-Nosra et de ses alliés est le fruit d'« un accord entre l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie (...), pour que le régime arrive aux négociations de Genève avec un pied cassé et négocie en position de faiblesse ». Des consultations séparées entre Staffan de Mistura, l'envoyé spécial de l'ONU, et des représentants du régime, de l'opposition et de la société civile, doivent débuter dans la cite helvétique au début du mois de mai. Si les parrains arabes et occidentaux de la rébellion n'ont jamais caché leur désir d'affaiblir militairement le régime, pour le forcer à faire les concessions qu'il avait rejetées lors du précédent cycle de négociation, mené entre Montreux et Genève, à l'hiver 2014, aucune preuve d'un réarmement massif des insurgés n'a pour l'instant émergé.

Les rebelles bénéficient de l'épuisement généralisé des forces gouvernementales. Quand les milices chiites libanaises ou irakiennes qui l'épaulent sur d'autres fronts ne sont pas présentes à ses côtés, l'armée régulière a le plus grand mal à tenir ses positions. Même la mobilisation en urgence de l'« Armée du tigre », une unité d'élite, commandée par le charismatique colonel Souhaïl Al-Hassan, idole des pro-Assad, n'a pas permis de stopper la progression des insurgés dans la région d'Idlib. ■

BENJAMIN BARTHE



abrite une grosse partie de la communauté alaouite, l'ossature du système Assad, qui fournit le gros des troupes gouvernementales ; d'autre part parce que l'axe reliant le littoral à Damas est la principale voie de ravitaillement du régime, tant en produits alimentaires importés de l'étranger, qu'en armes, livrés par la Russie à Tartous, l'autre grand port de la région, où Moscou, allié du président syrien, dispose d'une base militaire.

Une attaque rebelle contre Lattaquié porterait donc un coup

De cette époque, les Joubour ont gardé un certain loyalisme et des relais au sein des autorités de Bagdad, en dépit de la dissolution des Sahwa et de la mise à l'écart en 2010 d'anciens officiers de l'armée de Saddam tombés sous le coup de la loi de débaasification, qui prévoit l'exclusion des membres du parti Baas de la vie publique et politique. Quand les djihadistes, « une trentaine d'Irakiens, dont trois de chez nous, des losers, d'anciens prisonniers », sont revenus en 2014 sous la bannière de l'EI et ont demandé que leur soient livrés 35 Joubour, « des officiers, notables et chefs de tribu, dont mon frère, le général Hussein », les Joubour se sont opposés d'un seul homme, raconte Burhan Al-Joubouri.

Le professeur de biologie dénigre ces « gens pas éduqués et qui ne connaissent rien à la religion », qui ont cru pouvoir imposer leurs vues à une tribu qui compte de nombreux professeurs, médecins et avocats. Derrière le colonel de police Qandil Mohammed et d'anciens officiers présents sur la liste noire, 2 000 volontaires de 12 à 75 ans ont préféré tout subir plutôt que de capituler : tirs de mortier, combats rapprochés, attentats-suicide, tireurs embusqués et les terribles kamikazes « oufat » (« nu-pieds »).

De nombreux Joubour espèrent que leur héroïsme et leur résistance à l'EI seront récompensés par leur intégration au sein de la Garde nationale, qu'a promis de créer dans chaque province le premier ministre chiite Haïder Al-Abadi. Synonyme d'armes et de salaires, elle tarde à voir le jour, face aux dissensions que suscite le projet au Parlement. Une vingtaine d'anciens officiers se voient déjà en prendre le commandement à Dhoulouïya et attendent pour cela l'abrogation de la loi de débaasification, également sujette à des résistances.

« J'étais déjà lieutenant lors de la guerre Iran-Irak » (1980-1988), se remémore, non sans fierté, Karim Al-Joubouri. Elevé au rang de lieutenant-colonel, il aimerait retrouver galons et solde, après une reconversion forcée comme entrepreneur. Quand on lui fait remarquer l'ironie qui veut que son nouveau protecteur, Hadi Al-Améri, se battait alors dans le camp d'en face, pour l'Iran où il s'était réfugié sous la dictature de Saddam Hussein, l'officier s'amuse de ces revirements de l'histoire irakienne. « L'ennemi de mon ennemi est mon ami. » ■

HÉLÈNE SALLON

Lattaquié est au cœur de l'axe reliant le littoral à Damas, principale voie de ravitaillement du régime



Des miliciens chiïtes lancent une roquette contre des positions djihadistes, à Tikrit le 31 mars.

ALAA AL-MARJANI/REUTERS

Irak : les milices chiïtes, carte sectaire contre Daech

Leurs violences antisunnites compliquent la guerre contre les djihadistes.

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot
ENVOYÉ SPÉCIAL À BAGDAD

MOYEN-ORIENT « Ici l'Irak et sa mobilisation populaire. » L'immense banderole flotte sur la scène du Théâtre national de Bagdad, où Abou Mahdi al-Mohandes vante les mérites des miliciens chiïtes, qui viennent de reprendre Tikrit à Daech aux côtés des forces de sécurité irakiennes. Devant lui, une foule de « fils » issus des grandes tribus chiïtes du Sud. Malgré les pertes subies à Tikrit et alentours, « nos enfants sont encore prêts à se sacrifier », s'écrie un chef de clan en tenue traditionnelle, qui vient faire l'accolade à Mohandes. Une Irakienne le suit, mais, en bon religieux, le paramilitaire refuse de lui serrer la main, et se détourne des journalistes qui lui tendent un micro. Avec sa barbe poivre et sel, l'homme fait penser à ses mentors iraniens qui l'ont formé pendant les années où il combattait dans la clandestinité la dictature de Saddam Hussein.

Aujourd'hui, Abou Mahdi al-Mohandes triomphe : il est l'un des principaux dirigeants de cette « mobilisation populaire », sans laquelle les forces de sécurité irakiennes auraient été incapables de reconquérir l'ancien bastion de Saddam Hussein et, avant, Jourf al-Sakhr, au sud de Bagdad, et de nombreuses positions dans la province de Dyala, frontalière de l'Iran. Mais chacune de ces victoires sur l'État islamique a été entachée d'exactions perpétrées par certains supplétifs, ivres de vengeance contre des sunnites, assimilés peu ou prou à leurs ennemis djihadistes.

Des experts en guérilla

À Tikrit, quelque 200 maisons, selon le ministère de l'Intérieur, ont été pillées ou détruites. Avant de bombarder la ville tenue par Daech depuis plus de six mois, les Américains ont exigé le retrait des combattants chiïtes. Embarrassé, le premier ministre, Haïdar al-Abadi, lui-même chiïte, a été contraint d'afficher désormais une « tolérance zéro » à l'égard de ces dérapages. Mais a-t-il les

moyens de contrôler toutes ces milices qui ont fleuri sous le mandat de son prédécesseur Nouri al-Maliki, fort du patronage du puissant voisin iranien ?

Une vidéo diffusée sur YouTube montre un commandant irakien expulsé par des miliciens qui vont piller une maison de Tikrit. « La coalition internationale anti-Daech peut-elle tolérer cela longtemps encore ? » s'interroge un humanitaire occidental à Bagdad.

Alors que l'armée restera de longs mois encore incapable de reprendre seule des positions à Daech, les miliciens chiïtes sont tout simplement indispensables. « Face à des djihadistes experts en guérilla, nous avons besoin nous aussi d'hommes aguerris aux combats de rue, affirme l'analyste Saud Mourani. Or les hommes de Badr et du Hezbollah ont pratiqué pendant dix ans ce type de guerre asymétrique contre les troupes américaines en Irak. Ils sont les seuls à pouvoir rivaliser avec Daech. » « Les milices disposent de la même arme que Daech : l'endoctrinement », renchérit Hassan, un militaire qui combat avec elles, « et n'oubliez pas qu'elles ont sauvé Bagdad » en juin dernier, lorsque la chute de la capitale était redoutée après la fulgurante percée djihadiste sur Mossoul et le reste du « pays sunnite ».

Au cours des mois qui ont suivi, les miliciens n'hésitaient pas à tenir des checkpoints ou à obliger les policiers à les laisser passer aux barrages dans Bagdad. Depuis qu'ils sont massivement montés au front contre Daech, leur visibilité s'est réduite dans la capitale. « Mais après Tikrit, les milices risquent de se sentir de nouveau toutes-puissantes », s'inquiète Yasser, un étudiant sunnite qui craint leur retour à Bagdad, où les portraits de leurs sponsors iraniens - le guide suprême Ali Khamenei en tête - sont bien visibles aux carrefours. « C'est de la provocation ! », reconnaissent certains chiïtes, au même titre que les fanions de leur héros Hussein, placardés à

« L'Iran ne veut pas que l'Irak se dote d'une armée forte »

ARTHUR QUESNAY, CHERCHEUR

certain barrages de l'armée nationale, dont la reconstruction paraît impossible avec une telle professionnalisation.

La plus puissante de ces milices est la Force Badr, dirigée par l'ancien ministre des Transports Hadi al-Ameri. « Ce n'est pas une milice, c'est un véritable corps d'armée très bien équipé avec ses forces spéciales et des officiers qui ont combattu des années en Iran avant la chute de Saddam », constate Yazan Jbouri, un sunnite qui a participé à la bataille de Tikrit à leur côté. « La deuxième, ajoute-t-il, est Assaab al-Haq, une force hyperdéterminée, capable d'aller là où les autres ne veulent pas aller, et qui dispose d'excellents spécialistes pour

neutraliser les mines que Daech cache un peu partout. »

35 000 paramilitaires

Organisés sur le modèle de leur parrain libanais, les miliciens du Kataeb Hezbollah, qui ont guerroyé ces dernières années en Syrie, sont, eux, des spécialistes du combat de rue. Et puis il y a toute une myriade de petits groupuscules, souvent nés de scissions avec les plus grandes milices. Au total, ils sont environ 35 000 paramilitaires, payés par le gouvernement de Haïdar al-Abadi, qui les a placés sous son autorité. « Une décision courageuse, reconnaît un

diplomate occidental. Mais en cas de nouvelles exactions, c'est lui qui en assumera la responsabilité. » Et ce diplomate d'avertir que « si la lutte contre Daech sert de couverture à des avancées territoriales pour les chiïtes comme pour les Kurdes, les sunnites ne marcheront pas dans la manœuvre ». Beaucoup de leurs dirigeants exigent l'exclusion pure et simple des paramilitaires chiïtes des combats qui ont lieu en ce moment dans la province d'al-Anbar. Est-ce réaliste ? « On est allé à la bataille de Tikrit avec l'aide de la technologie iranienne, c'est-à-dire des drones de surveillance et des caméras thermiques, se rappelle Yazan

Jbouri. Mais quand les Iraniens ont quitté le théâtre des opérations parce que les Américains avaient haussé le ton, nous nous sommes retrouvés aveugles pour entrer dans Tikrit. »

Ces milices sont l'une des principales cartes du jeu iranien en Irak. « Contrairement aux États-Unis et aux Occidentaux, Téhéran ne veut pas que Bagdad se dote d'une armée forte, décrypte le chercheur Arthur Quesnay, installé en Irak. Et grâce aux miliciens qui leur doivent beaucoup, les Iraniens renforcent leur contrôle sur le gouvernement irakien. » ■

LE FIGARO mardi 28 avril 2015

Allaoui : « Sans réconciliation, l'Irak ne se relèvera pas »

EXILÉ à Londres sous la dictature de Saddam Hussein, Iyad Allaoui a été premier ministre d'Irak en 2004 et 2005, après le renversement du régime baassiste par les troupes américaines. Chiïte, mais laïc, il est aujourd'hui vice-président de la République, en charge de la réconciliation entre les différentes communautés, déchirées par plus de dix ans de quasi-guerre civile. Dans l'entretien qu'il a accordé au Figaro, Iyad Allaoui accuse l'actuel premier ministre, Haidar al-Abadi, d'encourager le sectarisme.

LE FIGARO. - Comment parvenir à vaincre Daech ?

Iyad ALLAOUÏ. - La victoire militaire sur Daech requiert des forces spéciales capables de mener des opérations chirurgicales contre la direction à partir de renseignements de première main. Mais cette victoire ne pourra être acquise qu'avec la résistance des sunnites qui vivent aujourd'hui sous le contrôle des extrémistes. C'est le plus important. Nous devons absolument encourager les tribus sunnites à participer à la libération de leurs villes. Aujourd'hui, seulement certaines d'entre elles sont prêtes à combattre l'extrémisme. Pour convaincre les autres, il faut leur livrer les armes qu'elles réclament et les aider financièrement. Mais il faut aussi répondre à leurs interrogations sur le jour d'après : quelle force de sécurité sera en charge des régions libérées ? Combien de temps va prendre le retour des déplacés ? Qui va les indemniser ? Or, ce qui s'est passé récemment à Tikrit, où des maisons ont été pillées et brûlées par des miliciens chiïtes, n'encourage guère les sunnites à se mobiliser contre Daech. D'autant que plus de six mois après le départ de Daech de la province de Diyala et de Jourf Sakhr, les gens n'ont pas pu encore regagner leur domicile. Ils ont dû remplir des

documents pour savoir s'ils étaient membres de l'ex-parti Baas (au pouvoir sous Saddam Hussein, NDLR) ou d'autres organisations politiques.

Quel doit être le rôle des milices chiïtes dans la guerre contre Daech ?

Les milices chiïtes, comme les tribus sunnites, sont très importantes dans la lutte contre Daech. Mais toutes doivent être sous le contrôle de l'armée et du gouvernement. On ne peut autoriser quiconque à prendre les armes pour combattre Daech. Je viens juste de recevoir un chef de l'une des plus importantes tribus de la région de Mossoul, les Chammar. Il m'a confié être prêt à affronter Daech, mais lui et ses hommes exigent au préalable que ce soit l'armée qui dirige les opérations. Aujourd'hui, des tribus soutiennent Daech, d'autres le gouvernement de Bagdad. Sans contrôle gouvernemental, cela conduira à des vendettas après la libération de Mossoul notamment, et durant la bataille, certaines milices pourraient même changer de camp.

Où en est-on de la réconciliation entre communautés ?

Une victoire militaire seule ne suffira pas pour que l'Irak se relève. Il faut en parallèle une vraie réconciliation. Or pour réconcilier les Irakiens, nous devons rebâtir la confiance entre les communautés. Cela passe par l'adoption rapide de lois justes qui n'oppressent plus, la libération des nombreux détenus et le réexamen des dossiers des anciens baassistes. Dans les zones sous contrôle de Daech, nous avons des contacts avec des gens de la résistance, des éléments tribaux, des baassistes et même des anciens militaires. Ce sont eux qui doivent bénéficier de cette réconciliation. Vous ne pouvez pas laisser planer la suspicion sur des millions de gens, sous prétexte qu'ils étaient baassistes il y a quinze ou vingt ans. Il



Iyad Allaoui, vice-président irakien

faut arrêter cette débaasification, et laissez la justice agir contre ceux qui ont commis un crime du temps de Saddam Hussein. Ce processus de débaasification dure maintenant depuis plus de douze ans. C'est invraisemblable ! Et soyez sûr que si l'on garde les mêmes dirigeants, cette chasse aux sorcières continuera encore pendant des décennies. Pour que l'Irak survive, la réconciliation doit être le maître mot. Faute d'une vraie réconciliation, ce pays ne se relèvera pas.

Comment jugez-vous la performance du premier ministre Haidar al-Abadi ?

Quand il a été nommé l'été dernier, Haidar al-Abadi a affirmé que la réconciliation était sa priorité. Mais les huit mois qui ont passé montrent qu'il n'est pas intéressé par une vraie réconciliation. Aucune avancée n'a été enregistrée. Le premier ministre n'a fait que des promesses. C'est probablement à cause de l'Iran qui le pousse. L'Iran ne souhaite pas qu'une réconciliation réussisse en Irak, pas plus qu'elle ne souhaite elle-même se réconcilier avec le reste de la région. Même sous Maliki (l'ancien premier ministre, NDLR), nous n'avions pas vu des Iraniens combattre en Irak. Notre pays doit rester un pays souverain. Malheureusement, le résultat de la politique d'Abadi conduit à plus de radicalisation et plus d'extrémisme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR G. M.

The cost of Turkey's genocide denial

Ronald Grigor Suny

ANN ARBOR, MICH. “The fire hurts where it hits,” Recep Tayyip Erdogan, then Turkey’s prime minister, said last year on the eve of an anniversary that he and his government would prefer to forget. Mr. Erdogan was using a popular saying to refer obliquely to the mass deportations and massacres of hundreds of thousands of Armenians and Assyrians in the Ottoman Empire in 1915.

In Turkey, the debate over what most scholars acknowledge as a genocide remains a festering concern for Mr. Erdogan, now Turkey’s president. His government’s policy is to deny it.

According to the official Turkish view, maintaining national security and a loyal population during World War I required harsh measures — including ethnic cleansing, forced assimilation and brutal reprisals against rebellious Armenians.

Mr. Erdogan has offered his condolences to the descendants of those massacred, thus shifting the state’s narrative from condemnation of treacherous rebels to sorrow for victims of war, both Christian and Muslim. “The incidents of the First World War are our shared pain,” he said last year, without distinguishing between battle deaths and those deliberately murdered by the Ottoman government and its agents.

Mr. Erdogan’s small but significant shift lags far behind the progressive forces in Turkey who speak openly about the mass killings that accompanied the end of the Ottoman Empire. Many of the millions of Kurdish citizens of Turkey, some of whom are descendants of perpetrators of anti-Armenian violence, have apologized for the genocide in which their forefathers participated. The Kurds have themselves been victims of Turkish state violence in the last century and now tell Armenians, “They had you for breakfast and will have us for dinner.”

Turkey, like many other nations, celebrates its founding moments as a heroic struggle against internal and external enemies. The perpetrators of atrocities imagine themselves instead to be victims.

After Pope Francis reminded the world that the centenary of the greatest atrocity of World War I was approaching and the European Parliament condemned Turkey’s continued efforts to

conceal, distort and evade the facts, Mr. Erdogan responded by claiming that the Turks had experienced “far more suffering than what the Armenians went through,” while his prime minister, Ahmet Davutoglu, accused European lawmakers of anti-Turkish racism.

Such obstinate refusal to come to terms with history’s darker chapters is not unique to Turkey. Japan’s prime minister, Shinzo Abe, has refused to acknowledge and apologize for what Imperial Japan did during its colonial annexation of Korea or in China in the 1930s and during World War II. Russians agonize over but repeatedly temper their assessments of Stalin’s

crimes; Poles and Ukrainians turn away from the brutalities of the anti-Semitic pogroms before and during World War II.

Americans, Australians and Israelis shy away from confronting the foundational crimes that were committed against those living on the territory that they coveted but which they wanted emptied of indigenous people. It is often forgotten that former victims

can easily become perpetrators in their drive to make a nation.

Reconciliation of Armenians, Kurds and Turks will require a hard look backward in order to move forward.

There are examples of straightforward recognition and public repentance. After the Holocaust and much soul-searching, a democratic Germany acknowledged what the

Nazis had done. The record of fascist atrocities is now taught in schools and memorialized throughout the country without relativizing the horrors by referring to what Germany’s enemies did.

As Pope Francis put it, “Concealing or denying evil is like allowing a wound to keep bleeding without bandaging it.” Courageous Turkish and Kurdish historians have long realized this, and they have defied the government by challenging the traditional nationalist account that blames Armenians for their own destruction.

These historians have sought to reconstruct what happened in 1915 and examine why the Young Turks convinced themselves that Armenians were an existential threat to the future of their empire. Their thankless but necessary task is to lay the groundwork for honest scholarship that involves the uncovering of the pain that governments would prefer to bury forever.

Historical truths are complex and difficult to conceal. Memory persists — in lost monuments, ruined landscapes and the stories that survivors tell. And reality eventually bites back. Untended wounds often have pathological consequences, which can include vicious acts of retaliation, like the Armenian terrorist attacks against Turkish targets during the 1970s and 1980s, or the murder of those who have raised their voices in protest — like the heroic Turkish-Armenian journalist Hrant Dink, who was assassinated by a young Turkish nationalist in 2007.

President Barack Obama, who acknowledged the genocide before his election and has made it clear that his opinion has not changed, has nevertheless refused to use the inflammatory “G” word as a matter of policy. He prefers “meds yeghern,” the Armenian for “great crime” or “catastrophe,” which is akin to using the Hebrew word “shoah,” to describe the Holocaust.

Realpolitik usually trumps historical truth and morality — and this case is no different. The United States government has simply made a strategic choice to appease a needed partner. Language is being used to conceal what is inconvenient to state openly.

But governments that fail to accept and confront the harsh consequences of historical truth are giving comfort to ultranationalist and anti-democratic forces that threaten liberty and democracy in Turkey.

The Armenian issue has become the symbol around which the most enlightened and democratic forces in Turkey have rallied in recent years while also resisting a growing storm of authoritarianism and repression. The grand cover-up of 1915 allows Turkey’s security apparatus, or “deep state,” to continue its violence against dissenting groups in the country — from the Gezi Park demonstrators of 2013, to journalists exposing governmental corruption, to the Kurds of the southeast who demand basic rights and a degree of political autonomy.

It is well known that each nation feels its own pain and has difficulty feeling that of others. Yet reconciliation of Armenians, Kurds and Turks — who are fated to live next to each other — will require both an acceptance of their shared history and mutual suffering and a hard look backward in order to move forward.

Acknowledging who set the fire and directed it against the most vulnerable population must be part of the healing.

RONALD GRIGOR SUNY is a professor of history and political science at the University of Michigan, and the author of “They Can Live in the Desert but Nowhere Else: A History of the Armenian Genocide.”

International New York Times

MONDAY, APRIL 27, 2015

Iran won't give up on its revolution

Soner Cagaptay
James F. Jeffrey
Mehdi Khalaji

WASHINGTON The announcement last month of a preliminary agreement between the United States and Iran has led some to believe that Tehran will now enter the international system as a responsible actor. But such optimism ignores the fact that Iran's current government still bears the imprint of a long imperial history and longstanding Persian regional ambitions.

Iran is a revolutionary power with hegemonic aspirations. In other words, it is a country seeking to assert its dominance in the region and it will not play by the rules. Yet, the Obama administration hopes a nuclear agreement will have a "transcendental effect" on Iran and convince it to abandon its imperial aspirations in return for a sense of normalcy.

The world has lived with hegemonic powers in the past. Russia, France, Germany, Japan, and Britain all had similar aspirations before World War I. It was such powers that pushed the world into war in 1914 and again in 1939. Nazi Germany sought to dominate Europe from the Atlantic Ocean to the Volga River, reducing other countries to vassal states and establishing complete military, economic and diplomatic control.

In the wake of this ruin and chaos, the post-World War II order led by the United States established rules for the international community that sought to keep such powers in check. Even today, countries with hegemonic tendencies, like China, acknowledge the legitimacy of this international order.

Iran, however, has brazenly defied this international order and continues to expand its reach. It uses an assortment of terrorism, proliferation, military proxies, and occasionally old-fashioned diplomacy to further its dominance.

Although the 1979 Islamic revolution led by Ayatollah Ruhollah Khomeini is often cited as the beginning of the Iran's

imperial worldview, Iran's hegemonic aspirations actually date back to the Safavid Dynasty of the 16th century. The Safavids sought to distance themselves from the powerful Sunni Ottoman Empire and refashioned Iran into the pre-eminent Shiite power (Iran became an officially Shiite country in 1502). In the ensuing centuries, Iran extended its control over Afghanistan, the "Persian" Gulf, Iraq and the southern Caucasus.

Iran halted its expansionism in the 18th century as it went into a decline after debilitating wars against the Ottomans and Russians. During the Cold War, the Shah took advantage of American backing to promote Iranian imperial power, once again. He extended financial and military support to Shiite communities and its proxies around the Middle East. In the early 1970s, for example, Iran backed the Iraqi Kurds to establish influence in Saddam Hussein's Iraq.

Similarly, in 1975, Musa al-Sadr, an Iranian cleric backed by the Shah, issued a fatwa declaring the Syrian Alawites, who belong to a heterodox branch of Islam, as Shiites. This act brought the Syrian Alawites into Iran's permanent fold, with grave repercussions for today's civil war in Syria.

In 1979, the anti-American leaders of the revolution fused their nationalist claims of past Persian glories with a millennial ideology to create a single Islamic state militancy. However, after the bloody and protracted Iran-Iraq war in the 1980s, the Islamic Republic realized that conventional military doctrine would no longer suffice.

In conjunction with Tehran's doctrine of "exporting the revolution" to nearby

Muslim countries, Ayatollah Ali Khamenei and the Islamic Revolutionary Guards Corps developed asymmetric warfare tactics aimed at building Iranian influence through sectarian and political alliances.

In doing so, Iran often acted as the guardian of the broader Shiite community in places such as Bahrain and Yemen. Iran has established a carefully crafted network of Shiite militias: Lebanon's Hezbollah, Yemen's Houthis and Iraq's Badr Corps, among others.

Moreover, Iran controls the Shiite clerical establishment and financial networks throughout the Middle East.

Iran is not bound exclusively by sectarian politics. It has also befriended belligerent Sunni actors across the Middle East to bolster its regional status. To this end, Tehran has developed strong ties with Hamas and Islamic Jihad in Gaza. Iran has even made inroads into Sunni Sudan, which they have used to transport weapons to Gaza.

At times, Iran does not care for Muslims, or even Shiites — in the southern Caucasus, Iran has allied itself with Christian Armenia against the Shiite-majority Azerbaijan, which is pro-American. Ultimately, it is not religion but imperial ambition that drives Iranian foreign policy.

History offers few examples of bringing such powers into the international system. Revolutionary hegemonic powers combine the imperialist lust for "lebensraum" seen in Wilhelmine Germany with a religious or millennial worldview that rejects the principles of the classic international order.

In February 2013, Ayatollah Khamenei, Iran's supreme leader and the ultimate decision maker in areas of foreign and military policy, called the negotiations with the West a deceptive trick, proudly adding: "I am not a diplomat. I am a revolutionary." Ayatollah Khamenei will blame Mr. Rouhani if the negotiations fail or move in a direction that he does not like. His legitimacy stems from the Iranian revolutionary project, and any compromise would be an admission that he does not believe in that narrative of world history.

Iran's imperial ambitions are not new. Under the Safavids, the Shah and the mullahs alike, Tehran has vied for regional domination. Do not expect Iran to compromise its principles any time soon.

SONER CAGAPTAY is a senior fellow at The Washington Institute. JAMES F. JEFFREY is the former American ambassador to Iraq, Turkey, and Albania. MEHDI KHALAJI is a Shiite theologian and is writing a political biography of Iran's supreme leader.



A la rencontre des chrétiens d'Orient



Dialogue. Sylvain Tesson face au général kurde Sarouane Barzani.

Diffusion. Des transistors ont été distribués dans les camps. Ici, celui d'Achiar.

Témoin. L'écrivain Sylvain Tesson s'est rendu au Kurdistan. Pour comprendre la folie de Daech. Récit.

PAR SYLVAIN TESSON

Le limon et le ciment

Cela commence comme un psaume lugubre. A l'été 2014, les fleuves de Mésopotamie se gonflèrent de larmes, le limon absorba le sang des hommes. Les fanatiques musulmans de l'Etat islamique (Daech), galvanisés par l'émir Abou Bakr al-Baghdadi, fondaient sur le nord-ouest de l'Irak pour gagner le Kurdistan irakien. La Mésopotamie, creuset des religions solaires, berceau des monothéismes, se muait en tombeau. Des milliers d'années avaient fécondé la plaine d'un limon spirituel. Les fondamentalistes y coulaient leur ciment en quelques heures. Mossoul l'assyrienne, Qaraqosh la chrétienne, les villes tombaient une à une. Les djihadistes roulaient dans la plaine de Ninive, s'emparaient

des positions peshmergas et entraînaient dans le Rojava syrien. Ils nettoyaient le Sinjar du peuple yézidi, héritier des traditions zoroastriennes. « *Un châtiment douloureux attend les infidèles* », dit le 98^e verset de la 2^e sourate du Coran. Quatre mille femmes yézidi furent enlevées, vendues, martyrisées par les islamistes, qui interprètent mal le Coran (ou le lisent trop bien, la question reste ouverte). Par milliers, des villageois kurdes, chrétiens, yézidis, sunnites, chiites prouvèrent que l'exode n'est pas seulement un livre de la Bible. Ils s'enfuirent de leurs provinces, affluèrent à Erbil. La capitale de la province autonome du Kurdistan irakien, dirigé par Massoud Barzani, devint le centre d'accueil de plus de 1 million de réfugiés.

Entre les fleuves et sur les ondes

A l'automne, Hugues Dewavrin, de l'ONG la Guilde européenne du raid, et Frédéric Tissot, ancien consul de France au Kurdistan, visitent les camps de « déplacés », comme on dit en jargon onusien. Le pain, l'eau, les médicaments ont été acheminés, les tentes dressées. Manque à ces familles déracinées une parole fraternelle, une occasion d'évoquer les

REPORTAGE PHOTO: THOMAS GOISQUE POUR « LE POINT »



Esperance. Mgr Gollinisch souhaite revenir célébrer Pâques l'an prochain.

Echappée. Le camp de Kawergosk, qui abrite 2 500 tentes et 12 000 réfugiés.

souvenirs, de croire en l'avenir – la chaleur de la conversation. L'idée de fonder une radio est née.

Elle prendra corps six mois plus tard, en avril 2015. Entre-temps, à Erbil, la situation a changé. L'Occident a compris que son sort était lié à celui des Kurdes. La coalition multiplie les frappes aériennes. Les Kurdes syriens du PYG (parti autonomiste des Kurdes syriens), après avoir porté secours aux peshmergas irakiens, ont repris la ville de Kobané après un siège héroïque que l'écrivain Patrice Franceschi compare à Stalingrad. Daech essuie de sérieux revers, et le ballet des Blackhawk ne cesse pas dans le ciel d'Erbil. Chacun attend la contre-offensive, la reprise de Mossoul. Pour les réfugiés, l'épreuve continue, et les canicules de l'été approchent.

En ce dimanche de Pâques, la radio Al-Salam est inaugurée. Une délégation française a fait le voyage.

« Sur la route qui mène au front, ce panneau : "Sans Kurdistan libre, plutôt la mort !" »

Financée par l'Œuvre d'Orient, pilotée par la Guilde et mise en place par Radio sans frontières, Al-Salam diffusera programmes et reportages dans les camps de réfugiés sur un rayon de 60 kilomètres autour d'Erbil. Elle s'adresse aux malheureux de toutes confessions. Elle est dirigée par une équipe de journalistes kurdes menée par Vincent Gélot, jeune aventurier qui s'en revient d'un voyage de deux ans en solitaire à la rencontre des chrétiens orientaux. Le studio est éminemment plus modeste qu'un bureau présidentiel de Radio France. Les membres de la délégation s'y pressent pour lancer un mot, un salut, traduit en kurde. Au micro, Pascal Bruckner s'interroge : pourquoi l'islam enfante-t-il le monstre de l'islamisme ? Après la tuerie de *Charlie Hebdo*, le philosophe a multiplié les prises de position courageuses. A Erbil, il appelle les intellectuels musulmans à sortir de leur silence, à militer pour la réforme de l'islam. On entend la voix de Vian Dakhil, seule députée yézidie d'Irak. Comme au Parlement de Bagdad, elle rappelle le génocide de son peuple, exhorte l'Occident à s'engager plus loin. Soudain, le filet d'une voix chantante : c'est Jean d'Ormesson qui a enregistré un appel en France : « *Les mots ne suffisent plus, il faut des* ■■■



■ ■ ■ *armes pour le peuple kurde.* » L'écrivain Sébastien de Courtois rappelle que les minorités ont fondé la richesse, le chatoiment, la complexité de l'Orient : la fin de la présence yézidie et chrétienne, mettant l'islam face à lui-même, ferait le lit de l'uniformité, autre nom de la violence. Mgr Gollnisch, directeur de l'Œuvre d'Orient, conclut la séquence inaugurale par un encouragement en forme de bénédiction. Cette voix aspirée par les ondes irakiennes réveille un souvenir : les chrétiens ne sont pas arrivés avec les croisades sur cette terre, ils y résident depuis deux millénaires et sont en passe de quitter la scène.

La veille, le prélat s'exprimait après la messe de Pâques, prononcée en syriaque dans le camp d'Akhito. Gollnisch se montrait optimiste, ce qui est la moindre des vertus pour un homme d'espérance : « *L'an prochain, nous célébrerons Pâques à Qaraqosh et à Mossoul !* » Applaudissements, cris de joie et youyous retentissaient, chose rare à la messe. Puis l'évêque bénissait un jeune soldat kurde prêt à partir au front.

La parole chez les gens du Livre

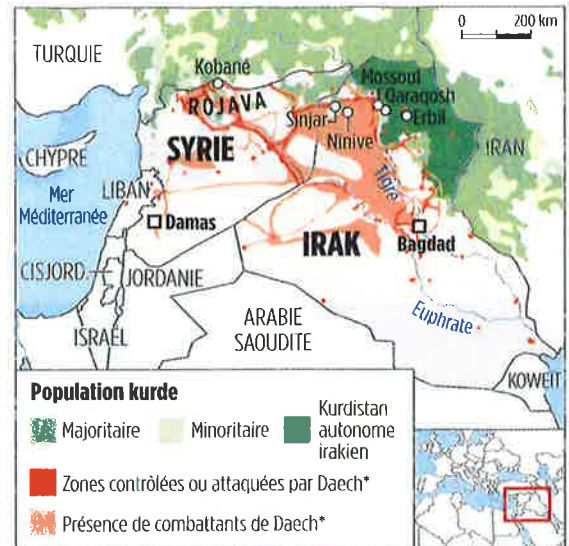
Ces derniers jours, les équipes d'Al-Salam avaient distribué des transistors dans les camps de réfugiés. Aux Kurdes syriens de Kawergosk, aux Yézidis d'Ach-tar, aux chrétiens d'Ankaoua Mall. Dans l'immeuble d'Al-Karma où s'entassent 90 familles de Qaraqosh, on exhibe devant la délégation française des textes syriaques du XIII^e siècle. Le reste des incunables a été transféré en Europe. Le père Najeeb, prêtre dominicain de Mossoul, a sauvé ces manuscrits, l'été dernier, au moment où les islamistes prenaient Qaraqosh, effaçant par le fer et le feu toute trace d'une culture préislamique. Ce père dominicain dirigeait à Qaraqosh une radio nommée Al-Salam, dont l'existence n'est plus qu'un souvenir sous les décombres. Il a accepté que la radio d'Erbil en reprenne le nom. Ainsi l'âme des radios migre-t-elle avant de renaître un jour dans sa géographie d'origine. Non loin, un couple nous reçoit dans une pauvre pièce. Aïda et son mari sont des chrétiens de Bartella. Ils racontent leur fuite

« Des candidats à l'horreur trouvent dans l'islamisme le dérivatif à leurs pulsions. "Les Français ? Les pires." »

| 30 avril 2015 | Le Point 2225

Bonnes ondes.

Le philosophe Pascal Bruckner interviewé par la journaliste Sevin et son interprète. Inaugurée le dimanche de Pâques, Al-Salam (« la paix ») émettra 24 h/24 depuis Erbil sur un rayon de 60 kilomètres.



* Situation au 3 avril 2015. Sources : Institute for the Study of War / M. R. Izady.

dans la plaine et brandissent le portrait d'un enfant. Leur fille, Christina, a été enlevée par un émir très pieux, qui s'en revenait de La Mecque : Hadji Abou Ashouane. La petite avait 4 ans.

Effacer les Daech

Ecouterait-on radio Al-Salam dans les postes militaires des peshmergas ? A 45 kilomètres de Mossoul, devant le village de Sultan Abdullah, conquis par l'Etat islamique, la ligne de défense a été stabilisée il y a trois mois. Sur la route qui mène au front, ce panneau : « *Sans Kurdistan libre, plutôt la mort !* » Les soldats kurdes se félicitent de la visite du général Sarouane Barzani à l'Elysée, il y a quelques jours. A présent, ils attendent les armes promises par François Hollande. Le chef de poste, Ahmed, se souvient des accrochages de ces derniers jours contre les islamistes. Les rangs ennemis sont renforcés de volontaires tchéchènes, ouzbeks, kazakhs. En Occident, lobotomisés par la sape d'Internet, encouragés par la lâcheté des élites, ivres de frustration, des Français se sont engagés dans les rangs de Daech. Ces candidats à l'horreur trouvent dans l'islamisme le dérivatif à leurs pulsions. Ils seraient un millier en Irak. « *Les Français ? Les pires* », nous dira un officiel de la coalition, à Erbil.

Quel étrange destin que celui des Kurdes... Des hommes relégués il y a quelques décennies au rang du sous-prolétariat de l'humanité, gazés dans les montagnes, considérés comme terroristes, harassés par l'oppression nationale, semblent aujourd'hui tenir entre leurs mains une partie des clés de l'équilibre mondial.

Et l'Europe se rend enfin compte que la ligne qu'ils tiennent ne se contente pas de balafrer la plaine mais traverse le monde, de l'Europe à la Syrie, du Kenya à l'Egypte, séparant les hommes libres des fous d'Allah. La victoire n'advient pas si Dieu le veut mais si l'Europe cesse enfin de n'être plus que l'ombre d'elle-même. Ici, entre les fleuves, réside une part de ce que nous étions avant de devenir ce que nous sommes ■

REPORTAGE PHOTO: THOMAS GOISQUE POUR « LE POINT »

Defense bill recognizes Iraq's Kurdish, Sunni militias as a 'country'

The draft House bill carves out 25% of anti-Islamic State funding for the peshmerga and Sunni tribes.



Author Julian Pecquet
April 27, 2015
www.al-monitor.com

Republican war-policy writers are demanding that the United States recognize Kurdish and Sunni militias as their own "country" amid growing concerns about Iran's influence over Baghdad.

The House Armed Services Committee on April 27 released an annual Defense bill that authorizes \$715 million in aid to Iraqi forces fighting the self-proclaimed Islamic State (IS). The bill, which is scheduled to be debated and voted on in the committee on April 29, carves out at least 25% of that aid for the peshmerga, the Sunni tribal militias and a yet-to-be-established Iraqi Sunni National Guard.

The bill "would require that the Kurdish peshmerga, the Sunni tribal security forces with a national security mission, and the Iraqi Sunni National Guard be deemed a country," according to a bill summary. Doing so "would allow these security forces to directly receive assistance from the United States."

The Obama administration has expressed some degree of support for giving Iraqi minorities more autonomy, with Secretary of State John Kerry and the president himself applauding the idea of a National Guard. A senior administration official, however, told Al-Monitor that the Defense bill proposal goes too far.

The draft bill from Chairman Mac Thornberry, R-Texas, goes on to require the State and Defense secretaries to certify that the central government in Baghdad is giving non-Shiite minorities a greater say in how the country is run. If progress on certain conditions isn't apparent within three months of the bill's passage — political inclusiveness, authorization the National Guard, ending support for Shiite militias — the remaining 75% of the aid would be withheld from Baghdad and at least 60% of it would go straight to the Kurds and Sunnis.

An excerpt from the bill highlighting the "country" passage.

In addition, the bill would authorize \$600 million for FY 2016 to train and equip vetted Syrian rebel groups to fight IS and another \$300 million to help Jordan defend its borders with Iraq and Syria. The Senate Armed Services Committee under Chairman John McCain, R-Ariz., is expected to release its bill sometime next month.

A Kurdish flag is seen as a member of the Kurdish peshmerga forces stands guard at a security point on Bashiqa Mountain, overlooking Islamic State-held territories of Mosul, 12 kilometers (7 miles) northeast of Mosul City, March 7, 2015. (photo by REUTERS)



While the bill doesn't attempt to put new roadblocks in the Obama administration's nuclear talks with Iran, the aid restrictions appear aimed in part at countering Tehran's increasing influence throughout the region, which lawmakers fear will only grow if sanctions are lifted. A separate part of the Defense bill denounces Iran's "malign military activities" and "grave threat to regional stability and the national security interests of the United States and its allies and partners."

"Iran continues to support Hezbollah in Lebanon, the Bashar al-Assad regime in Syria, [Shiite] militias in Iraq, Hamas in Gaza, the Houthi rebels in Yemen, and other terrorist organizations and extremists globally," the bill states.

The Iraq aid provisions follow a lobbying blitz by both the Kurdistan Regional Government and Sunni tribes demanding more autonomy. They argue that conditions have improved since the departure of sectarian Shiite Prime Minister Nouri al-Maliki, but that direct US support remains vital.

The Kurds in particular argue that the US weapons they need to combat IS are being held up in Baghdad. The chairman and top Democrat on the House Foreign Affairs Committee — Reps. Ed Royce, R-Calif., and Eliot Engel, D-N.Y. — have introduced legislation to authorize the Obama administration to arm the Kurds directly, which would violate current US law that requires the federal government to deal with Baghdad exclusively. ♦

Official: Barzani to discuss Kurdish independence in US

rudaw.net
29/4/2015

ERBIL, Kurdistan Region — Iraqi Kurdish President Masoud Barzani will discuss Kurdish independence among other regional and security issues with US officials in an upcoming trip to the US, according to statements by Fuad Hussein, the chief of staff to the presidency of the Kurdistan Regional Government (KRG).

Barzani is expected to meet with US President Barack Obama and top American officials next week to discuss the latest security developments in the Kurdistan Region, the role of Peshmerga forces in the impending military campaign against the so-called Islamic State in Mosul and the issue of Kurdish independence, Hussein told Rudaw Wednesday.

"The issue is not something

new. The president has previously sent Barack Obama a letter, which was focused on regional security issues as well as the issue of Kurdish independence," Hussein told Rudaw. "Surely he will discuss Kurdish independence during his official visit to the United States."

Barzani reportedly argued the case for Kurdish independence with Kurdish political parties in their last local meeting.



President of Kurdistan region Masoud Barzani.

This will be Barzani's fourth visit to the United States. In his previous visits he called on the US to remove the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democratic Party (KDP)—both major Iraqi Kurdish political parties—from the United States' terror list. ■

Israel's road from Lausanne to Kurdistan

By ARIEL HARKHAM
APRIL 29, 2015
<http://www.jpost.com>

Now is the right time for Israel to shed its long-held island mentality and transform itself into a lighthouse nation that can shine its light on a free Kurdistan.

With the Lausanne agreement signed earlier this month, it's safe to say that Iran is on the march.

Tehran is now enjoying the benefits of a "diplomatic iron dome" it's been building over the course of six-plus years of negotiation, nurtured and in a sense funded by US President Barack Obama's desire to negotiate while not addressing the larger problem of a militant regime run amok. The result is that while diplomats agree on an acceptable number of centrifuges, the Iranian Islamic revolution has grown more aggressive, supporting, coordinating or running wars in Syria, Iraq, Gaza, Lebanon and now Yemen, while being increasingly open about its genocidal intent toward Israel.

Israel, on the other hand, has done what it traditionally does when it comes to strategic international threats, which is to sit on the regional sidelines and wait things out. Though this approach may have worked for it in the past, and is still popular with the Israeli public today, it ignores the unprecedented nature of the growing threats that now surround Israel.

It's clear that Israel needs an independent strategy on Iran. And, though it may seem unexpected, it can find the potential for such a strategy in the Kurdish people's fight for independence.

As a national independence movement, the Kurds have a claim to national sovereignty at least as strong as that of any other ethnic minority. Despite this, it seems when you look at the surface, there's little room to break the hostilities, entanglements and intolerances created by the current regional players – Turkey, Iran, Iraq, Syria and Armenia, and the Kurds themselves – who are involved in the Kurdish conflict. But, digging a little deeper, the Kurds offer Israel a unique opportunity to build from the ground up a new friend by helping with the sort of nation-building challenges that the "start up nation" is uniquely able to help overcome.

For Israel, there are a number of compelling interests and motivations that argue for the adoption of an interventionist Kurdistan policy that goes beyond the back channels and current lip-service support Prime Minister Benjamin Netanyahu has thus far offered.

The Kurds, who number around 30 million people, have, like the Jews, suffered for centuries as a powerless and persecuted minority.

They've been gassed, massacred and exiled, and to this day not only remain stateless but have watched as their land has been split into five separate countries. Furthermore, with a distinct claim and an ancient history going back millennia, the deep cultural parallels to the Jewish story generates the critical public support for a sustainable aid program in the Knesset.

There's good reasons to believe the Kurds themselves have what it takes. Foreign Affairs recently called 2015 "The Kurds' Big Year" in a lengthy piece arguing in favor of northern Iraq as the most likely seat for Kurdish independence this year. Islamic State (IS) has effectively removed Baghdad's authority over the autonomous Kurdish majority in the north (who had been left to fend for themselves).

The world watched in horror at the end of 2014 as the Yazidis were butchered and enslaved, stressing the need for a solution to the ongoing Kurdish crisis, causing even the typically antagonistic Turkish President Recep Tayyip Erdogan to shift his stance on the Kurdish question, becoming more sympathetic and eventually putting in motion a political process to resolve his own country's Kurdish problem.

The result is that the Kurds have extended control as far as Kirkuk and, in the process, have been legitimized on the world scene to the point of receiving foreign military assistance from NATO and signing their own global oil agreements (of which Israel was among the first customers).

Last year, Masoud Barzani, the leader of the ruling KRG, announced a highly touted independence referendum in northern Iraq, giving the Kurds their greatest hope of freedom in generations.

Looking at Israel's national interest in a free Kurdistan, there's a compelling case for an interventionist policy in the near-term. Inhabiting northern Iraq, eastern Turkey and southern Iran, the Kurds are situated on a strategic launch pad in the heart of the region, whose importance is hard to ignore. Moving strongly in support of a Kurdish state would also allow Israel to strengthen relationships with western Asian states, like Uzbekistan, Turkmenistan and Kazakhstan, who have a vested interest in Kurdish independence and a shared anxiety over their Iranian neighbor.

For the Kurds, Israel has much to contribute, not least of which is a highly advanced military-industrial complex that's sophisticated enough to develop a bold military aid program to supply Kurdish fighters. Its premier intelligence agencies are able to assist Kurdish leaders in decision making and a highly-trained and experienced IDF officer corps could advise and train Kurdish soldiers. In addition to initiating clandestine support specifically for the Iranian Kurds' independence move-

ment, Israel has the means to provide arms and advisers to the Iraqi Kurds with the goal of assisting them in maintaining autonomous control over their region, degrading Islamic State (IS), and strengthening Kurdish resolve in the face of Iranian aggression.

That leaves the question of with whom – out of all the factions, tribes and militias involved in the conflict – does Israel ally on the Kurdish side? The short answer is no one and everyone. It's critical that Israel not insert itself as a kingmaker (something it tried in Lebanon, where the attempt ended in disaster). Rather, from a diplomatic standpoint, Israeli needs to embrace the Kurdish cause, not a particular leader or cadre of leaders. Similarly, Israeli policy on Kurdistan should not encompass just the Iraqi Kurds, despite their strategic advantages, but all Kurds throughout the region.

Doing this means approaching the various Kurdish political coalitions and vying parties as a "big-tent" patron who is less interested in political winners and losers than in the building of uncorrupted organizations, strong institutions and a viable military force led by people who value Kurdish national life and liberty over personal gain. Though this kind of decentralized power distribution model has its complexities (especially when it is dealing within a network of inter-tribal interests) Israel can mitigate the challenge by allowing ground intelligence officers, and not politically interested parties, to determine how resources are allocated. This, of course, would require that Israel have intelligence resources on the ground embedded with local populations to guide careful, judicious and collaborative decision-making.

From the standpoint of economic aid, such a decentralized aid program aligns with Israel's limited resources.

Instead of big investments, Israel should model itself on the IMF's approach to using micro-lending to build town and villages instead of cities and states, similar to the kind of development initiatives Israel ran for African states with its periphery strategy of the 1970s.

Though there may not be immediate pay off in the short term, only this kind of big-tent policy on Kurdistan, which decentralizes its influence through divisional military assistance and local economic aid programs, will allow Israel to generate an enduring friendship with an emerging nation. To regain the security initiative and roll back Iran's Islamic revolution, Israeli politicians need to think like the country's most successful entrepreneurs do: bigger, more creatively, and with dogged determination.

Nature, we know, abhors a vacuum. As the US retreats from the region and the Middle Eastern sands shift, Israel is well-placed to fill this vacuum rather than be passively consumed by it. Now is the right time for Israel to shed its long-held island mentality and transform itself into a lighthouse nation that can shine its light on a free Kurdistan, reverse the Iranian march, and work toward the liberation of millions of Kurds now living in the shadow of Iranian totalitarianism. ●

COUPES BUDGÉTAIRES

Menaces sur l'Institut kurde de Paris

Ce centre culturel pourrait fermer ses portes fin juin, faute de l'aide que lui apportait le gouvernement français. Un soutien supprimé par Nicolas Sarkozy et que le président Hollande refuse de rétablir.

C'est une bâtisse au fond d'une cour, 106, rue La Fayette, dans le 10^e arrondissement de Paris, près de l'église de la Trinité. Un lieu fréquenté par de nombreux étudiants et journalistes, familier à tous ceux qui s'intéressent au peuple kurde et à ses combats. Un institut décrété « d'utilité publique » en 1991, dont on ne s'imagine pas qu'il puisse disparaître, ce qui, pourtant menace, si rien n'est fait pour le sauver.

Il a été créé en 1983, trois ans après le coup d'État militaire du général Evren en Turquie et la répression généralisée contre la gauche, les associations, les syndicats. Une répression qui redoublait de férocité quand il s'agissait de Kurdes, au point de déclencher en 1984 une insurrection armée sous la conduite du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Ocalan qui, précisons-le, n'a rien à voir avec l'Institut kurde, lequel se veut avant tout à vocation culturelle.

« Nous essayons d'accueillir toutes les familles politiques, explique de sa voix douce son président fondateur, Kendal Nezan, qui estime pourtant « scandaleux » que l'Union européenne maintienne le PKK sur la liste des organisations terroristes. Kendal Nezan fut très proche de Danielle Mitterrand. « Une grande amie des Kurdes ! Sa Fondation France-Libertés - elle aussi privée de soutien financier par l'actuel gouvernement - nous a toujours soutenus », précise-t-il. Né à Diyarbakir, il était étudiant en sciences physiques à Paris quand il fonda l'institut, avec le soutien de personnalités aussi prestigieuses que Jean-Paul Sartre ou l'écrivain turc Yachar Kemal.

Un lieu où se retrouver pour ceux qui fuyaient les dictatures

Il s'agissait alors de donner une voix aux sans-voix qu'étaient les Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran, de Syrie. Un lieu où se retrouver pour ceux qui fuyaient les



8 MARS 2012, À PARIS, DES KURDES CÉLÈBENT LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA RECONNAISSANCE DE LEUR IDENTITÉ.

PHOTO F. DUFOUR/AFP

dictatures. Une diaspora nombreuse : rien qu'en France, deuxième pays d'émigration après l'Allemagne, ils ne sont pas moins de 250 000. Pour ce peuple oublié par l'histoire, dispersé entre plusieurs pays dont les gouvernements les oppriment, ce peuple sans État - un peu comme les Palestiniens -, l'institut joua aussi le rôle d'une ambassade. On y rencontrait le grand cinéaste Yilmaz Güney - palme d'or pour *Yol* - aussi bien que le leader des Kurdes d'Iran, Ghassemlou, qui fut assassiné à Berlin. « À l'époque, il y avait des dictatures partout, nous étions le seul lieu de référence, explique Kendal Nezan. Nous avons été, toutes ces années, le lieu de rencontre, d'expression, le refuge d'étudiants, d'in-

tellectuels. Tout le monde culturel d'Iran, d'Irak et de Turquie est passé chez nous. Pas seulement les Kurdes, mais aussi les Arabes,

les Turcs, les Iraniens. Nous avons créé la plus grande bibliothèque kurde d'Occident, un lieu de documentation unique que fréquentent des étudiants du monde entier. Notre service Internet en français et en anglais est visité par plus d'un million de personnes par an. On a eu plus de 500 étudiants

« Beaucoup de nos étudiants sont devenus enseignants ou diplomates. »

KENDAL NEZAN
PRÉSIDENT FONDATEUR

Suite ●●●

●●●

boursiers. Beaucoup sont devenus enseignants, diplomates... Nous avons formé des milliers de Kurdes à l'action culturelle, au respect des droits de l'homme et de la femme, à l'égalité entre les sexes. Nous avons facilité les reportages sur le terrain de dizaines de journalistes. Nous avons aussi aidé à l'intégration des Kurdes dans la République française, dans le respect de la laïcité et de la liberté d'opinion. Les choses ont évolué, la situation sur le terrain a changé. Il existe aujourd'hui d'autres lieux d'action politique kurdes, mais aucun ne peut jouer le rôle culturel central qui est le nôtre. »

« Nous allons nous battre »

Kendal Nezan est d'autant plus amer qu'il estime les Kurdes victimes d'une discrimination : « La France ne fait pas grand-chose pour les Kurdes, infiniment moins que pour d'autres. Nous demandons qu'on rétablisse la subvention de 600 000 euros par an que nous avions à l'époque de Lionel Jospin et qui a été supprimée par Sarkozy. Cela représente à peine 4 % du budget attribué à l'Institut du monde arabe qui, lui, peut disposer du soutien financier de pays riches. Il y a là deux

poids deux mesures que je trouve inacceptables. »

La réponse du gouvernement à ses demandes l'est tout autant : « On nous a promis 55 000 euros, une somme dérisoire qui doit être le budget cocktails de l'IMA ! On nous dit de nous adresser au gouvernement régional du Kurdistan d'Irak ! Alors qu'ils sont étranglés par la guerre contre Daesh et par l'afflux d'un million et demi de réfugiés. C'est indigne. »

Kendal Nezan ne baisse pourtant pas les bras. « Nous allons nous battre, chercher des soutiens. Il y a déjà une pétition signée par de nombreuses personnalités » (1). « En attendant, il a fallu prendre des décisions pénibles, explique Joyce Blau, linguiste renommée, enseignante de langue et civilisation kurde à l'Inalco, trésorière de l'institut. Nous avons licencié quatre employés sur six. Il ne reste que le réceptionniste et la bibliothécaire. On ne pourra pas continuer longtemps à fonctionner de cette façon. Si rien ne se passe, on fermera fin

« On ne pourra pas continuer à fonctionner de cette façon. Si rien ne se passe, on fermera fin juin. »

JOYCE BLAU, ENSEIGNANTE DE LANGUE ET CIVILISATION KURDE À L'INALCO.

juin. » Un abandon de plus du principe de solidarité qui signerait la négation de tout un pan d'histoire commune aux peuples de France et du Kurdistan. ●

FRANÇOISE GERMAIN ROBIN

(1) www.institutkurde.org.



**DOSSIER
KURDISTAN(S)**

Moyen-Orient n° 26 • Avril-Juin 2015

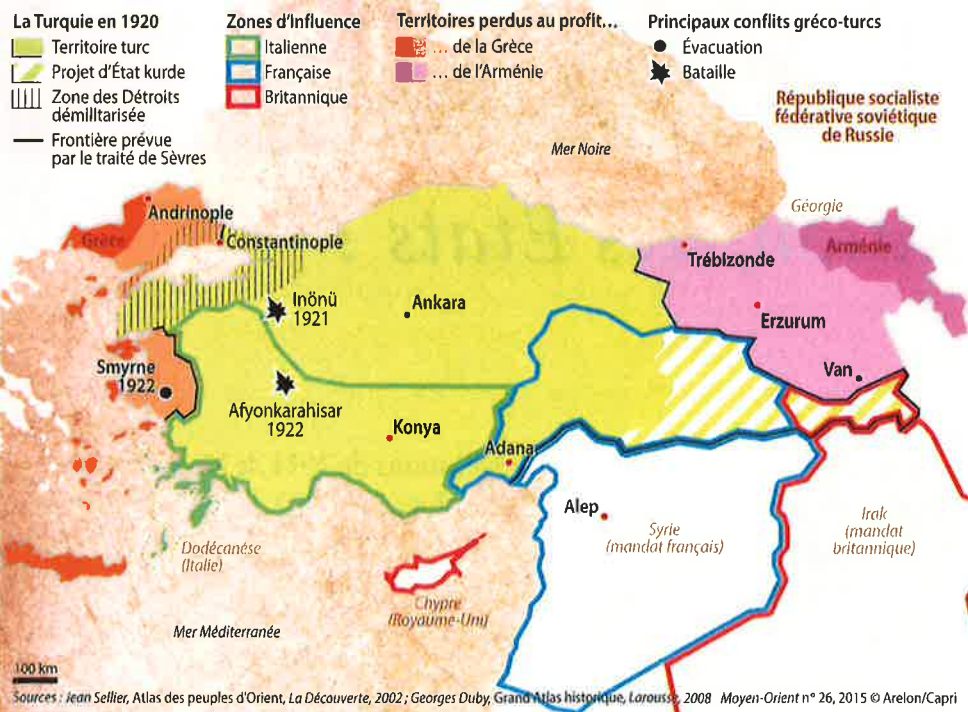
REPÈRES KURDISTAN(S) • CARTOGRAPHIE

Le Kurdistan, au singulier, n'existe pas. Du moins au sens où les instances internationales reconnaissent la souveraineté d'un État. Ainsi, le « pays des Kurdes » n'est pas une entité avec des frontières. Il correspond à un territoire de quelque 400 000 kilomètres carrés réparti entre la Turquie au nord, la Syrie et l'Irak au sud, et l'Iran à l'est (carte 3). Ni arabe, ni perse, ni turque, sa population, estimée à 36 millions de personnes (2012), présente une identité forte, avec ses différences, depuis des siècles.

Le Kurdistan est un espace géographique à cheval sur différents États, notamment la Turquie, où les Kurdes sont 18,1 millions, selon des données de 2012. C'est là que se trouve la majorité d'une population également présente en Iran (7,87 millions), en Irak (7,16 millions) et en Syrie (1,92 million). Des minorités kurdes sont installées en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et au Turkménistan, sans oublier une diaspora d'environ un million de personnes, principalement installée en Allemagne. Cette géographie est le résultat de la construction historique d'un Machrek sous dominations française et britannique après la chute de l'Empire ottoman en 1923 et dans lequel la naissance d'un État-nation kurde ne s'est jamais réalisée. Quelques expériences souveraines ont été menées, mais localement, comme le Royaume du Kurdistan en Irak (1922-1924),



2 L'Empire ottoman, d'après le traité de Sèvres de 1920



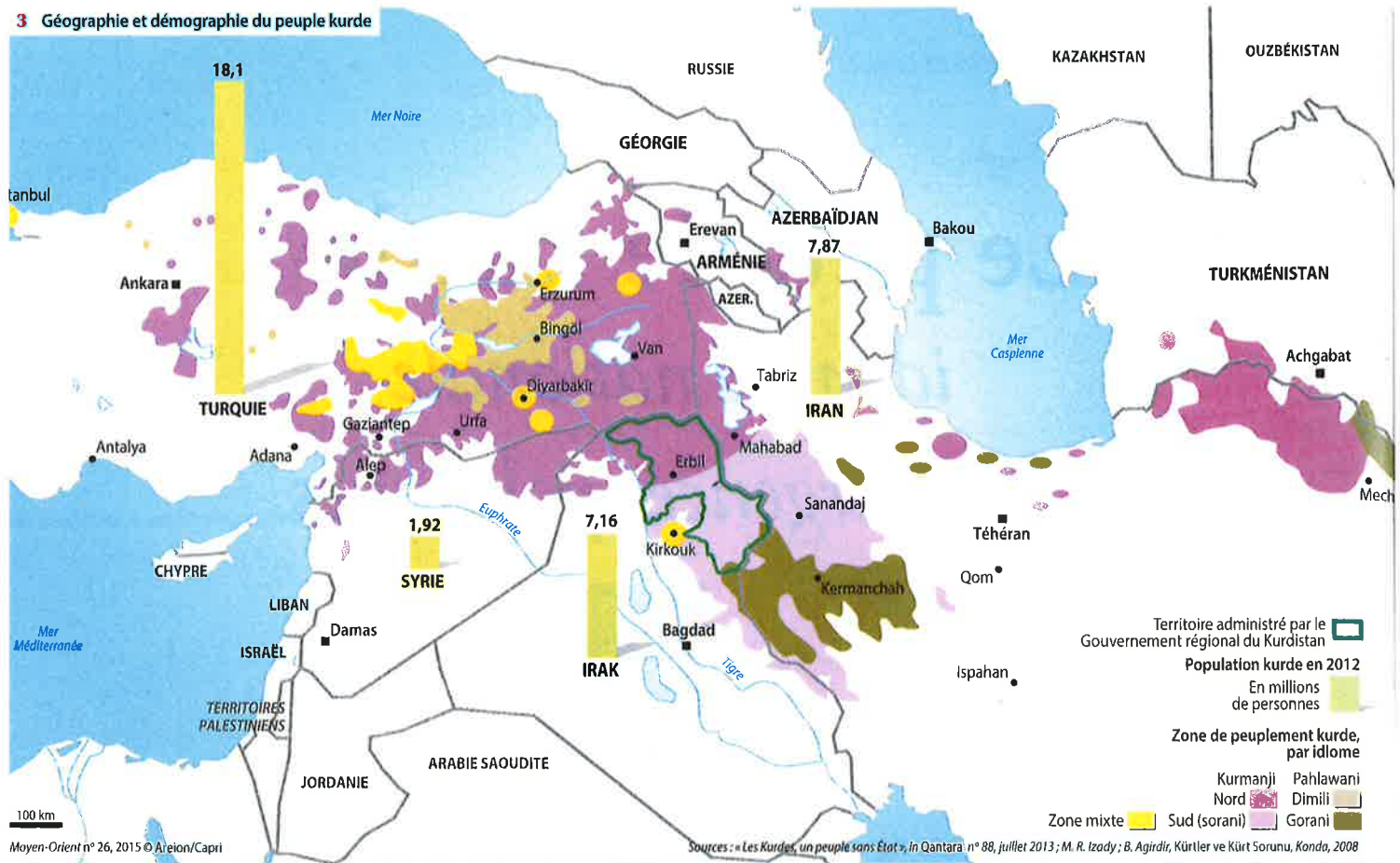
la République d'Ararat en Turquie (1927-1930) et la République de Mahabad en Iran (janvier-décembre 1946). Aucune ne survécut face au rejet du séparatisme des autorités centrales des États en présence.

Des empires islamiques aux « promesses » du XX^e siècle

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres prévoit le démembrement de l'Empire ottoman, sorti vaincu de la Première Guerre mondiale et soumis à de fortes tensions intérieures. Le texte évoque une autonomie kurde dans la région de Diyarbakir, mais sans en préciser la nature exacte (carte 2). L'année précédente, lors de la conférence de paix de Paris, une délégation kurde avait proposé une délimitation territoriale beaucoup plus grande, incluant la majorité des territoires peuplés par des Kurdes, en Turquie donc, mais aussi en Syrie, en Irak et en Iran. L'ambiguïté est levée avec le traité de Lausanne qui, le 24 juillet 1923, précise les frontières de la Turquie moderne sans faire figurer le Kurdistan, tandis que les

Sources : Jean Sellier, Atlas des peuples d'Orient, La Découverte, 2002 ; Georges Duby, Grand Atlas historique, Larousse, 2008 Moyen-Orient n° 26, 2015 © Arelon/Capri

3 Géographie et démographie du peuple kurde



zones kurdes en Syrie et en Irak restent sous mandat français et britannique, respectivement (carte p. 10). Les Européens sont toutefois conscients des spécificités d'une population ni turque ni arabe, comme le montrent certains récits datant du XIX^e siècle ou des cartes du XVIII^e, dont une dressée par le géographe français Jean-Baptiste Bourguignon d'Anville (1697-1782) et publiée en 1794 (carte 1). Le peuple kurde est présent dans cette région d'Asie depuis des siècles. Si ses origines exactes sont mal connues, les discours nationalistes retiennent le royaume de Mèdes (VII^e et VI^e siècles avant Jésus-Christ) comme époque fondatrice. Islamisés dès le VII^e siècle avec les conquêtes arabes, les Kurdes obéissent à un système tribal, avec de grandes familles, comme les Barzani dans le nord de l'Irak ou les Berazi dans le sud de la Turquie et le nord de la Syrie. Chacune réunit des clans, mais les territoires tribaux ne sont jamais fixes, changeant selon les accords, les mariages et les cycles pastoraux. Dès les premiers siècles de l'islam, les Kurdes s'illustrent comme des guerriers hors pair, soutenant les empires omeyyade (661-750), abbasside (750-1258), puis ottoman (1299-1923). L'une des grandes figures de l'histoire du Moyen-Orient est un Kurde, Saladin (1138-1193).

Une diversité de langues et de religions

Proche du persan, la langue kurde rappelle des racines indo-européennes, mais souligne aussi les différences selon les régions. On distingue deux grandes familles linguistiques : le kurmanji et le pahlawani. Tandis que le premier est parlé dans l'ensemble des zones de peuplement, le second est utilisé autour des villes turque de Bingöl et iraniennes de Kermanschah, au bord de la mer Caspienne et près de la frontière iranoturkmène. Dans ces régions, néanmoins, le dialecte est différent : le gorani en Iran et le dimili (ou zazai) en Turquie. Le kurmanji présente également deux parlers : celui du nord (Turquie, Syrie, nord de l'Irak, nord-ouest et nord-est de l'Irak) et celui du sud, aussi appelé sorani (Irak, Iran). Dans la pratique, il existe une multitude de dialectes, menant parfois à des débats sur l'appartenance au peuple kurde, comme c'est le cas en Turquie avec les zazaiophones. Cette configuration se retrouve sur le plan religieux. En effet, si les Kurdes sont en majorité sunnites (chaféites), on trouve également des chiites en Iran et en Irak (notamment dans la province de Diyala), des alévis (branche issue du chiisme avec des éléments soufis) en Turquie, mais aussi des croyants de religions marquées par l'ésotérisme et le syncrétisme. C'est

le cas des yézidis. Présents dans le nord de l'Irak, ces derniers sont estimés à environ 600 000 individus, mais il est difficile d'avoir des données précises, notamment depuis les persécutions par l'organisation de l'État islamique. Certains yézidis disent ne pas être kurdes, affirmant une identité propre. Enfin, en Irak, en particulier dans la région d'Erbil, ainsi que dans le nord de la Syrie, on trouve des Kurdes chrétiens. Ces différences s'expriment tout au long de l'histoire politique du peuple kurde qui, au nom de son autonomie, a aussi défendu plusieurs centres de pouvoir à défaut d'une unité transnationale. Ainsi, sous les Ottomans, les Kurdes acceptent de soutenir la Sublime Porte face à la Perse à la condition d'être les souverains de leurs territoires, instaurant plusieurs émirats. Cette situation prend peu à peu fin avec la crise de l'empire dès la fin du XVIII^e siècle et les campagnes militaires ottomanes pour faire taire les contestations. Dans ce contexte, un nationalisme kurde apparaît au début du XX^e. C'est alors que commence une longue période de négation et de répression dans les différents États, poussant les Kurdes à inscrire leur lutte (politique et armée) dans des cadres nationaux existants. Le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), en Irak, en est l'expression la plus aboutie.

G. FOURMONT



Moyen-Orient n° 26 • Avril-juin 2015

DOSSIER
KURDISTAN(S)

Le peuple kurde : identité nationale et divergences politiques



E n t r e t i e n

avec Martin van Bruinessen...

Anthropologue, professeur à l'université d'Utrecht (Pays-Bas).

Auteur de nombreux ouvrages sur les Kurdes, la Turquie, l'Iran, l'Indonésie et l'islam

En tant qu'anthropologue, comment définissez-vous un Kurde ? Comment les Kurdes se définissent-ils eux-mêmes ?

■ ■ ■ En théorie, on pourrait dire qu'un Kurde est une personne qui se considère elle-même comme un Kurde et qui est également considérée comme tel par au moins une partie de son environnement social. Mais dans les faits, il est plus logique de dire qu'une personne est kurde parce qu'elle appartient à une collectivité d'identité kurde. Il peut s'agir d'une tribu, d'une communauté villageoise ou d'un mouvement social uni par la communication à travers des médias. Si vous posez cette question aux Kurdes, ils répondront probablement que ce qui fait d'eux des Kurdes, c'est la langue et un sens de l'histoire communs, la lutte et la souffrance.

On définit également les Kurdes par ce qu'ils ne sont pas : ils ne sont ni Turcs, ni Arabes, ni Perses, ils ne sont pas Arméniens ni syriaques. Dans les premiers écrits de ces peuples voisins, on trouve les Kurdes mentionnés comme un groupe tribal de nomades et agriculteurs pastoraux vivant dans la région montagneuse connue sous le nom de Kurdistan.

Il est vrai que la langue est un symbole important de l'identité kurde, mais je ne définirais pas les Kurdes par leur idiome. Ainsi, on pouvait trouver des communautés chrétiennes kurdo-phones pour qui l'adhésion à une église définissait leur identité première. Des populations paysannes qui, bien que

ne parlant que le kurde, étaient considérées comme moins kurdes que les tribus. Par ailleurs, de nombreux Kurdes qui, en raison des politiques d'assimilation, ont pour première langue l'arabe ou le turc, sont impliqués dans la vie sociale et politique kurde.

La plupart des Kurdes sont musulmans sunnites, mais dans le sud du Kurdistan, il y a aussi des chiites. On trouve également des groupes importants de musulmans hétérodoxes, en particulier les alévis kurdes de Turquie, et des yézidis. Ils ont souvent été victimes de l'oppression violente exercée par leurs voisins sunnites. Il existe une méfiance traditionnelle entre ces minorités religieuses et les Kurdes sunnites. Des mouvements au sein des communautés alévie et yézidie ont rejeté l'identité kurde en prétendant être un peuple à part. Toutefois, ces deux groupes sont bien représentés dans le mouvement national kurde, en particulier au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, apparu en Turquie en 1978).

Au-delà des caractéristiques sociales, culturelles et ethnolinguistiques, pourrions-nous dire que les Kurdes sont liés par une lutte historique commune contre des États centraux qui ne veulent pas reconnaître leur identité ? Est-ce que cette lutte conduit à de solides liens transnationaux ?

■ ■ ■ Les Kurdes ont une mémoire commune des soulèvements passés contre les États et de la répression féroce qui s'est ensuivie. Les rébellions dans les années 1920-1930 de Mahmoud Barzanji (1878-1956) et d'Ahmed Barzani (1896-1969) en Irak, la révolte du cheikh Saïd Piran (1865-1925) en 1925 en Turquie, l'éphémère République kurde de Mahabad en Iran (1946), la lutte armée menée par Mustafa Barzani (1903-1979) en Irak à partir de 1961 et qui a conduit à la reconnaissance de l'autonomie en 1970, font partie d'une histoire nationale dont les Kurdes sont conscients.

La conscience commune transcendant les frontières étatiques est née en grande partie de la perception que les États ont dénié aux Kurdes leur identité distincte et ont tout fait pour les assimiler en les traitant comme des citoyens de seconde classe au mieux ; que ces États ont colonisé le Kurdistan, exploitant ses ressources sans la contrepartie du développement économique adéquat, et ont systématiquement emprisonné ou tué les Kurdes qui ont résisté. Il existe aussi un sentiment répandu selon lequel la France et le Royaume-Uni, qui ont créé les frontières après 1918 au Moyen-Orient, ont trahi les Kurdes en découpant leurs terres et en les divisant entre les nouveaux États-nations, la Turquie, l'Irak et la Syrie. Le Royaume-Uni a également été le premier à bombarder les Kurdes en 1920. Et c'est la France qui a permis le passage de l'armée turque *via* le chemin de fer le long de la frontière avec la Syrie pour réprimer la grande rébellion kurde de 1925.

La plupart des Kurdes sont critiques vis-à-vis des premiers soulèvements en raison de leur caractère religieux conservateur ou parce que le leadership était « féodal » (seule la révolution de Mahabad était de type « bourgeoise »), et beaucoup affirment qu'ils n'étaient pas nationalistes, mais représentaient des

DOSSIER KURDISTAN(S)

Le peuple kurde : identité nationale et divergences politiques

intérêts locaux ou tribaux restreints. À partir des années 1960, les mouvements sociaux et politiques kurdes dans chaque pays ont, dans une certaine mesure, été impliqués dans les luttes des Kurdes dans les États voisins. Les Kurdes iraniens et turcs ont apporté un soutien logistique et fourni une assistance sanitaire aux forces de la guérilla en Irak. Après le coup d'État militaire du 12 mars 1971 en Turquie, des militants kurdes se sont réfugiés au Kurdistan irakien ; après celui du 12 décembre 1980, certains sont allés au Kurdistan iranien et y ont rejoint le mouvement autonomiste armé qui avait établi depuis quelques années un contrôle territorial et semblait conduire une expérience démocratique intéressante. Plus tard, ils se sont déplacés au Kurdistan irakien et en Syrie. Le PKK a installé des bases et des camps de formation dans plusieurs pays voisins, où il a fondé des organisations sœurs (1).

L'augmentation des contacts et l'amélioration des moyens de communication – la radio, l'enregistreur de cassettes et plus tard la télévision par satellite et Internet – ont rendu les Kurdes de chaque État plus conscients des communautés kurdes voisines, de ce qui les unit, mais aussi des différences considérables. Ainsi, le PKK a toujours méprisé le caractère « féodal » et « tribal » du mouvement kurde irakien. Les moyens de communication ont révélé aux Kurdes les vagues de répression contre leurs frères dans les pays voisins. L'attaque à l'arme chimique contre la population de Halabja en mars 1988 par le régime irakien est devenue un événement emblématique, car les images vidéo ont été disponibles (2). Ce massacre est à présent un symbole national et a contribué à unifier les Kurdes d'Iran, de Turquie, de Syrie, de l'ex-URSS et d'Irak. Le sens actuel de la nation kurde doit probablement plus à Halabja qu'à tous les efforts des nationalistes.

La ville syrienne de Kobané (Ain al-Arab) est devenue un autre symbole émouvant pour les Kurdes. Dans toutes les parties du Kurdistan, on a assisté à une forte mobilisation de solidarité avec la ville. S'il existe des différences politiques entre le Parti de l'union démocratique (PYD) et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), ils les ont dépassées pour Kobané. Le jour

du 29 octobre 2014, quand les *peshmerga* irakiens ont franchi la frontière turque pour participer à la défense de Kobané, a été reconnu par la plupart des Kurdes comme un événement historique d'une grande importance ; cela apparaissait comme une réunion symbolique de trois parties du Kurdistan qui avaient été séparées pendant près d'un siècle.

Pourriez-vous expliquer comment les forces traditionalistes, principalement les chefferies tribales et les congrégations religieuses (notamment les ordres soufis), dominent encore les organisations et les représentations sociales kurdes ?

Les tribus et les ordres soufis ont montré une remarquable capacité à se réinventer et à s'adapter aux conditions modernes. L'Irak sous Saddam Hussein (1979-2003) et la Turquie depuis le début de la lutte armée du PKK ont créé, financé et armé des milices kurdes pour combattre le mouvement de résistance kurde. Initialement, ces groupes ont été recrutés parmi les tribus, dont les chefs devenaient commandants. Cela renforçait donc leur position, leur force, qu'ils pouvaient utiliser non seulement contre les guérillas, mais aussi contre les tribus et les villages voisins, par exemple en tuant et en pillant en toute impunité.

De nos jours, les tribus et les ordres soufis demeurent d'importants garants de la sécurité et de la paix sociale. Les chefs de tribu (*aghas*) et les chefs religieux (*cheikhs*) assurent la protection, l'emploi, les réseaux d'influence ; la confiance mutuelle entre égaux reste un facteur qui maintient les individus connectés à leur tribu ou à leur ordre soufi. Mais les partis kurdes irakiens ont considérablement réduit l'importance des tribus. Les unités de *peshmerga* sont composées de personnes d'origines régionales diverses, et l'allégeance tribale ne joue presque plus aucun rôle. Le clientélisme est important dans le Kurdistan irakien, mais il est plus personnalisé et ne suit pas

Chronologie des Kurdes



Mai 1919 Mahmud Barzani (*ci-dessus*) déclenche une révolte dans les territoires kurdes d'Irak contre le mandat britannique. En septembre 1922, il proclame un royaume du Kurdistan, qui disparaît en juillet 1924.

10 août 1920 Le traité de Sévres prévoit la création d'un Kurdistan autonome, possibilité abandonnée avec le traité de Lausanne du 24 juillet 1923.

Février-mars 1925 Le cheikh Saïd Pitan mène une révolte à caractère religieux et nationaliste contre la jeune République de Turquie.

Octobre 1927 La République kurde d'Ararat est proclamée dans la région d'Agri, à l'extrême est de la Turquie. Elle disparaît en septembre 1930.

1931 Ahmed Barzani déclenche un soulèvement contre le gouvernement irakien jusqu'en 1937.

22 janvier 1946 La République de Mahabad proclame son indépendance dans le nord-ouest de l'Iran. Elle disparaît en décembre. Création du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) par Mustafa Barzani (*ci-contre*).

1961 Mustafa Barzani déclenche une révolte dans le

nord de l'Irak, qui aboutit neuf ans plus tard à une autonomie kurde.

Mars 1974 Reprise de l'insurrection kurde contre Bagdad avec le soutien de l'Iran, qui prend fin avec les accords d'Alger du 6 mars 1975.



1^{er} juin 1975 En désaccord avec la direction du PDK, certains de ses membres, dont Jalal Talabani, font dissidence et fondent l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

27 novembre 1978 Création du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement nationaliste et marxiste dirigé par Abdullah Öcalan.

1979 Dans le contexte de la révolution islamique en Iran, le Parti démocratique du Kurdistan iranien, fondé en 1945, réclame

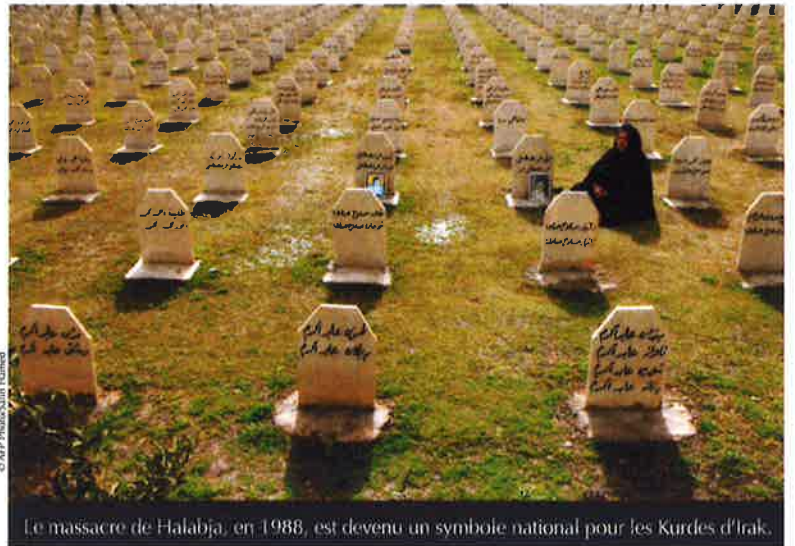
E n t r e t i e n

avec Martin van Bruinessen...

les lignes tribales aussi fortement que par le passé. Parmi tous les mouvements, c'est le PKK qui a fait les efforts les plus systématiques pour supprimer les séquelles de la politique et de l'économie morale tribales.

L'expression politique des mouvements kurdes est diverse, selon un large spectre qui va du communisme à l'islamisme. Qu'est-ce qui détermine l'appartenance politique au sein des communautés kurdes : la classe, la tribu, la culture urbaine, les sectes religieuses... ?

Les principaux partis kurdes historiques ont tous été laïques et, à l'exception du PDK, la plupart ont adopté une forme de socialisme comme discours politique. Leurs dirigeants sont issus de familles aisées, et parfois même aristocratiques, et ont en général eu une éducation laïque. Le PKK se distingue dans la mesure où son leadership ne se compose pas de l'ancienne élite, et il est encore plus irrégulier que les autres formations. Cependant, une grande partie de la population kurde demeure attachée à l'islam et est respectueuse des autorités religieuses. Il existe une certaine distance culturelle entre la direction politique kurde et la majorité du peuple, ce qui a parfois donné lieu à des tensions. Le PKK a fait plusieurs tentatives pour combler ce fossé. En 1995, lors du cinquième congrès du parti, il a procédé à une autocritique publique pour s'excuser de son attitude antireligieuse passée. Il a mis en place une filiale spéciale pour le clergé musulman. Par ailleurs, au printemps 2014, le parti légal représentant le PKK, le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), a organisé une Conférence islamique à Diyarbakir. En Turquie, les Kurdes musulmans conservateurs ont rejoint divers ordres et/ou congrégations soufis turcs, comme le



Le massacre de Halabja, en 1988, est devenu un symbole national pour les Kurdes d'Irak.

mouvement Nour. Les Kurdes turcs ont soutenu l'islam politique, notamment le Parti du salut national dans les années 1970, et plus encore son successeur dans les années 1990, le Parti de la justice et du développement (AKP). Dans les années 2000, ce dernier a établi des relations avec la plupart des ordres et des congrégations soufis, tout en remportant des élections nationales et locales. Apportant la stabilité relative et un certain développement économique, l'AKP a su attirer la classe moyenne kurde, espérant qu'elle se rende compte que ses intérêts seraient mieux servis par l'intégration dans l'économie turque. Il existe en Turquie un courant islamiste (sunnite) kurde : le Hizbullah, illégal, et un parti autorisé, le Hüda Par, qui fait appel au même électorat. Le premier a émergé dans les années 1980 et a été, durant la décennie suivante, impliqué dans une vendetta armée contre le PKK. Une aile du Hizbullah a alors coopéré avec l'armée turque, raison pour laquelle de nombreux Kurdes

aux XX^e et XXI^e siècles

l'autonomie et s'allie à Saddam Hussein dans la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988).

1984 Début des actions armées du PKK en Anatolie, en Turquie.

16-19 mars 1988 Attaque chimique dans la ville kurde de Halabja par l'armée irakienne.

5 mars 1991 Soulèvement kurde dans le nord de l'Irak, durement réprimé par les autorités. Le 7 avril, une zone d'exclusion aérienne est établie au nord du 36^e parallèle.

19 mai 1992 élections libres dans la Région autonome du Kurdistan d'Irak. Le PDK et l'UJK se partagent le pouvoir : le premier dirige le Nord, le second le Sud.

Mai 1994 Guerre civile au Kurdistan d'Irak entre le PDK et l'UJK. Les affrontements durent jusqu'en septembre 1998 avec la signature de l'accord de Washington, qui prévoit la création d'un gouvernement et d'un Parlement intérimaires.

15 février 1999 Abdullah

Öcalan est arrêté au Kenya, puis condamné à mort. Il est depuis cette date incarcéré en Turquie.

Février 2000 Le PKK annonce l'arrêt de la lutte armée. La trêve prend fin en mai 2004.

Août 2002 Le Parlement turc se prononce pour l'autorisation de la langue kurde à la radio, à la télévision et dans les écoles privées. Des mesures concrètes ne sont prises qu'en 2009.

2005 La Constitution irakienne reconnaît le Gouvernement

régional du Kurdistan comme entité politique. Il est présidé par Massoud Barzani (*ci-contre*).

Avril 2011 Le régime de Bachar al-Assad annonce la naturalisation de quelque 300 000 Kurdes issus de familles ayant été privées de leur citoyenneté syrienne en 1962.

12 juin 2011 Les Kurdes remportent 35 sièges (indépendants) sur 550 aux élections législatives turques.

Juillet 2012 Le Parti de

l'union démocratique (PYD) prend le contrôle de plusieurs zones dans le nord de la Syrie.

21 mars 2013 Abdullah Öcalan appelle le PKK à abandonner les armes.

Septembre 2014 - janvier 2015 Siège de Kobané : victoire des Kurdes sur l'État islamique.



DOSSIER KURDISTAN(S) *Le peuple kurde : identité nationale et divergences politiques*

nationalistes s'en méfient, bien que le mouvement ait renoncé à ces pratiques collaborationnistes. Au cours des dernières années, le Hizbullah a montré qu'il est capable de mobiliser les masses dans des réunions publiques au caractère religieux mais qui expriment une forte identité kurde. Ses militants ne veulent pas être appelés « nationalistes kurdes », car ils sont idéologiquement opposés à toutes formes de nationalisme. Ils sont néanmoins devenus plus fièrement kurdes qu'ils ne l'étaient il y a deux décennies. La guerre en Syrie a eu un grand impact en Turquie. Des jeunes Kurdes islamistes sont allés combattre Bachar al-Assad, se retrouvant dans les rangs de l'organisation de l'État islamique (EI), souvent contre leur gré. Dans le Kurdistan irakien, les mouvements islamistes kurdes ont aussi acquis une influence grandissante depuis les années 1990, et ce, dans une certaine mesure, au détriment des partis établis, le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Peu de djihadistes kurdes ont rejoint l'EI. La vie publique dans le Kurdistan irakien, surtout dans la partie nord sous le contrôle du PDK, est de plus en plus marquée par les valeurs islamiques conservatrices. Les villes, en particulier Sulaymaniyya, sont traditionnellement des sanctuaires pour la culture laïque moderne, mais ces trois dernières décennies, elles ont accueilli en masse des villageois qui ont apporté des valeurs et une façon de vivre plus conservatrices.

Le clientélisme est le facteur prédominant dans la vie sociale et économique du Kurdistan irakien. En Turquie, c'est le gouvernement et les partis politiques légaux qui assurent les relations clientélistes, mais de façon moins omniprésente qu'en Irak. La classe moyenne, en particulier les commerçants, avait de bonnes raisons de s'allier avec l'AKP, mais quand les promesses de l'« ouverture kurde » d'Ankara ne se sont pas matérialisées, beaucoup de Kurdes se sont éloignés. Qui plus est, le PKK a exercé des pressions pour dissuader la classe moyenne de se lier de trop près avec le gouvernement.

Comment qualifieriez-vous la dynamique sociale des communautés kurdes ? Des sociétés civiles cohérentes émergent-elles ?

■ ■ ■ La société civile, dans le sens d'une sphère publique indépendante, n'est pas totalement absente, mais elle est plutôt faible et a beaucoup de difficulté à maintenir un degré

d'indépendance. Le Kurdistan irakien est, en grande partie, un héritier de l'Irak de Saddam Hussein, et le contrôle du PDK et de l'UPK sur la société n'est pas sans rappeler l'« âge d'or » du règne du Baas durant la période de la libéralisation économique (années 1970-1980), même si c'est sans l'extrême brutalité et la cruauté qui ont caractérisé le régime de Saddam Hussein. Lorsque l'économie était en plein essor, un homme d'affaires entreprenant pouvait rapidement faire fortune, à condition d'être allié à l'un des deux partis. Celui qui n'avait pas ce type de relations n'avait aucune chance de succès. Tout (l'accès aux marchés et aux ressources, les permis, les contrats, mais aussi l'emploi et le logement) dépendait des liens avec les partis. Par ailleurs, si le paysage médiatique kurde est riche et varié, la plupart des médias sont affiliés à – donc contrôlés par – l'un d'eux.

Mais le système n'est pas totalitaire. Il existe une presse indépendante réduite (principalement dans la région sous contrôle de l'UPK) qui ose écrire sur des questions sensibles et critiquer les politiques et les potentats. Il y a des mouvements rejetant les partis dominants, comme Gorran, même si ce dernier est vite devenu un autre parti de l'establishment. Certaines ONG kurdes peuvent, en raison de l'indépendance que le financement de l'étranger leur procure, prendre des mesures concernant les questions sociales que les partis au pouvoir préfèrent ignorer, comme les crimes d'honneur. Cet activisme demeure marginal, et c'est sans doute pour cela qu'il est toléré, ne contestant pas vraiment l'ordre établi. Par ailleurs, le Kurdistan irakien n'est pas un espace autonome fermé ; il est intimement lié à une large diaspora, éduquée et prospère, répartie à travers le monde.

La situation du mouvement kurde en Turquie est différente. Le PKK a encouragé la création d'associations civiques et un réseau médiatique (presse et Internet) dense. En interne, le PKK et ses affiliés sont des organisations strictement hiérarchisées et ont notoirement peu de tolérance vis-à-vis des voix dissidentes. Mais au cours des quinze dernières années, le PKK a cherché à faire partie du processus politique en Turquie, à travers un parti légal représenté au Parlement et par des administrations municipales élues. Tous devaient alors développer des relations avec leurs homologues, ouvrant des espaces de discussion, les incitant à changer leur discours politique en Turquie, mais permettant également aux voix kurdes divergentes de s'exprimer.



Des Kurdes de Syrie saluent, le 27 janvier 2015, du côté turc de la frontière, la libération de Kobané.



Le Kurdistan est une région montagneuse située au cœur du Moyen-Orient.

Quelles peuvent être les conséquences du processus de paix en cours en Turquie et de l'expérience de la gouvernance autonome en Irak ? Pourraient-ils renforcer l'intégration politique et l'expression des communautés kurdes et affaiblir la violence révolutionnaire/séparatiste ?

■ ■ ■ Le PDK irakien et le PKK (et ses affiliés) représentent deux perspectives diamétralement opposées. Le premier gère un gouvernement autonome (GRK) qui semble se préparer à une déclaration d'indépendance. Près de 95 % des Kurdes irakiens s'en féliciteraient, selon une conviction largement répandue que seul un État kurde indépendant leur apporterait la sécurité dont ils ont besoin. Les dirigeants – le président Massoud Barzani, en fonction depuis 2005, et ses collègues – sont probablement plus réalistes et pragmatiques, et ne veulent pas s'opposer sérieusement à l'Irak et à la Turquie. Mais afin de ne pas perdre le soutien de leur population, ils font croire qu'ils préparent l'indépendance.

En Turquie, le PKK a renoncé à l'idée d'un État indépendant et est en faveur d'une structure fédérale fondée sur la démocratie de proximité et les conseils représentatifs. Ce concept ne conteste pas directement l'intégrité territoriale de la Turquie : ils ne revendiquent plus la séparation du Kurdistan de la Turquie. Or la structure fédérale souhaitée ne s'arrête pas à la frontière turque. Ainsi, en Syrie, le PYD a pris le contrôle de trois « cantons » habités essentiellement par des Kurdes (Afrin, Djézireh et Kobané), proclamés autonomes. Théoriquement, un arrangement est possible entre ce modèle et la décentralisation dont parle l'AKP en Turquie, selon laquelle les pouvoirs du gouvernement central doivent être remis aux autorités provinciales ou municipales.

Le PKK a renoncé également à toutes formes d'association fondée exclusivement sur l'ethnicité kurde. Le leader historique Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999, et d'autres dirigeants ont été influencés par le communalisme écologique

du philosophe américain Murray Bookchin (1921-2006) (3) et le mouvement anti-mondialisation. La prise de décision est entre les mains des conseils représentatifs de différents niveaux, qui sont censés travailler ensemble dans une structure fédérale. Dans le cas du modèle du PKK, la confédération couvre les régions kurdes de Turquie, ainsi que les communautés kurdes pas strictement territoriales ailleurs en Turquie, mais également les zones kurdes de Syrie, d'Irak et d'Iran, et d'autres communautés ethniques de la région (qui peuvent choisir de s'organiser séparément ou de faire partie des communautés multiethniques). Le problème avec ce genre de modèles utopiques est de savoir comment traduire des idées dans

la pratique, alors que trop de personnes ont des intérêts dans l'ordre social conventionnel existant.

C'est parce que le PKK est un mouvement hiérarchiquement organisé avec un soutien des masses qu'il peut expérimenter cette forme inédite d'organisation. Ses associations locales et les administrations municipales qu'il contrôle sont, me semble-t-il, les nœuds de la structure fédérale qu'il espère mettre en place pour garantir l'autonomie. Les développements en Syrie ont fourni un espace important pour l'expérimentation : dans les « cantons » d'Afrin, Djézireh et Kobané, le PYD a organisé la défense militaire et l'administration civile sous la forme de conseils autonomes, intégrant les groupes rivaux qui étaient disposés à coopérer. Chacun de ces trois « cantons » a une structure interne différente : le plus grand, celui de la Djézireh, dans le nord-est, incorpore d'importantes communautés chrétiennes syriaques et arabes, qui ont leurs propres conseils communaux tout en participant au conseil du canton. Ensemble, les trois territoires constituent l'entité fédérée connue sous le nom de Rojava (soit le « Kurdistan occidental »). Les conditions de guerre qui ont permis à cette expérience d'exister semblent aussi fournir au PYD une raison de restreindre le débat libre dans les cantons et de consolider son propre contrôle. Le Gouvernement régional du Kurdistan d'Erbil et l'exécutif turc se sentent menacés par l'expérience dans le Rojava, parce qu'elle émerge comme un système politique alternatif et a marginalisé leurs agents respectifs. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SAÏDA BÉDAR

(1) On retiendra le Parti pour une solution démocratique au Kurdistan (PCDK) en Irak, le Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK) en Iran (voir l'encadré pages 42-43).

(2) L'attaque chimique de Halabja, qui a fait entre 3000 et 5000 morts, faisait partie de la campagne d'Anfal. Commencée en 1986 et intensifiée

entre février et septembre 1988, elle s'est soldée par la mort de près de 180000 Kurdes et la destruction de 2000 villages.

(3) Murray Bookchin a développé une pensée politique alliant le communisme, l'anarchisme, l'écologie sociale et le communalisme. Il préconisait la démocratie participative locale, le « municipalisme ».

NOTES



DOSSIER KURDISTAN(S)

Hosham Dawod

Anthropologue au CNRS, directeur du programme « Crises des sociétés, crises d'État » à la Fondation Maison des sciences de l'homme ; auteur (dir.) de La constante « tribu », variations arabo-musulmanes (Demopolis, 2013)

Irak :

Daech contraint les Kurdes à revoir leurs alliances



Entré dans une période d'importantes instabilités depuis les soulèvements de 2011, le Moyen-Orient est au centre des préoccupations, au point que certains s'interrogent sur la viabilité des États dans leurs frontières actuelles. Dans ce contexte, le Kurdistan irakien résume la complexité de la question des frontières : traversé lui-même par des lignes de fracture et inséré dans un État affaibli, l'indépendance semble aujourd'hui une option peu envisageable.

La défaite des forces armées irakiennes à Mossoul face à l'organisation de l'État islamique (EI), ou Daech en arabe, ainsi que les avancées de cette dernière dans de nombreuses localités sunnites dans le nord et l'ouest de l'Irak, au cours de l'année 2014, ont profondément bouleversé l'équilibre politique déjà fragile des différentes composantes ethniques et confessionnelles, mais ont aussi mis en question l'avenir même de l'État irakien. Pour certaines chancelleries occidentales, et surtout pour le président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), Massoud Barzani (en fonction depuis 2005), le sort du Kurdistan d'Irak (cf. carte p. 27) semblait scellé. Celui-ci voyait l'indépendance totale de sa région approcher, encouragée par des observateurs, des politistes, des historiens, d'anciens généraux et diplomates (voire des ministres en exercice) occidentaux, qui se sont hâtés de dresser de nouvelles cartes. Si rien n'est exclu, ce n'était pas le seul scénario, et surtout, ce n'est pas celui qui est à privilégier en 2015.

Jamais dans l'histoire moderne du Moyen-Orient, les Kurdes n'ont été aussi forts. Mais cette position ne diminue pas pour autant leurs inquiétudes, lesquelles sont de plusieurs natures, selon qu'elles tiennent à la région autonome et à l'avenir de l'Irak, ou aux pays environnants et à l'irruption de Daech. Face à ce dernier, aucune faction politique irakienne ne reste indemne : la division interchiïte (1), amplifiée par les défaites de l'armée fédérale, a précipité la chute du Premier ministre Nouri al-Maliki (2006-2014) ; la classe politique sunnite est plus affaiblie et discréditée que jamais (2). Le GRK ne sort pas non plus intact de l'épreuve : les rapports entre l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), sous l'égide de l'ancien président irakien Jalal Talabani (2005-2014), et le Parti démocratique

du Kurdistan (PDK), dirigé par Massoud Barzani, sont dans une phase tumultueuse (cf. encadré p. 29) : leurs positions vis-à-vis de Bagdad divergent, comme leurs relations avec leurs alliés régionaux, la Turquie et l'Iran. De même, face à Daech, le PDK opte pour l'attentisme, alors que l'UPK s'est engagée dès le 10 juin 2014 contre les djihadistes aux côtés des forces fédérales et de la République islamique.

Comment peut-on expliquer le basculement si rapide du GRK, de quasi-État reconnu à une région de nouveau dépendante de la protection internationale et de l'État fédéral irakien ? Deux moments sont nécessaires pour comprendre ce qui s'est passé au Kurdistan d'Irak depuis juin 2014.

De la chute de Mossoul à l'attaque d'Erbil

Entre les élections législatives nationales du 30 avril 2014 et la prise de Mossoul, le 10 juin, par les forces de l'EI, l'Irak a traversé l'une de ses crises les plus aiguës. Un large front politique dirigé par les Kurdes, en particulier par Massoud Barzani, s'est dressé contre la réélection de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki à un troisième mandat. L'homme fort de Bagdad était appuyé par l'Iran, mais devait faire face à une sérieuse réserve des Américains et à l'hostilité des grands ayatollahs de Najaf. Sur le plan militaire, l'armée fédérale donnait des signes de fragilité. On oublie que Bagdad n'a jamais réussi à reprendre Falloujah, occupée par Daech et ses alliés depuis janvier 2014. Si une petite partie de la province d'Anbar restait alors formellement sous contrôle fédéral, l'EI s'emparait déjà de nombreux

DOSSIER KURDISTAN(S) Irak : Daech contraint les Kurdes à revoir leurs alliances

bourgs et villages. Entre juin et octobre, aucune ville importante envahie par les djihadistes n'a été libérée par l'armée. C'est seulement depuis novembre 2014 que celle-ci a repris l'initiative, avec l'appui de l'aviation de la coalition internationale et la présence de plus en plus incontournable des forces iraniennes. Une partie des provinces de Diyala, la « ceinture sunnite » de Bagdad, et de Salah ad-Din ont été reprises par l'armée fédérale. Les autorités du GRK ne voyaient pas d'un mauvais œil les difficultés de Nouri al-Maliki. Des centaines de milliers de réfugiés arabes sunnites s'installaient au Kurdistan et, entre juin et août 2014, Erbil était devenu un carrefour pour la classe politique sunnite hostile à Bagdad. Dès ce moment, les Kurdes n'ont pas cru bon de s'inquiéter d'une insurrection sunnite dont il était de plus en plus clair qu'elle se trouvait sous la direction de Daech.

Un des changements notoires qui ont suivi la chute de Mossoul et la débâcle de l'armée irakienne fut l'annexion *de facto*, par le GRK, de ce qui était communément nommé les « territoires disputés » (3). Pour Erbil, l'article 140 de la Constitution irakienne de 2005, censé régler ce différend entre le GRK et le gouvernement central, n'avait plus de raison d'être : les Kurdes ont atteint leur objectif sans même tirer un coup de feu et sans bras de fer avec Bagdad, alors en pleine déroute. Les autorités du GRK ont même annexé les champs pétroliers de Kirkouk, pourtant sous administration centrale depuis des décennies.

Entre le 10 juin et le début du mois d'août 2014, la relation entre Erbil et Ankara restait au beau fixe, tandis qu'elle se détériorait avec Téhéran. Le tandem Recep Tayyip Erdogan-Massoud

Barzani redoublait d'attaques contre Nouri al-Maliki et les chiites, accusés de mener une guerre discriminatoire et sectaire antisunnite. En face, l'Iran était intervenu dès le premier jour aux côtés du gouvernement irakien : des armes et des forces spéciales furent dépêchées ; les lieux saints chiites à Samarra, Kerbala et Bagdad devenaient des lignes rouges pour Téhéran. Il aura fallu plusieurs jours pour que les autorités politiques et religieuses chiites se remettent du choc. Pour repousser Daech, qui s'était trouvé en 48 heures à la porte de Bagdad, le grand ayatollah Ali al-Sistani émettait le 13 juin une *fatwa* (avis juridique) appelant les Irakiens au djihad. Ce fut un événement important pour l'histoire du monde chiite contemporain : c'était la première fois depuis 1920 qu'un grand *marja taqlid* (source d'imitation) exhortait à faire la guerre. L'appel mobilisa des dizaines de milliers de fidèles. L'avancée de Daech et ses alliés vers Bagdad et les lieux saints chiites fut stoppée. Mais le message d'Ali al-Sistani eut d'autres conséquences majeures sur les plans intérieur (irakien), régional (chiite) et international. L'ayatollah a su, par sa *fatwa*, prendre l'avantage : il a suscité une dynamique populaire pour endiguer le déferlement djihadiste ; il a affaibli plus encore la position de Nouri al-Maliki avant de l'évincer définitivement ; il a enfin contré un moment, au nom de la *hawza* (centre d'enseignement) de Nadjaf, l'influence politico-religieuse iranienne du clergé de Qom et du Guide de la révolution, Ali Khamenei.

La chute de villes majeures et des axes stratégiques de toute la zone arabe sunnite d'Irak en 48 heures a fait croire un moment à la présidence du GRK que l'Irak se trouvait à un tournant de son histoire : fallait-il, se demandait Massoud Barzani, défendre



Des *peshmerga* posent, en novembre 2014, pendant un arrêt des combats qui les opposaient alors à l'organisation de l'État islamique à Kobané.

une forme d'État qui subordonnait le Kurdistan ou s'en affranchir définitivement ? Au vu de l'évolution sur le terrain, Erbil penchait vers la deuxième option, mais sans prendre la responsabilité de défaire l'Irak. Massoud Barzani, entre le 10 juin et le 3 août 2014 (attaque d'Erbil par Daech), n'a cessé de répéter qu'il fallait repenser le modèle même de l'État irakien, que le fédéralisme ne répondait plus aux aspirations kurdes, enfin que l'autodétermination de sa nation était posée plus que jamais.

À la suite de cette accélération de l'histoire, et malgré la subsistance de la division interkurde, Erbil croyait que l'indépendance était envisageable et que la désintégration de l'Irak n'était plus un simple scénario. Il importait alors au GRK de montrer qu'un Kurdistan indépendant serait un atout majeur dans une région secouée par le radicalisme et l'intolérance religieuse. Une campagne pro-indépendance s'est d'ailleurs déclenchée en Europe et aux États-Unis (4).

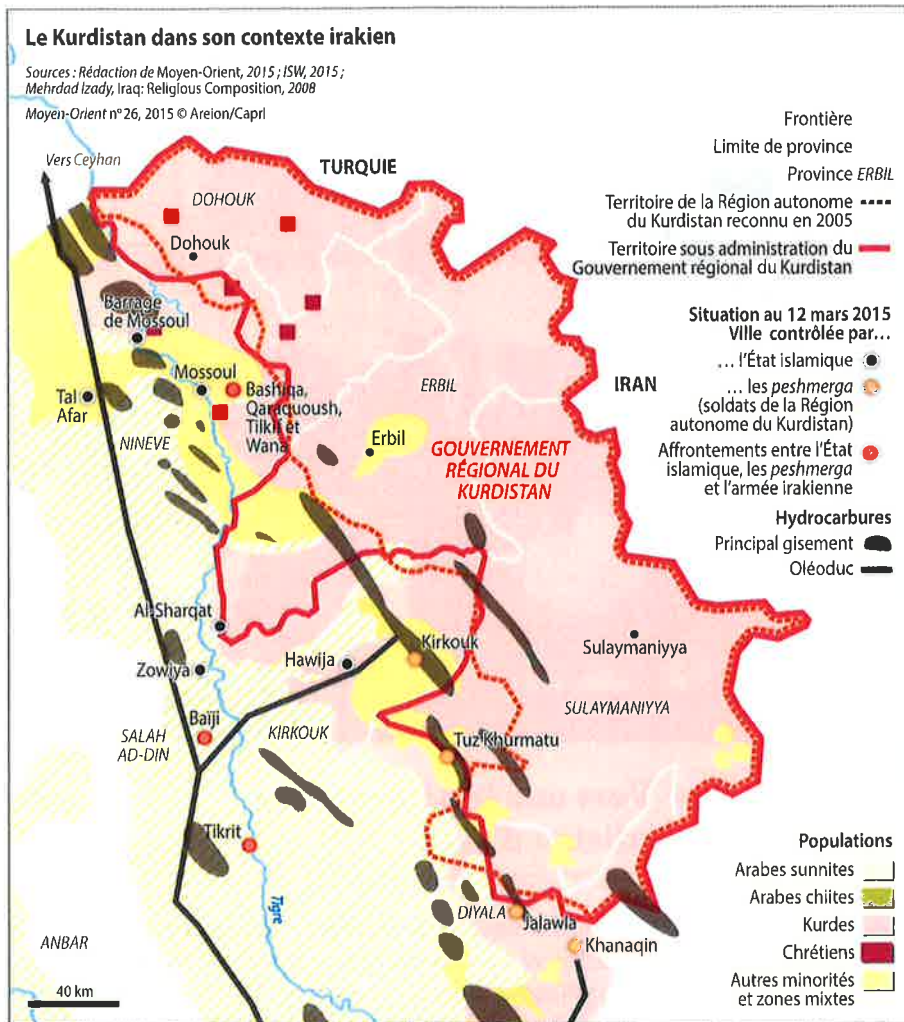
De l'attaque d'Erbil à la chute de Nouri al-Maliki

Deux événements majeurs ont fait retomber en quelques semaines l'euphorie kurde : d'une part, la chute du Premier ministre Nouri al-Maliki, due en première instance à la pression d'Ali al-Sistani et de Washington, qui a recentré davantage la dynamique politique vers Bagdad, et, d'autre part, l'attaque fulgurante de Daech contre les positions de Massoud Barzani au sein de la région kurde. Le GRK s'est transformé d'îlot paisible – les djihadistes se trouvant à moins d'une vingtaine de kilomètres de la capitale régionale le 6 août 2014. La rapidité de cet effondrement a laissé sans défense des villes et des campagnes souvent peuplées par des minorités ethno-religieuses (yézidis, chrétiens, Turkmènes chiïtes, Shabaks).

Il aura fallu l'intervention rapide, dès le premier jour, de la force iranienne Al-Qods, sous la direction du général Qassem Suleymani, pour stopper les djihadistes, littéralement aux portes d'Erbil (intervention reconnue et remerciée quatre semaines plus tard par Massoud Barzani). L'aviation américaine ne put quant à elle intervenir que plusieurs jours après. La panique avait gagné la population, et des dizaines de milliers de personnes fuyaient la capitale kurde vers les montagnes et la frontière iranienne.

Pendant que Daech avançait dangereusement, la Turquie se taisait et aucune réponse ne venait d'Ankara pour soutenir son meilleur allié, Massoud Barzani (5). De nombreuses sociétés, pétrolières ou autres, et plusieurs consulats étrangers ont quitté précipitamment le Kurdistan. L'image paisible d'un « Dubaï kurde » a été mise à mal.

La représentation que nous avons, et qu'avait la direction kurde de ses forces militaires, était fondée sur le passé plutôt



Le GRK, un territoire à la géographie fluctuante

Sur ses documents officiels, le Gouvernement régional du Kurdistan revendique un territoire incluant l'ensemble des provinces de Dohouk, Erbil et de Sulaymaniya, soit 40643 kilomètres carrés. Il administre d'autres zones, notamment selon l'état du front face à l'organisation de l'État islamique. La guerre provoque de nombreux mouvements de populations : en février 2015, Dohouk est la province accueillant le plus de déplacés internes de tout l'Irak, 440988 sur 2,53 millions, selon les Nations unies.

que sur les rapports de force réels d'aujourd'hui. La division kurde toujours de mise entre PDK et UPK est dommageable pour l'efficacité des peshmerga, peu à peu transformés en milices au service des deux partis. Les États-Unis avaient exigé en 2009 leur dépolitisation, en échange d'une modernisation par l'équipement et l'entraînement. Les dirigeants kurdes avaient alors refusé cette option aujourd'hui mise en œuvre par l'aide américaine, et également allemande, italienne, française, danoise. Le jeu d'alliances que le GRK a contracté au niveau régional n'a pas entièrement fonctionné. Les intérêts supérieurs de la Turquie ont primé sur son entente de circonstance avec le Kurdistan irakien. Ankara, qui a misé sur la chute du régime de Bachar al-Assad (voire la partition de la Syrie, qui lui permettrait de contrer l'entité kurde syrienne, dominée par le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK), n'avait jamais imaginé qu'il résiste encore après quatre ans d'insurrection.



Ces enfants d'Erbil, dans une école en 2011, ont toujours connu une région kurde souveraine *de facto*.

↳ Vers une indépendance du Kurdistan d'Irak ?

S'il n'y a pas pour le moment de revendication nationale kurde transfrontalière, les événements en cours en Irak et en Syrie ont montré qu'une solidarité interkurde existait bel et bien. Il suffit d'observer les nombreuses manifestations des Kurdes d'Irak et de Turquie en faveur de leurs frères syriens. L'un des problèmes des Kurdes est de ne pas s'ouvrir vers les autres forces de la région et de se résigner à se trouver dans un front contre Bachar al-Assad d'un côté et contre Daech de l'autre. Or les Kurdes syriens sont restés vagues quant à leur position contre le régime de Damas, tout en se mobilisant contre les Turcs, en se coupant du reste de la population syrienne (hormis celle présente dans leurs trois « cantons » d'Afryn, Kobané et Djézireh) et en souhaitant contrôler sans grands moyens un vaste territoire coincé entre Daech au sud et l'armée turque au nord (stratégie façonnée par le PKK). La bataille qu'ont menée les combattants kurdes de la ville de Kobané, entre septembre 2014 et janvier 2015, soutenus par les *peshmerga* d'Irak et l'aviation de la coalition, ne pouvait bouleverser la donne, même si elle signale l'essoufflement de la capacité de projection de l'EI.

Il est évident que la situation politique des autorités régionales du Kurdistan d'Irak, après le 3 août 2014, est plus fragile qu'avant sur les plans politique, militaire et sécuritaire. Rares sont ceux qui soutiennent, à l'échelle régionale et internationale, l'idée d'une quelconque indépendance, sans doute prématurée, du Kurdistan d'Irak. Cependant, la question majeure de l'après-Daech sera l'avenir des formes de l'État irakien. Il n'aura pas d'autre choix que de muter vers un modèle décentralisateur ou un fédéralisme poussé, avec la formation de forces armées locales, dans un rapport négocié avec le centre fédéral, Bagdad. Mais si la dynamique décentralisatrice s'empare de l'Irak, elle n'épargnera probablement pas le Kurdistan. Sans un règlement politique, la division *de facto* entre Sulaymaniyya et Erbil, entre PDK et UPK, se transformera tôt ou tard en requête décentralisatrice au sein de la région kurde. Il existe

d'ores et déjà une administration fiscale, sécuritaire et militaire propre à chacune de ces deux provinces. Le conflit du GRK avec Bagdad autour du salaire des fonctionnaires ou de l'exportation du pétrole n'est toujours pas réglé, malgré de sérieuses avancées. Erbil considère que sa place au sein du gouvernement de Haïdar al-Abadi, en fonction depuis septembre 2014, est affaiblie, mais il n'est pas en position de mener un nouveau bras de fer avec Bagdad au moment où l'effort international vise justement à consolider l'Irak. Le poids économique et social, voire sécuritaire, de quelque 1,5 million de réfugiés et déplacés internes (février 2015) en zone kurde fragilise plus encore sa position.

Finalement, cette situation a marqué la consolidation de la position iranienne et le retour en force des États-Unis en Irak en général et au Kurdistan en particulier (consolidation des sites militaires américains au Kurdistan et ailleurs). Avant la chute de Mossoul, les Américains occupaient une place importante, mais la place politique et sécuritaire de l'Iran semblait limiter leur influence. Aujourd'hui, les rôles sont équilibrés. Washington sait qu'il peut être contre ou avec la République islamique, mais qu'il est difficilement pensable de manœuvrer en Irak et même au Kurdistan sans elle.

HOSHAM DAWOD

(1) Marius Lazar, « Allégeances, rivalités et conflits : les multiples visages du chiisme politique irakien », in *Moyen-Orient* n°24, octobre-décembre 2014, p. 76-81.

(2) Hosham Dawod, « Le sunnisme politique en Irak : du centralisme modernisateur au régionalisme confessionnel », in *Moyen-Orient* n°24, octobre-décembre 2014, p. 70-75.

(3) Les « territoires disputés » correspondent à des régions historiquement de population kurde mais arabisées pendant le régime baassiste (1968-2003). Ils sont si-

tués dans le nord des provinces de Ninive, de Kirkouk et de Diyala. L'article 140 de la Constitution de 2005 prévoyait un recensement et un référendum pour connaître le souhait des populations, mais ils n'ont jamais eu lieu.

(4) La position des autorités françaises reste sur le fond tiraillée entre deux options : d'une part, la prise en considération d'un État de fait, l'autonomisation croissante de la région kurde par rapport à Bagdad, qui pourrait un jour se diriger vers l'indépendance ; d'autre part, la défense de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Irak, que Paris défend. Les partisans français de

l'indépendance kurde peuvent s'alimenter au moins de deux sources, l'antichisme classique de la politique de Paris et l'antinationnalisme arabe, depuis l'époque de l'Égyptien Gamal Abdel Nasser (1954-1970) et la guerre d'Algérie (1954-1962) jusqu'à nos jours.

(5) Massoud Barzani a déclaré à la télévision américaine Sky News, le 11 août 2014, que l'aide turque n'était pas à la hauteur de ce qu'il attendait, même si Ankara avait dépêché un avion militaire transportant quelque matériel (sous condition que cette aide ne soit pas rendue publique).

NOTES

